

150 ans d'histoire



Au cœur du Vieux-Saint-Jean, la Place du Marché a bien changé depuis soixante-dix ans, comme en témoignent ces deux photos prises du même endroit. En 1929, la Place du Marché bourdonnait d'activité.

Le paysage urbain était rehaussé par une architecture plus sophistiquée et offrait un cachet encore villageois. Il y avait moins de 10 000 habitants dans le Saint-Jean des années 20. On était bien loin de l'ère des centres commerciaux.



Saint-Jean-sur-Richelieu

Offrez-vous la télévision par satellite à seulement

299\$* incluant trousse d'installation GRATUITE d'une valeur de 100\$

STAR CHOICE

*Système Star Choice incluant rabais de programmation de 100\$ sur abonnement gros appétit pour la durée du crédit.

HÉBERT & GOUIN
Communications

Dumoulin
Branché sur l'électronique, l'informatique et la photo

Bell ExpressVu

*Système ExpressVu incluant rabais de programmation de 100\$ avec abonnement au service argent ou plus.

391, du Séminaire Nord, St-Jean-sur-Richelieu - 348-9377

Des élégantes du Vieux-Saint-Jean



Félix-Gabriel Marchand, l'un des fondateurs du Canada Français et premier ministre libéral du Québec de 1897 à 1900, a habité cette magnifique maison victorienne de la rue Saint-Charles, tout près de l'école Marguerite-Bourgeoys.



Cette grande demeure du Vieux-Saint-Jean fut construite en 1868. Elle fut la propriété de deux personnages connus à leur époque, Charles-Joseph Laberge et Arcade Décelles. Elle est située sur la rue Saint-Charles, à côté du Palais de Justice.



Propriété de l'Hôpital du Haut-Richelieu, la maison Bouthillier, une pièce actuellement négligée de notre patrimoine architectural, a été la propriété du Dr Alexis Bouthillier, maire de Saint-Jean et député à l'Assemblée législative. Il a vendu cette résidence aux Soeurs Grises en 1932, qui l'ont transformée en école d'infirmières.



La Maison Macdonald, rue Jacques-Cartier Nord, a été la propriété de Duncan Macdonald, maire de Saint-Jean entre 1886 et 1889 et l'un des principaux actionnaires de la St John's Stone & Chinaware Co, la plus célèbre des usines de poterie et de céramique de la ville. On retrouve plusieurs pièces produites à cette usine au Musée de la Place du Marché.



De gauche à droite : Philippe Lasnier, Germain Poissant, Michelle Power, Yvan Berthelot, M. le Maire Myroslaw Smereka, Yves Denis, June Galipeau, Germain Granger et Bernard Langlois



Ville de
Saint-Jean-sur-Richelieu

Saint-Jean-sur-Richelieu

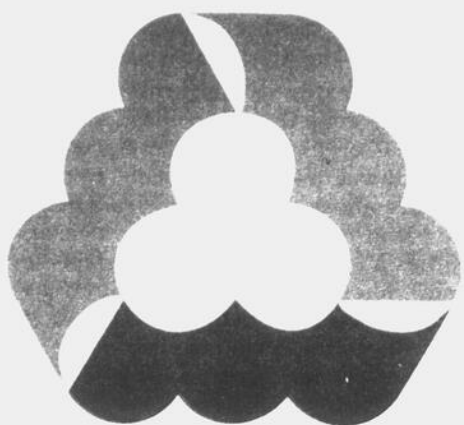
1848 - 1998

Le citoyen : au cœur de nos préoccupations depuis plus de 150 ans

Le symbole graphique

Adopté en 1985, le symbole graphique de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu se veut le reflet d'une image nouvelle pour la Ville. Il est utilisé pour identifier la municipalité et ses équipements. Des droits d'auteur ainsi que certaines normes quant aux couleurs et à l'utilisation qui en est faite se rattachent à ce symbole graphique.

Ses trois formes exactement identiques, regroupées en triangle tourné vers le haut, symbolisent à la fois la devise de Saint-Jean-sur-Richelieu et le regroupement des citoyens d'une même communauté.



Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

La partie du bas, de couleur bleu marine, rappelle tant par sa forme que par sa couleur la rivière Richelieu qui est à la base même de l'histoire et du développement de Saint-Jean-sur-Richelieu. La partie de gauche, de couleur verte et dont la forme rappelle le profil d'un arbre, reflète la qualité de vie du milieu johannais tant par sa ver-

sure que son potentiel touristique.

Enfin, la partie de droite, de couleur d'azur et ayant l'aspect d'un nuage, suggère la vocation aéronautique de notre ville.

Ces trois parties, rivière, ciel et terre, veulent exprimer de façon imagée le passé, le présent et l'avenir de Saint-Jean-sur-Richelieu.



Une vue aérienne du quartier Normandie, où s'est principalement concentré le développement résidentiel et commercial de Saint-Jean-sur-Richelieu depuis le début des années 1970 avec la construction de deux institutions majeures, l'Hôpital du Haut-Richelieu et de la polyvalente Chanoine-Armand-Racicot.

La signature promotionnelle

Au printemps 1998, une toute nouvelle signature promotionnelle est adoptée par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Celle-ci crée dorénavant une homogénéité visuelle avec l'image corporative du Festival de montgolfières dont le prestige et le succès commandait une image à la mesure de l'événement.

Son concept, qui porte la signature de l'affichiste de réputation internationale Vittorio, propose une image dépouillée aux couleurs vives. Sa forme carrée rappelle celle d'un timbre-poste. Le message véhiculé par la nouvelle signature est simple: Saint-Jean-sur-Richelieu «Capitale des montgolfières». La montgolfière épurée au centre de la signature comporte un visage



sympathique et souriant orné d'une couronne dont la symbolique réfère à l'appellation «Capitale des montgolfières».

Les armoiries

Le 2 décembre 1929, le conseil municipal de Saint-Jean, ayant à sa tête le maire Georges St-Germain, adopta la résolution qui permit enfin à la ville de se doter d'armoiries. Préparées d'après les suggestions de M. l'abbé Armand Chaussé, celles-ci connurent, au cours des années, certaines modifications.

Par une résolution du conseil municipal, le 15 février 1966, la Cité de Saint-Jean faisait enlever le drapeau de l'Union Jack au-dessus de l'aigle qui conférerait au blason la forme d'un écu anglais. Aujourd'hui, le blason, tel qu'il se présente, adopte plutôt la forme d'un écu français.

À l'instar des autres blasons, les armoiries de Saint-Jean-sur-Richelieu ont un langage et une signification qui leur sont propres. La partie inférieure du blason, de couleur verte, symbolise le sol; le centre argenté représente les eaux de la rivière Richelieu et la partie supérieure, sur fond bleu, rappelle l'azur.

En outre, l'aigle tenant un laurier



dans son bec symbolise la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste, autrefois indépendante de la Cité de Saint-Jean. Les ailes de l'aigle sont déployées en guise d'envol et corroborent la devise de Saint-Jean-sur-Richelieu: «In Alta» qui signifie «Vers les sommets».

Rappelons que les armoiries ont servi autrefois à identifier tout ce qui appartenait à la municipalité. Aujourd'hui, ces couleurs sont utilisées dans des circonstances exceptionnelles ou encore pour les cérémonies plus officielles.

on a conçu pour la Suisse

L'Auberge restaurant

SAFARI

IBISCOM

IMPRIMERIE DIGITALE

Étalon partenaire d'affaires

- Impression digitale grand format
- Placement média
- Location et vente de kiosques d'exposition

Tél.: (450) 346-1616

Fax: (450) 346-9692

E-mail: ibiscom@net.net

ROAD

MEDIA SYSTEMS

Distributeur autorisé de

Fabricant des stands modulaires

Seulement 150 ans ?

Bien que le Fort Saint-Jean existe depuis plus de 330 ans, l'incorporation de la municipalité ne date que de 150 ans. Des ressources très modestes ont été consacrées à souligner cet anniversaire. Grâce à de précieuses collaborations, comme celles de la Société d'Histoire du Haut-Richelieu, du Musée régional et à de nombreux commanditaires, certains projets intéressants ont quand même pu être entrepris. Soulignons la mise à jour et l'arrangement pour publication d'un guide des rues de la ville déjà répertoriées par François Boutin, une exposition de photos anciennes qui a suscité passablement d'intérêt dans différents lieux publics et enfin, une fête champêtre populaire très animée qui s'est tenue par une superbe journée de juin dernier.

Le Canada Français a accepté de publier ce cahier spécial qui, à l'origine, devait paraître sous forme de chroniques. C'est un simple essai; il n'a pas la prétention de faire le tour de l'histoire johannaise. Ces textes venus de différentes sources forment une espèce de collage qui laisse entrevoir certains aspects de notre passé. Quelques pages ne suffisent pas à raconter des siècles. Pour rappeler nos origines et notre histoire, ce cahier ne présente donc que des instantanés de la vie de chez nous, à un moment donné, au fil du temps.

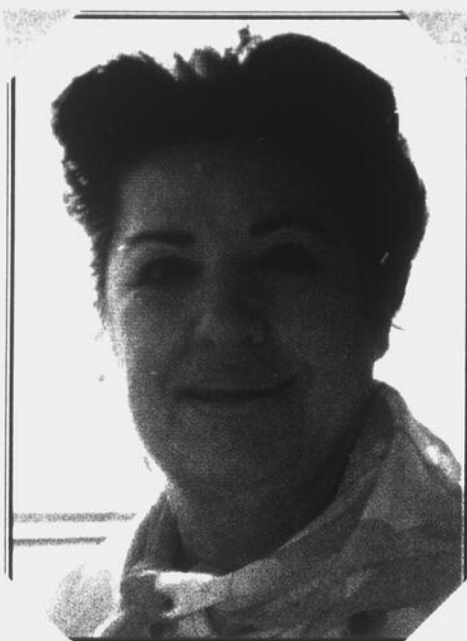
Avec le soin et la précision qui caractérisent ses écrits, notre jeune historien François Boutin nous brosse d'abord un tableau clair et concis de nos origines, de l'organisation municipale et du développement de la «grand rue».

Jusqu'à récemment, le Fort Saint-Jean était, après Québec, le plus ancien site militaire toujours occupé en Amérique du Nord. Il y a donc des militaires à Saint-Jean depuis fort longtemps mais il est tout à fait récent qu'ils aient été contraints à désertir le fort. Il se pourrait bien qu'un jour, les générations futures jugent sévèrement la décision qui a motivé ce geste, aussi bien que la désinvolture actuelle face à la protection, la conservation et la mise en valeur de ces lieux historiques. Bien placé pour parler de l'histoire de ces lieux, un de ses ex commandants, Yvon Lafrance, nous en dresse un rapide tableau.

Au fil des ans, des colons, dont certains anciens militaires, se sont établis lentement le long des rives du Richelieu. Il est rapidement devenu nécessaire de se procurer quelques marchandises: monsieur de Bleury a été le premier à en produire et en faire commerce, suivi un peu plus tard de Christie et Hazen, deux hommes d'affaires écossais et américain. Commerce et industrie ont donc pris place très tôt dans le Haut-Richelieu. Un poste de douanes devient nécessaire; on le construit en 1787.

Lors de la Révolution américaine en 1775, après 45 jours de siège, le Fort Saint-Jean tomba aux mains des Américains. Ce délai avait cependant permis de retarder les Américains dans leur marche vers Québec et par le fait même, sans doute évité que nous ne devenions tous sujets américains.

Après le départ des Américains, le fort



Lise Dallaire-Durocher

est converti en chantier naval. Le commerce et les multiples combats se passant en partie sur l'eau, il est devenu utile de produire des bateaux. La petite cité devient alors port militaire et chantier naval. Ces années de travaux maritimes contribuent à apporter un peu de prospérité. On fait le commerce de bois de pulpe, de foin et de charbon par bateau entre Montréal à New York (16 jours de trajet) on traverse le Saint-Laurent par le bateau de La Prairie et on vient de La Prairie en diligence. Marchand, Mc Nider et Durette font commerce de bois sous la raison sociale *Gabriel Marchand & Compagnie*.

Le village compte désormais une centaine de maisons dont quelques hôtels et magasins sur la rue Front (la «grand rue»). Il se peuple en bonne partie de loyalistes américains chassés par la révolution, d'où le caractère anglophone du village qui prend le nom de Dorchester même si les francophones continuent à l'appeler Saint-Jean. Il aura son Bureau de poste vers 1815. On commence à construire des temples: les églises St. James et Saint-Jean-l'Évangéliste et le temple méthodiste Wesleyan datent respectivement de 1816, 1828 et 1841.

En raison du commerce qui s'intensifie, il faut bientôt songer à améliorer les moyens de communication. En 1826, le pont à péage Jones est construit entre Saint-Jean et Iberville. Vers 1830, on commence à envisager l'idée d'un canal contournant les Rapides; il sera ouvert à la navigation en 1843. Avec l'arrivée du premier tronçon du chemin de fer canadien entre La Prairie et Saint-Jean en 1836, on se tournera vers le rail et Dorchester prendra de plus en plus d'importance.

On recense en 1831, 800 personnes à Saint-Jean. En fait, la population croît à un rythme beaucoup plus rapide qu'aujourd'hui puisqu'en 1841, elle est déjà de 1,315 habitants. Pierre-Paul Demaray, ancien patriote, est élu maire de la municipalité de paroisse en 1845. Depuis quelques années, les occupants du petit village sont désireux de s'incorporer et ils sont prêts à le faire. Comme aujourd'hui, ils devront ce-

pendant passer par les aléas des tracasseries administratives pendant plusieurs années avant d'y arriver. Voici donc un tableau sommaire du début de cette aventure johannaise.

Plusieurs personnes ont contribué à vous présenter la suite des événements, comme ils s'en souviennent ou qu'on leur a rapporté. C'est avec un très grand plaisir que j'ai recueilli pour vous ces textes. La grande diversité des auteurs et celle de leurs sujets aiguissent notre curiosité et nous découvrent la petite histoire. Quand des photos étaient disponibles, ils accompagnent les textes. Soulignons que parmi nos auteurs, tous ne sont pas entraînés à produire des textes. Ceux qui le sont avaient souvent d'autres occupations en tête. La plupart ont accepté volontiers de faire les efforts voulus pour apporter leur contribution à ce collage. Nous leur en sommes très reconnaissants.

Nous avons effleuré multiples sujets: les fortifications, les routes, les gares, l'arrivée de ce train que nous n'avons plus, le port de Saint-Jean, le creusement du canal et ses fonctions. Nous évoquons les industries venues et reparties comme les poteries (St-John's Stone Chinaware Co.), machines à coudre Singer, Fonderie, usines de chapeaux, (St-John's Straw Hat, C. Molleur), et le rôle qu'elles ont joué dans la vie des Johannais. Nous rappelons l'importante place de l'Église, celle du Séminaire, de l'Évêché, l'évolution de l'éducation, etc. Pour retracer l'histoire du Palais de Justice, de nos hommes de loi, de certaines causes célèbres de l'époque, nous avons obtenu l'aide précieuse du juge Roland Tremblay.

Toujours d'intérêt, nous parlons des soins de santé qui ont progressé en particulier grâce aux Sœurs Grises, de l'hospice, de l'Hôpital Saint-Jean, de l'école des infirmières et des médecins comme le docteur

Bouthillier.

Nous touchons un mot de la vie sociale et culturelle au fil du temps. Lors du 125e, en 1973, le Canada Français a publié des textes qu'il pourrait vous plaire de relire et peut-être même conserver comme je l'ai fait jadis. Nous en glissons quelques-uns à travers nos textes.

Le but de ce cahier souvenir est de vous rappeler votre histoire ou de vous la faire connaître, c'est selon... Si votre fierté s'en trouve plus grande, nous serons bien contents de vous l'avoir présenté. Si vous le conservez, dans quelques années, vos enfants le liront peut-être à leurs enfants pour retrouver avec eux une certaine trace de ceux qui ont fait l'histoire de leur ville.

Note:

Un merci tout spécial aux ouvriers de la première heure qui ont réfléchi avec moi à la façon d'assembler ces idées et de faire une recherche d'auteurs et qui ont eux-mêmes rédigé un ou des textes. Il s'agit de François Boutin, Philippe Lasnier, Marc-Olivier Girard et Nicolas Paquin. Merci à Nicole Poulin de la Société d'Histoire qui a toujours trouvé un moment pour nous conseiller et répondre à nos interrogations. À la ville, Anne Potvin a accepté d'assumer le support technique. Merci au Musée régional du Haut-Richelieu pour sa précieuse collaboration par le biais de la collection de photos Pinsonnault. Et finalement, merci au journaliste Marc-Olivier Trépanier qui a eu l'imposante tâche de débrouiller et de mettre en forme cette imposante masse d'écrits et d'images dans le cahier-souvenir que vous tenez en vos mains.

Lise Dallaire-Durocher,

présidente du Comité des Fêtes du 150^e



Une promenade à pied dans le Vieux-Saint-Jean, c'est une marche à travers une longue et riche histoire.

O'Tips en tout temps...

87, boul. Saint-Luc, Saint-Luc
359-7665

Les premières années

5

Saint-Jean-sur-Richelieu a fêté en 1998 son 150^e anniversaire d'incorporation. La municipalité a été érigée en village en juillet 1848 suivant la proclamation du gouverneur général Lord Elgin. Le premier maire, Nelson Mott, préside le conseil du mois d'août 1848 à juillet 1850. Les premiers conseillers sont Benjamin Burland, Robert H. Wight, Louis Fréchette, Charles S. Peirce et Édouard Bourgeois. C'est l'arpenteur Hiram Corey qui à la veille de l'incorporation du village a fait la verbalisation des rues et la description de leur tracé.

Les règles et les normes régissant l'organisation de la municipalité sont adoptées le 28 mai 1849. La gestion est régie par l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada à partir de 1855. Le village est administré par le conseil, qui crée les comités de finance et perception, de marché, de chemins et rues, de feu, de règlements de la police et santé. Le suivi des dossiers est assumé par le secrétaire-trésorier Thomas-Robert Jobson, notaire qui reçoit en 1848-1849 un salaire annuel de

30 livres. De 1848 à 1859, l'administration ainsi que la tenue des assemblées se déroulent en son étude notariale, située au coin des rues Saint-Jacques et Champlain, côté nord-est. Cette pratique sera en vigueur jusqu'à l'ouverture de l'édifice du marché. C'est l'inspecteur du village qui est responsable des travaux et de l'observance des règlements municipaux. Au cours des premières années s'ajoutent le surveillant des chemins, des rues, des ponts, le sous-voyer et les inspecteurs de clôtures. En février 1852, le poste de sous-voyer sera aboli. Durant l'année 1853, le conseil municipal prend position en faveur de l'abolition de la tenue seigneuriale. En 1856, Saint-Jean obtient une charte de ville grâce au travail acharné du maire de l'époque, l'avocat Joseph Delagrave.

Le premier corps de police est formé en septembre 1851 sous le mandat du maire Pierre-Paul Démaray. Les premiers agents se nomment Joseph Luc, Pierre Benoit et Louis Colombe, père. Au chapitre de la lutte contre les incendies, il s'organise des compagnies

de sapeurs: la Dorchester Protecting Fire Co. et la Richelieu Fire Engine Co. qui auront de la difficulté à atteindre l'efficacité. Le conseil municipal et le Dr Pierre-Moise Moreau mettent sur pied le Board of Health for the Municipality of the Village of St-John en 1849.

À l'origine, les rues de Saint-Jean ont une largeur d'environ 36 pieds français et sont en terre battue recouverte de pierre. Elles sont éclairées à l'huile grâce à des réverbères. Les trottoirs sont faits de bois que le conseil municipal achète sous forme de madriers. En avril 1850, sous le règne du maire Mott, un règlement est adopté pour prolonger la rue Saint-Georges vers l'ouest. Le 23 mai 1854 on vote un autre règlement pour ouvrir une nouvelle rue située entre Longueuil et Champlain: la rue Victoria. Le 1^{er} décembre 1856, les élus johannais décident de contribuer pour 50% avec le conseil de comté au projet de construction du «Half Way House Bridge» du pont Jones. En décembre 1857, William Ryder et Félix Côté sont engagés respectivement à titre d'architecte et d'entrepre-

neur pour ériger l'édifice de la Place du Marché qui ouvrira ses portes au printemps 1859. Cet immeuble servira d'hôtel de ville durant plusieurs années par la suite. La rue Montcalm naît au cours des années 1860. Le prolongement de la rue Mercier est possible jusqu'aux limites sud de la ville grâce à la cession d'une lisière de terrain par le gouvernement fédéral en juin 1871. L'année 1872 voit naître la compagnie de l'aqueduc de Saint-Jean. C'est aussi à la même époque qu'est mise en chantier la construction du réseau d'égouts dans les rues de la ville.

On constate que durant les premières années, l'organisation municipale à Saint-Jean a connu un développement modeste, mais avec l'implantation des industries tout se structure. Une grande faiblesse demeure, c'est la lutte contre les incendies. Les rues Richelieu et Champlain seront grandement endommagées par le feu dévastateur, surtout en 1867 et 1876.

François Boutin



Au 188 Jacques-Cartier nord

Si son architecture a été modifiée, l'hôtel de ville n'a pas changé d'adresse depuis le début du siècle, comme en témoigne cette carte postale. En face, l'hôtel National, qui n'a toujours pas perdu de son charme.



Le Club nautique

Cette photo d'une carte postale de Pinsonneault nous montre le Club nautique-St. Johns Yacht Club au début du siècle.

Les grandes dates de l'organisation municipale

- La législation créant des syndics de village est adoptée par le Parlement du Canada le 1^{er} avril 1818, en vertu de la loi 2 Georges IV. Le 8 janvier 1825, les propriétaires du Village de Saint-Jean connu sous le nom de Ville de Dorchester élisent cinq syndics: les Sieurs Étienne Patenaude, Louis Marchand, John Gray, William Watson et François Marchand, propriétaires dudit Village.

- La loi de l'Acte d'Union passée le 15 avril 1841 par Lord Sydenham divise le territoire du Bas-Canada en vingt-deux districts. La Municipalité régionale ou le district municipal de Saint-Jean est formée: le préfet est William McGinnis, père de Saint-Athanase de Bleury, nommé le 12 juin 1841; le greffier est Pierre Gamelin, notaire de Saint-Jean, nommé le 11 décembre 1841. Les résidents de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste sont représentés par M. Gabriel Marchand, cultivateur.

- La loi érigeant les municipalités de paroisse est votée: la loi 8 Victoria, chapitre 40, entre en vigueur le 1^{er} juillet 1845. La Municipalité de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste de Dorchester forme son premier conseil le 14 juillet 1845. M. Pierre-Paul Démaray, notaire, est nommé maire le 28 juillet 1845.

- Le territoire de la Municipalité de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste est intégré à celui de la Municipalité du comté de Chambly le 1^{er} septembre 1847 en vertu de l'Acte 10-11 Victoria, chapitre 7.

- Une proclamation de Lord James Elgin, Gouverneur-général de l'Amérique du Nord érige le Village de Saint-Jean en municipalité; l'entité municipale est située dans la baronnie de Longueuil et dans le comté de Chambly. L'acte est passé à Montréal le 20 juillet 1848.

- Le 26 août 1848, le conseil municipal du Village de Saint-Jean désigne le premier maire de la Municipalité du Village de Saint-Jean M. Nelson Mott, écuyer, marchand. M. Thomas-Robert Jobson, notaire, remplit la fonction de secrétaire-trésorier.

- L'acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada, la loi 18 Victoria, chapitre 100 entre en vigueur le 1^{er} juillet 1855 créant les municipalités de comté. Les comtés municipaux de Saint-Jean et d'Iberville sont formés. La municipalité du comté de Saint-Jean comprend alors six municipalités locales: les paroisses Saint-Bernard-de-Lacolle, Saint-Jean-l'Évangéliste, Village de Saint-Jean, Saint-

Luc, Sainte-Marguerite de Blairfindie et Saint-Valentin.

- La Municipalité de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste est de nouveau érigée par l'Acte cité ci-dessus, le 1^{er} juillet 1855. Le maire en poste est M. Samuel Vaughan.

- La Municipalité du Village de Saint-Jean reçoit sa charte de Municipalités de Ville de Saint-Jean le 15 septembre 1856 par une proclamation publiée dans The Canada Gazette. Le maire qui préside aux destinées de la Ville est M. Joseph Delagrave.

- La Ville de Saint-Jean par une loi du Parlement de Québec de 1916, chapitre 71 est érigée en cité et devient la Cité de Saint-Jean le 22 décembre 1916. Le maire est M. Joseph-Laurent Pinsonneault.

- Le conseil municipal de la Cité de Saint-Jean dote la Ville de ses premières armoires, le 2 décembre 1929. Le maire en poste est M. Georges Saint-Germain.

- Une nouvelle municipalité est érigée par la fusion de la Municipalité de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste et la Cité de Saint-Jean sous le mandat du maire, M. Bruno

Choquette. Cette nouvelle entité municipale sera connue sous le nom de Ville de Saint-Jean par la proclamation du 11 mars 1970 publiée dans la Gazette officielle du Québec, le 25 avril 1970.

- La Ville de Saint-Jean se fait maintenant connaître sous l'appellation Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu par un arrêté en conseil du lieutenant gouverneur daté du 11 octobre 1978. Ce changement est publié dans la Gazette officielle du Québec le 11 novembre 1978.

- Une nouvelle entité régionale remplace la Corporation du comté de Saint-Jean et la Corporation du comté d'Iberville. La Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu est constituée par lettres patentes entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1982 à la suite d'un décret du Conseil des ministres du gouvernement du Québec adopté, le 2 décembre 1981. Elle regroupe vingt municipalités locales.

NDLR: Informations tirées du volume de Lionel Fortin, *Les municipalités du Haut-Richelieu, des origines à nos jours*, Saint-Jean-sur-Richelieu, 1996, 237 pages. Compilation: Société d'histoire du Haut-Richelieu.

La proclamation du 20 juillet 1848

Province du Canada

Par Son Excellence le très-Honorable James, Comte d'Elgin et Kincardine, Chevalier du Très-Ancien et Très-Noble Ordre du Chardon, Gouverneur-Général de l'Amérique du Nord, et Capitaine Général et Gouverneur-en-Chef, dans et sur les Provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau Brunswick et de l'Isle du Prince-Édouard, et Vice-Amiral d'icelles, etc. etc. etc.

À tous ceux qui ces présentes verront-Salut:

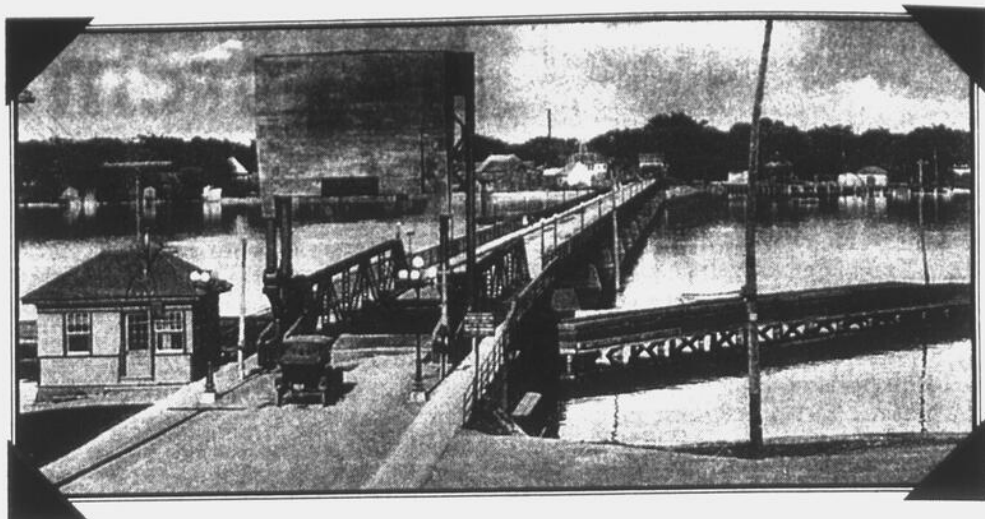
Proclamation

Attendu que par et en vertu d'un Acte du Parlement de la Province du Canada, fait et passé dans la session tenue dans les dixième et onzième années du Règne de Sa Majesté, chapitre sept, et intitulé: «Acte pour faire de meilleures dispositions pour l'établissement d'Autorités Municipales dans le Bas-Canada», il a été entr'autres choses statué de fait. Qu'à la première Session d'aucun des Conseils Municipaux établis par icelui, qui se tiendra après la présentation d'une pétition par les habitants ayant droit de voter aux élections de Conseillers Municipaux dans tout village ou ville non encore incorporé, contenant quarante maisons ou plus, dans un espace de trente arpents ou acres en superficie, au Conseil Municipal dans lequel tel village ou ville sera situé, lui demandant de fixer des limites et bornes au dit village ou ville pour les fins du dit Acte, il sera du devoir du Conseil de la Municipalité du Comté de fixer les limites et bornes du village ou de la ville ce requérant, et de les désigner par écrit, et le Gouverneur en Conseil aura pouvoir, sur réception d'une copie dûment attestée des procédés adoptés par tel Conseil de la Municipalité du Comté, et après avoir constaté la suffisance de la désignation des limites et bornes y mentionnées, de déclarer par proclamation qu'icelles seront les dites limites et bornes; et qu'il est établi par le dit Acte que rien de contenu en icelui n'autorisera le Conseil d'aucune Municipalité à restreindre les limites d'aucune ville, bourg ou village déjà établies par autorité compétente, ainsi que la chose appert plus amplement en référant au dit Acte. Et attendu que le Conseil de la Municipalité du Comté de Chambly, dans le District de Montréal, a, en vertu et en conformité des dispositions de l'Acte ci-dessus, mentionné et en partie réitéré, fait un rapport de ses procédés par lequel il décrit et déclare les limites qui devront être assignées au village de Saint-Jean, dans le dit Comté de Chambly, dans le dit District de Montréal, à l'effet suivant, c'est-à-savoir: «Le dit Village de Saint-Jean sis et situé dans la baronnie de Longueuil, dans le dit comté de Chambly, sera borné comme suit: à l'est, par la rivière Richelieu, à l'ouest par les terres de la seconde concession, au nord

par la ligne sud de la terre de Harmon H. Vaughan, et au sud par la ligne nord de la terre de Ephraim Mott, écuyer, commençant du côté ouest de la rivière Richelieu, au coin sud-est de la dite terre de Harmon Vaughan, de là longeant la dite ligne sud de la terre de Harmon Vaughan nord soixante-et-dix-neuf degrés ouest magnétiques, trente arpents, jusqu'à la dite seconde concession, de là suivant la ligne est de la dite seconde concession sud un degré est neuf arpents deux perches et demi, de là le long de la dite ligne de la seconde concession sud douze degrés et trente minutes ouest, douze arpents et trois perches, de là le long de la dite ligne sud dix degrés ouest, dix arpents, jusqu'à coin nord-ouest de la dite terre d'Ephraim Mott, écuyer, de là le long de la dite ligne nord de la dite terre d'Ephraim Mott sud soixante-et-dix-neuf degrés est, vingt neuf arpents sept perches, jusqu'au bord de la rivière Richelieu susdite, de là vers le nord le long du bord de la dite rivière jusqu'au point de départ, contenant onze cent treize arpents de terre en superficie, qui ensemble avec moitié de la largeur la dite rivière Richelieu, en front du dit village de Saint-Jean, de Hiram Corey, Arpenteur Juré, en date à Saint-Jean, le quinzième jour de Mai, mil-huit-cent-quarante-sept». MAINTENANT SACHEZ, qu'en vertu des pouvoirs à Moi conférés par l'Acte susdit, par et de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Sa Majesté pour la Province du Canada, j'ai jugé convenable de publier cette proclamation, et par ces présentes confirme et établis les bornes et limites susdites pour être et demeurer celles du village de Saint-Jean, et ai fait, ordonné, constitué, établi et déclaré, et par ces présentes fais, ordonne, constitue, établis et déclare que le dit village de Saint-Jean sera un village pour toutes les fins municipales, conformément aux dispositions de l'acte susdit: Et il est ordonné et enjoint, qu'en conformité de l'Acte susdit, des copies de la présente proclamation seront affichées pendant deux semaines consécutives à la porte de l'Eglise ou place de Culte Public de la société religieuse la plus nombreuse dans telle paroisse où le dit village de Saint-Jean est situé, ou à deux des lieux les plus fréquentés s'il n'y a pas de place de Culte Public; et une autre copie d'icelle sera transmise au Juge de Paix qui aura présidé l'assemblée du dit village, pour être par lui remise au Maire du dit village, quand le Conseil du dit village sera constitué en la manière réglée par icelui Acte.

Donné sous mon Seing et le Sceau de mes Armes, à Montréal, ce vingtième jour de juillet, dans l'année de Notre-Seigneur, mille-huit-cent quarante-huit, et du règne de Sa Majesté la douzième.

Signé (Elgin et Kincardine)



Le pont Gouin a été ouvert à la circulation en 1917.

Saint-Jean obtient une charte de ville en 1856

Deux événements majeurs favorisent le développement de Saint-Jean: la canalisation de la rivière Richelieu (1832-1843) et l'ouverture du premier chemin de fer reliant Saint-Jean et La Prairie en 1836. Saint-Jean devient la plaque tournante du commerce avec les États-Unis. Depuis plusieurs années, le port de Saint-Jean est passablement achalandé.

Après que Saint-Jean soit érigée en village par la proclamation de Lord Elgin, le 20 juillet 1848, le territoire entourant le village formera, à partir de 1855, la seconde municipalité de la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste.

Avec l'industrialisation progressive de la municipalité, notamment avec les manufactures de poterie, on assiste à un accroissement de la population.

Saint-Jean obtient une charte de ville en 1856. Le 18 juin 1876, une conflagration réduit en cendres une grande partie du centre-ville. En 1886, un deuxième chemin de fer traverse le territoire de la ville, celui de la compagnie The Atlantic and North West Railway Co., une filiale du Canadian Pacific Railway.

Les rues de la municipalité seront éclairées à l'électricité au cours des années 1890. À cette époque, le centre-ville de Saint-Jean est maintenant encadré par les deux voies ferrées. En 1904, la multinationale américaine Singer, spécialisée dans la fabrication de machines à coudre, vient s'y implanter et est à l'origine d'une prospérité économique et de changements urbains. D'autres compagnies viendront par la suite ouvrir des usines. Saint-Jean devient un centre industriel non négligeable. En 1916, la Ville de Saint-Jean reçoit une charte de cité alors que le pont Gouin remplace le pont Jones.

L'augmentation de la population amène la fondation de nouvelles paroisses: Notre-Dame-Auxiliatrice en 1906 et Saint-Edmond en 1930. De nouveaux quartiers vont voir le jour pendant et surtout après la Seconde Guerre mondiale. En 1952, les autorités municipales mettent sur pied le plus grand projet d'expansion que la ville ait connu. On ampute la municipalité de la paroisse Saint-

Jean-L'Évangéliste d'une vaste superficie de terrain.

Les exploitations agricoles servent désormais à des fins de lotissement et de développement domiciliaires et commerciaux. Le premier plan d'urbanisme est adopté en octobre 1952. Le quartier nord se développe et donne naissance en 1955 à la paroisse Saint-Gérard-Majella. S'ajoute Saint-Lucien en 1957.

Entre 1958 et 1960, les citoyens de Saint-Jean observent la construction du pont Félix-Gabriel Marchand qui enjambe la rivière Richelieu en périphérie de la ville. De 1964 à 1968, d'autres voies s'ouvrent à l'ouest du boulevard de Normandie. La plupart des rues à l'est du boulevard de Normandie sont aménagées entre 1970 et 1972. À l'ouest du boulevard de Normandie, le développement se complète tout au long de la décennie 80. C'est en 1989 qu'on fondera la paroisse Sainte-Marie-de-la-Visitation.

Le territoire de la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste ne cesse de rétrécir. La Cité de Saint-Jean lui enlève de la superficie à plusieurs reprises à partir de 1924 et de 1948. Finalement, c'est en avril 1970 que le conseil de la municipalité de la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste et celui de la Cité de Saint-Jean s'unifient pour former la Ville de Saint-Jean. D'importants développements domiciliaires se sont réalisés sur son territoire surtout à partir de 1955. Ainsi sont apparues les paroisses Notre-Dame-de-Lourdes en 1952 et Saint-Eugène en 1958.

Au niveau démographique, la période 1911-1931 amorce une nette montée de la population avec l'implantation des manufactures et les développements de quartiers ouvriers. La période 1985 à nos jours marque un ralentissement de l'augmentation de la population au profit de Saint-Luc.

François Boutin

Extrait d'un texte rédigé pour le ministère des Affaires municipales du Québec en octobre 1997 dans le cadre des études de regroupement des villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d'Iberville.

Nous sommes heureux
de participer à
l'élaboration de tant
de souvenirs!



L'AIDE AUDITIVE

Des milliers de malentendants
ont retrouvé leurs activités
grâce à l'aide auditive.

Elle est si petite et se glisse
confortablement dans l'oreille.

UNE PROTHÈSE AUDITIVE SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE

Selon les règles de la
Régie d'assurance-maladie du Québec
Le modèle illustré n'est pas couvert par la R.A.M.Q.

Laflamme & Ass. Audioprothésistes

900, boul. du Séminaire Nord, bureau 140
(près de l'hôpital du Haut-Richelieu)
Saint-Jean-sur-Richelieu

(450) 349-1260
1 800 422-6181

(sur rendez-vous seulement)

• Montréal
• Longueuil
• Beloeil



• Granby
320, boul. Leclerc O.
Bureau 8

(514) 522-6181 (450) 378-6746

46 maires en 150 ans

Au cours des 150 dernières années, 46 personnes ont occupé le poste de maire de Saint-Jean. Le règne le plus court fut celui de Jacques E. Molleur qui siégea de février à avril 1891; toutefois, il fut ré-élu en 1899 pour deux ans.

Ronald Beauregard battit tous les records en occupant ce poste pendant douze années consécutives, de 1974 à 1986.

Parmi les noms de ces maires, plusieurs, pour ne pas dire la presque totalité, ont donné leur nom à une des rues de la ville.

Liste des maires de Saint-Jean avec les dates de leurs termes d'office respectifs (1848-1999)

1848-1850	Nelson Mott
1850-1851	Benjamin Burland
1851-1853	Pierre-Paul Démaray
1853-1854	Félix H. Marchand
1854-1858	Joseph Delagrave
1858-1859	Robert H. Wight
1859-1860	Joseph Delagrave
1860-1862	Henri I. Larocque
1862-1863	Édouard Bourgeois
1863-1866	Henri I. Larocque
1866-1867	James Bissett
1867-1869	Charles I. Laberge
1869-1870	Henri I. Larocque
1870-1872	James Bissett
1872-1873	Charles Langelier
1873-1875	Théophile Arpin
1875-1877	John Rossiter
1877-1879	Arcade Decelles

1879-1881	Joseph P. Carreau
1881-1883	James O'Gain
1883-1886	Émilien Z. Paradis
1886-1889	Duncan Macdonald
1889-1891	Wilfrid Brosseau
Fév. 1891-	
Avril 1891	Jacques E. Molleur
1891-1893	Joseph Abraham Lomme
1893-1897	James O'Gain
1897-1899	Joseph Émilien Hébert
1899-1901	Jacques E. Molleur
1901-1903	Amable Bisaillon
1903-1907	Charles Robert Cousins
1907-1909	Joseph Messier
1909-1913	Alphonse F. Gervais
1913-1916	Luc Papineau
1916-1917	Joseph Pinsonnault
1917-1919	Henderson Black
1919-1923	Dr Alexis Bouthillier
1923-1927	Pierre Trahan
1927-1936	Georges Saint-Germain
1936-1939	Joseph F. Mayrand
1939-1942	Me Georges Fortin
1942-1945	Moïse Lebeau
1945-1949	Me Alcide Côté
1949-1953	Dr Georges Phaneuf
1953-1957	J. Armand Ménard
1957-1961	Eugène Lasnier
1961-1963	Jean Desmarais
1963-1968	Lawrence N. McMillan
1968-1972	Bruno Choquette
1972-1974	Bernard Dussault
1974-1986	Ronald Beauregard
1986-1994	Delbert Deschambault
1994-...	Myroslaw Smereka

Nelson Mott, premier maire du village de Saint-Jean

Nelson Mott est né à Alburg, au Vermont, le 16 mars 1801, du mariage d'Ephraïm Mott et de Rebecca Nelson. La famille d'Ephraïm Mott s'installe à Saint-Jean tôt dans le premier quart du XIX^e siècle et dirige un hôtel situé sur l'emplacement actuel de l'édifice des douanes, au coin des rues Richelieu et Saint-Georges.

Nelson Mott est marchand-général à Saint-Jean dès 1827. En 1834, il fonde une société avec son beau-frère, Curtis Pattee, sous le nom de Mott & Pattee. Après le décès de Pattee, en 1847, il s'associe à un autre beau-frère, William Alexander Osgood. Cette société fonctionnera pendant de nombreuses années sous le nom de Mott & Osgood.

À partir de 1836, le magasin-général de Mott sera situé juste au sud de l'hôtel Mott, aujourd'hui le 97, rue Richelieu. Ce magasin abritera le bureau de poste local, ses beaux-frères étant maîtres de poste, soit Curtis Pattee, de 1837 à 1847 et William Alexander Osgood de 1847 à 1882.

Nelson Mott passe à l'histoire pour avoir été le premier maire du Village de Saint-Jean, de 1848 à 1850. Il est également conseiller municipal du Village de Saint-Jean de 1850 à 1851 et conseiller municipal de la Ville de Saint-Jean de 1858 à 1859. Marguillier de l'église St-James en 1826



Nelson Mott a été maire de 1848 à 1850. Cette photo date de 1845.

et en 1839, il contribue financièrement, en 1852 à la construction d'une école paroissiale qui sert aussi de «Sunday School».

Militaire, Nelson Mott sera nommé enseigne du 3^e bataillon du comté de Chambly, le 13 janvier 1831 et lieutenant de la 2^e compagnie des volontaires loyaux de Dorchester, le 20 janvier 1838. Il meurt à Saint-Jean, le 23 septembre 1870.

L'évolution de la population de Saint-Jean

1836	1 000 h	1871	3 022 h	1921	7 734 h	1961	26 988 h
1848	2 800 h	1881	4 314 h	1931	11 256 h	1971	32 863 h
1853	3 215 h	1901	4 030 h	1941	13 646 h	1981	35 640 h
1861	3 317 h	1911	5 903 h	1951	19 305 h	1991	37 607 h
						1996	36 435 h

La direction et le personnel d'Addition Confort souhaitent à la ville Saint-Jean-sur-Richelieu un bon 150^e anniversaire

Votre centre d'approvisionnement commercial, industriel, institutionnel et résidentiel (produits et équipements sanitaires)



700, rue Saint-Jacques
Saint-Jean-sur-Richelieu

Tél.: 346-3575
Fax: 346-7554

Oerlikon Aérospatiale

Bien implantée à Saint-Jean-sur-Richelieu et fière d'effectuer ses opérations depuis plus de 15 ans.

(450) 358-2000

225, boul. du Séminaire Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

Jules Roy en raconte la petite histoire Quand Saint-Jean est devenue «sur-Richelieu»

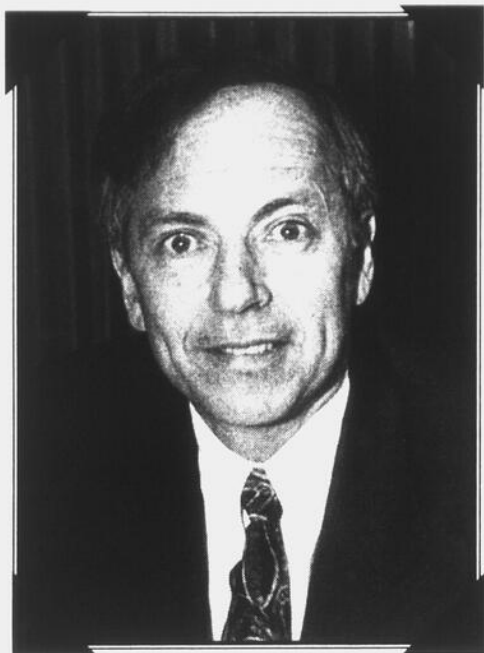
Vingt ans déjà que notre ville célèbre une étape importante de son histoire. Le 11 novembre 1978, j'ai eu l'honneur de proposer d'abandonner l'appellation «St-Jean» pour la remplacer par «Saint-Jean-sur-Richelieu». À l'unanimité, le conseil dirigé par le maire Ronald Beauregard a voté cette résolution. J'étais convaincu que ce geste était nécessaire pour chasser la confusion que régnait alors et avait un effet d'éteignoir sur la fierté de mes concitoyens.

C'était l'époque d'ailleurs où plusieurs industries, lors de leur correspondance d'affaires utilisaient encore l'ancien nom «St. John's», souvenir hérité d'une présence anglaise encore récente.

Dès le 23 janvier 1978, je proposais aux élus du conseil de se pencher sur cette confusion que pouvait engendrer l'utilisation de noms différents. Nous avions recensé plus de quarante-quatre Saint-Jean au Québec. Il était difficile pour les gens de l'extérieur de bien nous situer avec le nom que nous avions officiellement.

Pourquoi le Richelieu, l'une des plus belles rivières au Québec, ne pourrait-il pas nous servir à nous démarquer. Je voulais faire appuyer cette proposition par le plus grand nombre de Johannais, car M. Fernand Charest, un confrère de l'époque, m'avait bien sensibilisé aux risques d'un rejet d'une telle idée. Lui-même avait tenté de faire bouger ce dossier dans un passé pas très lointain.

J'ai donc lancé une vaste campagne de consultation populaire auprès des Johannais dès le mois de février de la même année. Une lettre fut donc envoyée à tous les organismes culturels et sportifs leur demandant leur opinion face à l'appellation «Saint-Jean-sur-Richelieu». L'avis du grand public fut également sollicité, la même lettre étant reproduite dans Le Canada Français.



Jules Roy, père de
«Saint-Jean-sur-Richelieu».

La réponse fut extraordinaire: individus, représentants de compagnies, l'évêché manifestèrent un appui sans équivoque.

Aujourd'hui, j'espère que toute la région a le goût d'aller plus loin pour s'affirmer au Québec: pourquoi ne pas fusionner les partenaires de toujours: Saint-Luc, Iberville et Saint-Jean-sur-Richelieu et devenir une grande ville capable d'un deuxième souffle, d'un développement plus avantageux, pour le bénéfice de tous les riverains du Richelieu, ce petit coin de pays merveilleux?

Jules Roy
ex-conseiller municipal
pendant 16 ans

Saint-Jean-sur-Richelieu tient son nom du premier fort Saint-Jean

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu tient son nom du premier fort Saint-Jean, construit par le régiment de Carignan-Salières en 1666-1667 en amont des rapides de la rivière Richelieu.

Le territoire de la Ville de Saint-Jean faisant partie de la baronnie de Longueuil. Il fut concédé le 8 juillet 1710 en même temps qu'une vaste étendue comprenant une partie de Saint-Luc et de L'Acadie. Pour la partie située au nord du fort, la plupart des terres sont attribuées avec titre en 1764. Joseph Payant/Saint-Onge, Jacques-Christophe Babuty, le notaire Antoine Grisé, Jacques Faille, Pierre Laurent dit Saint-Jean, Pierre Brugnion dit Lapierre et Pierre Jourdonnais sont parmi ceux qui reçoivent les premiers titres de concession.

À la même époque soit en 1764, les militaires Gabriel Christie et Moses Hazen vont se porter acquéreurs de plusieurs terres pour les mettre en valeur. Durant un certain nombre d'années, Christie et Hazen vont se faire la guerre par le biais des tribunaux au sujet de ces propriétés. D'ailleurs en 1770-1771 et 1790, plusieurs des biens de Hazen furent vendus par autorité du shérif. En 1790 le baron de Longueuil David Alex. Grant acquiert grâce au droit de retrait les terres de Christie, situées entre les rues Saint-Georges et Foch, qui ont pris de la valeur avec l'arrivée des Loyalistes et il les fait lotir par l'arpenteur Simon Z. Watson. L'arpentage de ces deux terres détermine le territoire originel de la Ville de Saint-Jean, qui reçoit alors le nom de Dorchester. La première rue ouverte se nomme Front (Richelieu). Par la suite, d'autres rues voient le jour. C'est le cas de la rue Mc Cumming qui porte le nom d'un ancien soldat et marchand établi dans la rue Richelieu avant 1791; la rue James (Saint-Jacques); la rue Charles (Saint-Charles); la rue Water (du Quai); et la rue Partition (Saint-Georges).

Les débuts de la Ville de Dorchester sont plutôt modestes. Durant les dernières années du XVIII^e siècle, elle ne compte qu'une centaine de maisons, plutôt pauvres. S'y trouvaient quelques magasins minuscules, des débits de liqueurs et des hôtels. Les occupants sont pour la plupart des Américains, des Loyalistes. Certains événements tels que la guerre canado-américaine de 1812-1814 et la construction du chemin de fer Saint-Jean-Laprairie vont apporter une plus grande prospérité à Saint-Jean. Après 1812-1814 la population va s'étendre sur deux rues, Richelieu et Champlain. En 1816 l'église anglicane est construite rue Jacques-Cartier, au coin de Saint-Georges, à proximité d'un cimetière protestant servant en même temps de lieu de sépulture aux militaires ainsi qu'aux résidents civils de Dorchester.

Aux origines de la Ville de Dorchester, les catholiques sont desservis par la paroisse Saint-Joseph de Chambly. Ils sont rattachés à la paroisse de Saint-Luc à partir de 1799. Après de multiples efforts de la part des frères Gabriel, Louis et François Marchand, les citoyens de Dorchester auront leur propre église en 1828. Les registres de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste s'ouvrent à la fin de l'année. Le premier curé se nomme l'abbé Rémi Gaulin, futur évêque de Kingston en Ontario, Gabriel Marchand va d'ailleurs contribuer au développement de la ville lorsqu'il implante le commerce du bois à Saint-Jean en 1803. Le port de Saint-Jean est achalandé surtout à cause du commerce fluvial entre Montréal et New York. D'ailleurs en 1822 Saint-Jean est le quatrième port intérieur en importance au Canada. Plusieurs quais sont ainsi mis en place au bord de la rivière.

Une carte de 1832 fait voir que la ville est constituée de huit pâtés de maisons localisés entre, au sud, les limites de la propriété du gouvernement (le fort, dit l'ordonnance) et la rue Saint-Charles. La rue Jacques-Cartier marque la limite ouest de Saint-Jean. La rue Saint-Charles est la dernière rue au nord. Le pont Jones, dont la construction remonte à 1826, est le premier pont fixe à relier Saint-Jean à Iberville. La construction du premier chemin de fer canadien va être à l'origine de l'ouverture de nouvelles rues et du prolongement de d'autres. C'est à cette époque soit en 1837, qu'un marché public est aménagé entre les rues Champlain et Jacques-Cartier. La rue Jacques-Cartier comporte les deux premières églises et quelques résidences bourgeoises, par exemple la maison Mott, la maison Mc Ginnis, la maison Mac Donald et la maison François Marchand située sur le site actuel de l'hôtel de ville. L'année 1841 marque la construction d'une église protestante méthodiste «wesléenne», rue Longueuil.

Du côté politique, entre 1792 et 1830 le territoire de Saint-Jean-Dorchester fait partie du comté de Kent, et plus tard de la circonscription de Huntingdon. De 1830 à 1854, la municipalité est rattachée au comté de Chambly et de 1854 à 1867, au comté de Saint-Jean. François Bourassa est le premier député du comté en 1854. Au plan judiciaire, la Ville de Saint-Jean fait partie du district de Montréal entre les années 1760 et 1857.

En conclusion les origines de Saint-Jean ont été liées au contexte militaire et juridique qui a prévalu dans le Haut-Richelieu au cours du dernier tiers du XVIII^e siècle. Par la suite les transports ont été déterminants.

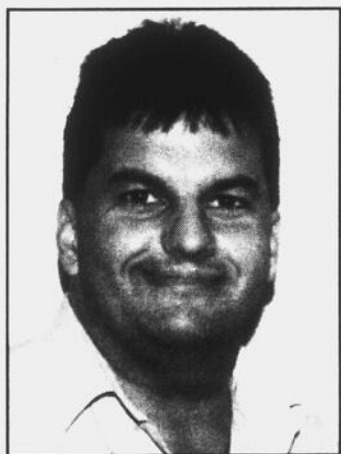
François Boutin



ISO 9002

Ascenseurs Richelieu Inc.

*C'est avec fierté
que nous
soulignons le
150^e anniversaire
de notre ville!*



Michel Gaboury
Président

SERVICE 24 HEURES

**Entretien • Réparation
• Rénovation • Installation**

- Ascenseurs / monte-charge
- Ascenseurs et plates-formes pour handicapés
- Montes-plats

**Tél.: (450) 357-9171
Pagette: (450) 358-8832
Télec.: (450) 244-5151**

**185, rue Jacques-Cartier Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu**

Supermarché

Ouvert
24 heures

IGA Gladu
Saint-Jean

*Fier de souligner le 150^e anniversaire
de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
et heureux de servir la
population johannaise.*

**400, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 349-2878**

Iberville d'abord connue comme «Mille Roches»⁹

Le territoire actuel de la Ville d'Iberville faisait partie à l'époque du régime seigneurial canadien de la seigneurie de Bleury qui fut concédée le 1er avril 1733 à Clément Sabrevois de Bleury. Cette seigneurie est vendue après la conquête du Canada, soit le 3 août 1764, aux militaires Gabriel Christie et Moses Hazen.

Après des démêlés juridiques qui ont une durée de près de 20 ans entre les deux associés, Gabriel Christie en devient seul propriétaire à partir de 1790. À la mort de ce dernier en janvier 1799, il est remplacé par son fils Napier C. Burton. C'est William Plenderleath Christie, le demi-frère de Napier, qui est le dernier

membre de la famille à posséder la seigneurie de 1835 à 1845. Il fait construire vers 1841 le manoir qui existe encore de nos jours au 375, 1re Rue et l'église Trinity.

Iberville est à ses origines connue sous l'appellation de Mille Roches. Une fortification appelée blockhaus est construite en 1776 en face du fort Saint-Jean. Les terres furent concédées à des résidents, particulièrement à la fin du XVIIIe siècle. Les habitants font partie à l'origine de Saint-Mathias et sont surtout desservis par la paroisse de Saint-Luc à partir de 1801. C'est en 1822 que les catholiques possèdent leur paroisse fondée sous le nom de Saint-Athanase. Les registres s'ouvrent l'année suivante. Edme Henry, l'agent du seigneur Napier C. Burton, donne à la localité le nom de Christieville en 1815. Le petit bourg fait partie de la municipalité du district de Saint-Jean de 1841 à 1845, de la municipalité de la paroisse Saint-Athanase de Bleury de 1845 à 1846 et devient le village de Christieville en 1846 et 1859. En 1859, le nom Christieville change pour celui d'Iberville qui témoigne du fait français. La Ville d'Iberville est incorporée le 4 mai 1859. Elle est reliée à Saint-Jean (Dorchester) d'abord par un service de traversier et à partir de 1827 par le pont Jones construit en bois. Ce pont sera remplacé en 1916 par l'actuel pont Gouin. Vers le milieu du XIXe siècle, Iberville est réputée pour sa succursale de l'Institut canadien. Le nom d'Iberville est donné en 1857 au nouveau district judiciaire dont le siège est à Saint-Jean.

En 1889, la compagnie ferroviaire At-

lantic and North West Railway Co. construit un chemin de fer, une gare et un dépôt de marchandises. L'année suivante une autre compagnie similaire, la Quebec Montreal and Southern, procède à la construction d'une voie ferrée de Noyan à Sorel en passant par Iberville, où elle y installe une gare. En 1898, le gouvernement fédéral procède à l'installation de quais le long de la rivière ce qui permettra à plusieurs bateaux de commerce et de plaisance d'être ancrés à Iberville.

Les rues de la ville seront éclairées à l'électricité en 1904. Plusieurs petites industries vont s'établir à Iberville au cours du XXe siècle. Ceci est surtout remarquable à partir des années 1940. En 1947, les établissements industriels sont au nombre de 25.

Les plus importants sont: Iberville Fittings, Iberville Drapery Mills, Silex Co. Ltd, Mondor Hosiery. La prospérité économique de l'après-guerre amène une augmentation de la population et des développements domiciliaires importants. Deux nouvelles paroisses sont alors fondées: Saint-Noël-Chabanel (1950); Sacré-Coeur (1952). La communauté des Frères maristes est implantée à Iberville depuis 1885.

François Boutin

NDLR: Extrait d'un texte rédigé pour le ministère des Affaires municipales du Québec en octobre 1997 dans le cadre des études de regroupement des villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d'Iberville.

Les origines de Saint-Luc sont liées au fort Sainte-Thérèse

La Ville de Saint-Luc est traversée dans toute sa longueur par le chemin de Saint-Jean. Ses origines sont liées au fort Sainte-Thérèse construit en 1665 par le régiment Carignan-Salières. Après la concession du 8 juillet 1710, la majeure partie du territoire actuel de Saint-Luc est comprise dans la baronnie de Longueuil. Seule l'extrémité nord-est de l'Île Sainte-Thérèse et quelques terres situées près de la Petite Savane furent rattachées à la seigneurie de Chambly. Une des premières terres située à la Grande Savane est concédée le 8 février 1753 à Pierre Brosseau.

Selon la carte de Murray, il y a à cette époque quelques habitants à Saint-Luc. À l'origine, les premiers habitants, excepté ceux du bord de l'eau et du hameau Sainte-Thérèse qui sont membres de la paroisse de Chambly, faisaient partie de la paroisse de La Patrie. Ils devinrent ensuite les paroissiens de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (L'Acadie) après sa fondation en 1784. C'est en 1799 que la paroisse de Saint-Luc est érigée. Le premier curé prend charge de la nouvelle paroisse en 1801. L'église est construite en 1826, neuf ans après l'édification des casernes de Blairfindie.

Saint-Luc comprenait avant 1828 toute la partie de Saint-Jean située sur le Richelieu et s'étendant par ses dessertes sur les deux rives de cette rivière jusqu'aux États de New York et du Vermont. La partie sud de l'Île Sainte-Thérèse est concédée par le représentant de la baronne de Longueuil à Antoine Aupry-Laramée en 1764. Les terres situées au nord seront détachées de Chambly pour être annexées à Saint-Luc en 1880. En 1912, l'île au complet comptera cinq cultivateurs. Vers 1940-1950, elle connut une vague de construction de chalets d'été et à partir des années 1960-1970 de dé-

veloppement de maisons unifamiliales.

Saint-Luc fait partie de la municipalité du district de Saint-Jean de 1841 à 1845. La municipalité de la paroisse de Saint-Luc de Longueuil voit le jour en 1845 pour une période de deux ans. Son territoire est rattaché à la municipalité du comté de Chambly de 1847 à 1855. C'est en 1855 que la municipalité de la paroisse de Saint-Luc est fondée. Son premier maire se nomme Augustin Gauthier. Ce dernier est banquier durant quelques années. Une charte de ville viendra en modifier les structures administratives en 1963 sous la magistrature de Philippe Baillargeon, un entrepreneur en construction de routes.

Le territoire de Saint-Luc est le témoin de la fondation de plusieurs entreprises commerciales et industrielles: fabriques de cierges et de chandelles A.F. Colette Co. (années 1870), Racicot (fondation en 1894), famille Mailloux (fondation en 1905); produits alimentaires: fabrique de pains de Courville à partir de 1901, fabrique de beurre et fromage de Gamache au début du XXe siècle. De nos jours, Saint-Luc compte une foule de commerces et de petites entreprises.

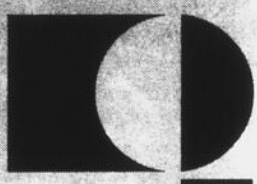
Au plan démographique, la paroisse de Saint-Luc atteint un sommet en 1827 avec 1600 habitants. Lorsque Saint-Jean se détache (1828), la population diminue grandement. De plus, certains citoyens ont quitté pour se rendre aux États-Unis, surtout après 1870. La période 1951 à 1991 a été marquée par la subdivision des terres agricoles et plusieurs développements domiciliaires et commerciaux. Ceci a occasionné une augmentation rapide de la démographie.

François Boutin



SPECTACULAIREMENT
votre!

Théâtre du Vieux Saint-Jean
(Centre culturel Fernand-Charest)
190, rue Laurier, Saint-Jean-sur-Richelieu



IMPRIMERIE QUEBECOR ST-JEAN

Fondée en 1935, Imprimerie Quebecor St-Jean portait autrefois le nom de "Les Éditions du Richelieu" et était administrée par le clergé. Dès ses débuts, l'usine a desservi le marché des journaux.

En 1985, Imprimerie Quebecor a fait l'acquisition de "Les Éditions du Richelieu". L'usine a par la suite diversifié ses activités pour répondre aux besoins du marché commercial et des journaux.

Depuis 1996, Imprimerie Quebecor St-Jean est situé dans des locaux plus vastes et plus modernes, sis dans le parc industriel.

**800, boul. Industriel
Saint-Jean-sur-Richelieu**



Au début des années 1900, la rue Richelieu à partir de l'emplacement (à gauche) actuel du journal *Le Canada Français*. On reconnaît les lucarnes de l'ancien hôtel Windsor, à l'intersection de la rue Saint-Georges.

La rue Richelieu une bicentenaire

Son évolution des origines jusqu'à 1900

La rue Richelieu reçoit son tracé sur trois anciennes terres à ferme: la propriété des Babuty entre Frontenac et Saint-Georges ainsi que deux terres ayant appartenu à Gabriel Christie et Moses Hazen entre Saint-Georges et Foch, dont l'une avait été concédée avec titres au notaire Grisé en 1764. Les origines de cette artère sont modestes. Elle naît vraisemblablement après la fin du conflit juridique entre Christie et Hazen. Le lotissement a lieu en 1790 établi par l'arpenteur Simon Z. Watson. La plupart des premiers résidents sont pauvres. La majorité sont des Américains et des Loyalistes. Une loge maçonnique est fondée en 1792: la *Dorchester*. Plusieurs soldats faisaient vivre les petits établissements de la place.

Parmi les premiers occupants de la rue Richelieu dans la partie nord de Saint-Georges, on compte le négociant Laughlin Mc Millan, le fabricant de roues John Lay, le boulanger Alexandre Fraser mort en 1791, le charpentier Silas Pearson, le soldat et commerçant James Mc Cumming. S'ajoutent à la liste les marchands Alexander Shutt et Abraham Griggs, ainsi que le boulanger Andrew Mabon décédé en 1803. Au sud de Saint-Georges, des baux à emphytéose sont consentis par Elisabeth Stevens, l'épouse de Jacques-Christophe Babuty fils, à diverses personnes dont Abijah Cheesman, John Steel, Patrick Conroy, Jacob Heath et plusieurs autres. Parmi les premiers commerces que l'on retrouve à cette époque il y

a des débits de liqueurs, des hôtels ainsi que diverses boutiques.

L'implantation du commerce du bois par Gabriel Marchand en 1803, l'établissement du chemin de fer entre Saint-Jean et La Prairie en 1836 et la canalisation de la rivière Richelieu ont eu un effet déterminant sur le développement de Saint-Jean et automatiquement sur la rue principale soit la rue Front (Richelieu). Après la guerre 1812-1814, Gabriel Marchand vend son entreprise à son frère François. Grâce à la prospérité venant du port et du commerce avec les États-Unis, divers nouveaux établissements voient le jour. L'entreprise de W. Borland, fondée en 1821, qui fabrique des articles de cuir en est un exemple. Nelson Mott débute dans les affaires avant 1830 avec un magasin général. Il sera plus tard associé avec ses beaux-frères Curtis Pattee et William Osgood sur une longue période. Durant plusieurs années, les frères Louis et François Marchand vont dominer l'activité commerciale à Saint-Jean avec des magasins de «marchandises sèches». Ambroise et Édouard Bourgeois seront également très impliqués dans le commerce local, y compris à titre d'associés aux frères Marchand. Le magasin d'Édouard Bourgeois a vendu des produits alimentaires, du charbon, du sel, de la farine, du poisson et des vins jusque dans les années 1860, à l'intersection nord-ouest des rues Saint-Charles et Richelieu. Edward et Duncan MacDonald dirigent un ma-

gasin général après la rébellion de 1837-1838 et ce, durant plus de 25 ans. Ces derniers seront banquiers par la suite. Jason C. Peirce est importateur et marchand général assez longtemps dans la rue Front.

En 1846 est érigé le commerce de François-Xavier Langelier qui sera connu à partir de 1862 sous la raison sociale de Langelier et Decelles. Ce magasin sera grandement réputé. On y vend de l'épicerie, des objets de métal et des «marchandises sèches». Les frères John et Henderson Black sont aussi propriétaires d'un grand magasin en plus de posséder une salle de spectacles: la *Black Opera House*. Charles-Olivier Gervais prend lui aussi la direction d'un magasin général en 1876 l'année du grand feu. Ce commerce connaîtra plusieurs générations d'employés et de clients durant ses 110 ans d'existence. J.E. Mc Nulty, Wilfrid Brosseau, J.A. Lomme, Henri Larocque posséderont des commerces similaires. James MacPherson vend de la farine et des provisions à l'intersection des rues Saint-Jacques et Richelieu. À la fin du XIX^e siècle, Henderson Black père acquiert l'immeuble, et la banque de Commerce y loge à partir de 1902. Charles et T.A. Cousins oeuvrent eux aussi dans le commerce des provisions et des grains. Les Arpin seront d'importants hommes d'affaires et de finances surtout avant 1880. Jacques-Émery Molleur est propriétaire de magasins de marchandises variées en plus de diriger le journal

Le Courrier de Saint-Jean entre 1896 et 1909. Saint-Jean et la rue Richelieu compteront également d'autres journaux: *The News and Advocate* fondé en 1848 ainsi que *Le Franco-Canadien* mis sur pied en 1860.

Plusieurs bijoutiers et horlogers ont choisi la rue Richelieu pour exploiter leur commerce. J. Peirce est déjà en activité en 1842. La firme J.H. Warmington & Co. qui se spécialise dans les travaux d'orfèvrerie et d'horlogerie dirige une boutique au cours des années 1860. Elle sera remplacée de 1868 à 1888 par la bijouterie de Louis-Henri Marchand en face de l'hôtel Mott. Charles Paillé et Louis Trotter y exercent le même métier. Des banques logeront rue Richelieu. La première, la banque des Marchands, s'installe au coin de Saint-Georges, côté sud-est, en 1871. La banque de Saint-Jean est fondée en 1873. Louis Molleur en est le président. D'autres institutions du genre vont suivre. Le domaine des assurances compte un important courtier en la personne de James O'Cain. La rue Richelieu était renommée pour ses hôtels tout au long du XIX^e siècle: l'hôtel Mott, l'hôtel Watson, l'établissement de François Monette connu sous le nom d'Hôtel Saint-Jean, l'Hôtel du Canada et quelques autres. Les photographes ne sont pas à oublier. Il faut se rappeler du studio de P.L. Brault le *St-Johns Gallery of Art* et de celui de J.L. Pinsonnault à partir de 1884. D'autres photographes exerceront. C.A.

Larocque en est un exemple.

Au chapitre des «merceries», les hommes ont pu se faire confectionner des vêtements chez plusieurs tailleurs et marchands spécialisés tels Louis Dubois, Isaïe Hévey, François Payette. La rue Richelieu a connu aussi des industries; mentionnons le moulin de Louis Bousquet fondé en 1868 qui fabrique des portes, des planches et mardiers. Il y a eu également l'usine de la compagnie Corticelli qui entre en activité en 1892.

Du côté des services publics, l'ancêtre de l'actuel palais de justice voit le jour dès les années 1840. Les États-Unis ont un consulat de 1865 à 1915 au sud de Saint-Georges. Le gouvernement canadien va y maintenir son bureau de poste et de douanes. Des agences de télégraphie y seront également très actives.

En conclusion, il ressort que la rue Richelieu fut longtemps le centre des affaires de la ville. Sa situation était stratégique. Après l'incendie du 18 juin 1876 où presque tous les bâtiments sont détruits la rue est élargie et reconstruite durant près de deux ans selon un plan plus moderne. Elle sut demeurer vigoureuse et prospère surtout à cause des moyens de transport qui ont facilité les échanges avec les États-Unis, Montréal et d'autres villes canadiennes.

François Boutin



Cette photo, reproduite d'une carte postale, nous montre une partie de la rue Richelieu, à l'angle de la rue Saint-Jacques. Prise au début des années 1900, on remarquera la présence combinée des automobiles et des hippomobiles.

Le centre-ville a changé en seize ans

En 1982, le centre-ville était à la recherche d'une formule miracle.

Aujourd'hui il ne croit plus au miracle mais à la participation collective et aux idées nouvelles. Il commence à avoir des tours dans son sac, il découvre son charme, il a appris à se maquiller et il a renoncé à certaines dépendances, comme celle de croire qu'il doit être le nombril du monde commercial.

Encore chaque jour, je rencontre des personnes qui me disent d'un ton accusateur : « Notre centre-ville n'est plus ce qu'il était... » Et il m'arrive de leur répondre : « N'avez-vous pas vous-même changé vos habitudes ? »

Jadis, le centre-ville n'avait pas besoin de chercher à séduire le client. C'était l'endroit, la rue principale de la ville, la grand-rue. Tout commerce important devait y être pour faire des affaires. Puis les lois du travail et celles du marché se sont modifiées et les habitudes des consommateurs ont changé la donne.

On vient désormais au centre-ville parce qu'il a de la personnalité, un lieu pour flâner au bord de l'eau, que ses banques et ses commerces offrent un produit différent de ceux qu'on retrouve à de multiples exemplaires ailleurs, qu'il offre une diversité et une qualité de restaurants, bars et terrasses que bien des villes lui envieraient, parce que c'est là qu'on rencontre les promeneurs après souper ou le dimanche, et que ce qui se fait d'intéressant au point de vue culturel et artistique se passe ici, etc.

Il est toujours agréable de vivre au centre-ville mais les résidents ont dû s'adapter tout comme les gens d'affaires. Le nouvel achalandage de soirée et de nuit comporte sa part d'inconvénients qui s'ajoutent au fait qu'il est difficile sinon interdit de stationner devant sa porte.

Dans la recherche de renouveau, on a souvent oublié l'importance du résident, ce premier amoureux du centre-ville, le client privilégié, le voisin. Les modifications commerciales ont influencé le type d'achalandage.

Par exemple, quand les restaurants et bars sont remplis jusqu'aux petites heures, on a fort à faire, pour ne pas que la rue ait au matin, des allures de lendemain de la veille. Les rues Richelieu, Champlain, Jacques-Cartier Nord et celles qui y arrivent ont plusieurs belles vieilles maisons et certains de leurs logis ont de superbes vues sur la rivière.

Les maisons du centre-ville sont originales. À peu de frais, comparé à une nouvelle construction, elles peuvent, si nécessaire, être remises en état et présenter un aspect grandement plus intéressant. Pour la collectivité, il est bon, beau et rentable de voir revivre les résidences du centre-ville.

Les nouveaux quartiers coûtent cher aux contribuables. Les vieux quartiers ont plus de cachet, ils sont déjà complètement desservis et tout ce dont on a besoin est à deux pas. À ce jour, ce secteur potentiellement lucratif est presque inexploité. Ne ratez pas le coche, il deviendra de plus en plus enviable dans les prochaines années.

Il est impossible de ne pas parler du Collège militaire. Les vieux terrains et bâtiments du Fort Saint-Jean font partie de notre patrimoine. Comme les autres forts du même âge, il devrait être pris en charge et entretenu par Parcs Canada. Cette absence s'explique par la constante présence militaire; jusqu'ici, il était entretenu par les bons soins du Ministère de la Défense. Ce n'est plus le cas désormais et chaque jour qui passe sans que cette prise en charge se concrétise, les lieux se détériorent et nous courons le risque de perdre cet atout important pour notre région. Il n'y a qu'à voir la prospérité des Forts Chambly et Lennox. Il est pressant que les citoyens revendiquent leurs dus à cet égard pendant qu'il en est encore temps.

Depuis qu'il est évident qu'il faut agir, plusieurs recettes se sont succédées pour redresser la situation générale des vieux quartiers. On a cessé de croire que la faute et l'effort doivent venir d'ailleurs.

Aujourd'hui, on s'appuie sur des expériences déjà testées, avec l'aide de spécialistes comme Rues Principales. On se serre les coudes, on discute ensemble, on accepte de renoncer en partie à cette indépendance des gens d'affaires non regroupés. On reconnaît qu'il n'y a rien d'acquis et que les habitudes des consommateurs sont en perpétuel changement. On mesure l'importance d'exploiter nos forces : un site d'une beauté remarquable, des bâtiments qui ont grande allure, une occupation résidentielle qui donne à la rue une vie de quartier intéressante, un lieu de promenade enviable et le plaisir de croiser des connaissances et d'être salué par son nom à table, au comptoir et à la boulangerie.

Pendant seize ans j'ai représenté le centre-ville au Conseil. Un des premiers débats a porté sur la nécessité de démolir le vieux marché plutôt que de le réparer. On est parti de loin. Ce beau bâtiment, comme l'ensemble des vieilles rues fait partie de notre histoire. Tailler et démolir pour construire en neuf est une erreur qui nous laisserait tous orphelins.

Chacun d'entre nous est responsable de ce bien collectif et c'est avec encouragement que j'entends de plus en plus de voix s'élever dans ce sens. Pourvu que cela dure...

Lise Dallaire

NDLR: Présidente du Comité du 150e anniversaire de Saint-Jean-sur-Richelieu, Lise Dallaire-Durocher a été conseillère municipale du centre-ville de 1982 à 1998.



Claude Bachand
DÉPUTÉ DE LA CIRCONSCRIPTION
FÉDÉRALE DE SAINT-JEAN
357-9100

CHAMBRE DES COMMUNES



Il me fait plaisir, en tant que député de la circonscription fédérale de Saint-Jean, de souligner le 150^e anniversaire de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

J'espère que ce cahier spécial vous rappellera de bons souvenirs ou vous fera connaître davantage cette belle ville.

Je souhaite donc à tous les johannais et johannaise un joyeux 150^e anniversaire.

Claude Bachand



Bureau de poste et bibliothèque

Abritant aujourd'hui la Société d'histoire du Haut-Richelieu, ce magnifique immeuble situé à l'intersection des rues Saint-Jacques et Jacques-Cartier a d'abord été le Bureau de poste de 1906 à 1957 pour ensuite abriter la bibliothèque municipale jusqu'en 1983. L'immeuble a été incendié le 3 janvier 1968 alors que son dernier étage a été ravagé. Il n'a pas été reconstruit selon son architecture originale et perdit alors un peu du lustre que l'on retrouve sur cette photographie.

En l'an 2000, nous célébrerons notre 20^e anniversaire. Notre implication au sein de la communauté johannaise est notre façon de vous remercier de votre fidélité tout au long de ces années.



ENTREZ VOIR!
Ensemble... on est là pour vous!

SEARS

75 ans de l'histoire de...

«Je vous parle d'un temps
Que les moins de vingt ans
Ne peuvent pas connaître»
(La bohème)

1- 1922-1933

Je suis né dans le Griffintown, nom donné à l'extrémité sud de Saint-Jean à cette époque (1922), un coin mal famé et mal éclairé, abandonné disait-on aux gangs de rue. Ces gangs étaient en fait constitués de familles nombreuses dont quelques-unes y ont encore leur maison mère: les Raymond, les Garceau, les Gaudette, les Lapalme, les Gaudreau, les Clarkson, les Desmarais et les Gaboriau. La rue était notre terrain de jeux pour les courses de pneus poussés avec un bâton, des jeux de moineaux de bois et, l'hiver, les fortins de neige comme dans «la Guerre des tuques». Plus tard, mon frère et moi avons organisé le premier jeu de cricket éclairé de nuit sur le terrain familial.

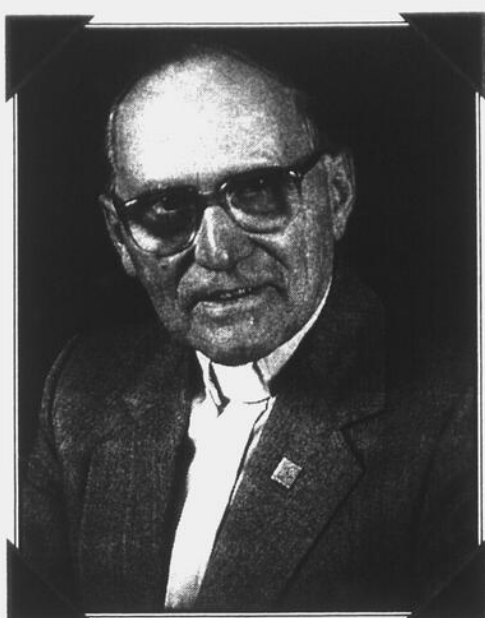
Nous appartenions à l'une des deux paroisses de la ville, la paroisse Saint-Jean l'Évangéliste, fondée en 1828, l'autre étant Notre-Dame-Auxiliatrice (1906). La paroisse Saint-Edmond viendra en 1930. Son curé fondateur, l'abbé Alphonse Forget, régna jusqu'en 1950, trois ans après mon ordination. Les premières années de cette paroisse se passeront dans une bâtisse du terrain d'exposition, situé alors près de l'actuelle église Saint-Edmond. D'ailleurs, longtemps la ville se terminait là de même que le pavage, même une fois démenagées les installations de l'exposition sur la rue Saint-Jacques-en-haut. Dans mes jeunes années, j'y ai fait monter avec des copains plusieurs cerfs-volants artisanaux.

Père était un employé du C.N. et avait acquis le duplex du 99, rue Saint-Pierre qui nous vit naître tous les quatre, deux garçons, deux filles, et où réside toujours mon frère et une de mes sœurs. La maison d'à côté, le 93 Saint-Pierre, a été cédée à ma mère par la Direction de l'Hôpital de la rue Longueuil en voie d'agrandissement, à charge pour elle de la faire démenager, ce qui fut fait en la roulant sur des billots, par l'entrepreneur Bégnoche.

Très tôt, en 1926, alors que nous étions très jeunes, père mourut des suites d'un accident de travail. À divers moments, mais oui, finalement, les quatre enfants aboutirent à l'Orphelinat Sainte-Thérèse-de-l'Enfant Jésus, tenu au 170, rue Longueuil par les Petites Sœurs Franciscaines de Marie. Pour ma part, j'allais y passer dix ans. L'édifice actuel en pierres est d'époque, mais on a démoli l'imposante annexe de trois étages qui comprenait les salles de séjour, les classes du Jardin d'Enfance et des dortoirs.

Il s'y pratiquait une séparation des sexes, de sorte que je ne connus mes sœurs que brièvement au parloir du Dimanche et lors des quinze jours de vacances annuelles d'été. Mère qui ne jouissait d'aucun secours public ni pension, gagnait sa vie comme couturière, métier qu'elle exercera jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, surtout chez Adrien Boivin Haute Couture.

La vie à l'orphelinat était spartiate (style deux par deux et en avant) et pauvre. La population de garçons venait soit des Crèches de Montréal, soit de situations de monoparentalité, comme la nôtre. Les jeunes des crèches étaient particulièrement agressifs, car la ten-
sion ne les avait jamais visités. Mon frère et



«Je suis né dans le Griffintown, nom donné à l'extrémité sud de Saint-Jean à cette époque (1922), un coin mal famé et mal éclairé, abandonné, disait-on, aux gangs de rue», se rappelle l'Abbé Bertrand Gaboriau.

moi, en plus d'exécuter à notre tour la corvée de bois, avions la tâche de faire deux fois par semaine le tour des cuisines des hôtels National, Windsor, St-Jean et du Canada, pour y recueillir des restes de nourriture et des desserts que nous rapportions, en voiturette couverte, à l'Orphelinat. Immanquablement, nous terminions notre parcours en passant près de la Balance publique, (aujourd'hui rue des Artisans) joutée à la station de Pompes qui abrite maintenant le Regroupement des Handicapés et le Musée Régional. En saison, le Marché public, toujours à la même place, fournissait à l'Orphelinat légumes et fruits. On y vendait plus de choses que maintenant: de la viande, des cochonnets, des coqs vivants, des lapins, etc...

L'Orphelinat avait ses Dames patronnesses et, à Noël et à Pâques, les Chevaliers de Colomb nous comblaient de cadeaux et de bonne bouffe. C'est à ces occasions que je commençai à développer mes talents de monologueur en récitant des remerciements de circonstances ou autres facéties.

La messe du Dimanche à l'église Saint-Jean l'Évangéliste voyait immanquablement arriver en rangs de deux et bien astiqués avec leurs grosses boucles blanches les orphelins et les orphelines. Nous croisions les élèves de l'Académie commerciale catholique, sous la férule de son directeur J.A. (Joseph Alexandre) Beaulieu, dit le «Père Beaulieu».

La rue Richelieu ou Grande rue était à l'époque le centre des activités commerciales et récréatives: citons de mémoire les magasins Silverman et Sedawey (linge), Harris Zelser, les fleuristes Patenaude, la modéliste de chapeaux Perras, la lunetterie Meunier, la quincaillerie C.O. Gervais et Frère, les meubles Langlois, les meubles Roy et Goyette, meubles LeSieur, l'épicerie E.M. Store (l'épicerie Bilodeau), la librairie Bernard, la Commission des liqueurs, Lanctôt habits pour hommes, Adrien Boivin Haute couture pour dames, Georges St-Germain chaussures, le restaurant Gavaris, le restaurant Thomas, la charbonnerie Martel, Payette vêtements pour hommes, United Store, Wool-

worth, Photo Pinsonneault, American spaghetti, New-York Café, la pharmacie Régnier, taxi Pépin, taxi Lamoureux, les banques Nationale et Toronto Dominion, les deux cinémas Capitol et Impérial, l'édifice des Chevaliers de Colomb avec au sous-sol la salle de quilles Baillargeon, la Building Corticelli qui confectionnait des bobines de fil à tisser. Perpendiculairement, sur Saint-Jacques, les meubles Milot, la librairie Choquette, les magasins de coupons Lerey et Harnois etc...

Des barges lourdement chargées remontaient le canal Chambly halées par des chevaux sur la bande du canal. La place du Quai recevait des marchandises pour les marchands de la ville. Ces barges poursuivaient ensuite leur route vers le lac Champlain et la rivière Hudson vers New York.

Parmi les personnages colorés de mon adolescence qui sillonnaient les rues, je revois le vendeur itinérant Bourada et son superbe poney; parmi d'autres bricoles, il vendait le journal la Patrie. Pour sa part, Maï Robert avait attelé un chien berger allemand pour offrir *Le Canada Français*; il s'annonçait au son d'une grosse cloche. Tôt le matin, on entendait le pas cadencé du cheval du laitier Samoisette, livrant aux portes les pintes de lait montrant un beau collet de crème.

2- 1933-1939 Le diocèse de Saint-Jean de Québec, le Collège, l'O.T.J., la Centrale

J'avais dix ans lorsque, en juin 1933, Rome créa le diocèse de Saint-Jean de Québec, pris à même le territoire du diocèse de Montréal. Les Soeurs nous avaient endimanchés et alignés dans le parterre de l'Orphelinat au bord de la rue Longueuil, par où devait passer le cortège épiscopal. Mgr Anastase Forget avait une stature imposante, voire intimidante, et portait avec faste les attributs épiscopaux.

C'était aussi un bâtisseur. La crise économique sévissait durement amenant beaucoup de familles à recourir à la Saint-Vincent de Paul et au Secours direct municipal. Malgré tout, Mgr Forget obtint un partenariat (joint venture) avec le nouveau gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis, pour bâtir ce qui allait être la Centrale Catholique, aujourd'hui le Centre culturel. Le diocèse payait les matériaux et le gouvernement les salaires. Cet édifice, rue Laurier face à la maison du Ministre des Postes Alcide Côté, allait être le centre d'activités de loisirs (patins à roulettes, cinéma paroissial) culturelles (représentations théâtrales, concerts des jeunesses musicales, etc...) syndicales, sous la dynamique impulsion du regretté chanoine Armand Racicot, des abbés Laurent Brault et Yves Tremblay et, pour les syndicats catholiques, l'abbé Léopold Gauthier.

Des initiatives sociales de l'époque, plusieurs mouvements dits d'action catholique regroupaient la jeunesse: la J.O.C., la J.E.C., la J.L.C., les Scouts catholiques et une Coop d'habitation (Cité Ouvrière), noyau de ce qui deviendra plus tard la paroisse Saint-Gérard-Majella (1956).

La Centrale fut aussi le berceau de l'O.T.J. (Oeuvre des terrains de jeux) sous la direction des abbés Racicot et Labelle. L'été, on y réunissait les jeunes pour des concours d'amateurs, des spectacles genre «Meurtre et mystère», des films de Tarzan, le tout ponctué de chants, de cris et de bans. Un beau tintamarre

organisé.

3- Le collège de Saint-Jean - Au feu!

Le collège de Saint-Jean faisait le coin des rues Laurier et Saint-Georges, il datait de 1911 et avait été aménagé dans une ancienne poterie, comme Saint-Jean en a eu plusieurs. Lorsque j'y entrai en 1936, on fêtait le 25^e. À cause de cette origine, la casquette étudiante s'appelait «le pot».

En octobre 1939, par grand vent, le feu se propagea au collège à partir d'un hangar du C.N., rue Saint-Georges. Perte totale. Et dispersion. Le collège perdit beaucoup de ses étudiants. Le fait que l'année scolaire était déjà commencée accéléra les solutions de rechange. Les cours reprirent en novembre. Les étudiants de l'extérieur trouvèrent à loger dans des familles dont le directeur du collège avait la liste et le droit de visite. Les cours se sont donnés à la maison louée à Henderson Black, ainsi qu'au 170 et 144 Saint-Jacques. On se retrouvait pour les devoirs à la toute nouvelle école Sacré-Cœur, rue Laurier. Un nouveau collège fut mis en chantier, très moderne pour l'époque et encore imposant, si vous regardez l'ensemble architectural de Cégep actuel. L'architecte Félix Racicot, disciple de Dom Belleau, y a mis une touche monastique dans le style des voûtes et la grande chapelle. Les terrains constituaient auparavant la ferme du collège, qui devait alimenter la table des prêtres. Il a fallu ouvrir un chemin vers le nouveau site; dès lors, l'essor de cette partie de la ville allait être rapide. L'ouverture du Nouveau Collège eut lieu en septembre 1942 en pleine guerre.

4- Visite royale

Était-ce pour préparer l'opinion à la guerre toute proche? Toujours est-il qu'à l'été 1939, plusieurs se souviendront de la visite du Train Royal qui portait à travers le pays leurs gracieuses Majestés George VI et Elizabeth I (actuelle reine mère de 94 ans). La puissante locomotive bleu royal s'arrêta à Saint-Jean pour une courte cérémonie de bienvenue.

5- Le Centre sportif

Une fois déblayés les débris du feu, tout le quadrilatère de l'ancien collège devint le Centre sportif pour le Home des Pirates de Saint-Jean, de la Ligue provinciale de base-ball et les activités d'été de l'O.T.J. En même temps, l'évêché s'est porté acquéreur du terrain qui est aujourd'hui le Centre de plein air municipal. C'était un marécage qui a nécessité plusieurs tonnes de terre de remplissage et du défrichage. Le puissant chanoine Racicot et ses aides s'attelèrent à la tâche de construire une piscine en bois constituée de deux bassins de profondeur différente, le tout en planches disjointes. La piscine fut construite sur le terrain de la Centrale. La mise à l'eau donna lieu à un déploiement de treuils et de camions et remorqueurs à partir du Yacht Club jusqu'au terrain de l'O.T.J. La piscine flottait sur des barils armés, eux-mêmes ancrés dans le fond à des pylônes de ciment. À l'automne, on refaisait le jeu de treuils pour tirer la piscine en cale sèche sur le rivage... en espérant que la crue printanière ne l'emporterait pas, ce qui ne manqua pas d'arriver.

Un abri sans murs permettait le refuge en cas de pluie et la tenue de petits spectacles (clowns, jongleurs, magiciens, musiciens de foire, etc.) pour les milliers d'enfants que les autobus Boulais transportaient tous les jours.

Car avec les années, chaque paroisse en vint à regrouper ses activités sous l'égide d'une association sportive, le tout chapeauté par le Comité central de l'O.T.J. Pour les filles, la direction était assurée par de jeunes religieuses dynamiques, les Soeurs du Bon Conseil, qui tenaient une maison d'accueil pour jeunes travailleuses, rue Laurier.

Félicitations

Pour

150 ans d'histoire



Labatt



McNulty et McNulty
Notaires et conseillers juridiques
Me Jacques McNulty
Me Michel McNulty

Notaires de père en fils depuis 1954

Présente à Saint-Jean depuis plusieurs générations, la famille McNulty a participé activement au développement économique, social et culturel de la région.

Ensemble, célébrons
les 150 ans de notre ville!

112, rue Saint-Jacques
Saint-Jean-sur-Richelieu (450) 347-1514



BERGERON, DUPONT
Huissier de Justice du Québec

Félicitations pour
ces 150 ans d'histoire!

234, rue Longueuil
Saint-Jean-sur-Richelieu
Bur: 346-3585

...Saint-Jean, dans ma lorgnette

En annexe avec les activités diurnes de l'O.T.J., se tenait le soir la cédule des Petites ligues de base-ball O.T.J. C'était comme les grands: un terrain arrosé de frais, des lignes blanches à la chaux, des joueurs en costume de diverses couleurs, des arbitres en livrée et un annonceur-maison, le tout débutant avec l'hymne national. Ces ligues opérèrent de 1952 à 1965. J'en avais la supervision. Et à la fin de la saison, un banquet réunissait tout le monde pour la remise des trophées. Au nouveau stade, sur l'emplacement actuel du stade Lafontaine, évoluait la Ligue junior O.T.J. et les tournois provinciaux où se signalèrent les André Petit, Claude Raymond. Le vieux stade bâti sur le site de l'ex-collège fut démolé et remplacé par le Club de tennis l'Aiglon. Aujourd'hui c'est le parc Alphonse-Lorrain.

6- 1958: l'élan

À partir de 1958, je devins directeur général de l'O.T.J. et de son comité central. Je pus mettre à profit l'énergie et les talents d'organisateur qui m'habitaient. Je n'eus de cesse que de recruter des moniteurs, des gérants et accompagnateurs, des arbitres, etc. Je les remercie de m'avoir accompagné dans ma folie.

Pour les moniteurs j'établis des cours pratiques pour intéresser des enfants. Je mis pour cela à profit mes connaissances d'animateur scout et un imposant bagage de jeux, chants, danses. Je composai plusieurs livrets de chants.

Chaque année avait lieu pour les jeunes aussi une clinique de base-ball avant saison, qui était très fréquentée.

Je pourvus la plage de l'O.T.J. de jeux et de manèges pour enfants, et même d'une bibliothèque où on pouvait emprunter des B.D. pour l'après-bain... en attendant la distribution du VICO (berlingots de lait au chocolat froid). Les pique-niques prirent de l'ampleur à la plage O.T.J. ou à la Baie Missisquoi à cause des Olympiades et des spectacles sous l'abri. Il m'est arrivé de déplacer par autobus une soixantaine de parents et enfants algonquins de la réserve d'Odanak pour des danses en costume traditionnel. Comme ils parlaient français, ce fut un échange très enrichissant. Certains jours, nous recevions des centaines d'enfants arrivant de la Rive-Sud (Cité de Jacques-Cartier). Tout cela faisait une belle marmaille. Pourtant, était-ce jeunesse ou naïveté, je ne me suis jamais senti débordé: chaque jour amenait sa fièvre et son amour des jeunes. Les quinquagénaires parmi mes lecteurs se rappelleront le chant de l'Ave Maris Stella qui précédait le «splash» de l'entrée au bain, et les joyeux trilles dans les autobus.

À l'automne, j'organisais du football et l'hiver du hockey. Au Séminaire, de jour, j'enseignais avec passion la philosophie et j'étais directeur artistique du théâtre et du Grand Cérémoniaire à la chapelle.

La ville de Saint-Jean s'était en même temps agrandie: trois paroisses allaient surgir presque coup sur coup: Saint-Gérard (1956), Saint-Lucien (1957) et Saint-Eugène (1958). Le quartier Nord était encore en friche, sauf la rue Champlain.

7- 1960: la Révolution tranquille

Sans qu'on le voit vraiment venir, si l'on ex-

cepte les coups de semonce du Manifeste du Refus global (1948), la revue Cité Libre, la grève de l'amiante, etc., les choses allaient changer au Québec. Le Refus global allait emporter toutes les institutions fondées sur le dévouement et la communauté de destin. Un point important de ce qu'on a appelé au Québec la Révolution tranquille fut la prise en charge par l'État, - quitte à s'endetter pour le faire - des rouages de la société: éducation, santé, loisirs. Le «Maître chez nous» c'était cela. L'Église du Québec allait surfer là-dessus et même mettre ses compétences au service des nouvelles orientations. En éducation, par exemple, ce fut l'époque du Rapport Parent (du nom de Mgr Parent) duquel surgirent le ministère de l'Éducation, les polyvalentes et les cégeps. En santé, on vit arriver la carte-soleil et les hôpitaux devenus publics. En loisirs, la révolution s'appela municipalisation.

J'entrai de plein pied dans ce remue-ménage, y trouvant même un vent de liberté. J'aurais pu m'en griser jusqu'à perdre mon identité, mais Dieu m'en préserva. En 1970, je rencontrai deux grands défis. Je devins le directeur du nouveau département de philosophie. À ce titre, je fis partie à Québec de la Commission des nouveaux programmes, j'engageai des professeur(e)s pour répondre à l'arrivée massive d'étudiants et d'étudiantes. J'avais enseigné 20 ans au Séminaire, j'allais en ajouter 18 au Cégep que je quittai à regret pour la retraite en 1986. J'y garde un réseau d'amis fidèles qui ont été avec moi des pionniers des Temps Nouveaux. L'autre défi fut ma nomination comme aumônier diocésain des scouts, eux aussi à un tournant. Au programme, des camps de formation pour chefs, le titre de Maître des légendes et chef Totémiseur, des réunions fréquentes et tardives, des visites d'unités et des camps. Quant aux loisirs, j'abandonnai vite les rênes à la nouvelle Commission municipale de loisirs. Je viens de présider aux funérailles de l'homme de la transition, le dévoué Armand Poissant.

Cette commission municipale organise actuellement le base-ball mineur, le hockey mineur, les Tournambules et les nombreuses activités de loisirs dans nos parcs. Les enfants d'aujourd'hui se voient offrir une gamme très variée d'activités sportives, récréatives et artistiques. Et comme ils sont moins nombreux, les masses d'enfants que j'ai connues n'existent plus. Une époque était passée!

8- 1986: et maintenant, que vais-je faire?

Du temps de mon action auprès des jeunes, il y avait quatre paroisses dans Saint-Jean. Maintenant, on en compte huit. On sait cependant que non seulement le tissu social s'est distendu dans l'individualisme, mais aussi le tissu ecclésial dans l'indifférence, voire le braquage des consciences. Notre christianisme a attrapé un méchant verglas et la charité s'est refroidie. Il n'aurait pas fallu jeter le bébé avec l'eau du bain purificateur. C'est un sujet qui me laisse toujours songeur. Nos racines asséchées, comment tiendrons-nous?

Pourtant, je ne perds pas espoir. La preuve? À 65 ans, en 1986, je commençai avec la touche magique des bénévoles, une nouvelle aventure communautaire, le Patro Normandie,



À une réunion des confrères survivants de notre conventum 43-98 (55 ans), le dimanche 30 août, on m'a remis cette photo de l'ancien collègue de Saint-Jean, coin Laurier et St-Georges. On y voit l'entrée sur Laurier et la maison des prêtres, reliée au Collège par un passage.

qui allait déménager quatre fois toujours en agrandissant. Le 31 mai 1989, une nouvelle paroisse est née, couvrant le quartier Normandie, la paroisse Sainte-Marie-de-la-Visitation. Elle fêtera ses dix ans cette année. Une paroisse modulaire formée de six communautés, avec son organisme socio-communautaire, Carrefour Dignité (Saint-Jean) inc. Au cours de ces dix années, Saint-Jean-sur-Richelieu s'est agrandie du côté Nord avec le Carrefour Richelieu, la multiplication des commerces et des habitations multifamiliales. Trois plans d'urbanisme ont inspiré ces développements. Et ce n'est pas fini. Comme aumônier de la Société Saint-Vincent de Paul, j'ai aussi retrouvé

un Comité central appelé Conseil particulier réunissant les présidents des Conférences Saint-Jean.

À 76 ans, je continue à aimer ma ville et ses habitants et ils me le rendent bien. Comme tout bon conducteur, je conduis ma vie en regardant en avant et non dans le rétroviseur. De mon expérience scout, j'ai gardé le goût du soleil levant et des frais matins.

Au revoir. Quod scripsi, scripsi.

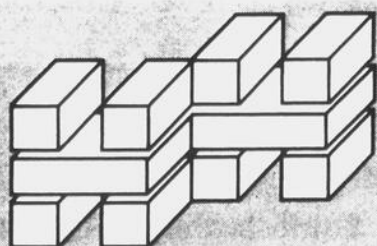
Bertrand Gaboriau
Citoyen, patriote de l'année
et personnalité de l'année



SAINT-JEAN-
SUR-RICHELIEU

**Le Cégep
Saint-Jean-sur-Richelieu
rend hommage à toutes les
personnes qui depuis 150 ans,
ont contribué à faire de
Saint-Jean-sur-Richelieu une
ville dynamique, accueillante
et orientée vers un avenir
prometteur.**

**Nous sommes fiers d'être associés à la ville
de Saint-Jean-sur-Richelieu et à sa
population dans le domaine de la formation
des jeunes et des adultes, ainsi que dans la
gestion du Théâtre des Deux Rives et des
installations sportives de tennis, de soccer
et de balle-molle.**



LES
ACIERS
H&H INC.

**Toute l'équipe des Aciers H & H Inc.
tient à commémorer avec ses clients
et amis les 150 ans de**

920, rue Pierre-Caisse
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 349-5801

**Saint-Jean
-sur-Richelieu**

Quelques souvenirs de mes années 40 à Iberville et à Saint-Jean

En 1938, j'avais 6 ans, l'âge de l'ouverture sur le petit monde qui m'entourait. C'était l'époque, — pas si lointaine, il me semble, — où Saint-Jean avait encore besoin d'Iberville pour s'identifier («Saint-Jean d'Iberville»), où les *Seineux* de Saint-Jean taquinaient plus ou moins gentiment les *Limoneux* d'Iberville.

Ces souvenirs qui vous sont présentés comme ils me viennent à l'esprit vont certainement faire sourire les jeunes, mais ils sont les témoignages d'un temps où les valeurs, les gens et les choses étaient évaluées différemment.

Saint-Jean et Iberville jouissaient de l'électricité depuis de nombreuses années, mais à quelques kilomètres au sud, à Sabrevois où j'allais parfois visiter un oncle dans le Rang Petit Sabrevois («le P'tit Rang»), il n'y en avait pas encore. Dans l'édition de 18 avril 1940 du *Canada-Français*, on pouvait lire dans les nouvelles de Sabrevois: «Lundi soir, avait lieu dans le sous-sol de l'église, une démonstration sur l'électricité donnée par la Southern Canada Power Co.»!

En 1938, mes parents ne possédaient pas d'auto et n'avaient pas le téléphone. Comment faisait-on sa commande d'épicerie? Un commis du magasin Bessette de la 9e avenue à Iberville venait à la maison prendre la commande — et les dernières nouvelles — et livrait les articles commandés le lendemain. Les dépanneurs n'existaient pas (le mot n'existait même pas dans ce sens), mais on avait des magasins du coin où on pouvait acheter beaucoup d'aliments en vrac: confitures, mélasse, vinaigre, etc.; petit garçon, j'allais souvent chez Deslauriers, au coin de la 2e avenue et de la 3e rue, faire remplir un bocal de beurre de *peanut* qu'on payait à la livre.

Les voitures hippomobiles étaient omniprésentes à Saint-Jean et à Iberville à la fin des années 1930: les boulangers, les laitiers, les livreurs (épiceries, marchands de charbon, cours à bois, etc.) possédaient tous des bons chevaux qui savaient bien laisser leurs cartes de visite dans les rues de la ville. Je me souviens en particulier de la voiture bleue de Baillargeon qui livrait la glace dans les deux villes (n'oublions pas que le réfrigérateur ne meublait pas encore toutes les cuisines); l'été, quand la voiture s'arrêtait devant la maison, les petits garçons des environs se précipitaient pour aller chercher des éclats de glace dans la voiture pour se rafraîchir. Je me demande encore si cette glace était bien propre? Baillargeon possédait une énorme glacière à Iberville à peu près en face de l'hôtel de ville actuel; l'été, j'allais occasionnellement chercher des morceaux de glace pour ma mère qui faisait de la glace à la vanille dans une sorbetière à manivelle. Un délice. Il y avait aussi ces lentes voitures tirées par

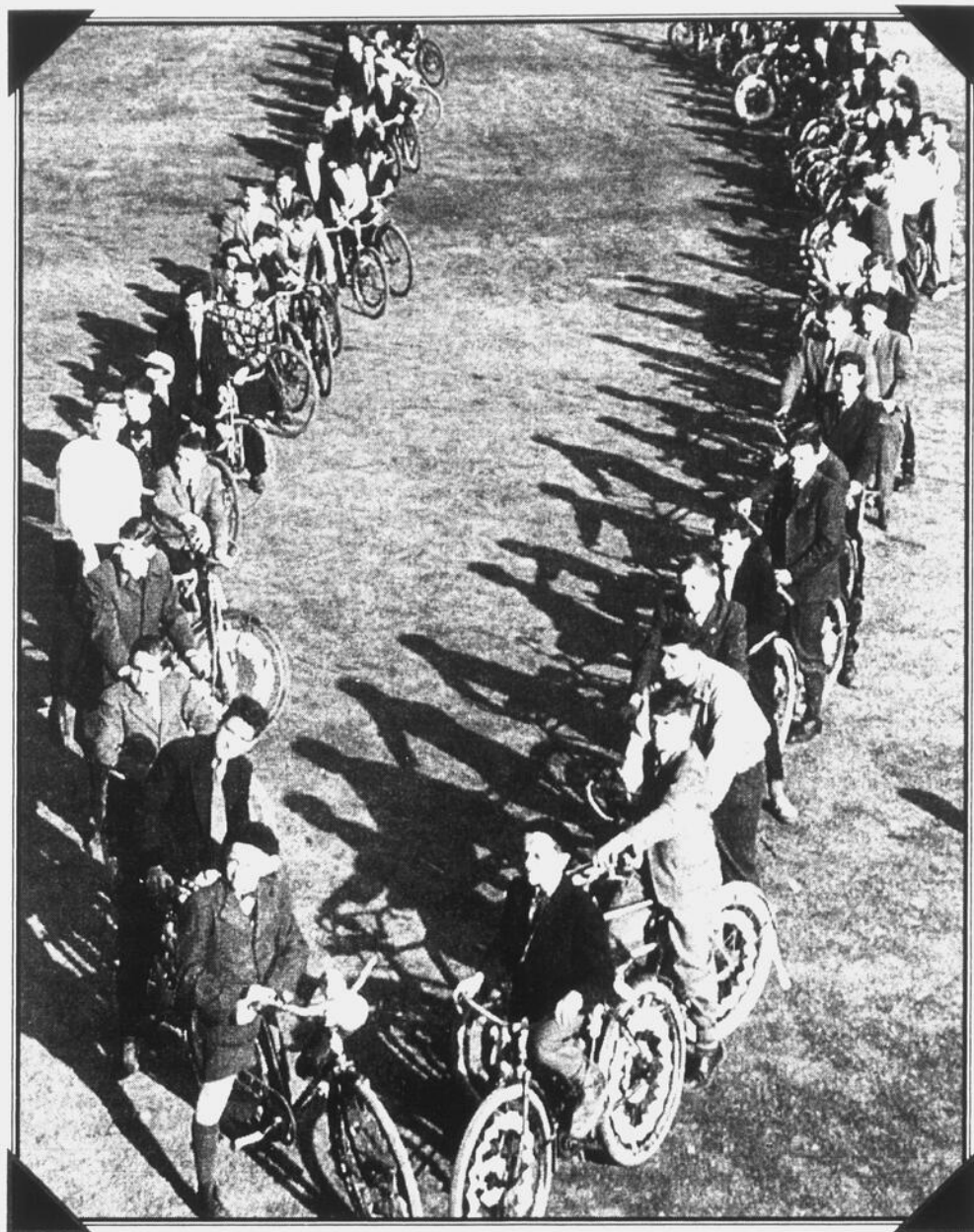
deux chevaux et chargées des petits pois que les cultivateurs allaient porter aux conserveries («canneries») de Saint-Jean; plusieurs passaient par la 2e avenue, devant ma maison. On se servait à pleines mains et on se rendait presque malade à déguster ces petits pois verts bien frais.

La religion imprégnait la vie familiale à cette époque. Beaucoup de mes souvenirs sont reliés à diverses manifestations reliées à la pratique religieuse. Tout d'abord, la procession de la Fête-Dieu dans les rues de la ville (avec la fanfare, les pompiers et tous les groupements religieux de la paroisse) qui se terminait à un magnifique reposoir qu'un paroissien probablement plus fortuné que les autres, élevait devant sa maison pour le salut du Très-Saint-Sacrement. Il y avait aussi les vêpres du dimanche après-midi (à des heures différentes suivant les périodes) qui n'ont jamais réjoui les jeunes. Vers l'âge de 9 ou 10 ans, les bons garçons étaient reçus «Croisés»; la devise de ce mouvement eucharistique était: «Prie, communie, sacrifie-toi, sois apôtre». J'étais servant de messe à Saint-Athanasie; ce qui voulait dire que 6 jours par semaine, je devais servir une des trois messes du matin (6h30, 7h ou 7h30) avant d'aller à l'école pour 8h30. L'horaire était parfois très serré. La rémunération: 5 cents par messe.

«Panier, Madame», telle était la formule consacrée que les petits gars utilisaient au marché à Saint-Jean le samedi matin pour offrir leur service de livraison avec leur voiturette aux dames qui faisaient leurs emplettes. Les tarifs: 10, 15 ou 20 cents, suivant la distance à parcourir. Il fallait arriver tôt le matin; une bonne journée pouvait rapporter de 1,50 \$ à 2 \$.

L'école était importante pour ma mère. À preuve, ce petit fait que je trouve révélateur à plusieurs points de vue. Durant la nuit, — j'avais peut-être 10 ou 11 ans, — un mal de dent se développa. Très tôt le matin, ma mère téléphona (nous avions alors le téléphone) à un dentiste dont j'oublie le nom et qui demeurait rue Saint-Charles à Saint-Jean. Il accepta de me recevoir et je me rendis à pied à son bureau pour l'extraction. C'était l'hiver. Je revins à toute vitesse à la maison et j'étais à l'école à 8h30. Il ne fallait pas manquer une minute de classe!

Beaucoup de mes souvenirs d'enfance sont olfactifs. En voici deux. Le premier est l'odeur indescriptible des feuilles d'automne qu'on ramassait et qu'on faisait brûler le long du trottoir dans la fraîcheur du soir (petit plaisir maintenant défendu par les pompiers). L'autre, c'est le délicieux parfum des pivoines qu'on retrouvait en très grande quantité dans la salle de récréation lors de la distribution



Les élèves du Séminaire de Saint-Jean qui avaient décoré leur bicyclette formèrent le V de la victoire dans la cour de récréation avant d'aller se promener dans les rues de la ville.

des prix à la fin de l'année scolaire (petite fête scolaire qui n'existe plus). Même si j'aimais bien l'école, j'ai toujours associé ce parfum aux vacances qui allaient commencer.

Enfin, on ne peut parler des années 1940 sans parler de la guerre qui conditionna nos vies de tous les jours de plusieurs façons. Même à l'école, la présence des cadets de l'air en uniforme nous rappelait cette réalité, de même que je ne sais trop quelle agence gouvernementale qui venait projeter des films de Charlie Chaplin en y ajoutant des films de propagande vantant les mérites de notre démocratie. Les soldats qui étaient nombreux à Saint-Jean faisaient régulièrement des exercices dans Saint-Jean et Iberville et les petits gars que nous étions, nous jouions à la guerre. Dans toutes les familles, il y avait des soldats et parfois aussi des déserteurs; il fallait apprendre à vivre avec tout cela.

(beurre, viande, essence, pneus, sucre, café, etc.); en 1944, quand je suis entré au Séminaire de Saint-Jean comme pensionnaire, j'ai dû apporter mes carnets de rationnement. Et que dire des avions de la Base militaire qui volaient régulièrement la nuit; notre dortoir donnait sur les pistes. On ne se plaignait pas à l'époque. Le Père Silas Bessette, de la famille de notre voisin, revint démoli après plusieurs mois passés dans le camp de concentration de Belsen. Et quand tout fut fini, par une merveilleuse journée de mai, le 8, les élèves du Séminaire décorèrent leur bicyclette et paradèrent dans tout Saint-Jean; la photo qui accompagne ce texte a été prise dans la cour de récréation du Séminaire au cours de l'après-midi du 8 mai 1945. Le V de la victoire.

La guerre était finie, une autre époque commençait, un temps de relative morosité avant l'explosion de la révolution tranquille de 1960. Autres temps, autres mœurs.

En 1942, le rationnement était généralisé Rémi Tougas

Partenaire
depuis plus de
20 ans.



LE PALAIS
DE LA MUSIQUE ET DE L'AUDIO-VIDEO
(ST-JEAN INC.)

484, boul. du Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu
348-3002 • 348-3000



Cette année, nous soulignons le 150^e anniversaire de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. C'est à force de labeur, d'encouragement et de défi que les gens d'ici ont bâti notre «ville centre».

Grâce à eux, l'excellence est la marque de commerce du Haut-Richelieu

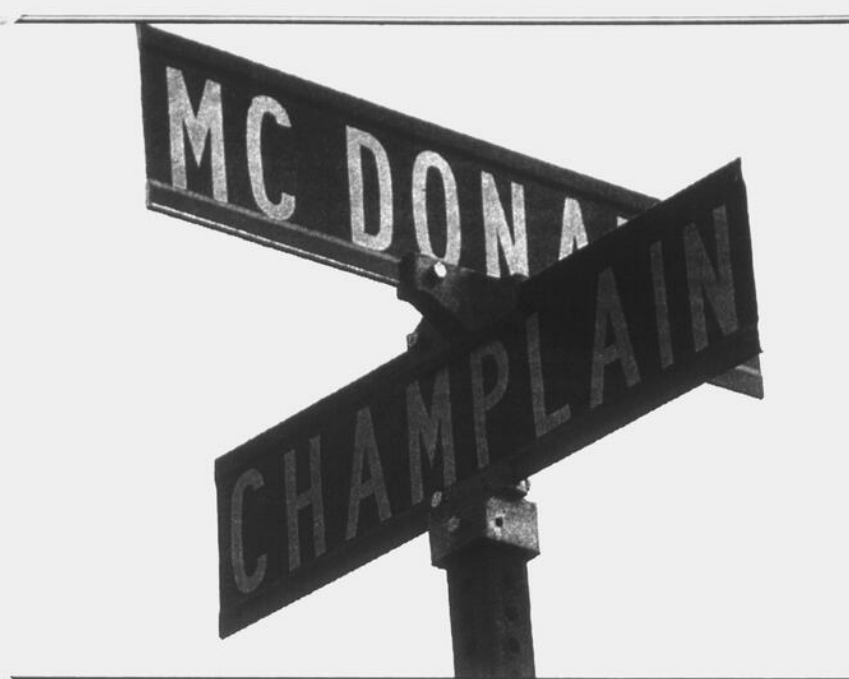
Député de Saint-Jean

145, boul. Saint-Joseph, bureau 222
Saint-Jean-sur-Richelieu

359-0678



Au cours des dernières années, Saint-Jean a remplacé ses enseignes de rues.



Les noms attribués aux lieux johannais sont français à 91,12%.

331 rues, 46 parcs, 15 jardins et 2 places

Les noms de nos rues parlent

Le choix d'un toponyme imprime une identité à une municipalité, lui donne un caractère propre qui la définit et la situe, car les noms des rues parlent. Ils peuvent aussi bien se rapporter au passé qu'au présent et faire référence à la collectivité locale autant qu'à un illustre personnage de l'histoire universelle.

Le Répertoire toponymique de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu retrace les origines et l'histoire de cette ville grâce à ses 331 rues, 46 parcs, 15 jardins et 2 places, pour un total de 394 toponymes.

Les noms attribués aux lieux johannais sont français à 91,12% (359/394). Ils sont masculins à 83,51% (329/394) et rappellent une personne ou un lieu de la région à 73,10% (288/394). Les toponymes identifiant des personnalités masculines totalisent le nombre de (309/394) soit 78,43%. Dix-neuf femmes ont droit à une mention pour un taux de 4,82%. Dans cette nomenclature, mentionnons un Latin: Horace, et deux Italiens: Verdi et Stefani. Un autre nom rappelle une ville de Belgique: de Liège. Presque toutes les rues ont une justification excepté huit (8) d'entre elles, ce qui représente 2,03% du total des rues.

À la fin du XVIII^e siècle, une colonisation américaine et loyaliste marque les débuts du bourg de Saint-Jean. Des émigrés américains se sont établis autour du fort. Leurs origines se sont manifestées dans l'architecture des maisons en brique rouge qui entourent l'église St. James. Il est incontestable que notre ville, à ses débuts, affiche une présence importante des Américains, de leurs modes de vie et de leur culture. Le répertoire en reflète avec ses 34 toponymes anglo-américains, soit 8,63% du nombre. Vingt (20) toponymes rappellent des maires et des conseillers de la première heure. Pourtant, plusieurs de ces pionniers qui ont joué un rôle important dans le développement de Saint-Jean ont sombré dans l'oubli de la mémoire collective, dont Jason Chamberlain Pierce qui fut un responsable de la venue du chemin de fer à Saint-Jean en 1836.

Dans l'ensemble du répertoire, la catégorie politique prédomine avec 143 toponymes soit 36,29% du total. Elle se divise en trois: la politique municipale, la provinciale et la fédérale. Les élus municipaux constituent la catégorie la plus importante avec ses 124 administrateurs, ce qui donne un rapport de 31,47%.

Depuis sa fondation en août 1848, Saint-Jean a connu 46 maires. Le décompte atteste que 43 maires ont donné leurs noms à une rue: les deux plus récents maires sont en liste d'attente. Saint-Luc nous prête les maires Moreau, ce qui explique le nombre 44. Le seul maire oublié est Robert Hyndman Wight, un médecin, préfet du comté de Saint-Jean en 1858; il a siégé de janvier 1858 à janvier 1859. Huit maires ont accédé à la magistrature sans avoir été conseillers, tous exerçant des professions libérales. Trois maires étaient cultivateurs.

Des conseillers dont le nom est commémoré, il y en a 80. Ces élus représentent la sous-catégorie la plus importante. Il faut mentionner que dans les faits il y a eu 89 conseillers honorés par 80 toponymes, car il est arrivé que plus d'une personne de la même famille ait siégé au conseil municipal.

Depuis les années 50, il était de pratique courante qu'on honore un conseiller ou un maire sitôt après son mandat à l'hôtel de ville. La biographie de ces politiciens de la scène municipale révèle qu'ils étaient très engagés dans leur milieu. Ils se trouvaient souvent administrateurs de la Commission scolaire et plusieurs d'entre eux étaient membres d'associations, d'organismes de bienfaisance tels la Chambre de commerce, la Saint-Vincent de Paul, les Chevaliers de Colomb et d'autres.

Viennent ensuite les toponymes religieux au nombre de 52. Ces appellations attestent la présence de l'Église catholique au Québec et du fait que Saint-Jean était un siège épiscopal entre 1934 et 1969. Le clergé du diocèse Saint-

Jean-Longueuil est représenté par des curés, fondateurs de paroisses et des prêtres du séminaire. Huit toponymes sont consacrés à des évêques: deux titulaires du diocèse Saint-Jean-Longueuil, Mgr Anastase Forget et Mgr Gérard-Marie Coderre; les six autres, de différents diocèses de la province de Québec et de l'Ontario, ont exercé leur ministère dans la ville ou les institutions de Saint-Jean: Mgr Gaulin, Mgr Laroque, Mgr Lamarche, Mgr Papineau, Mgr Frenette et Mgr Lebel. Les rues portant ces toponymes se situent pour la plupart dans le quartier entourant le Séminaire de Saint-Jean devenu le cégep du Haut-Richelieu. Un quartier qui se démarque.

Au cours des vingt dernières années la toponymie johannaise a rattrapé l'histoire en rappelant le passé militaire de Saint-Jean: la construction du fort Saint-Jean par le régiment de Carignan-Salières; le séjour de certains régiments et de grands stratèges militaires pendant la guerre de Sept Ans: Lévis, De Léry, Montcalm. Certaines rues commémorent le siège du fort Saint-Jean pendant la Révolution américaine en 1775, en perpétuant le nom de certains défenseurs: de Lotbinière, Foucher, Désaulniers. Certaines rues rappellent la rébellion des Patriotes qui a aussi touché le Haut-Richelieu en 1838 avec Joseph-François Davignon.

Outre les militaires, la période du régime français, de 1534 à 1760, est présente par les noms des découvreurs, Jacques-Cartier, Champlain et des fondateurs de la Nouvelle-France, Mgr de Laval, Jeanne-Mance, Dollier et des martyrs canadiens.

La période britannique d'après 1760 évoque la mémoire du grand gouverneur, Guy Carleton, lord Dorchester qui en plus d'avoir prêté son nom à ce lieu entre 1790 et 1847, dans un édit proclamé en 1790, donnait à Saint-Jean l'importance primordiale qu'elle a connue au cours du XIX^e siècle, comme plaque tournante du commerce avec les États-Unis de par sa si-

tuation stratégique sur la route du lac Champlain.

Un autre quartier particulier de Saint-Jean est le quartier de la Normandie ouvert à la fin des années 1960. Les élus municipaux ont voulu lui donner une couleur française en empruntant son nom à la province de Normandie et en donnant à ses rues des toponymes rencontrés sur cette terre française. Certaines rues se nomment de la Sous-bretonne, de Bernières, entre autres.

Une catégorie identifie des propriétaires terriens et les promoteurs de développement urbain. Plusieurs vieilles familles de la région ont loti leurs terres pour en faire des secteurs d'habitation et les rues qui les traversent rappellent leurs patronymes, tels les Lanoue.

Enfin, 116 lieux de Saint-Jean (103 rues, 10 parcs et 3 jardins) ont déjà reçu une appellation autre que celle qu'ils portent actuellement et 27 rues en sont à leur troisième désignation.

En réalisant le répertoire toponymique sur l'histoire des lieux de notre ville, la Société d'histoire du Haut-Richelieu s'inscrit dans la continuité, dans le sillage tracé par le premier comité de toponymie formé en 1951. Il était composé de Rina Lasnier, poétesse, de l'avocat Jean Frédéric, devenu juge, et du lieutenant-colonel E.L. Caldwell, commandant de la garnison de Saint-Jean. C'est dans cet esprit de continuité que la Société d'histoire alimente toujours la banque des toponymes johannais et qu'elle poursuit ses objectifs de toujours mieux servir la collectivité du Haut-Richelieu.

Les noms de nos rues parlent: ils perpétuent un passé pour que les générations présentes et futures se souviennent: ils perpétuent le patrimoine vivant.

Extrait d'une conférence de Nicole Poulin, présidente Société d'histoire du Haut-Richelieu

Établi à
Saint-Jean
depuis 27
ans et
heureux de
participer à
ce 150^e
anniversaire



LES PNEUS GAUMOND LTÉE

445, rue Jacques-Cartier Sud, Saint-Jean-sur-Richelieu
347-4057 - Tél.: 983-0382 - Télécopieur: 347-5633



MicroAge®

Centre de l'ordinateur

HEUREUX DE NOS 15 années de succès
AU SEIN DE VOTRE 150 ans d'histoire

840, BOUL. INDUSTRIEL, SUITE 103
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU, Q.C. J3B 7X4
Téléc.: 359-0116

359-0113
BELCRO
Electronique Inc.
DEPUIS 1983

ventes@belcro.com
www.microage.ca

ORCHESTRER LA CHAÎNE DES VALEURS DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Authorized Dealer



SERVICE SPÉCIALISÉ POUR LES ENTREPRISES

Les noms de la rivière Richelieu

Nous donnons aujourd'hui à la majestueuse rivière qui traverse notre vallée, le nom de «Richelieu». Chacun sait que cette appellation n'a pas toujours été la sienne. Il serait donc intéressant de savoir combien de baptêmes elle a reçus et quels noms, elle a portés.

La première fois où il est question de notre rivière dans nos archives, c'est dans les Récits de Jacques-Cartier lui-même. Celui-ci, en effet, soit en remontant soit en descendant le fleuve Saint-Laurent, en automne 1535, a aperçu notre cours d'eau qu'il nomma «Rivière du Sud». Et de un!

Le 30 juin 1603, Champlain remonte notre rivière de cinq ou six lieues. Il l'appelle «Rivière-des-Iroquois» parce que c'était la voie suivie par cette nation belliqueuse lorsqu'on partait des Cinq-Cantons pour aller tendre des embuscades au lac Saint-Pierre. Il semble que c'était sous ce nom que la désignaient les sauvages eux-mêmes. Et de deux!

Le 13 août 1642, le gouverneur de Montmagny vient à l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Sorel pour y construire un fort. Il lui donne le nom de «Richelieu» en l'honneur du cardinal Richelieu alors ministre de la Marine en France. Ce nom s'étend à la voie navigable qui coule auprès du fort. Et de trois!

Le 25 août 1665, monsieur de Tracy, envoie monsieur de Saurel élever un fort sur les ruines de celui construit par Montmagny en 1642. On continue alors à appeler la rivière «Richelieu». En 1672, l'intendant Talon concède à monsieur de Saurel, la seigneurie de son nom. Dès lors, le fort est appelé «Saurel», nom qui bientôt s'étend à la rivière elle-même. Et de quatre!

À la fin du mois d'août 1665, un autre fort est construit en amont de Sorel, au pied du Saut! (Chambly). «Commencé dans la semai-



La première fois que Jacques-Cartier a aperçu notre rivière, il la nomma rivière du Sud. Champlain l'appela rivières-des-Iroquois.

ne de la fête du grand saint protecteur de nos rois et de la France», lit-on dans les Relations de 1665, ce fort fut d'abord appelé Saint-Louis. Ce nom, à l'occasion fut aussi donné au cours d'eau qui à cet endroit se transforme en un large bassin. Et de cinq!

Le 29 octobre 1672, Jacques de Chambly, capitaine du régiment de Carignan qui avait

érigé le fort Saint-Louis, devient propriétaire de «trois lieues de longueur sur la rivière Richelieu et d'une lieue de profondeur de chaque côté de la rivière». Peu après, la rivière commence à être dénommée «Chambly». Et de six!

Quelle fut la durée de ces diverses appellations? C'est une question à laquelle il est

assez difficile de répondre exactement. On peut affirmer cependant, que vers 1721, les noms de Chambly, Saint-Louis et Richelieu étaient encore en usage. On en trouve la preuve dans cet extrait des Registres d'État au sujet d'un règlement fait par l'évêque de Québec, monsieur de Vaudreuil et l'intendant Bégon, le 20 septembre 1721:

«L'étendue de la paroisse Saint-Louis, établie dans la chapelle du fort Chambly, sera celle de la seigneurie dudit Chambly qui est de trois lieues de front, sur une lieue au-dessus dudit fort et de deux lieues en dessous; et vu le petit nombre d'habitants qu'il y a dans cette seigneurie, qu'ils sont hors d'état de payer des dîmes, étant pauvres et ne commençant que d'établir leurs terres, il serait nécessaire pour le bien de la garnison de ce fort d'y établir un aumônier fixe qui fût tenu d'y résider et de desservir par voie de mission, les habitants de la dite seigneurie, même les fiefs des sieurs de Longueuil et de Rouville, situés au-dessous de la dite seigneurie qui ont chacun deux lieues d'étendue à mesure qu'ils s'établiront et sous ces conditions assurer au dit aumônier cinq cents livres par an pour sa subsistance, jusqu'à ce que la dite paroisse soit suffisamment établie pour fournir la subsistance et entretenir un curé». Cette citation est donnée au complet vu les renseignements intéressants qu'elle contient.

Le nom de «Rivière-des-Iroquois» fut donc le seul en usage jusqu'en 1642. À partir de cette date, celui de «Rivière Richelieu» devint de plus en plus populaire. À compter de 1665, ceux de «Sorel», «Saint-Louis» et «Chambly» rivalisèrent avec celui de «Richelieu». Celui-ci, qui ne cessera jamais d'être usité, s'imposa à tous, il y a au-delà d'un siècle.

Rodolphe Fournier

NDLR: Texte tiré des archives de la Société d'histoire du Haut-Richelieu.



En plus de rivière du Sud et de rivière-des-Iroquois, la rivière Richelieu s'est aussi appelée la rivière Sorel, la rivière Saint-Louis et la rivière Chambly.

Félicitations!
à tous ces pionniers de l'histoire johannaise

Lefebvre, Payette
Associés inc.

COURTIERS
D'ASSURANCES

170, rue Saint-Jacques, Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél.: (450) 347-7585, Tél.: (514) 856-7751, téléc.: (450) 347-0540

Fondée
en 1922

MERCIER & MERCIER
Peinture inc.

*Vos spécialistes
d'expérience!*

SICO **CIL** **PARA**
sikkens **DENALT** **NULAC**
CETOL

Félicitations
pour ces
150 belles
années
d'histoire

1075, boul. du Séminaire Nord,
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-2323/348-4353

L'histoire du Fort-Saint-Jean et le CMR

Situé le long d'une voie navigable reliant le fleuve Saint-Laurent et l'océan Atlantique, le site fut choisi dès le début de la colonisation par les Français. En 1666, on décida d'y construire un fort afin de mieux protéger la rivière appelée à l'époque la rivière aux Iroquois. Il s'agissait d'une petite fortification à double palissade de bois. Les soldats du régiment de Carignan-Salières le défendirent jusqu'en 1672 alors qu'une accalmie s'instaura entre les Français et les Iroquois. Le fort portait le nom de Fort l'Assomption du nom de la fête religieuse la plus près de sa date de construction comme le voulait la très religieuse coutume française de l'époque.

Au 18^e siècle, les tensions entre la France et l'Angleterre, lesquelles provoquèrent la guerre de Sept-Ans (1756-1763) amènent les Français à construire une nouvelle fortification à Saint-Jean. On craignait une attaque du sud par les Anglais et leurs alliés les Iroquois lorsqu'on demanda à Joseph-Chaussegros de Léry de préparer des plans pour la construction d'un fort qui aura la forme d'un quadrilatère en bois avec des bastions aux quatre coins. Construit en 1748, il sera visité et fortifié après la visite de Montcalm en 1757. Ce dernier subira la défaite à Québec et mourra le 13 septembre 1759 aux mains des Anglais. Quelques mois plus tard soit en août 1760 les Anglais approchent de Saint-Jean. Isolés et voulant éviter le pire soit la prise du fort les soldats français reçoivent l'ordre de brûler le fort et de l'abandonner. La signature du traité de Paris en février 1763 met fin à la guerre de Sept-Ans et à l'aventure française en Amérique.

Les années qui suivent apportent avec elles de nouvelles menaces pour la région. En effet, au sud les habitants de la Nouvelle-Angleterre refusent de se laisser gouverner par la mère patrie. En 1775, un an avant de décréter leur indépendance, ils tentent de pousser leur frontière vers le nord. Sous les ordres du Général Montgomery on met en exécution un plan d'invasion visant à prendre Québec en remontant le Richelieu et par la suite joignant une force navale à attaquer Québec. Or à Saint-Jean, qu'il pensait prendre rapidement, Montgomery rencontre une vive opposition. En effet, le Major Preston défend héroïquement le fort pendant 45 jours. Ce délai cause un retard tel que toute l'opération d'invasion échoue. Montgomery n'atteindra Québec qu'en décembre avec des troupes amoindries et souffrant du froid. C'est cette défense héroïque du Fort-Saint-Jean qui amena plusieurs historiens à dire que le Fort-Saint-Jean en 1775 avait sauvé le Canada. Montgomery fut tué à Québec et ses troupes se replièrent en 1776.

Durant les années qui suivent Saint-Jean demeure un endroit stratégiquement important. On y retrouve un chantier naval. Le canal de Chambly est construit afin d'éviter les rapides. La révolution américaine amène dans la région un nombre important de Loyalistes, c'est-à-dire ceux qui veulent garder leur allégeance à l'Angleterre. Le fort sert alors de poste de douane de 1783 à 1812.

Entre 1812 et 1815 les Américains sont en guerre contre l'Angleterre. Ils tentent alors d'envahir notre région. Le Fort Saint-Jean ne sera pas directement menacé mais servira d'ap-



Le 22 février 1994, Ottawa annonce la fermeture du CMR qui est depuis devenu le Campus du Fort Saint-Jean.

puis logistique aux combats qui se déroulent à la frontière. En 1817 un incendie rase le Fort-Saint-Jean. On détruira par la suite ce qui reste afin de faire place à un projet de construction d'une nouvelle forteresse, projet qui ne se réalisera jamais. De nos jours, seuls les remparts et des vestiges enfouis sous terre témoignent du vieux Fort-Saint-Jean.

Suivent des années de prospérité pour la région alors que les conflits ont pris fin. En 1822 on reconnaît Saint-Jean comme quatrième port intérieur en importance au pays. Un pont payant, construit en bois, relie les villes riveraines en 1824 et le premier chemin de fer au Canada est inauguré entre Saint-Jean et Laprairie en 1836.

Surviennent alors les hostilités avec les Patriotes en 1837. Toute la vallée du Richelieu et les environs sont en pleine effervescence. Les Patriotes vont jusqu'à contrôler par les armes le pont reliant Saint-Jean à Iberville. Le gouvernement canadien voit alors la nécessité d'une présence militaire dans la région et choisit l'ancien site du Fort-Saint-Jean pour y construire une garnison. Les bâtiments du vieux quadrilatère datent de cette époque. L'entrée se faisait du côté nord où est situé un poste de garde (actuel musée). Le Massey sera construit cent ans plus tard soit en 1937.

Entre 1839 et 1952 des milliers de soldats servent à la garnison militaire de Saint-Jean alors que les régiments s'y succèdent. Les lieux et les champs avoisinants servent à l'entraînement de plusieurs régiments avant leur départ pour les conflits mondiaux de 1914-18 et 1939-45. C'est à Saint-Jean que l'on forme le premier régiment canadien-français de l'armée canadienne en 1914, le 22^e Bataillon canadien-français qui allait s'illustrer et devenir le Royal 22^e Régiment dont la maison mère est aujourd'hui La Citadelle de Québec.

En 1952 face à un problème de recrutement

et de rétention des jeunes francophones dans le Corps des officiers des Forces armées canadiennes on décide d'ouvrir au Québec un collège militaire. Le collège doit aider les jeunes francophones et anglophones à s'intégrer avant d'aller au Royal Military College créé en 1852. Les villes de Québec, Trois-Rivières, et Saint-Jean sont considérées. C'est sur cette dernière ville que le choix s'arrête. Les premiers élèves-officiers s'installent dans les vieux bâtiments de 1839 et on exproprie les terrains au sud le long de la rivière. Les décennies qui suivent amènent de nouvelles constructions et voient le Collège militaire royal de Saint-Jean devenir une université et grandir en prestige.

Le 22 février 1994, Ottawa annonce la fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean. Le 31 août 1995 lors d'une courte céré-

monie on descend pour la dernière fois le drapeau du CMR en présence de militaires et d'un groupe important d'anciens, représentants des 8000 élèves-officiers qui ont fréquenté ces lieux historiques entre 1952 et 1995. La cérémonie est sous le commandement du Major Benoît Lalonde lui-même un ancien. Parmi le groupe des anciens on retrouve un général en uniforme, des présidents de compagnies, des fonctionnaires et même un ancien député; preuves de la contribution significative du CMR partout dans notre société. La descente de ce drapeau signifie aussi la fin d'une présence militaire vieille de 329 années au Fort-Saint-Jean et celle d'une riche histoire dont nous devons tous assurer la protection.

Yvon Lafrance

Un hommage chaleureux à tous ceux et celles qui ont contribué au développement de notre qualité de vie...

Résidence Monseigneur Forget



Une équipe chaleureuse active depuis bientôt 10 ans en résidence vous accueille avec une foule d'agréments bien attentionnés.

Au cœur du centre-ville ~ Accès à la Cathédrale

- ~ Animation ~ Ascenseurs
- ~ Salle de bains privée
- ~ Système d'intercom
- ~ Buanderie ~ Entretien ménager
- ~ Visites médicales
- ~ Menus variés

Chambres
à partir de **700\$**

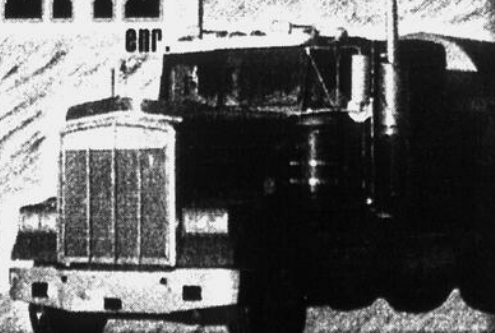


M. Bruno Prairie
Président-fondateur

222, rue Jacques-Cartier Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
358-2090

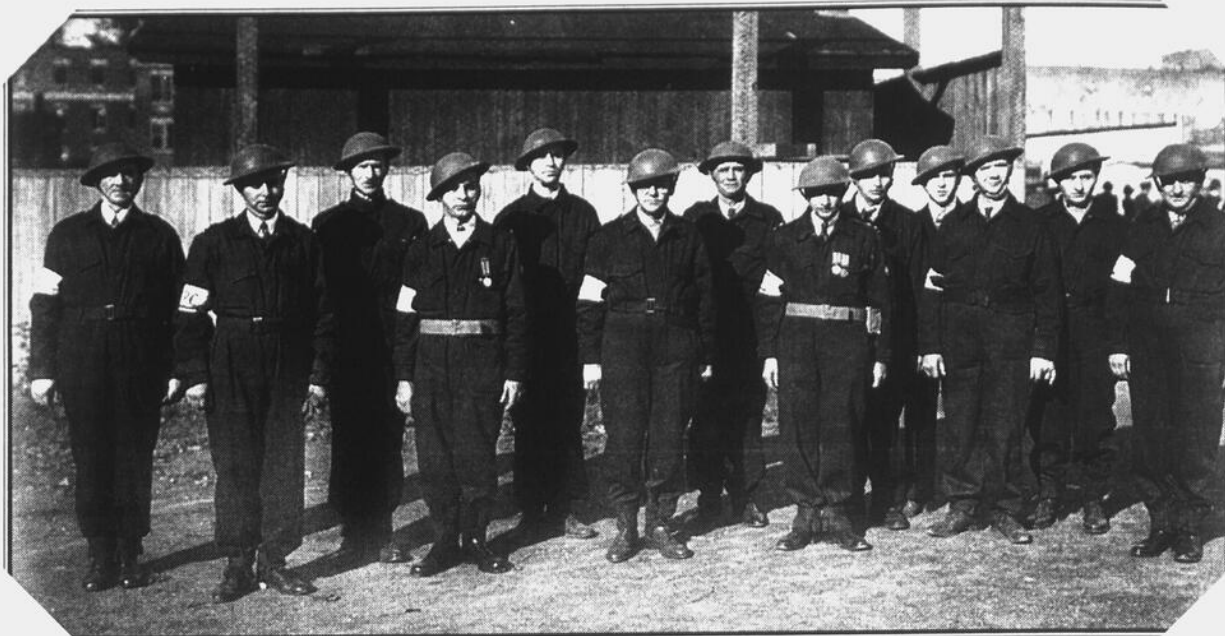
Heureux d'être en affaires depuis plus de 6 ans dans une ville si prospère

ATELIER DE RÉPARATION
GILLES COYETTE
Mécanique générale
& mécanique diesel
Camions & remorques
Entretien de flotte
349-4751



192-A, rue Saint-Louis, Saint-Jean-sur-Richelieu

Un groupe de militaires photographiés par
Pinsonnault en 1950.



En 1945, alors que la guerre n'était pas
encore terminée, la vitrine de la
Pharmacie Régnier, sur la rue Richelieu.
Une affiche traite de repas
substantiels pour aider l'effort
de guerre au Canada.

CERTIFIÉE ISO 9001

B M S T
EXPERTS CONSEILS INC.

*Une firme de génie à l'avant-garde de la technologie et au
service de ses clients à la grandeur de la Monérégie.*

*Nous sommes fiers de souligner les 150 ans
de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu*

- Génie urbain
- Traitement des eaux
- Génie de l'environnement
- Génie du bâtiment
- Étude d'impacts
- Gérance de projets

Bernard Rousseau, ing.
Yves Fallu, ing. chargé de projets
Johanne Brodeur, ing., chargée de projets
Julie Cormier, ing., M.Sc.A.
Pierre Éthier, ing.
Christian Faubert, Ing., M. Sc. A.

ÉDIFICE DE BLEURY
200, RUE MACDONALD, BUREAU 203
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Tél: (450) 359-7070
Télec: (450) 359-7066
bmst@actif.ca

Tout le centre-ville y avait passé!

Tout le pays s'est ému du désastre qui, si tôt après celui de Québec, est venu fondre sur la ville de Saint-Jean. Lundi matin, le 19 juin, les citoyens de Montréal se rencontraient le front triste, le regard plein d'alarmes. La sympathie pour le malheur de leurs voisins de Saint-Jean semblait les absorber. L'incendie de dimanche formait l'unique sujet de conversation, «Saint-Jean est détruit», se disait-on, «les pertes sont au-delà de 1 500 000 \$; il y a des centaines de familles sans logement; les marchands sont ruinés». D'autres s'apitoient sur les pertes immenses que devaient subir les compagnies d'assurances. Et tous n'avaient que trop de raisons pour leurs lamentations.

En effet, dimanche le 18 vers huit heures du matin, on découvrit que le feu exerçait des ravages dans des piles de planches en arrière du moulin à scie de M. Bousquet. L'incendie se propagea rapidement et bientôt tout le bois et la scierie furent consumés. Un fort vent du sud soufflait alors, et les flammes se répandirent avec une grande rapidité.

Origine

Le feu prit son origine dans les moulins de M. Bousquet, qui ont toujours fait la terreur des hommes d'affaires de Saint-Jean, à cause de leur position au sud de la ville. Un vieux marchand disait qu'il ne s'était jamais couché sans éprouver de crainte de ce côté, parce que le vent du sud souffle aussi régulièrement que le dimanche arrive chaque semaine.

Aujourd'hui, cet homme est ruiné, ayant subi 20 000 \$ de pertes et n'ayant que 5000 \$ d'assurance.

Rue Partition

Vers 8h45 a.m., le feu s'était étendu jusqu'au coin de la rue Partition, après avoir détruit la maison de douane, les bureaux de poste, du télégraphe et de l'express.

À 10h45 a.m., toute l'étendue de la rue Richelieu, du sud au nord, était en proie à l'élément destructeur. Pas une seule bâtisse n'a échappé au désastre sur cette rue, la principale de Saint-Jean et le centre des affaires.

Le pont

Le feu se communiqua au pont qui conduit à Saint-Athanase et à deux berges, et au steamer Montréal qui fait le service de remorqueur; les berges brûlèrent complètement et le steamer fut conduit au milieu de la rivière et ne souffrit que peu de dommage.

Les autorités municipales télégraphièrent à Montréal et à Saint-Albans pour du secours, le service de l'aqueduc étant presque inutile. Ces deux villes s'empressèrent d'envoyer des engins et leurs brigades de pompiers, qui firent de grands efforts pour arrêter l'incendie. Ceux de Saint-Albans s'en retournèrent vers cinq heures du soir. La brigade de Montréal resta jusqu'à minuit et ne s'en alla qu'après avoir maîtrisé complètement le feu.

Les banques

La succursale de la banque des Mar-



No. 1096 — Vue des ruines, du Pont Jones regardant vers l'Ouest après le grand incendie du 18 Juin 1876 St. Jean P. Q.

chands et la banque de Saint-Jean furent brûlées, mais les voûtes sont en parfait état et ne souffrirent pas de l'incendie. L'argent, les billets et les documents de toute espèce se trouvent sauvés. La bâtisse de la banque de Saint-Jean était pleinement assurée. Ces deux institutions financières ne souffrent donc d'aucune perte.

Les flammes se propagèrent de l'extrémité sud jusqu'à l'extrême limite nord de la rue Richelieu.

Les deux seules bâtisses qui furent sauvées sont la résidence de M. Bull, contremaître du moulin, et la maison de M. F. Monette, dans la partie nord de la ville. La nouvelle terrasse récemment construite par M. Ryder à quelque distance de là, vers le nord, fut aussi conservée.

Le vent

Le vent qui, durant ce temps, soufflait avec violence, emportait les étincelles en dehors de Saint-Jean, et les granges et dépendance de M. Samuel Vaughan en dehors des limites de la cité furent détruites. Sa demeure échappa au désastre comme par miracle.

Tous les principaux hôtels étant en ruines, grand nombre de personnes se logèrent provisoirement dans les casernes.

Désolant

Une promenade dans le quartier incendié offrait au regard le plus triste et le plus désolant spectacle. On voyait des marchands contemplant les décombres qui étaient hier des établissements ayant des fonds de commerce de cinquante à soixante-quinze mille

dollars, aujourd'hui tout réduits en cendres, et des familles sans abri et sans argent se livrant à l'angoisse la plus poignante.

On dit que deux personnes devinrent la proie des flammes. Les ossements de madame Lynch, ont depuis été trouvés.

Toutes les places d'affaires un peu importantes de la ville furent détruites. On évalue les pertes à près de deux millions de dollars.

Les pertes se divisent à peu près comme suit entre les différentes compagnies d'assurance:

Royale Canadienne	64 000 \$
Citoyenne	17 800 \$
Provinciale	28 000 \$
Nationale	22 000 \$
Agricole	6 400 \$
Stadacona	53 200 \$
Royale d'Angleterre	50 000 \$
Liverpool London Group	40 000 \$
Phoenix	20 000 \$
Arizona	20 000 \$
Northern	20 000 \$
Scottish Imperial	12 000 \$
AETna	12 000 \$
Western	5 000 \$

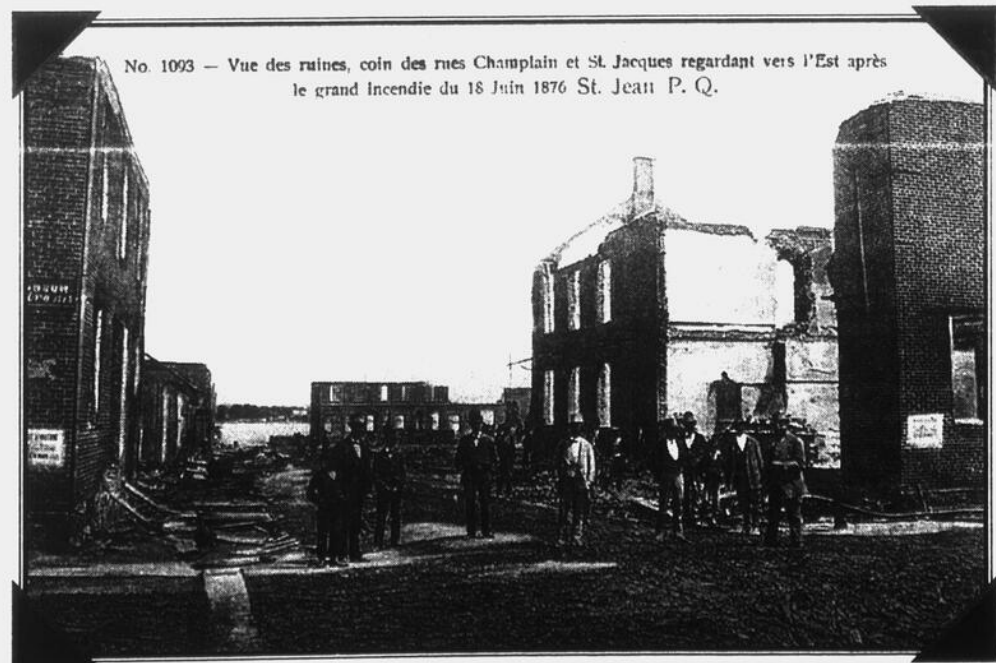
Commercial Union	5 000 \$
British American	5 000 \$
North British & Mercantile	5 000 \$
Total environ	385 400 \$

Quant à l'origine du feu, on est d'accord que c'est l'oeuvre d'un incendiaire. L'heure était choisie avec une science infernale; car c'était précisément le moment, paraît-il, où l'ingénieur, ayant laissé tomber les feux qui produisaient la vapeur, force motrice des pompes de l'aqueduc vidait les chaudières pour les nettoyer. La conséquence fut que, pendant qu'on remettait l'eau dans la chaudière et que la vapeur s'élevait, le feu consumait les maisons, et fondant les tuyaux donnait mille issues par lesquelles la force de l'eau se perdit, lorsqu'on voulut la diriger sur les maisons en flammes.

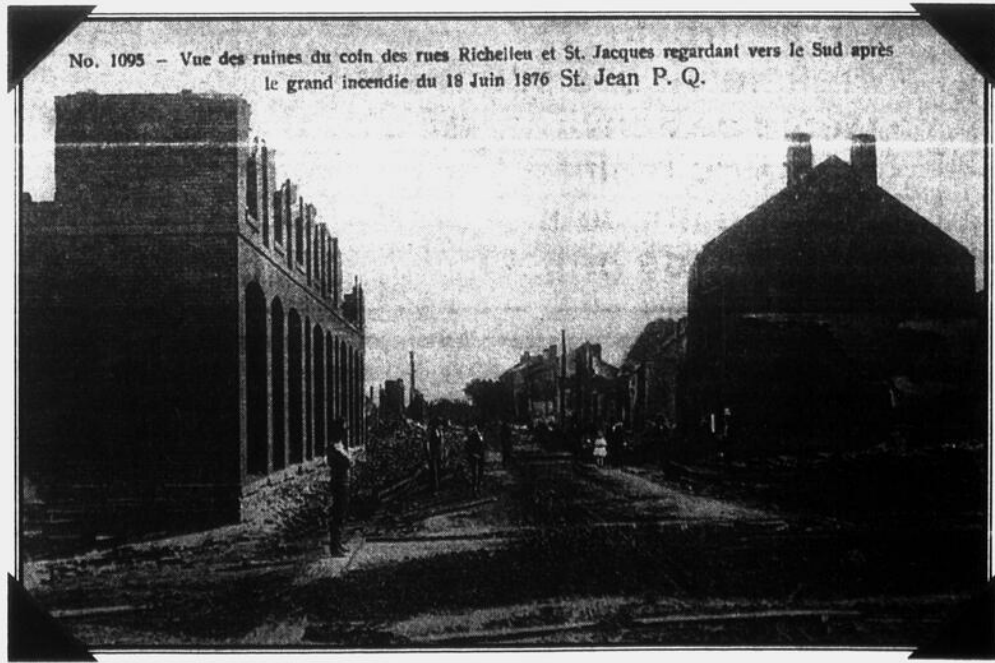
La ville se rebâtera sans doute tout de suite; et nous pensons bien que le service des chaudières à vapeur sera doublé, afin d'en avoir toujours une qui fonctionnera pendant qu'on répare l'autre.

Les gravures que nous donnons des diverses scènes de l'incendie font voir, plus complètement que ne le pourrait la description la plus circonstanciée, la triste ruine qui occupe le terrain jadis couvert de bâtisses élégantes et solides, et de rues que le commerce et l'industrie égayaient de leurs joyeux bourdonnements!

Cet article est extrait de l'édition du 29 juin 1876 du journal montréalais *L'Opinion publique*.



No. 1093 — Vue des ruines, coin des rues Champlain et St. Jacques regardant vers l'Est après le grand incendie du 18 Juin 1876 St. Jean P. Q.



No. 1095 — Vue des ruines du coin des rues Richelieu et St. Jacques regardant vers le Sud après le grand incendie du 18 Juin 1876 St. Jean P. Q.

L'incendie du 5 mars 1904 au centre-ville

Une trentaine d'années après l'incendie de la rue Richelieu à Saint-Jean, au mois de juin 1876, une autre conflagration d'importance s'acharna sur le centre-ville le vendredi 5 mars 1904.

Relisons un compte-rendu de cet incendie, tel que décrit par M. Jean Frédéric dans *Le Canada Français* du 9 mai 1940.

Notre rue Richelieu semble bien, au cours de l'histoire de notre ville, avoir été la victime de prédilection des conflagrations dont Saint-Jean fut victime. On sait en effet que le grand incendie de 1876 avait anéanti la presque totalité de la rue Richelieu.

Quant à l'incendie de 1904, c'est encore contre cette même rue qu'il s'acharna; mais plus au nord: c'est-à-dire à partir de la rue Saint-Charles, et du côté ouest.

C'est le vendredi 5 mars 1904, par un froid de loup, nous disent quelques concitoyens qui s'en souviennent que cet incendie prit naissance au magasin de fourrures de M. Ulric Normandin, pour s'étendre ensuite à tout un pâté de maisons.

Vers 8 heures

Mais laissons la parole à un témoin du temps, *Le Canada Français* du 11 mars 1904:

«Vendredi soir, vers 8 heures, l'alarme appelait notre brigade sur la rue Richelieu, au magasin de fourrures de M. U. Normandin. Nos pompiers, en arrivant, n'aperçurent qu'une épaisse fumée. Même s'il était impossible de déterminer l'endroit précis du foyer de l'incendie, les pompiers, avec une promptitude qui leur fait honneur, et avec le concours de la manufacture «Corticelli», dont la pompe avait gé-

néreusement été mise à leur disposition se mirent à l'oeuvre et pointèrent leurs jets du côté du magasin de M. Normandin. Mais ce n'est que vers les 9 heures que l'on constata combien avaient été inutiles les efforts de nos pompiers, en voyant la flamme qui avait enfin trouvé une issue, s'élancer à l'assaut par tous les côtés à la fois.

Lutte inégale

Alors commence pour notre brigade, une lutte malheureusement inégale contre le feu, qui eut bientôt fait d'envahir tout le pâté d'immeubles occupés par les établissements de commerce de MM. Charles Harbec, marchand de ferronneries. D. Rancourt, marchand de nouveautés, J.-E. McNulty, marchand de nouveautés, F. Payette, marchand-tailleur, W. McNulty, marchand de chaussures, et U. Normandin, marchand de fourrures.

«Les pertes causées par l'incendie atteindront d'après les apparences, le chiffre énorme de cent mille dollars.»

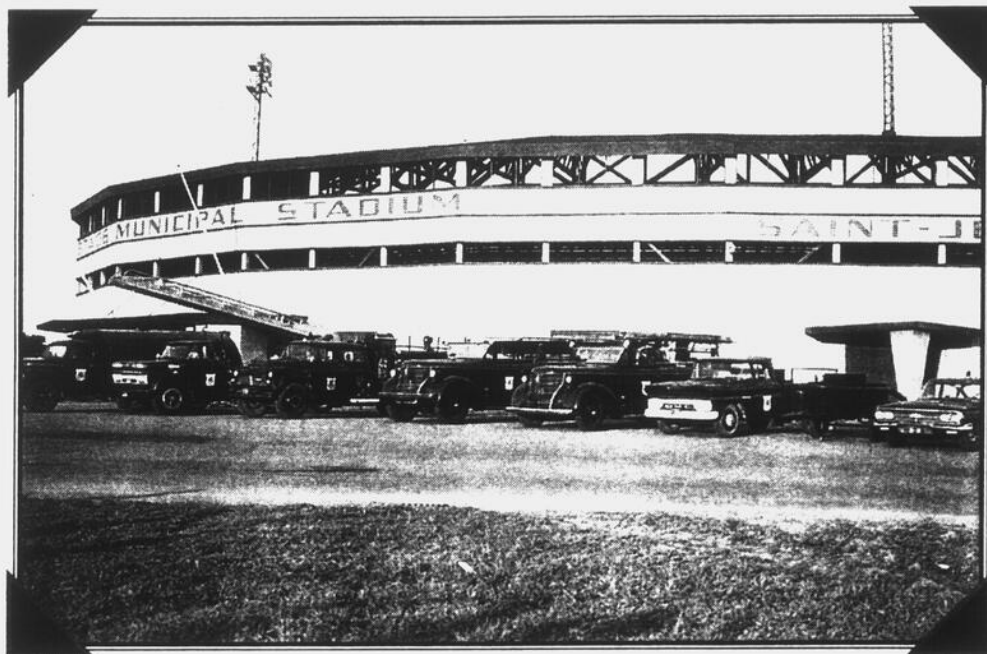
Pompiers bien traités

Nos pompiers ont toujours été volontaires; et ils le sont encore. Rien n'empêche pourtant nos gens d'apprécier à leur valeur leurs gestes de dévouement. Ainsi, par exemple, de ce même numéro du *Canada Français* du 11 mars 1904, en marge du feu dont nous venons de parler plus haut, il fait curieux d'extraire cet entrefillet, d'une atmosphère tout à fait familière.

Nos braves pompiers nous demandent de vouloir bien remercier publiquement M. O. Langlois et Fils, marchand de meubles, ainsi que MM. Percy Smith et Chester Wilkinson, qui ont eu l'amabilité de servir du thé de boeuf et du café durant le terrible incendie de vendredi dernier.



La «Columbia Matches» ou l'usine d'allumettes, sur la rue Saint-Louis. Un immeuble qui existe encore dans le quartier Notre-Dame-Auxiliatrice.



Les véhicules du service des Incendies devant le stade municipal en 1962, ravagé par le feu le 26 novembre 1964 quelques années plus tard. «Le stade n'est plus», avait titré *Le Canada Français* dans son édition du jeudi 3 décembre 1964, en écrivant que «le plus important édifice sportif de la ville n'est plus que cendres et poussière».

En 1867: un «gros feu» avant le «grand feu» de 1876

Le prolifique Jean Frédéric rapporte, dans l'édition du 4 janvier 1940 du *Canada Français*, une autre conflagration (celle du 4 octobre 1867) qui menaça «de réduire en cendres toute la partie sud de la rue Richelieu...»

Ce que l'on sait peut-être moins, c'est qu'avant le «grand feu de 1876», il y eut une autre conflagration, celle de 1867, moins considérable évidemment, mais qui menaça tout de même de réduire en cendres toute la partie sud de la rue Richelieu, n'eut été le calme de la température. Fait à noter et que nous extrayons des échos parus subséquemment, c'est le maire du temps, M. Laberge avait mandé d'urgence les pompiers de Montréal.

Mais comme l'on contrôlait l'incendie, on avertit de ne se point déranger, la brigade était déjà prête à partir à bord d'un train spécial du Grand-Tronc. Comme notre municipalité voulait dédommager la métropole de son geste de bienveillance, et qu'elle refusa carrément, notre conseil adressa 50 \$ à l'oeuvre de bienfaisance des pompiers.

Voici le sommaire que notre journal publiait le 4 octobre 1867:

Hier, vers 6 heures du soir, le feu se déclara dans les hangars situés en arrière des magasins de MM. Langelier et Decelles, et Lefebvre et Porlier, et aux maisons voisines.

«L'incendie prit des proportions telles que pendant un certain temps, l'on craignait ne pouvoir le maîtriser...»

«Voici la liste des bâtisses incendiées, avec les noms des propriétaires:

MM. Langelier et Decelles: 3 maisons, 2 hangars, 3 remises, 3 écuries; Nelson Mott, 2 maisons, 1 hangar, 2 remises et autres dépendances.

Les personnes qui ont souffert de l'incendie, sont les suivantes: MM. Lefebvre et Porlier, épiciers; Mlle Poutré, modiste; Mme Lefebvre, marchande de chaussures; J. McDonald, tailleur; Mlle Lecours, modiste.



Croquis de la Villa Saint-Jean, détruite par le feu au début des années 70. C'est à cet endroit que se trouve aujourd'hui l'immeuble des «cent logis» pour gens âgés.



**Fière d'être associé
à cet événement
Bon 150^e anniversaire**

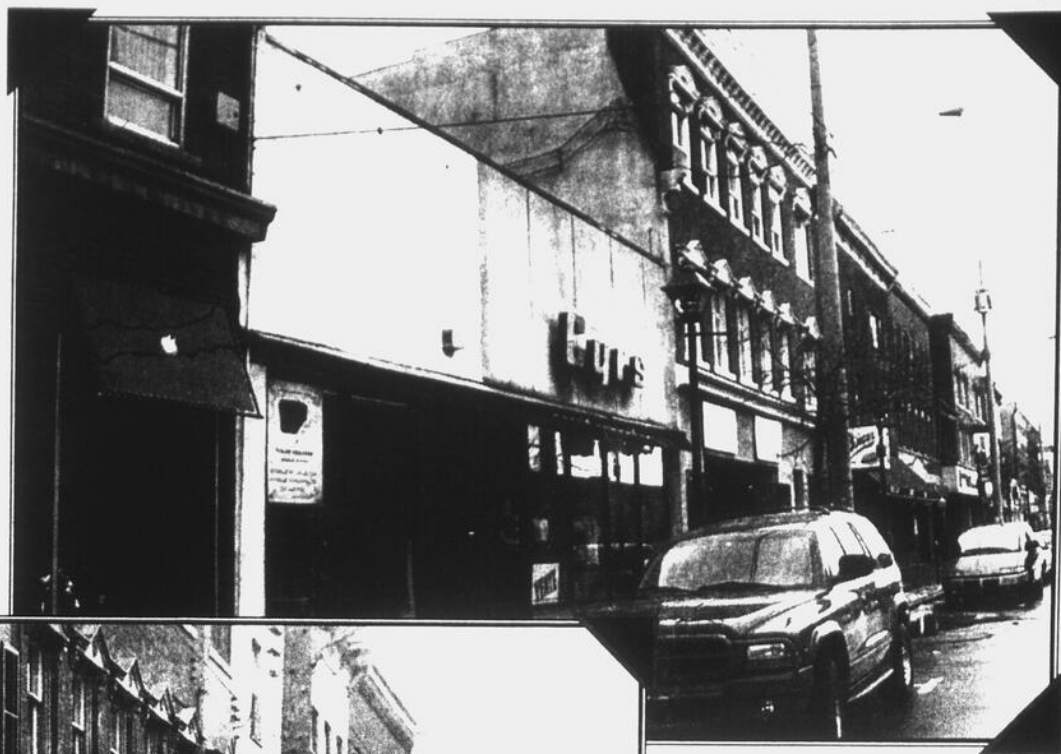
125, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél.: (450) 346-6888 Téléc.: (450) 346-7943



**Joyeux
150^e anniversaire**
346-6625
262, rue Bouthillier
Saint-Jean-sur-Richelieu

Cinquante-quatre ans plus tard

Sur ces deux photographies représentant la même section de la rue Richelieu, la première prise en 1945 et la seconde en 1999, on remarquera que ce ne sont pas seulement les modèles d'autos qui ont changé. Les parcomètres étaient placés différemment parce qu'à l'époque, sur le flanc ouest de la rue Richelieu, le stationnement était en diagonale. On remarquera aussi de l'affichage unilingue anglais comme le «Try our special italian spaghetti 40¢».



En 1940, l'intersection des rues Saint-Jacques et Richelieu offrait un paysage différent. La rue Saint-Jacques était alors une artère routière majeure. Les plus vieux citoyens reconnaîtront le magasin de souliers «Montreal Ltée» et le magasin de coupons et de tissus à la verge «G. Beauregard».

*Partenaire
avec la ville
depuis 20 ans*
1978 à 1998

Construction G.C.P. inc.
254, rue Saint-Pierre, Saint-Jean-sur-Richelieu
346-4444



04927-9-28-m

Nos hommages!

La direction et le personnel de Déry Toyota souhaitent rendre hommage à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour ses 150 ans d'existence.

Votre concessionnaire

 **TOYOTA**



Internet : dery.toyota.qc.ca

1055, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu

359-9000

047333-9-28-c

Un jour, des éléphants n'ont pas voulu le traverser

Le pont Jones, construit en 1826, relia Saint-Jean et Iberville jusqu'en 1917

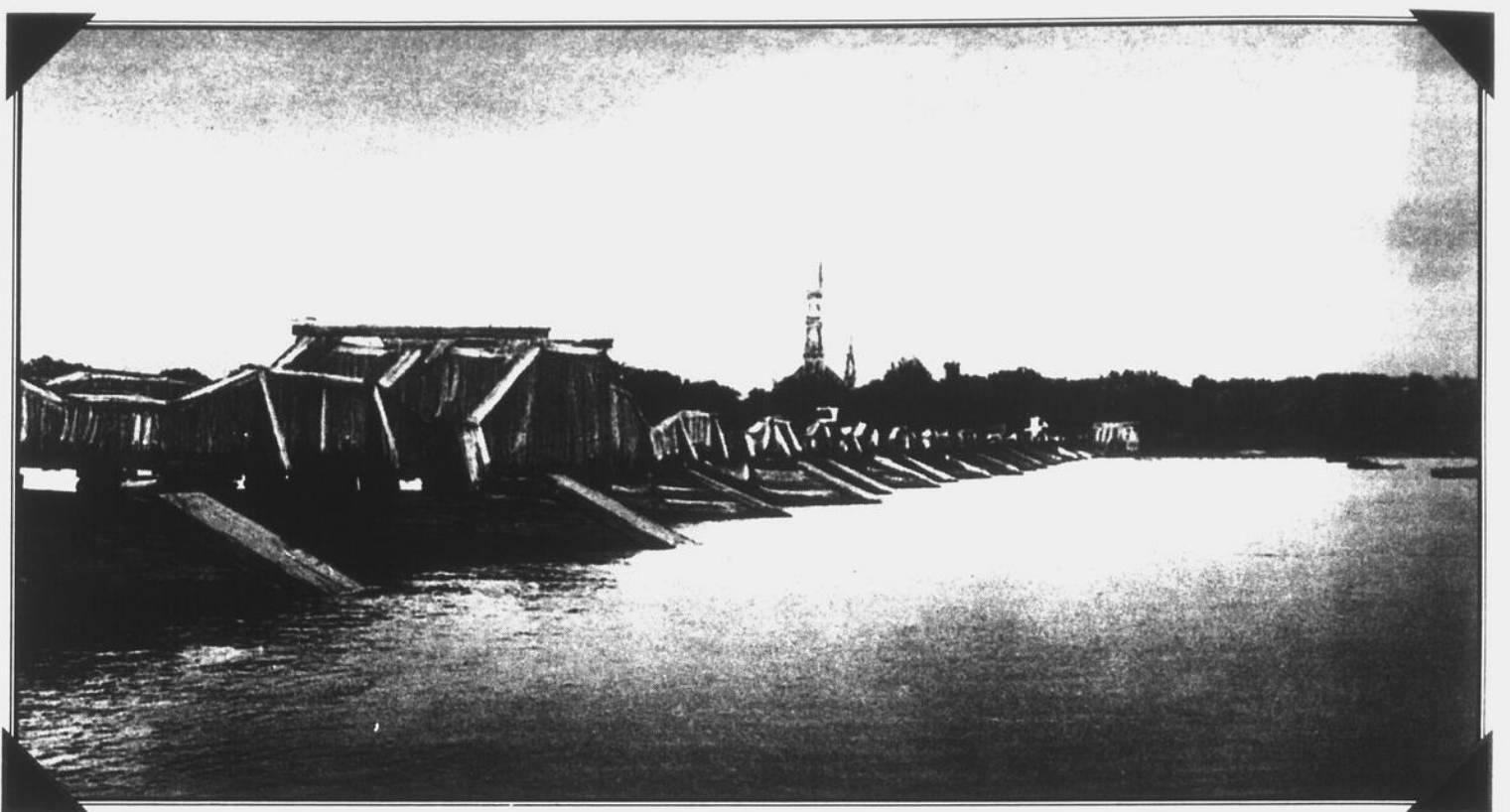
«En 1826, Robert Jones obtint le privilège de bâtir son pont de bois. Ce pont blanchi à la chaux, communément appelé «pont blanc», construit par Jones mesurait 1754 pieds de longueur», c'est ce que raconte Yvonne A. Labelle dans «En notre région» (Monographie d'Iberville).

Toujours selon l'historienne bien connue d'Iberville, il fallut un statut du Bas Canada, accordé le 29 mars 1826, pour autoriser son constructeur à le bâtir. Voici un extrait de cet acte:

«... pour autoriser Robert Jones à bâtir un pont de péage sur la rivière Richelieu, à Saint-Jean, dans la paroisse Saint-Luc, près des rapides, pour fixer les droits de péage icelui et qui pourvoit des règlements pour le dit pont.

«Le pont-levis sur la rivière Richelieu à la ville de Dorchester, Saint-Jean, près du haut des rapides de la dite rivière, dans le comté de Huntingdon, c'est-à-dire entre les propriétés appartenant à Ephraïm Molt sur le terrain maintenant appartenant à Robert Hall et occupé par lui dans la sus dite Ville de Dorchester, maintenant appelée Saint-Jean, augmenterait de beaucoup l'aisance et la facilité de la communication de beaucoup de paroisses et concessions voisines et du public en général, etc...

«... il sera loisible au dit Robert Jones, ses héritiers exécuteurs, curateurs et ayants cause, de temps à autre, et en tous les temps de demander et exiger, recevoir et prendre à leur propre usage et profit, pour le pontonage, sous le nom de péage ou droit, avant de permettre le passage sur le dit pont, les différentes sommes suivantes, c'est-à-dire. Pour chaque voiture à quatre roues, tirée par deux chevaux, un chelin et trois deniers courant; Pour chaque cheval additionnel, quatre deniers courant; Pour chaque cabriolet, calèche ou wagon, propre et tiré par un cheval, huit deniers courants; Pour chaque cheval additionnel quatre deniers courant; Pour chaque charette ou wagon, tiré par une paire de boeufs ou chevaux additionnels, huit deniers courant; Pour chaque voiture à quatre roues propre et tirée par deux chevaux douze deniers courant; Pour chaque cheval additionnel, quatre deniers courant; Pour chaque carriole ou sleigh tirée par un cheval, six deniers courant; Pour chaque cheval additionnel quatre deniers courant; Pour chaque sleigh tirée par une paire de boeufs, dix deniers courant; Pour chaque paire de boeufs additionnels six deniers courant; Pour chaque cheval de selle et son cavalier, six deniers courant; Pour chaque cheval, mule ou autre bête de somme, chargée ou non chargée trois deniers courant; Pour toute autre description de bêtes à cornes, deux deniers courant chaque; Pour chaque personne à pied, trois deniers courant; Pour chaque mouton, veau, cochon, un denier courant.



Durant les dernières années de son existence, le pont Jones a eu mauvaise réputation après avoir défoncé sous le poids d'une voiture...

On a trouvé en 1937, dans la cave de la Banque Nationale, à Iberville, le tableau de bois fixant les tarifs écrits en langue anglaise du droit de passage sur le pont Jones. Ce tableau mesurait trois pieds de largeur par cinq pieds de hauteur. Il était placé autrefois à l'entrée du pont. Les mots étaient en lettres noires moulées sur fond peint en gris.

Les tarifs imposés pour les enfants étaient de 1 cent. Pour les voitures, aller et retour, 17 cents à chacun des trajets.

Sur le tableau du pont blanc n'apparaissait pas le mot «éléphant». Un jour, il arriva un cirque des États-Unis à Iberville, se dirigeant vers Saint-Jean. Les voitures s'engagèrent sur le pont mais lorsque l'éléphant toucha le plancher de bois, il recula prudemment. Il refusa d'avancer et tous les éléphants préférèrent traverser la rivière par la voie d'eau, plus bas: ce fut un spectacle extraordinaire pour les citoyens d'Iberville.

Sur le pont, il était défendu d'aller plus vite que le pas. «Toute personne ainsi contrevenant encourra pour une telle offense une amende qui n'excédera pas la somme de quarante chelins courant.»

De 1826 à 1917, le pont Jones traversa la rivière. Il était érigé au bout de la 8^e avenue, à Iberville, et finissait à la rue Saint-Charles, à Saint-Jean, reliant les deux villes sœurs.

Le pont était suspendu et construit par

les frères Howe d'Angleterre qui s'établirent à High Brooke, Mass. Il était à deux voies.

Les gardiens du pont furent Ryder, Jos. Bonin, François Chaput et M. Choinière.

Avant la rébellion de 1837, le Dr Davignon et le notaire Desmaray, maître de poste de Saint-Jean, demandèrent l'abolition du péage sur le pont qui reliait Saint-Jean et Iberville. Le colonel R. Jones propriétaire du pont, résidait dans son château construit de pierres des champs sur les hauteurs d'Iberville. Il n'aimait pas les patriotes. Pendant la révolte de 1837-38 il commandait la milice de Missisquoi. Il avait organisé son bataillon afin de se protéger lui et ses amis. Les officiers de Saint Armand surtout se hâtèrent d'accourir à son appel avec le plus de recrues qu'il fut possible de rassembler. En quelques jours, Jones réussit à enrôler et à équiper 250 hommes. Les patriotes furent mis ainsi dans l'impossibilité de bouger. Jones arrêta les patriotes de l'endroit. Il fut aidé par plusieurs espions et délateurs. Il n'y eut pas de bataille de livrer à Saint-Athanase; cependant, un coup de canon fut tiré du pont, mais Jones n'eut pas à combattre. Il contrôlait Saint-Jean et les environs. (Filleau)

Dans les dernières années de son existence, le pont Jones eut vraiment une mauvaise réputation lorsqu'une voiture de la maison Cousins, de Saint-Jean, chargée de grains s'aventura sur le pont qui défonça et voiture, chevaux et, conducteur, tombèrent

dans la rivière. Heureusement que tout fut tiré de ce bain forcé. À la suite de cet accident, le gouvernement provincial songea sérieusement à construire un pont plus solide. Cependant, on accorde au pont Jones le bon souvenir de ses parapets de bois.

Saint-Jean (1865): ville consulaire

Il fut un temps où Saint-Jean figurait comme siège consulaire.

En témoigne, cet entrefilet du Franco-Canadien du 13 avril 1865 et rapporté par M. Jean Frédéric dans sa chronique hebdomadaire «Au fil de nos souvenirs» du *Canada Français* du 9 novembre 1939. L'entrefilet se lisait comme suit:

«Consul à Saint-Jean - M. G.J. Morehouse a été nommé consul américain pour cette ville».

La présence d'un consul américain attaché à Saint-Jean, de poursuivre M. Jean Frédéric, s'expliquait à cette époque à cause du transit international intense qui passait par notre ville alors à la tête de la navigation fluviale du Richelieu et centre de chemin de fer de premier plan.



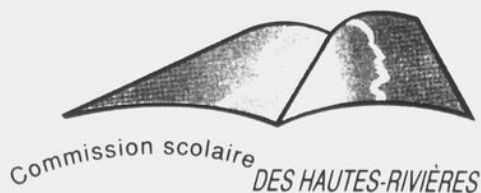
Propriétaires: Claude Bissonnette & Normand Ouellette

Nous sommes fiers d'être au service de la population de Saint-Jean-sur-Richelieu

• Salles de réception • Mariages • Buffets chauds ou froids

15, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

RÉSERVATIONS: 346-5045



Partenaire
depuis toujours!

210, rue Notre-Dame
Saint-Jean-sur-Richelieu
359-6411

C.E.M.I. INC.

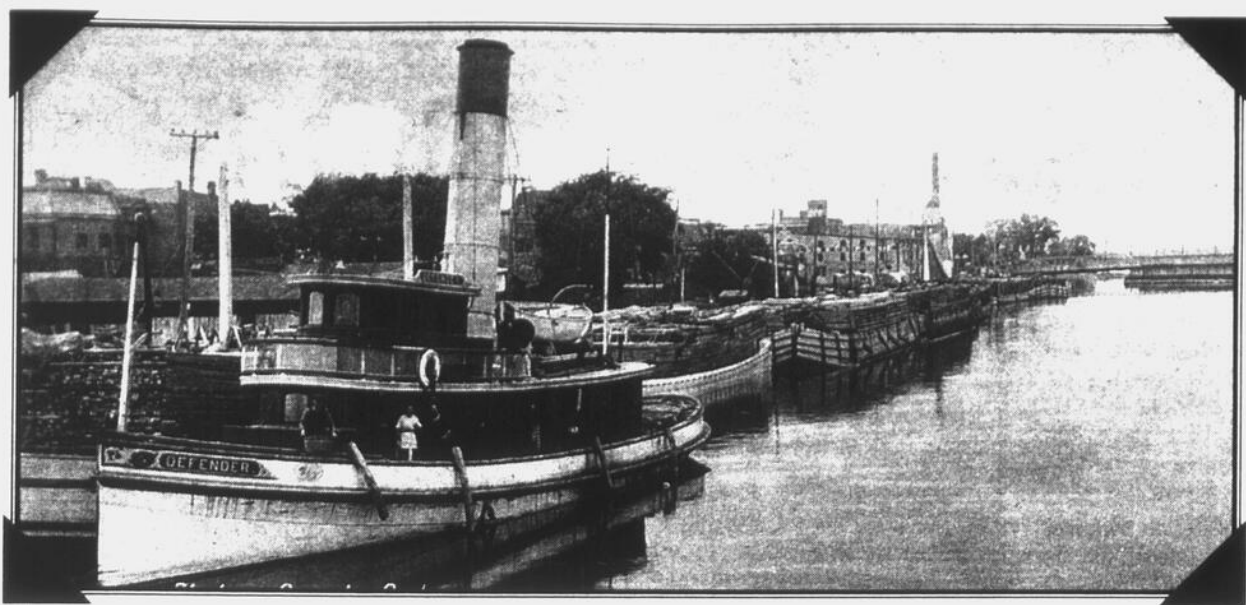
Consultation électromécanique
maintenance installation

Jean-Guy Perrault
François Paquet
Claude Halpin

Félicitations
150 ans...

755, rue Gaudette
Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél.: (450) 349-0936
Télec.: (450) 349-0936

Tout un événement!



Au port de Saint-Jean

Au début du siècle, le port de Saint-Jean perdait de plus en plus de son importance au profit du chemin de fer et du développement du réseau routier. Halées par des chevaux tout au long du canal Chambly, d'immenses barges de bois venaient rejoindre, à la hauteur de Saint-Jean, de puissants petits bateaux à vapeur comme le «Defender», qui se chargeaient de les traîner jusqu'aux États-Unis. On est loin de la navigation de plaisance d'aujourd'hui.

Entre Saint-Jean et Iberville

Pour éviter de payer deux sous, on utilisait le «pont de glace»

À passer sur le pont ces jours-ci et à voir l'eau couler librement entre les arches, comme aux plus beaux jours du printemps, qui pourrait s'imaginer que se trouvait là (les plus de trente-cinq ans se souviennent) le fameux pont de glace qui unissait Saint-Jean à Iberville, dans ces temps où nous avions de vrais hivers canadiens.

Le pont Gouin n'existait pas alors: c'était le vieux pont Jones, situé environ 200 verges en aval du pont actuel, qui prenait à la rue Saint-Charles pour déboucher à droite du presbytère d'Iberville.

Ce vieux pont de bois, il va sans dire, rendit pendant nombre d'années d'inappréciables services; mais... c'était un pont de péage!... et nos gens, on le sait, ont toujours abhorré les ponts de péage.

Contraints d'y passer durant trois saisons, ils se revanchaient l'hiver! Dès que la glace était assez ferme pour porter un homme, beaucoup délaissaient le pont de péage. Au lieu de déboursier la somme fabuleuse de deux sous, chaque traversée, les piétons de nos deux villes soeurs, avides de libertés et calculateurs de sous, préféraient le pont de glace. Mais qu'était-ce donc que ce pont de glace? C'est justement ce que nous allons voir. À l'endroit exact où l'on a jeté le pont Gouin en 1916, au débouché de la rue Saint-Jacques était autrefois le fameux pont de glace. C'était le sentier favori des piétons.

Les premiers froids sérieux étaient à peine arrivés, que quelques braves s'avançaient prudemment sur la glace nouvelle, parfois même en décembre, le plus souvent en janvier, pour en sonder la solidité. Dès que le sentier offrait une garantie de fermeté suffisante, on le balisait de jeunes sapins et les piétons affluaient empressés et

défilaient entre deux haies de conifères, humant, par les froids secs, l'air pur et la senteur résineuse des balises.

Plusieurs autres sentiers servaient aussi: par exemple, de la rue Saint-Georges au quai du gouvernement à Iberville. Quelquefois même, par les plus grands froids, on piquait en biais, des hangars à grain Cousins, (magasin Langlois actuel) vers l'église d'Iberville. Le Richelieu était tout zébré de chemins où l'on enjambait les crevasses et les craquelures.

Chose remarquée par les observateurs du temps, deux endroits gelaient toujours en dernier lieu: un cercle à quelques verges en haut de l'embouchure du canal à Saint-Jean, et une pointe aux environs du vieux quai du gouvernement à Iberville.

Mais le sentier le plus coutumier et le plus sûr, était bien celui qui débouchait rue Saint-Jacques, juste au-dessous du pont actuel.

Tout l'hiver, on allait allègrement, passant le Richelieu d'un pas rythmé, que scandaient, durant les grands froids, les craquements secs et peu rassurants de la glace.

Quelques jeunes filles travaillant à Saint-Jean, portaient même, le matin, avec leur traîneau; peut-être trouvaient-elles en chemin un bras benévole se prêtant à la traction (sans jeu de mots)... un témoin interviewé sur ce sujet n'a pas voulu préciser...

«La glace du Richelieu est ferme entre Iberville et Saint-Jean, les piétons traversent continuellement, de même que les voitures légères. Pendant ce temps le collecteur du pont a du bon temps». (Le Franco-Canadien, 19 janvier 1877). Quant aux voitures dont parle le journal d'alors, elles avaient adopté un autre trajet. Le sentier

des piétons abordait à Saint-Jean par deux escaliers - qui permettaient d'escalader les jetées du canal: l'accès en était donc impraticable aux voitures. Ces voitures descendaient juste en amont du pont du Grand Tronc, au coin du parc Laurier. Une pente douce sur les deux rives, telles on les voit encore, permettait d'atteindre facilement la glace. Les voitures lourdes, même chargées de bois et de divers produits de la ferme, y passaient pendant plusieurs mois, selon la rigueur des hivers.

Certains engagés économes, s'aventuraient même, nous raconte-t-on, assez tard le printemps, par ce chemin pour transporter leur bois à la scierie Mc Ginnis; et gardaient dans leur gousset l'argent requis et obtenu de leur bourgeois, pour droits de péage. Mais le truc fut éventé: on paya, dès lors, avec des «bons». L'argent servait ainsi à ses fins propres et le bois, dans la saison avancée, se rendait avec moins de risques.

D'ailleurs durant plusieurs hivers, il n'y avait aucune imprudence à traverser, même avec de lourdes charges, sur la glace: puisque certains vieux journaux nous apprennent (et ce sera une joie pour les tenants des anciens hivers froids) que «en 1880 la saison froide fut si dure et la gla-

ce si ferme, que dès la deuxième semaine de janvier, un chemin de fer fut jeté sur la glace entre Longueuil et Montréal. On y posa les rails et on y fit traîner les wagons par les chevaux. Le 30 janvier, les chevaux étaient remplacés et une locomotive de 50 000 livres y fit le service jusqu'au 15 mars! On revint à la traction animale jusqu'au 1^{er} avril, on enleva alors les rails.» (Terrill)

Les coutumes ont changé et les hivers ont varié beaucoup depuis 50 ans. «En 1883-86 il y eut assez de neige et il fit suffisamment froid pour permettre d'ériger d'énormes palais de glace lors du carnaval annuel». (E. Mayrand, Noël anciens, p. 37).

Quel contraste, avec cet hiver du moins, où l'on peut à peine garder une mince couche de glace sur les patinoires, où le Richelieu coule presque comme aux jours de la belle saison...

Vraiment, c'est à s'écrier comme Villon!

«Mais où sont les neiges d'antan?»

Lucien Messier

Ce texte est tiré de la chronique «Promenades des Trois Vivants» de l'abbé Lucien Messier, de l'édition du 4 février 1937 du journal *Le Richelieu*.



Le conseil municipal de la ville de Saint-Luc se joint à toute sa population pour souligner les 150 ans de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

150 ans d'histoire, de collaboration et d'échange soutenu qui ont su tisser des liens d'amitié.

048235-9c38-cl

- Infographie
- Pelliculage
- Impression

Félicitations
POUR VOS
150 ans
D'HISTOIRE !!
de toute l'équipe

imprimerie
Doral

1996

048235-9c38-cl

Le 4 septembre 1916

La bénédiction du pont Gouin

Nous savons tous que le pont Gouin remplace le pont Jones. Le 4 septembre 1916, l'inauguration du pont Gouin, qui relie Saint-Jean à Iberville, donne lieu à de belles fêtes. Beaucoup de citoyens des deux villes sœurs se rappellent la bénédiction du pont. Les souvenirs des merveilleuses paroles de Son Excellence Mgr l'archevêque de Montréal, Mgr Bruchési, hantent encore les mémoires.

Les deux villes Saint-Jean et Iberville s'étaient unies pour recevoir dignement les invités d'honneur ainsi que les nombreux visiteurs des comtés voisins accourus pour célébrer l'inauguration d'un pont libre. Le programme détaillé des fêtes nous donne l'horaire de cette journée, qui marquait la dernière étape d'un pont de péage.

Programme des fêtes

10 h 25 a.m. - Arrivée de Sir Lomer Gouin et autres invités.

10 h 30 a.m. - Adresse au premier ministre par Son Honneur le Maire J.L. Pinsonneault.

10 h 45 a.m. - Promenade des invités par les rues de Saint-Jean et d'Iberville, en automobiles.

12 h 30 p.m. - Banquet aux invités dans la grande salle du Collège de Saint-Jean.

2 heures p.m. - Bénédiction du pont Gouin par les autorités religieuses.

2 h 45 p.m. - Parc Public à Iberville, adresse à Sir Lomer Gouin par son Honneur le Maire P. Contant d'Iberville, suivie de discours.

5 h 40 p.m. - Départ de Sir Lomer Gouin.

8 heures p.m. - Concert au Parc Marchand par le Cercle Philharmonique de Saint-Jean et concert au Parc Public à Iberville, par l'Union musicale.

Dès l'arrivée des distingués visiteurs parmi lesquels on remarque Son Excellence Mgr Bruchési, Sir Lomer Gouin, le sénateur Dandurand, le juge S.P. Pelletier, le Dr Choquette,

conseiller législatif; une adresse de bienvenue leur fut lue par M. le maire Pinsonneault. Avant de se rendre dans la salle du collège, où devait avoir lieu le banquet, les invités visitèrent les deux villes. Évidemment au dîner il y eut discours et de ces discours tous des plus intéressants, je ne citerai que le passage, extrait de l'allocution de Mgr Bruchési:

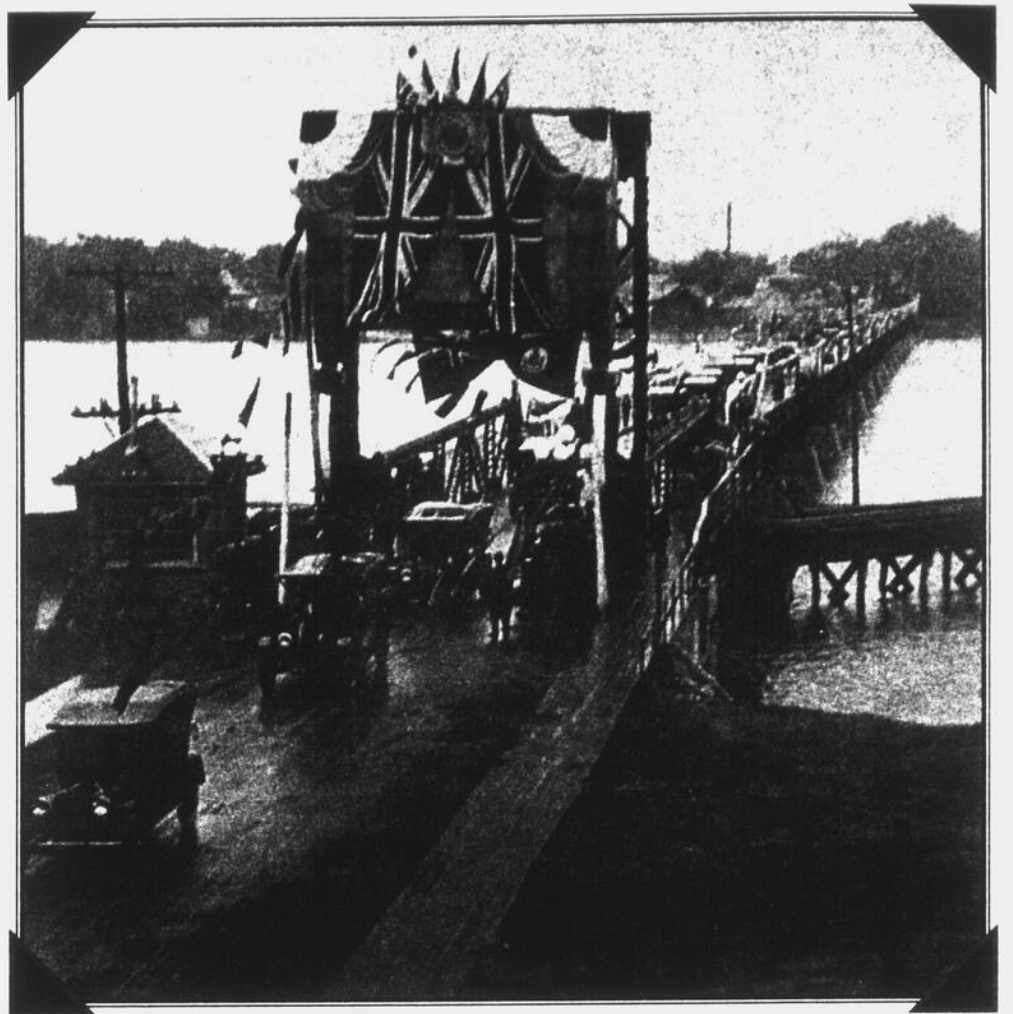
«Je ne me lève pas pour parler du pont magnifique que nous inaugurons aujourd'hui. Je bénis Dieu qui a permis que cette fête trouve sous ce toit, au Collège de Saint-Jean, avec Monsieur le Premier ministre, les membres du clergé, les maires des municipalités voisines et beaucoup d'autres notables.»

«Vous êtes, Messieurs, dans mon collège; M. le premier ministre, vous serez bientôt sur votre pont; laissez-moi vous dire que si ce pont a été l'objet de vos pensées, ce collège a été l'objet de mes sollicitudes et très souvent de mes peines.»

«J'ai trouvé facilement comme supérieur (M. l'abbé Papineau aujourd'hui évêque de Joliette) l'homme qu'il fallait pour cette grande oeuvre. Nous avons eu tous les dévouements, toutes les énergies qu'il fallait. Il n'y a qu'une chose qui fait défaut: c'est l'or ou l'argent. La réputation du collège est faite, les succès des élèves sont connus et je crois qu'il est appelé, ce collège, à faire grand bien dans cette belle partie du diocèse. Mais il nous faut du secours. Ah! M. le premier ministre, si le collège de Saint-Jean pouvait en quelque sorte dépendre de vous comme le pont en dépendait.»

Après le banquet, eut lieu la manifestation principale de la journée; la bénédiction du nouveau pont par sa Grandeur Mgr Bruchési, suivie du chant de l'Ave Maris Stella.

À Iberville, M. P. Contant souhaita au nom de ses concitoyens la plus cordiale bienvenue aux visiteurs. Sir Lomer Gouin dans son discours, qui lui valut beaucoup d'applaudissements remercia M. le maire et termina par ces



Des festivités ont marqué l'inauguration du pont Gouin en 1916.

mots à l'égard de Mgr Bruchési: «C'est un grand honneur que vous faites à toute la population, à toute cette belle fête en venant assister à l'inauguration de ce pont et au nom de tous, je vous remercie de tout coeur».

D'autres discours suivirent celui du premier ministre et s'il est trop long de vous les citer, il me semble cependant qu'il vous serait fort agréable de lire quelques paragraphes de la belle allocution prononcée par Son Excellence Mgr Bruchési.

«Permettez-moi, dit sa Grandeur, de donner au vieux pont Jones un souvenir. Il a donné bien des services; de nombreuses générations l'ont traversé. Vous avez demandé un nouveau pont, vous l'avez obtenu. Aujourd'hui vous l'ouvrez et vous célébrez cette fête de façon plus belle qu'en d'autres pays, au Canada. Car partout les autorités civiles et religieuses ne s'entendent pas, mais ici l'Église et l'État marchent ensemble lorsqu'il s'agit de l'intérêt du peuple et se donnent la main. On m'a demandé de venir bénir le pont, et en cela on a été fidèle aux vieilles traditions de l'Église catholique, qui n'est pas indifférente à rien de ce qui touche au bonheur des peuples. À côté, des prières

pour les écoles, les universités... l'Église a mis une prière pour les ponts. Cette prière est touchante et permettez que je vous la dise:

«Exaucez-nous Seigneur Saint, Père tout-Puissant, et daignez envoyer du ciel vos saints Anges, qu'ils gardent, visitent et défendent le pont et tous ceux qui le traverseront. Par le Christ Notre-Seigneur».

L'histoire des ponts dans le monde forme une des oeuvres les plus intéressantes de l'Église Catholique. Ce sont d'abord les Grecs et les Romains qui ont fait des merveilles de ces ponts. En France, jusqu'au 12^e siècle, on traversait les rivières sur des bacs. Mais alors, apparut un ordre qu'on appelait les Frères Pontistes ou Pontifes, qui avaient pour but de construire des ponts afin de rendre plus pratiques les communications entre fidèles et favoriser des pèlerinages vers les lieux de piété.

N'est-ce pas lecteurs, que j'ai eu raison de rappeler ces magnifiques choses et qu'il est bon de les confier à une chronique de peur qu'elles ne tombassent dans l'oubli à tout jamais?

Abbé Lucien Menier

CENTRE DENTAIRE Dominique Laroche & Ass.



À votre service depuis 1987

*Là où on vous
traite avec douceur!!!*

(face au cégep)

290, rue Mayrand
Saint-Jean-sur-Richelieu

Tél.: (450) 346-2424



Résidence Iberville Tout le confort désiré...



- Résidence pour personnes âgées autonomes
- Chambres et appartements
- Personnel disponible 24 heures sur 24
- Infirmière sur place
- Nourriture maison
- Animation
- Système d'appels d'urgence
- Ascenseurs
- Plusieurs autres services

Pour vous
réchauffer le coeur
395, 5^e Avenue, Iberville
346-5878

GAGNANT DU
1^{er} PRIS-SERVICE
AUGMENTÉ
L'EXCELLENCE 1994
DE LA CHAMBRE
DE COMMERCE DU
HAUT-RICHELIEU



Un timbre sur le canal Chambly

En juin 1998, Postes Canada émettait une série de timbres sur les canaux du Canada, «lieux d'agrément». Une série sur laquelle le canal Chambly côtoie notamment le canal Lachine et la Voie maritime du Saint-Laurent.

Un port militaire et un chantier maritime (1776)

Une vingtaine d'années avant l'Invasion américaine (1775) suite à laquelle Saint-Jean est devenue un important port militaire doté d'un non moins important chantier maritime (nous en parlerons plus loin), un certain Monsieur de Bleury (un officier qui combattit sous les ordres de Montcalm et auquel le Roi de France accorda vers 1733 la Seigneurie du même nom) fut à l'origine de la construction de barques devant transporter munitions et vivres au Fort lointain de Saint-Frédéric, à la Pointe-à-la-Chevelure (aujourd'hui Crown Point, en territoire américain).

«Le bois ne manquait pas mais bien le goudron, rapporte le Révérend Père Jean-Dominique Brosseau dans «Saint-Jean-de-Québec», pour rendre étanches ces embarcations de fortune construites à la hâte. Tout auprès du Fort de Sainte-Thérèse, Bleury se construisit un four à goudron. Les pins et autres résineux abondaient sur l'île Sainte-Thérèse, rien de plus facile que d'en recueillir la poix (...) Lorsque le Fort de Saint-Jean fut reconstruit en 1748, le magasin et tout le matériel du fort de Sainte-Thérèse y fut transporté. Le four dut continuer encore à y fonctionner, aussi longtemps du moins qu'on eut besoin de ses services pour la construction des bateaux».

Combats maritimes

Aussi surprenant que la chose puisse paraître aujourd'hui, la rivière Richelieu fut en effet le site de combats maritimes. Les plus importants sans doute, opposant les résistants anglais à l'invasion américaine.

Un exemple en particulier, retiendra notre attention: la bataille navale du 17 mai 1775 devant Saint-Jean.

Un dénommé Arnold qui commandait deux cents hommes lors de la prise du Fort de Carillon au début de mai 1775, se présenta de grand matin devant Saint-Jean le 17 du même

mois. Les hommes d'Arnold s'emparèrent d'une barque qui portait le nom de George et était armée de sept hommes et de deux canons de six en cuivre. Pour la défense du Fort Saint-Jean, le major Preston avait à sa disposition une autre barque, armée également sans compter une sorte de galère et plusieurs bateaux montés en canonnières.

Après quelques échanges, le combat n'ayant duré que quelques heures, les hommes du dénommé Arnold saisirent tous les effets du fort et firent prisonniers douze hommes de troupe avant de repartir sur les deux heures du matin. «Peu de choses assurément cet armement de fortune, nous dit le père Brosseau, pourtant il a rendu service et montré l'importance d'une force maritime sur une étendue d'eau comme le lac Champlain. Il y eut, et à plusieurs reprises, des combats maritimes sur ses eaux si paisibles à présent».

En pleine activité

On voit l'importance d'un chantier de construction navale, et en 1776 ce chantier était en pleine activité.

«Deux grandes barques furent amenées à Chambly. Elles furent démontées, transportées par terre à Saint-Jean pour y être remises à flot. Un bateau de 189 tonnes fut amené de Québec et reconstruit de la même manière. À cette flottille, le Père Brosseau affirme qu'on ajouta trente longues barques et une gondole de 34 tonnes. Le 4 octobre 1776, le général Carleton laissait Saint-Jean pour aller attaquer la flotte américaine sur le lac Champlain».

«Il commandait un vaisseau important, deux petites corvettes, un radeau à fond plat, la gondole et vingt canonnières. Tout cela lui permettait de mettre en batterie 42 canons. Cet armement, rapidement mis en ligne, lui permit de balayer la flotte américaine devant le Fort de Ticonderoga...»

On parlait d'un canal en 1745

«Le Richelieu a été le chemin des Iroquois; celui ensuite des explorateurs, des missionnaires et des martyrs puis finalement des militaires et de leurs incursions diverses. C'était une belle et large avenue où filait rapidement le canot d'écorce: ceux qui lui imprimaient sa vive allure avaient bon bras et le pied solide, et deux ou trois portages ne les embarrassaient pas trop, ils étaient si durs à la misère. La construction, puis l'approvisionnement des forts fit naître l'idée d'un canal contournant les deux rapides les plus importants».

Voilà comment le Révérend Père Jean-Dominique Brosseau, dans son livre intitulé «Saint-Jean-de-Québec», traite des débuts du canal Chambly.

«Il ne s'agissait plus du portage d'un léger canot et du sommaire bagage d'un trappeur mais de traîner des canons et de lourdes charges et provisions, poursuit M. Brosseau, en 1745 un premier travail fut entrepris pour rendre plus commode la voie naturelle barrée d'obstacles si malencontreux. Ce fut, en réalité, le début du canal Chambly. Il s'agissait du Rapide de Saint-Ours, à 14 milles au-dessus de Sorel. Pour y passer leurs bateaux plats et leurs gabares, les ingénieurs français enlevèrent aux basses eaux les quartiers de roches qui nuisaient davantage au passage de leurs transports».

Guerre de 1812

«La guerre de 1812 révéla l'importance du projet. Le gouvernement anglais n'entendait pas voir recommencer l'invasion de 1775, il fallait pour l'éviter faire la dépense d'une voie de communication plus rapide et plus commode. En 1818, un bill fut passé à l'Assemblée du Bas-Canada autorisant la formation d'une compagnie chargée de creuser le canal et bâtir les écluses».

«Il fallut attendre jusqu'en 1823 l'appropriation des fonds nécessaires à la construction. On reprit le travail commencé à Saint-Ours».

En 1830

«En 1830, toujours selon l'historien, il avançait très lentement: un projet succédait à un autre sans nulle entente, avec grandes pertes de temps et d'argent. Tout de même, en 1836, la communication existait entre Chambly et Saint-Jean. Après l'Acte d'union des deux Canada, les fonds requis furent obtenus pour les écluses du Bassin (de Chambly) et, en 1844, celles de Saint-Ours déterminées: le canal fut pratiquement ouvert à la navigation».

«En 1864, le canal avait coûté la somme de 643 711 \$. Il avait neuf écluses sur une distance de treize milles et montait les barges à une hauteur de soixante-quatorze pieds».

LES HUILES

THUOT ET BEAUCHEMIN

Bientôt une troisième génération

1953

M. Ubald Beauchemin prenait possession d'une compagnie pétrolière qui était établie sous le nom de H. Montbourquette Enr. depuis 1935 et ce, jusqu'en 1976.

1976 à 1981

M. Mario Beauchemin prenait possession de l'entreprise familiale qui est devenue Ubald Beauchemin et Fils Enr.

1979

M. Mario Beauchemin achetait la compagnie Z.O. Thuot enr.

1981

M. Mario Beauchemin fusionnait les deux compagnies pour n'en faire qu'une au nom de Les Huiles Thuot et Beauchemin Inc.

1985

Dû à l'expansion du mazout, M. Mario Beauchemin faisait l'acquisition de la compagnie Alexandre Marcil Enr.

1998

Dominic, fils de M. Mario Beauchemin s'intègre dans l'entreprise familiale.



775, rue Gaudette,
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 359-4440

Partenaire dans tous
les grands dossiers
régionaux

Chambre
de commerce
du Haut-Richelieu

31, rue Frontenac, Saint-Jean-sur-Richelieu 346-2544

À Saint-Jean, vers 1860

Une flottille de 30 à 40 voiliers, de 60 pieds de long par 16 pieds de large construits ici

En 1792, il fallait au moins 16 jours pour se rendre de Montréal à New York. On traversait le Saint-Laurent par le bateau de Laprairie. De Laprairie, la diligence menait à Saint-Jean. On prenait alors le bateau pour Whitehall à la tête du lac Champlain. Une autre diligence portait le voyageur au bateau desservant la rivière Hudson, soit d'Albany ou Troy jusqu'à New York.

Mais avec l'amélioration graduelle des divers moyens de transport, le trajet en 1830 ne durait plus que trois jours... le commerce grandissant entre le Canada et les États-Unis ayant amené un nombre toujours croissant d'hommes d'affaires à circuler entre New York et Montréal via Saint-

Jean.

Mais c'est grâce à la voie fluviale du Richelieu que le commerce maritime de Saint-Jean prit continuellement plus d'importance, la valeur totale des produits importés et exportés de Saint-Jean atteignait à ce moment, soit vers 1830, 2 700 000 \$, ce qui était considérable pour l'époque.

Canal Chambly

En 1864, le canal Chambly qui n'était après tout qu'un simple tronçon de la route fluviale Montréal-New York avait coûté la somme de 643 711 \$ mais avait tout de même rendu d'immenses services au com-

merce entre le Canada et les États-Unis, surtout pour le bois de pulpe ou de construction, le foin, le charbon et l'argile qui était utilisé par certaines industries de Saint-Jean, dont la prospérité a suivi le mouvement économique des échanges et varié suivant les politiques opposées de «libre-échange» ou de «protectionnisme».

Vers cette date, soit autour de 1860, le manœuvre qui posait des rails de chemin de fer, par exemple, gagnait 0,75 \$ par jour.

Par contre, les résidents de Saint-Jean qui exerçaient le métier de navigateur et qui, d'ailleurs, construisaient eux-mêmes, leur voilier, mesurant habituellement 60 pieds de long par 16 de large et pouvant porter 50 tonnes ou plus, étaient leur propre patron et avaient évidemment un revenu un peu plus élevé.

Bois et sable

Ils transportaient habituellement du bois de corde acheté à Noyan et les environs pour être revendu à Saint-Jean et aussi, beaucoup de sable provenant du lac Champlain, surtout après le grand feu de 1876 pour la reconstruction de notre ville.

Grâce à cette flottille de 30 à 40 voiliers, ces équipages de bateliers, des deux côtés de la rivière, contribuaient à leur façon, au commerce maritime de Saint-Jean par les importants contrats de transport qu'ils pouvaient entreprendre, par exemple, pour la fourniture de sable, de gravier et de la pierre pour la construction du barrage de Chambly, la réparation des écluses de Saint-Ours, le port de Saint-Jean, les phares des îles de Sorel, aussi le sable pour le filtre de Saint-Jean.



Navigation de plaisance au milieu des années 20.

Le déclin du port causé par le chemin de fer et le canal trop peu profond

Si Saint-Jean, par son commerce maritime, joua un rôle important au 19^e siècle, il servit en plus de lieu de transit des voyageurs entre le Canada et les États-Unis. Les «Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada» ont d'ailleurs publié le nombre de passagers arrivés et partant du port de Saint-Jean durant les années 1836 à 1840.

Sont arrivées au port de Saint-Jean, 4524 personnes en 1836, 4515 en 1837, 2978 en 1838, 4179 en 1839, et 3480 en 1840. On ne connaît pas le nombre de passagers qui ont quitté le port de Saint-Jean en 1836 et 1837 mais l'on sait qu'en 1838 pas moins de 2907 ont quitté, 5588 en 1839 et 5256 en 1840.

Émigration

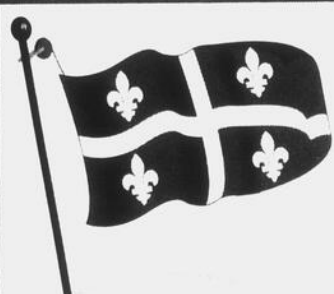
Autre aspect moins intéressant du site que Saint-Jean occupait tout près de la frontière américaine, il servit de port d'embarquement pour les habitants qui, lorsque les

affaires vinrent à aller moins bien, décidaient d'émigrer aux États-Unis.

C'était déjà un signe avant-coureur de la diminution de l'importance commerciale de Saint-Jean, mais les causes principales qui semblent avoir contribué au déclin du grand commerce au port de Saint-Jean furent la concurrence du chemin de fer à liaison directe Montréal-New York via Portland, soit le «Saint-Lawrence & Atlantic Railway, et l'inadaptation du canal Chambly au tirant d'eau trop facile.

Mais, malheureusement, Saint-Jean ne put profiter de cette situation privilégiée qu'aussi longtemps qu'il put tenir lieu d'avant-port à Montréal, sur le lac Champlain.

Dès que Montréal se dota d'un port de mer et d'une ligne ferroviaire directe sur l'Atlantique, son commerce maritime alla en décroissant et fut graduellement remplacé par l'industrie.



**RICHELIEU
SAINT-LAURENT**

La Société nationale des Québécois

150 ans!

**Écrire l'histoire,
c'est pénétrer dans la vie intime des gens;
c'est animer des souvenirs,
redonner vie au passé,
palper l'être des gens.
Écrire l'histoire,
c'est aussi personnaliser le temps!**

**Paul Langevin
Président**

Société nationale des Québécois Richelieu / Saint-Laurent
219, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

Téléphone: (450) 346-1141 • Télécopieur: (450) 346-2953
Courriel: snqrichelieu@qc.aira.com

CONSTRUCTION



ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX

**89, boul. Saint-Luc
Saint-Luc
Tél. : (450) 348-6833
Télec. : (450) 348-2923**



www.Optilog.com/ConstructionDLT

27
Le chef de gare se souvient du 21 juillet 1836

La Dorchester mit deux heures entre Laprairie et Saint-Jean

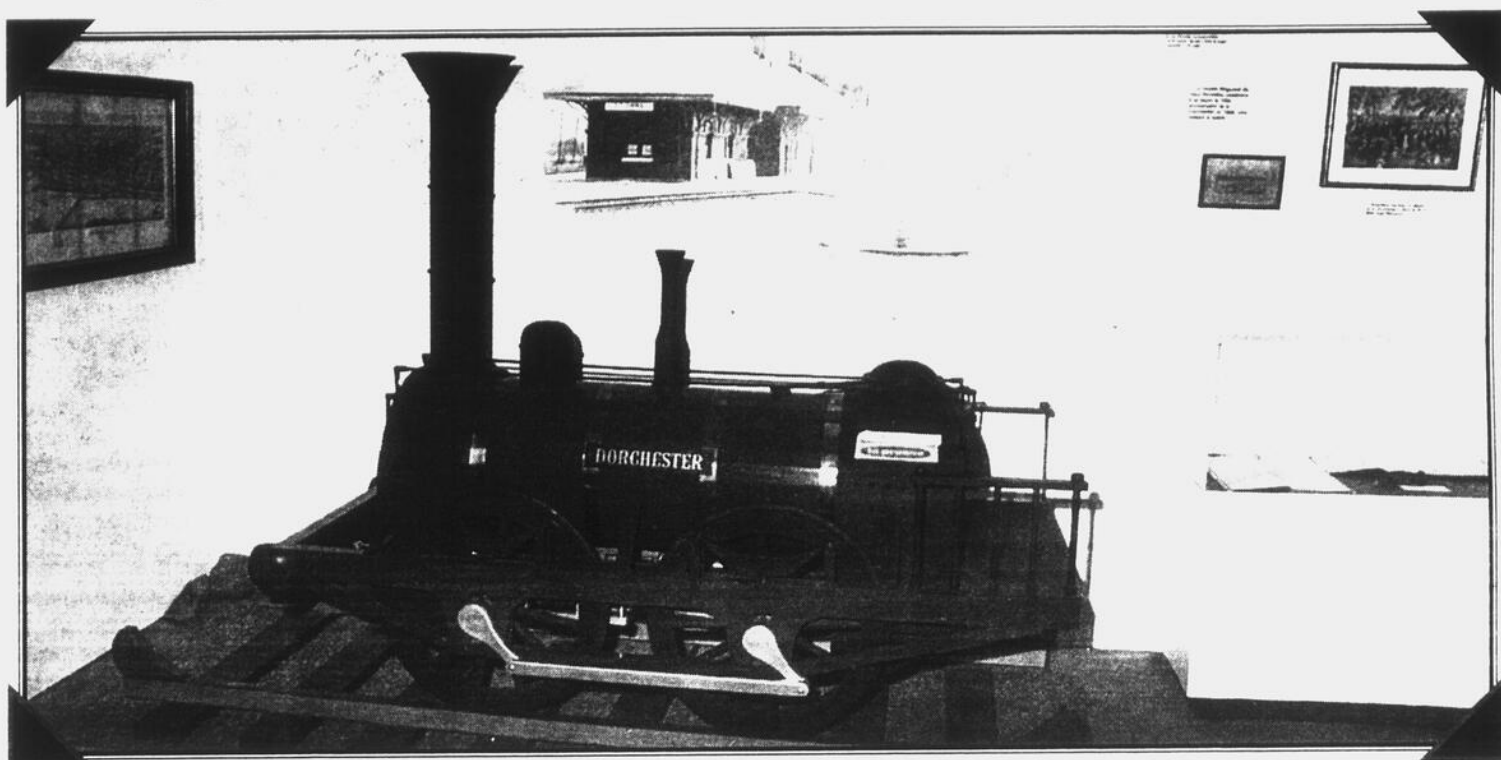
Les convives aux cérémonies d'inauguration de l'ancienne gare du Canadien National ont eu droit, le 6 août 1992, aux mémoires du chef de gare présent à l'arrivée de la Dorchester, première locomotive à vapeur à circuler au Canada le 21 juillet 1836, entre Laprairie et Saint-Jean.

«Le lieu où nous sommes présentement occupe le même terrain que celui qui accueillait la première gare de bois, construite en même temps que le chemin de fer de la *Champlain & St. Lawrence Railroad Company*», a rappelé le chef de gare, personnifié par l'ancien président de l'Office du tourisme, le restaurateur Pierre Moreau.

Le 21 juillet 1836, «Je me souviens de cette journée comme si c'était hier. Quelque 300 personnes quittèrent Montréal à bord du *Princess Victoria*, le tout nouveau traversier à vapeur menant les voyageurs en 50 minutes à Laprairie, point de départ inaugural de la Dorchester», a dit le chef de gare.

Même si seulement 14,5 milles séparent Laprairie de Saint-Jean, la locomotive Dorchester mit deux heures pour atteindre Saint-Jean en raison d'un problème de chaudière. Le retour fut moins long, tout juste une heure, la locomotive ayant refroidi.

«Quelle journée mémorable ! Le soleil brillait. À cette époque, il faisait chaud en juillet ! Les dames étaient toutes plus jolies les unes que les autres et les messieurs, sur leur 36, discutaient joyeusement alors que les discours des dignitaires présents nous arrachèrent des larmes. Bref, ce fut l'un des



Une réplique miniature de la Dorchester, cette locomotive qui, le 21 juillet 1836, a servi à l'inauguration du premier chemin de fer au Canada, entre La Prairie et Saint-Jean.

plus beaux jours de ma vie et les invités s'en sont souvenus longtemps, d'autant plus qu'ils durent passer la nuit à Laprairie puisque le traversier *Princess Victoria* s'était échoué», raconte le chef de gare Moreau.

Il se rappelle qu'ensuite les Montréalais, grands amateurs d'excursions, venaient pique-niquer en train à Saint-Jean. Une sortie qui prenait toute la journée et qui coûtait

sept shillings et six pences par adulte, toutes taxes incluses !

Dix-sept ans après l'arrivée du premier train, en 1853, Saint-Jean, avec ses 3000 habitants, comptait 17 magasins, 12 auberges, 11 boucheries, 8 cordonneries et 5 épiceries. «Le nombre d'auberges me porte à croire que les voyageurs étaient nombreux et les soirées bruyantes», a dit le chef de gare.

«C'est ce que vous appelez aujourd'hui les retombées économiques du tourisme», a conclu le chef de gare en levant son verre à la vieille gare qui accueillera à nouveau les touristes venus découvrir Saint-Jean-sur-Richelieu et le Haut-Richelieu, une ville et une région qui se distinguent par son passé glorieux, son hospitalité particulière et sa gastronomie.

Marc-O. Trépanier

ASSURANCE BRAULT

À votre service depuis 1936

De père en fils depuis 1936,
3 générations au service de la population



Philippe Brault
1936-1955
PRÉSIDENT-FONDATEUR



Georges Brault
1955-1988
PRÉSIDENT



Michel Brault
1988 à maintenant
PRÉSIDENT

87, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 347-3763



Construite en 1891

La gare, un édifice de style néo-roman

La vieille gare du Canadien National, qui abrite maintenant les bureaux de l'Office du tourisme et des congrès du Haut-Richelieu, a été construite en 1891, soit 55 ans après l'inauguration de la première ligne de chemin de fer au Canada entre Laprairie et Saint-Jean le 21 juillet 1836.

Il s'agit de la seconde gare construite sur ce site. La première gare était en bois et fut remplacée en 1891. Le bâtiment actuel a été agrandi à deux reprises, précise Jean-François Perreault, architecte à la ville de Saint-Jean.

L'édifice est de style néo-roman avec son grand toit à quatre versants, la tête arrondie des fenêtres, les briques travaillées (jeux de briques) et ses consoles de bois retenant les corniches.

Les travaux de rénovation, autant dans le choix des luminaires installés sous les corniches que dans la réfection des briques et le remplacement des fenêtres, ont été exécutés dans le souci du respect du patrimoine architectural pour ce qui est de l'enveloppe extérieure du bâtiment.

À l'intérieur, la structure du bâtiment a été mise à jour, laissant à la vue des fermes



La gare du Canadien National, au début du siècle.

ajourées de toit en bois. Les traces de la cheminée originale ont été conservées au milieu de la pièce centrale de cet édifice d'une su-

perficie de 3000 pieds carrés.

La partie ouest abrite les bureaux administratifs de l'Office du tourisme tandis que

la partie centrale servira à l'accueil des groupes de visiteurs et la partie est sera notamment utilisée comme salle d'exposition.

1865: Saint-Jean-Montréal

Les chemins de fer du «bon vieux temps»

Il y a 74 ans, nos grands-pères ne semblaient pas bénéficier de communications par chemin de fer particulièrement accommodantes.

Des trains en retard, ou qui ne venaient pas du tout pendant trois ou quatre jours; d'autres qui «courageusement» se rendaient jusqu'à Lacadie pour faire preuve, rendus là d'épuisement irrémédiable; d'autres qui quittaient notre ville au cours de la matinée, arrivaient en vue du pont Victoria, qu'ils ne traversaient d'ailleurs pas, passé l'heure du midi; pour finir par faire goûter jusque tard, dans la soirée, les plaisirs de l'immobilité, à leurs clients, affamés de représailles autant que d'aliments.

C'est l'état de choses que nous dépeint notre journal à maintes reprises, au cours de l'hiver de 1865 - Et d'abord, le 17 janvier:

«Dimanche, vers deux heures p.m., une locomotive précédée d'une charrue, revenait de Montréal et travaillait à nettoyer le chemin, lorsqu'elle rencontra un énorme banc de neige qui paraissait avoir élu domicile sur la voie ferrée pour tout l'hiver.

«La locomotive tente de se frayer une voie à plusieurs reprises, sans succès. Enfin, mettant en jeu toutes les forces de la vapeur, elle retourna à distance et revint sur l'obstacle qui lui opposa une telle résistance, que la charrue fut projetée à plusieurs pieds de distance du chemin, et que la locomotive se trouva sur le travers des lisses. Inutile de dire le travail qu'il fallut pour remettre la locomotive «à sa position normale».

Puis la «panne» de trois jours que notre journal signale, en date

du 17 février 1865.

«Notre ville et toutes les paroisses du district d'Iberville, ont été trois jours, cette semaine, sans recevoir de malle de Montréal. Jamais cela n'est arrivé avant cette année. Quand la ligne d'ici à Saint-Laurent était aux mains de la Cie «Champlain» il nous est bien survenu quelques rares accidents de cette nature, mais des tempêtes de neige extraordinaires seules en étaient la cause. Depuis que le Grand-Tronc a fait l'acquisition de cet embranchement, on ne sera pas surpris d'apprendre que la négligence la plus impardonnable l'incurie la plus complète interceptent seules nos voies de communication avec Montréal. Avant-hier, par exemple, les trains ont passé toute la journée à 3 milles du débarca-

dère. Il nous semble que rien n'était plus facile de nous faire parvenir la malle. D'ailleurs nous ne voyons pas pourquoi les trains du Grand-Tronc ne peuvent pas faire le court trajet de Saint-Jean à Montréal tous les jours, quand les convois du Central Vermont nous arrivent régulièrement de Saint-Albans deux fois par jour.

«Un grand nombre de personnes qui avaient de pressantes affaires à Montréal, se sont rendues hier matin à la gare, à 8 heures a.m. et sont revenues ayant appris qu'elles couraient encore le risque de ne s'y rendre qu'à la fin de cette semaine.

«On nous informe que la ville de Saint-Jean doit faire une requête pour être adressée à qui de droit afin de voir

s'il n'y aurait pas possibilité de lui donner des voies de communication aussi faciles que par le passé».

En date du 24 février, Le Franco-Canadien paraissait avoir trouvé la clef de l'énigme, qui consistait dans une faiblesse assez caractéristique des locomotives comme on pourra le voir:

«Avant-hier soir un convoi de voyageurs s'est rendu jusqu'à Lacadie, à quatre milles d'ici, et est retourné à Montréal pour ne revenir qu'hier matin. On vient de découvrir le grand mystère: la force des locomotives a été diminuée, nous disent quelques employés, voilà elles ne vont pas aussi bien que par le passé».

Jean Frédéric

Ce texte a été écrit en 1939.

Le déraillement de L'Acadie: 1904

«Dimanche matin, le 15 courant, plusieurs de nos jeunes gens de Saint-Jean prenaient le train du Central Vermont, pour aller passer la journée à Montréal. Tout alla bien jusqu'à Lacadie, où la nouvelle voie céda sous le poids du train. Cet accident fit dérailler la locomotive, qui continua à côté de la voie, pendant un demi arpent, pour s'arrêter brus-

quement. Le contrecoup du choc fut tel que le wagon fumoir télescopa avec le wagon aux bagages sur presque toute sa longueur. Parmi ceux qui se trouvaient dans ce moment dans le wagon à fumer et qui ont été blessés, on nous mentionne M. Alfred L'Écuyer, qui n'a reçu heureusement que d'insignifiantes blessures; et M. Martin, commis chez M.

J.P. Meunier, qui a deux côtes brisées. On nous rapporte également MM. Eugène Normandin, Hercule Trahan, et quelques autres jeunes gens de notre ville, qui s'en tirèrent heureusement sans la moindre blessure. Il y avait aussi quelques autres voyageurs étrangers dont les blessures nous font craindre pour leur vie».

POUR TROUVER CHAUSSURES À VOS PIEDS...

Raymond L'Écuyer

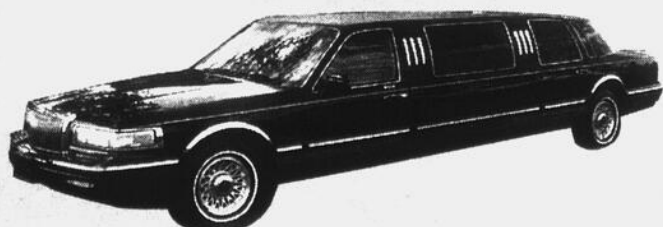
CHAUSSURES



145, boul. Saint-Joseph
Saint-Jean-sur-Richelieu

(450) 349-4747

Limousine Krystal Pour des moments inoubliables...



Réservez tôt!

(514) 990-6977 (450) 358-4040

En juin 1939, Saint-Jean accueille le roi George VI et la reine Elizabeth

Le lundi 12 juin 1939, le roi George VI et la reine Elizabeth d'Angleterre faisaient un arrêt à l'ancienne gare du Canadien Pacifique, rue Foch à Saint-Jean, au grand plaisir des quelque 35 000 personnes massées pour l'occasion le long de la voie ferrée.

Cette visite faisait partie d'un voyage d'un mois où les deux souverains eurent l'occasion de traverser le Canada d'un bout à l'autre, des Maritimes jusqu'à la Colombie-Britannique. Arrivés à bord de leur bateau «Empress of Australia» à Québec le 15 mai 1939, accueillis alors triomphalement par la population de Québec en présence notamment du Premier ministre du Canada, Mackenzie King, George VI et Elizabeth visitèrent plus d'une cinquantaine de villes canadiennes dont Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver.

Le lendemain de leur arrivée à Québec, leur train fit un arrêt à la gare Jean-Talon de Montréal où près de deux millions de personnes, dont quelque 62 000 écoliers rassemblés au parc Lafontaine et au stade Delorimier et des milliers de religieux et religieuses, assistèrent aux différentes cérémonies en leur honneur. Invités à dîner à l'hôtel Windsor par la Ville de Montréal, les deux souverains durent interrompre leur repas à deux reprises afin de satisfaire, en apparaissant au balcon de l'hôtel, la foule qui les réclamait à grands cris.

Dans son édition du 25 mai 1939, *Le Canada Français* tirait les conclusions politiques du succès remarquable qu'avaient obtenu les deux souverains lors de leur passage à Montréal: «Jamais Montréal n'a connu pareille démonstration de loyalisme et de patriotisme. S'il se trouvait quelque esprit fumeux pour douter de l'allégeance spontanée de tous les Canadiens à la Couronne, c'est la journée de jeudi dernier qui l'aurait confondu par la qualité de l'exaltation dont tous furent saisis à la vue du charme extraordinaire émanant des figures royales.»

Après leur visite de l'Ouest canadien et un court voyage de quatre jours aux États-Unis où ils furent les invités du président Roosevelt, le couple royal regagna en train la frontière canado-américaine. Au matin du 12 juin 1939, Saint-Jean fut donc leur premier arrêt en terre canadienne. À 10 heures 26 précises, heure avancée, le train entra à gare entouré d'une foule nombreuse, fort agitée et avide de manifester son grand enthousiasme aux invités royaux.

Quelques jours avant, *Le Canada Français*, en première page, invitait la population de Saint-Jean, d'Iberville et des environs à venir accueillir comme il se doit George VI et la reine Elizabeth. Ainsi, les employeurs étaient priés de permettre à leurs salariés de se rendre sur les lieux de l'événement. Les commissions scolaires, quant à elles, étaient appelées à mobiliser quelque 3000 élèves. Il n'était cependant pas question seulement du nombre de personnes, mais aussi de la force avec laquelle la population accueillerait leurs Majestés: «(...) il convient que la manifestation avec laquelle nous recevrons nos souverains en terre canadienne soit la plus chaleureuse qui soit. C'est par la densité de la foule, la vigueur de son enthousiasme qu'il nous sera donné de témoigner concrètement de notre loyalisme.»

Une semaine avant, la Ville de Saint-Jean formait un comité spécial chargé d'organiser l'événement. Ce comité, qui disposait d'un budget de 500 dollars, était formé entre autres du maire de Saint-Jean et des représentants de la Chambre de commerce, de l'Association des Vétérans, des Scouts, de la Fanfare, des commissions scolaires et de la police municipale.

Dès 7 heures du matin, le 12 juin, des gens commencèrent à arriver sur les lieux de l'événement en vue de se réserver de bonnes places. Lorsque le train bleu-de-roi décoré d'argent s'immobilisa à la gare de Saint-Jean, plus de 3 heures plus tard, quelque 35 000 personnes



Dans un geste inattendu, le roi et la reine descendirent sur le quai de la gare. Leur visite à Saint-Jean dura dix-sept minutes.

s'agitaient aux abords du chemin de fer. Voici comment *Le Canada Français* décrit la scène: «Contentue de chaque côté des voies par un cordon de militaires des casernes et par une filée de scouts et de guides (...), la foule présentait un coup d'oeil vraiment typique. Cette double haie humaine égayée par les toilettes féminines et nettement délimitée par les lignes kaki des militaires s'animait des milliers de petits drapeaux qui claquaient au vent; tandis qu'au centre, la fanfare de la ville et celle du Collège, quelques hauts officiers en tenue de gala et le corps échevinal (sic) en jaquette et haut-de-forme, donnaient la note décorative.»

Après que le maire de Saint-Jean, M. Georges Fortin, l'évêque de Saint-Jean, Mgr Anastase Forget et le Premier ministre Mackenzie King soient successivement montés sur l'estrade aménagée pour l'occasion, les deux souverains firent leur apparition: d'abord, le roi, affable, en tenue de ville, et ensuite, la reine, souriante, vêtue d'une robe rose pâle et d'un chapeau beige. «Tu es délicieuse», s'exclama la reine à la fillette, Lisette Lebeau, venue lui porter une gerbe de fleurs. Vinrent ensuite les présentations officielles faites par le Premier mi-

nistre du Canada: le maire de Saint-Jean, l'évêque, le vicaire général, Mgr J.E. Coursol, les députés locaux, le docteur Alexis Bouthillier et Martial Rhéaume, etc.

Dans un geste inattendu, le roi et la reine descendirent sur le quai de la gare. Pour le roi, ce fut l'occasion de serrer la main des vétérans qui constituaient la garde d'honneur. La reine souriait et envoyait la main aux milliers de personnes venues la saluer. Des enfants, accompagnés par les deux fanfares, interprétèrent successivement en français «Dieu protège le roi» et «O Canada».

Exactement 17 minutes après leur arrivée, les souverains saluèrent pour une dernière fois, à l'arrière de leur train, les résidents de la région de Saint-Jean. George VI et la reine Elizabeth repartaient alors en direction de Sherbrooke et de façon ultime pour Halifax où ils prendraient le bateau trois jours plus tard pour leur retour en Grande-Bretagne.

Le 15 juin 1939, dans un billet intitulé «Notre roi et notre reine» et publié dans le journal *Le Richelieu*, Alain Rheault traçait la ligne sur cet événement d'importance en soulignant notamment que les souverains ont toujours parlé français lors de leur passage en terre québécoise. Selon Rheault, pour le peuple canadien français, voilà un encouragement à la défense du français, de sa religion et de ses traditions. «En agissant ainsi, nous répondons, soyons-en convaincus, aux désirs de leurs Majestés qui ont parlé notre langue, la française», plaide-t-il.

Cette visite aura donc marqué l'histoire contemporaine de Saint-Jean. Elle aura bien entendu suscité des émotions vives et des souvenirs impérissables dans sa population, mais surtout, comme nous l'avons vu, elle n'aura pas échappé aux interprétations politiques. Certes, au-delà d'une simple visite de courtoisie, difficile de ne pas y voir une signification carrément politique: celle de vouloir galvaniser l'esprit patriotique des Canadiens envers la Grande-Bretagne et ce, à la veille du début de la Seconde Guerre mondiale.

Remerciements: Nicole Lemieux, Nicole Poulin.

Marc-Olivier Girard

La gare du Canadien Pacifique le parc Félix-Gabriel Marchand

En 1886, la compagnie de chemin de fer, The Atlantic and North West Railway Company, filiale du Canadien Pacifique, acquiert des lots sur le côté nord de la «St-Thomas Street», plus tard, la rue Foch. La même année, la Ville de Saint-Jean consent un prêt de dix mille dollars pour la construction du chemin de fer.

La gare, érigée en 1887, est caractérisée par un toit en pavillon, prolongé par des avant-toits que supportent d'immenses consoles. On remarque dans la salle des voyageurs, un magnifique banc de bois tourné qui s'allonge sur trois murs. Napoléon Hébert de Saint-Jean, fut le premier chef de gare.

Cette gare marque une halte sur la ligne de chemin de fer reliant Montréal à Halifax, passant par Farnham, Magog et Sherbrooke. Durant la guerre 1914-1918, les ouvriers de Saint-Jean partaient de cette gare pour aller travailler aux fabriques de munitions de Montréal.

Deux agrandissements, dont un premier, effectué en 1906, lui confèrent son apparence ac-

tuelle. Un immense réservoir d'eau, érigé entre les rues Jacques-Cartier et Salaberry, alimentait les locomotives à vapeur.

Face à la gare et attendant au palais de justice, la Ville de Saint-Jean aménage un carré public, inauguré le 27 août 1887, qui sera connu plus tard, sous le nom de parc du Pacifique canadien. Sur le site de ce parc, entre 1861 et 1875, se trouvait l'Asile des aliénés de Saint-Jean. Le 9 juillet 1906, par résolution du conseil, le carré public devient le parc Félix-Gabriel-Marchand.

Autrefois, on retrouvait dans le parc principal d'une municipalité, un kiosque à musique. Dès le début du siècle, le Cercle philharmonique local présentait régulièrement au parc Marchand, des concerts estivaux fort appréciés des mélomanes johannais. Soulignons qu'en 1901, on y installa une fontaine, qui contribua à faire du parc Félix-Gabriel-Marchand, le coeur de la cité. Vers 1940, on construisit le kiosque actuel dans le style de l'époque.

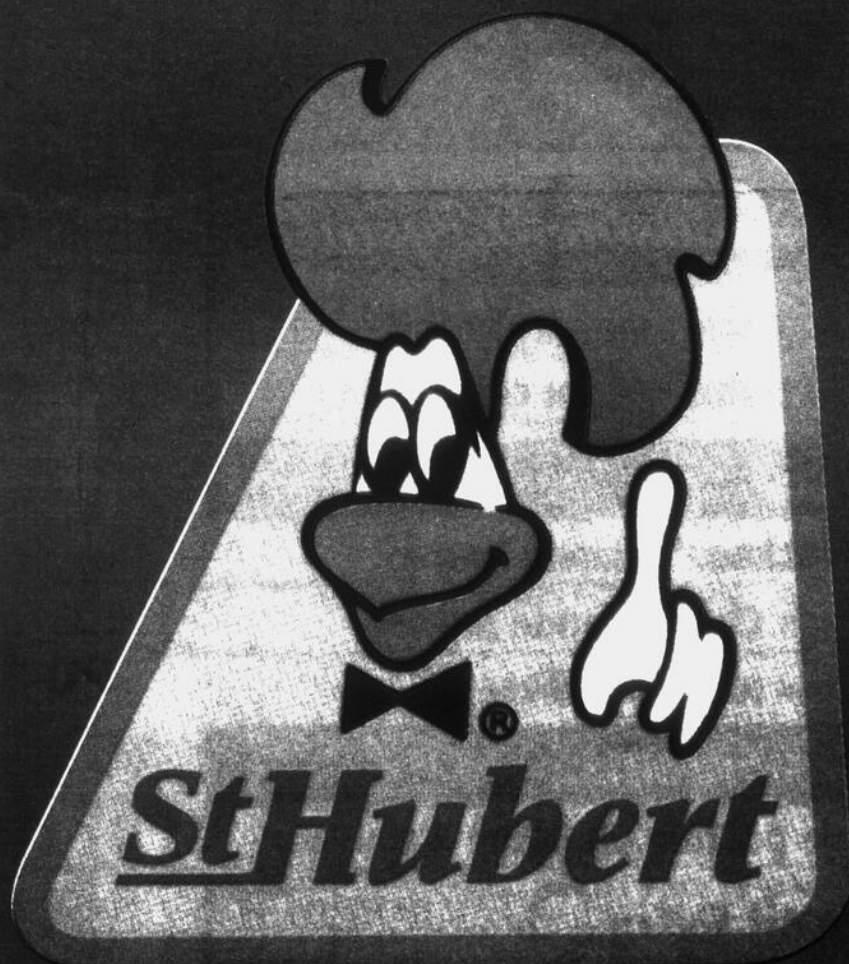
Présent et actif
depuis bientôt 30 ans à Saint-Jean.
Les conseillers en placements **Tassé**
sont fiers d'être les témoins privilégiés
de votre **150^e anniversaire**
Félicitations & Bravo!

Tassé
le Bourcier

Tassé & Associés, Limitée
Courtiers en valeurs de placements
100, rue Richelieu, bureau 150
Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél. : (450) 347-7511

04788-9038-mjl

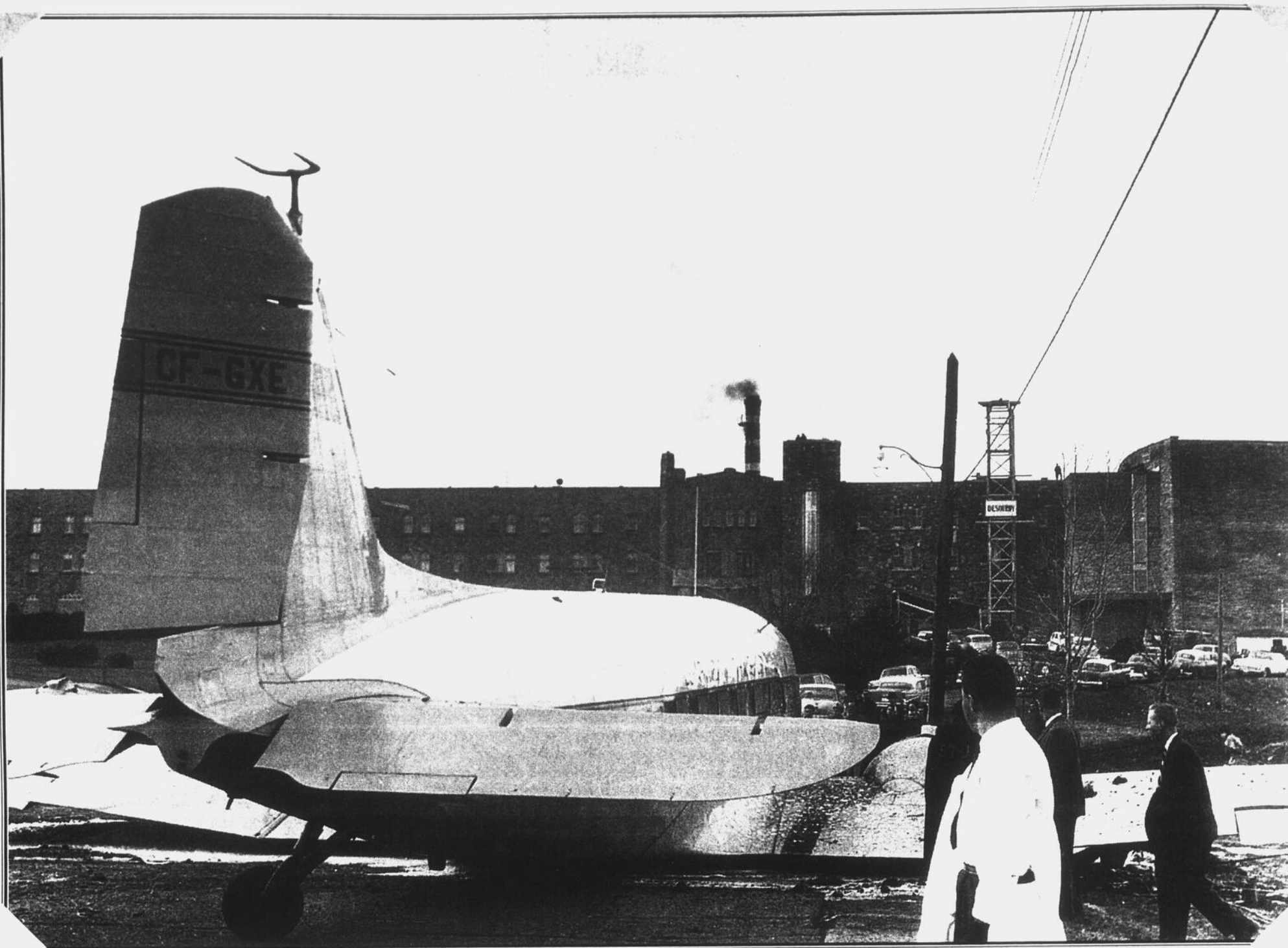
1979 - 1999
Déjà 20 ans d'histoire...



co vu être bon!

960, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu

348-6876



Un crash spectaculaire devant le Séminaire en 1961

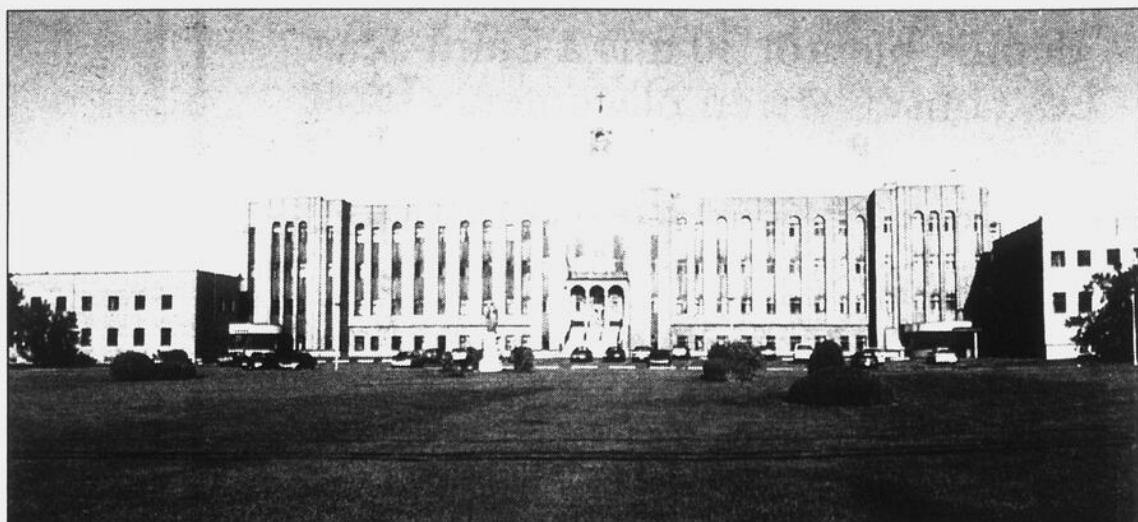
Le 12 avril 1961, un DC-3 du Department of Transport of Canada, immatriculé CF-GXE, s'est écrasé à environ 500 pieds du Séminaire. L'avion blanc, jaune et gris, s'est écrasé sur le ventre et est tombé pile à l'intersection de rues Montcalm et Séminaire. C'était en fin d'après-midi. Les résidents ont entendu un boum après que l'avion eût frôlé une maison au coin de Chaussé et de Séminaire. Le spectaculaire accident n'a causé aucune perte de vie. L'hélice de gauche a été complètement arrachée et l'aile gauche a été pliée. Des travaux se déroulaient alors au Séminaire. L'auditorium était en construction.

UNE ÉCOLE DE VALEURS
DES VALEURS POUR TOUTE LA VIE

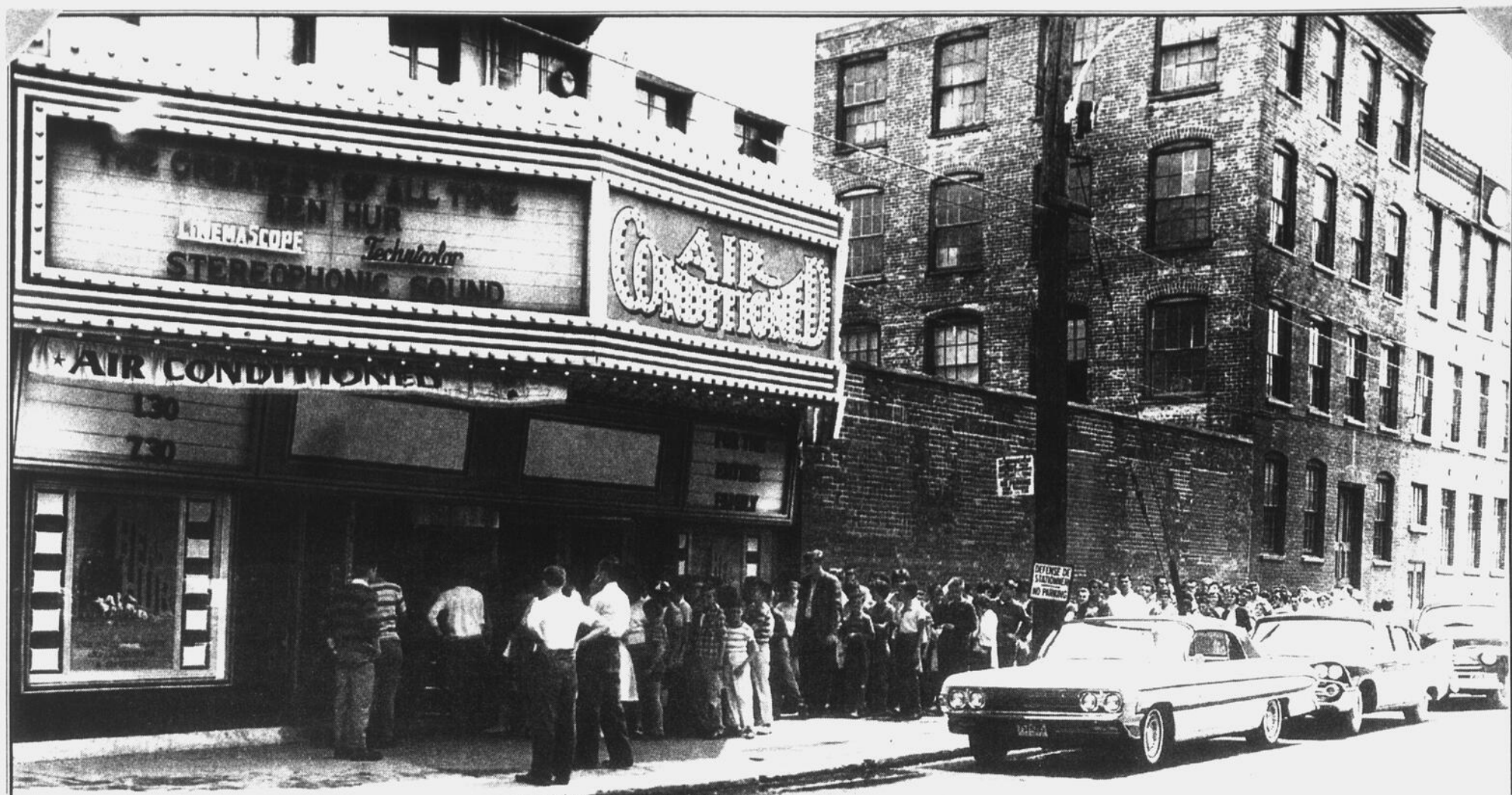
L'école *Secondaire Marcellin-Champagnat* est fière de rendre hommage à une population qui depuis un siècle et demi est demeurée soucieuse de l'éducation de ses enfants.

ÉCOLE SECONDAIRE

Marcellin-Champagnat



14, Bord-de-l'Eau, Iberville (450) 347-5343



Avant le Titanic, il y a eu Ben Hur

Si le film Titanic a fait courir les foules en 1998, une autre grande production cinématographique en avait fait autant il y a quarante ans. Devant l'ancien cinéma Imperial, rue Richelieu, on faisait la file en 1959 pour Ben Hur, un film en cinémascope et en stéréo, d'une durée de 212 minutes, mettant en vedette Charlton Heston, le Harrison Ford de son époque. Ben Hur avait remporté 11 Oscars.

Le Black's Opera House

Peu de personnes savent que, à la fin du dix-neuvième siècle, Saint-Jean avait son opera-house. Celui-ci avait pignon sur rue au coin de la rue Saint-Charles et de la rue Richelieu, à l'endroit de l'actuel «Dépanneur au canal». Dans ses Promenades dans un Saint-Jean disparu, Jean Frédéric décrit ainsi le bâtiment de cet opéra, démoli depuis belle lurette: «C'était un très grand édifice, d'assez fière allure, en briques rouges, surmonté d'un clocheton; avec l'arrière du côté de la rivière et l'avant rue Richelieu.» En dépit du fait qu'il s'agissait d'un opera-house, il semble qu'on y présentait avant tout des comédies musicales et des vaudevilles, au plus grand plaisir des amateurs de Saint-Jean et de la région.

Les informations fiables concernant les années d'opération de cette salle de spectacle sont actuellement rarissimes. On suppose cependant que le Black's Opera House aurait tenu ses activités des années 1880 jusqu'aux environs de 1896. Le décès du principal promoteur de l'endroit, M. John Black, le 12 décembre 1896, aurait mis un terme aux présentations culturelles de cet endroit. En 1928, une partie des bancs de l'opera house, rouges et encadrés de métal

noir, ont été installés à la Cathédrale de Saint-Jean au deuxième jubé. Ils avaient auparavant servis de bancs supplémentaires dans les rangées régulières de l'église du centre-ville.

M. John Black était le frère de Henderson

Black (1845-1927), homme d'affaires et maire de Saint-Jean de février 1917 à décembre 1918. Dans les annales de l'histoire, M. John Black est décrit comme un homme aimant le plaisir et les bonnes choses de la vie. Personnage populaire, il avait un goût marqué pour la musique et le vaudeville.

Le terrain sur lequel s'élevait le bâtiment fut vendu en 1937 à l'Imperial Oil Ltd. Après, un garage, la station Viens, vint prendre définitivement la place des artisans du Black's Opera House.

Marc-Olivier Girard

D'hier...

à aujourd'hui

RONA Heureux de participer à cet événement

Le Quincaillier

27 ans à votre service

QUINCAILLERIE G.H. BERGER LTÉE

455, boul. du Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu: 348-4916
Montréal: 658-4871 Télécopieur: 348-3391

290, rue Richelieu, Saint-Jean-sur-Richelieu • Info-Film 358-3030 • actionfilm@qc.aira.com

Le District d'Iberville et le Palais de Justice

En 1857 le Gouvernement de l'Union créa pour le Bas-Canada douze nouveaux districts judiciaires dont le district d'Iberville avec siège à Saint-Jean.

Le territoire de ce district couvrait ce qui est connu aujourd'hui comme les comtés de Saint-Jean, Iberville et Napierville, mais ce qui était alors pour Saint-Jean dans le comté de Chambly, pour Iberville dans le comté de Rouville et pour Napierville dans le comté de Huntingdon.

Le district dessert aujourd'hui une population de plus de 112 000 habitants répartis dans 26 municipalités.

La juridiction qui s'exerce dans ce district est complète à tous les niveaux jusqu'à et y compris la Cour supérieure et il n'y a pas lieu de s'y attarder puisqu'elle ressemble à celle des autres districts et il en sera question dans d'autres pages de ce volume.

Il convient de s'arrêter à son Palais de justice et aux juges qui y furent résidents, coordonnateurs ou originaires.

Le Palais de justice

Dès le 17 mai 1858, la Corporation de la Ville de Saint-Jean «Corporation of the Town of Saint-John's» achetait du Baron de Longueuil Charles James Irving Grant pour la somme de 4000 \$ un terrain situé au centre de la ville avec bâtisse dessus construite.

Le terrain acheté est situé entre les rues au sud Saint-Charles, à l'ouest Notre-Dame (alors la rue Oak), au nord la rue Foch (alors la rue Thomas) et à l'est la rue De Salaberry (alors la rue Pine).

La bâtisse était érigée le long de la rue Foch sur la partie nord du terrain.

Cette bâtisse en briques avec un étage fut le premier palais de justice du nouveau district.

Le 27 décembre 1860, la Corporation de la Ville de Saint-Jean cède et transfère à sa Majesté la Reine pour la Province du Bas-Canada cette parcelle de terrain à la condition d'y ériger un palais de justice pour le nouveau district judiciaire d'Iberville.

De 1857 à 1858, l'architecte E.P. Rubidge a préparé un plan uniforme pour les palais de justice à être construits au siège des nouveaux districts.

Le Palais de justice à Saint-Jean fut terminé en février 1861 et il fut inauguré par le juge Antoine Paulette de Trois-Rivières.

Ce palais de justice comportait un corps principal de 90 pieds de façade sur la rue Saint-Charles

et 45 pieds de profondeur où logeait les cours de justice.

Une aile de 52 pieds par 36 pieds à l'arrière et du côté est servait de prison.

Il en coûta alors 43 760 \$ pour le construire.

Tout cet édifice était érigé sur la partie sud du terrain.

Le vieux palais de justice dite «la vieille cour» situé près de la rue Foch servit désormais d'asile d'aliénés depuis le 25 octobre 1861 jusqu'au 31 décembre 1874.

Cette institution fut l'ancêtre de l'asile d'aliénés de Saint-Jean-de-Dieu à Gamelin et qui se nomme maintenant l'hôpital Hippolyte-Lafontaine.

Le 19 novembre 1869 suite à la Confédération, le Gouvernement du Canada transféra au Gouvernement de la Province de Québec tous les palais de justice situés sur son territoire dont celui de Saint-Jean.

Le rapport du Commissaire des Travaux publics du Canada fait voir que le Gouvernement de l'Union entre 1860 et le 30 juin 1867 avait dépensé la somme de 26 883,48 \$ pour l'entretien du Palais de justice de Saint-Jean.

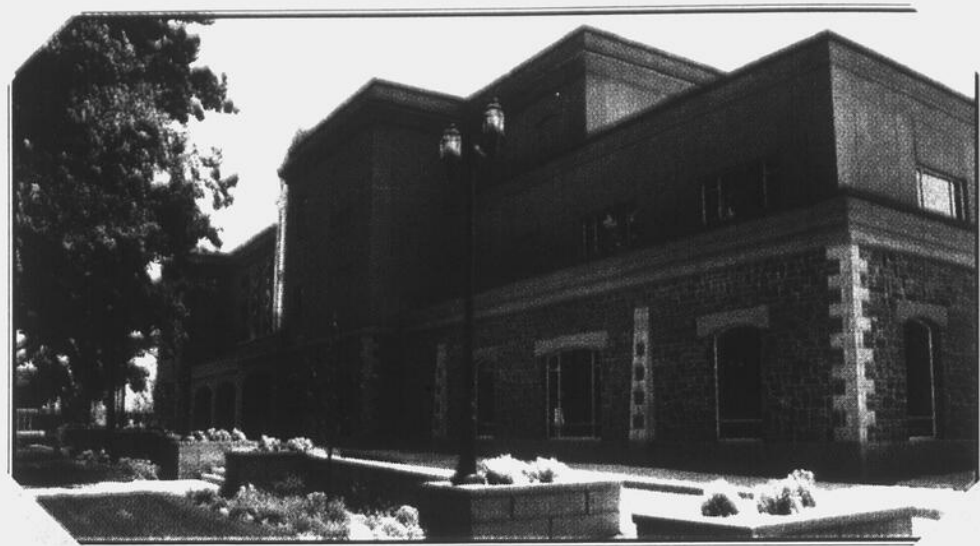
En 1883, une aile à l'épreuve du feu fut construite du côté ouest de l'édifice pour loger le greffe du protonotaire.

En 1886, la province de Québec a cédé la partie nord du terrain à la Ville de Saint-Jean pour en faire un parc municipal qui a pris le nom depuis du Premier Ministre de la Province de Québec Félix-Gabriel Marchand (9 janvier 1832 - 25 septembre 1900) qui a exercé sa profession de notaire à Saint-Jean, qui a fondé l'hebdomadaire le Franco-Canadien devenu Le Canada Français et a fondé la banque de Saint-Jean.

En 1967-68 une annexe fut construite toujours du côté ouest vers le nord ce qui permit d'agrandir le greffe du protonotaire au rez-de-chaussée et d'y ajouter une salle d'audience à l'étage.

Le 20 septembre 1989 le Conseil du Trésor du Québec a autorisé la rénovation du Palais de justice au coût de 13 821 000 \$ selon ce projet qui s'est réalisé entre juin 1992 et mai 1994, la superficie du palais de justice passa de 1805 mètres carrés (19 430 pieds carrés) à 6889 mètres carrés (74 150 pieds carrés). Le centre de détention était démolit et la province de Québec dut acquérir une partie du terrain du parc municipal Marchand.

Le palais de justice entièrement rénové se décrit comme suit:



L'arrière du Palais de Justice après les travaux majeurs de rénovation et d'agrandissement, réalisés entre juin 1992 et mai 1994, au coût de quelque 13,8 millions \$.

«L'agrandissement s'intègre à l'édifice actuel comme une expansion plutôt qu'une annexe ou un pavillon indépendant.

Le rez-de-chaussée comprend les greffes, l'administration, les locaux dédiés à la Chambre de la jeunesse, le secteur de garde des mineurs, le Quartier cellulaire de la détention adulte, la Probation et la salle de presse.

À l'étage, sont aménagés le Bureau d'enregistrement, les bureaux du Substitut du procureur général, la bibliothèque juridique, une salle d'audience civile, une salle d'audience pénale avec banc de jury et un secteur réservé à la Magistrature.

Au deuxième étage sont logés deux (2) salles d'audience pénale, un secteur pour la Magistrature, le vestiaire des avocats et divers locaux de service.

Outre les circulations publiques, le futur Palais est conçu selon le principe des circulations internes horizontales et verticales spécifiques: circulation sécuritaire pour les détenus et prévenus, circulation restreinte pour la Magistrature et circulation de service».

Les juges

De 1857 à 1873 la Cour supérieure à Saint-Jean était desservie par l'un des juges du district de Montréal mais par la suite et jusqu'en 1923 le district d'Iberville eut quatre (4) juges de la Cour supérieure avec obligation de résidence dans le district d'Iberville.

Le premier a été l'honorable Hubert Wilfrid Chagnon, né à Verchère et nommé juge à la Cour supérieure le 27 septembre 1873. Il siégea jusqu'au 12 novembre 1887 et décéda le 26 juin 1920.

Il s'était installé à Saint-Jean dans une demeure qui existe toujours, rue Champlain et qui fut acquise par les religieuses qui lui ont ajouté une annexe pour recevoir des fidèles en retraite fermée mais qui aujourd'hui reçoit les religieuses âgées qui ne sont plus en mesure de servir.

Le second juge résident est l'honorable Alfred Napoléon Charland qui est né à Iberville et qui a été nommé juge le 12 novembre 1887, il décéda subitement le 12 août 1901. Lui aussi a habité une résidence qui existe encore à Saint-Jean au coin des rues Saint-Charles et Longueuil, juste en face du Palais de justice.

Cette propriété a été malheureusement transformée par l'adjonction d'un édifice à appartements

ce qui a dénaturé le style «nouvel empire» de la maison.

Le troisième juge résident a été l'honorable Émilien Zéphirin Paradis qui est né à L'Acadie et qui a été nommé juge le 14 septembre 1901, il est décédé le 10 mai 1908, il était le frère de la Bienheureuse Marie-Léonie Paradis la fondatrice des Petites Soeurs de la Sainte-Famille. Lui aussi a habité une résidence qui existe encore à Saint-Jean sur la rue Longueuil, c'est une grosse maison en pierres qui abrite maintenant des bureaux de notaires mais qui a logé longtemps un orphelinat administré par des religieuses.

Enfin le quatrième juge résident a été l'honorable Dominique Monet, né à Saint-Michel de Napierville et nommé juge le 31 août 1908. Il a lui aussi habité une résidence à Saint-Jean sur la rue Champlain, résidence qui a été achetée par les Jésuites pour la transformer en maison de retraite fermée pour hommes qui fut plus tard achetée par la Ville de Saint-Jean et malheureusement détruite par un incendie le 31 décembre 1974.

À compter du décès de l'honorable Monet le 5 février 1923, le district d'Iberville comme plusieurs autres districts de la province ont cessé d'avoir un juge résident et en ce qui concerne le district d'Iberville, ce sont des juges de la division d'appel de Montréal qui viennent siéger à Saint-Jean.

Depuis plusieurs années cependant le juge en chef de la Cour supérieure assigne un de ses juges comme coordonnateur du district.

De mémoire ont été coordonnateurs du district d'Iberville les honorables juges Rodolphe Paré, Claude Vallerand, Ivan Bisailon, Amédée Monette, Jean Marquis, Yves Forest, Jacques Vaillancourt, Kevin Downs et Roland Tremblay.

Le district d'Iberville a fourni quelques juges à la Cour supérieure depuis 1857 et dans l'ordre outre les juges résidents Charland, Paradis et Monette, les honorables juges Philippe Demers né à Henryville (1863-1951) nommé juge en 1906, Joseph Demers né à Henryville (1871-1940) nommé juge en 1922, Wilfrid Lazure né à Saint-Michel de Napierville (1888-1962) nommé juge en 1936, André Sabourin né à Saint-Jean (1912-1965) nommé juge en 1962 et Roland Tremblay né à Saint-Jean (1929-) nommé juge en 1992.

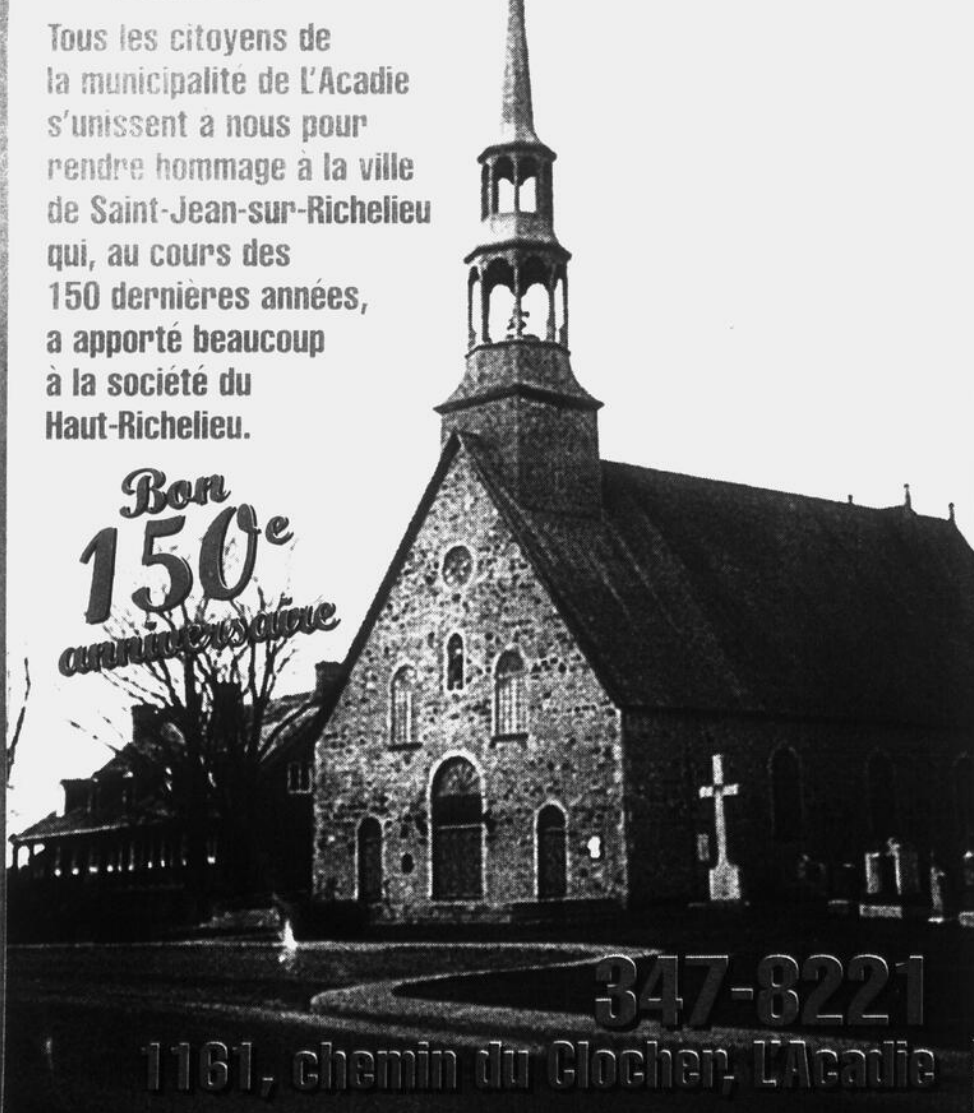
Roland Tremblay
juge de la Cour supérieure



Municipalité de L'ACADIE

Tous les citoyens de la municipalité de L'Acadie s'unissent à nous pour rendre hommage à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu qui, au cours des 150 dernières années, a apporté beaucoup à la société du Haut-Richelieu.

Bon 150^e anniversaire



347-8221
1161, chemin du Clocher, L'Acadie

Tél. : (450) 347-4148
Télec. : (450) 347-4072



atelier d'usage
YVES DUROCHER inc.
machine shop

USINAGE - SOUDURE - MÉTAL EN FEUILLE - ENTRETIEN INDUSTRIEL

Nous sommes fiers de souligner le 150^e anniversaire de notre ville!

28, rue Foch, Saint-Jean-sur-Richelieu

En 1945, les soeurs Tougas sont assassinées...

Le samedi 1^{er} septembre 1945, la population de Saint-Jean est en émoi, sous le choc de la nouvelle de l'assassinat de deux concitoyennes dignes et respectables.

Les deux demoiselles Tougas, Léone et Marie-Anne, sont trouvées mortes dans leur domicile de la rue Collin entre la rue Saint-Jacques et Saint-Charles.

Le meurtre a été commis durant la nuit du vendredi 31 août 1945 au samedi 1^{er} septembre 1945 à l'aide d'une barre de fer soit l'axe d'une machine à laver qui a enfoncé le crâne de chacune des victimes à 7 ou 8 reprises.

Monsieur J. Ovida Samson est soupçonné être l'auteur de ce crime!

Il est utile de relater les faits comme ils sont rapportés au factum de Me Stanislas Poulin, procureur de la couronne pour la Cour du Banc du Roi en appel:

«Des personnes avaient entendu un cri dans la nuit (témoins Dame Balthazard, Mademoiselle Domingue et Dame Garneau). Ces deux personnes ont été assassinées au moyen d'un instrument contondant. Elles portaient sur la tête 7 ou 8 blessures chacune, soit un enfoncement du crâne, chaque blessure étant suffisante pour causer la mort. (témoins le Docteur Fontaine).

L'accusé fréquentait les victimes avant le drame.

Ovida Lapointe a reçu une lettre, lettre signée A. Samson, et que le docteur Fontaine dit être de l'écriture de ce dernier.

Cette lettre établit des rapports évidents entre l'accusé et les victimes.

L'accusé demeurait alors chez G.H. Gouin. Il a veillé le soir du 31 août à l'entrepôt de ce dernier. Il y avait là une barre de fer, étant un axe de machine à laver, sur le secrétaire. Cette barre de fer est disparue ces jours-là.

Vers la fin de la veillée l'accusé est sorti de l'entrepôt avec Gouin pour entrer à la maison, mais il est retourné à l'entrepôt, et lorsque le fils de Gouin y est retourné lui-même, l'accusé qui en sortait s'est alors arrêté près d'une auto sous le prétexte d'attacher son soulier.

La barre de fer placée sur le secrétaire par Bernard Gouin lui-même est disparue ces jours-là. Elle est semblable à celle qui est produite comme exhibit dans la cause.

Le lendemain matin, Samson prend le train pour Sherbrooke, conduit par Gouin. Il y porte son habit chez un nettoyeur à Sherbrooke, l'habit est étiqueté et placé dans les tablettes pour être nettoyé après le congé du samedi après-midi, du dimanche et du lundi, Fête du travail. Cet habit est identifié. Cet habit de même que le mouchoir de l'accusé porte des taches de sang humain. La barre de fer produite dans la cause porte aussi des taches de sang.

On est allé chercher l'habit chez le nettoyeur avec l'accusé qui l'a reconnu, et a déclaré que c'était son habit, et ceci après avoir été mis en garde par le détective Labbé ainsi que le témoignage du constable Pelland.

La barre de fer n'ayant pas été retrouvée, l'accusé s'offre d'aider à la chercher. Cette barre de fer est retrouvée alors que l'accusé était présent et le Lieutenant Haney demande à l'accusé si c'est la barre de fer qui a servi au crime, l'accusé répond que c'est bien cela.

J. Ovida Samson, un menuisier de Saint-Jean, vivait séparé de sa femme et de ses enfants.

La preuve a révélé au procès:

«Q. Monsieur Gouin l'accusé demeurait chez vous? R. Oui.

Q. Est-ce que sa femme demeurait avec lui chez vous?

R. Non.

Q. Savez-vous où demeure sa femme?

R. Non.

...

R. Il m'avait dit ceci: «... je vais aller à Sherbrooke pour rencontrer mon avocat pour en finir, ou quelque chose comme cela, ma femme m'a laissé 7 fois, je l'ai reprise 6 fois, c'est suffisant.»

...

C'est ainsi que les policiers se sont rendus à Sherbrooke dès le samedi 1^{er} septembre 1945 à la chambre d'hôtel de Samson pour son arrestation comme témoin important.

Une première mise en garde lui fut faite à l'effet qu'il n'avait pas l'obligation de parler, qu'il avait droit à un avocat mais que s'il parlait tout serait pris par écrit et pourrait servir contre lui au procès.

Samson n'a pas parlé, les policiers l'ont amené au quartier général de la police à Montréal et vers 23 heures, il fut de nouveau mis en garde.

Vers 2 heures le dimanche matin, Samson était fatigué et on le laissa se reposer mais il fit part à un policier qu'au matin il parlerait.

À 11 heures le dimanche 2 septembre 1945, une troisième mise en garde lui est faite et la conversation s'engage.

À 15 heures la confession commence à être rédigée après une quatrième mise en garde.

Samson est formellement accusé du meurtre de Léone et de Marie-Anne Tougas.

Lors de sa comparution, le magistrat lui demande s'il a retenu les services d'un avocat.

Il répond: «Je n'ai pas besoin d'avocat, je suis coupable».

Le magistrat n'enregistre pas cette déclaration et fixe une date pour l'enquête préliminaire.

Cette enquête est pour vérifier s'il y a matière suffisante pour justifier la tenue d'un procès par jury, ce qu'on appelle un procès aux assises.

Samson est envoyé à son procès devant jury qui eut lieu sous la présidence de l'Honorable Jean-Louis Cousineau.

Le verdict de culpabilité fut rendu le 26 octobre 1945 avec sentence de mort à être exécutée le 11 janvier 1946.

Lors de ce procès, outre la preuve des faits relatés plus avant, la confession de Samson fut produite et la preuve par témoins fut faite de la réponse qu'avait faite Samson devant le magistrat.

Le juge Cousineau dans sa directive aux jurés n'avait pas non plus été tendre en disant:

«Je n'ai aucune pitié pour cet accusé, aucune sympathie pour lui, il ne vivait pas avec sa femme, la Providence a voulu dans ses vues insondables protéger la mère de ses enfants. C'est heureux pour sa femme qu'il ne vivait pas avec, c'est peut-être elle qui serait la victime aujourd'hui, je n'ai aucune pitié, aucune sympathie pour l'accusé.»

Samson a décidé d'en appeler du verdict le 9 novembre 1945 et a retenu les services de Me Stan Déry alors avocat à Saint-Jean et de Me Jean Drapeau, avocat de Montréal qui fut célèbre quelques années plus tard pour d'autres motifs que ce procès.

Comme la Cour d'appel ne siégeait pas avant le 15 janvier 1946, une première requête fut accordée le 22 novembre 1945 reportant l'exécution de la peine de mort au 12 avril 1946 et une deuxième fois l'exécution de la peine de mort fut reportée au 12 juillet 1946.

La Cour du Banc du Roi en appel a entendu l'affaire le 26 mars 1946 et jugement fut rendu le 11 mai 1946 rejetant l'appel.

Samson avait soulevé trois motifs de ce droit:

1- La confession qu'il avait signée devrait être rejetée du dossier;

2- La preuve par témoins de la réponse qu'il avait faite au magistrat n'aurait pas dû être admissible;

3- Les directives du juge aux jurés donnaient ouverture à un nouveau procès.

Devant la Cour d'appel, Samson a retiré son dernier moyen et la Cour d'appel a rejeté les deux premiers.

Pour la Cour d'appel, la confession avait été

faite d'une façon tout à fait libre et volontaire sans promesse ni menace après quatre mises en garde.

Quant à la preuve testimoniale de la réponse de Samson au magistrat, il s'agissait d'un fait dont avaient été témoins le greffier de la cour Me Roland Sabourin et un journaliste présent dans la salle d'audience ce jour-là.

Samson a été pendu à la prison de Bordeaux où il était détenu.

L'Honorable Roland Tremblay

À peine dix avocats et cinq notaires La communauté juridique dans les années 1950

Dans les années 1950, la communauté juridique de Saint-Jean ne comportait pas beaucoup de membres, à peine 10 avocats et 5 notaires exerçant leur profession.

Cette décennie a vu disparaître Me Alcide Côté qui avait été maire de Saint-Jean et qui était ministre des Postes dans le Gouvernement fédéral lors de son décès en 1955.

Me Jacques Cartier, père, a cessé d'exercer à la fin de la décennie et est décédé en décembre 1962 à l'âge de 82 ans.

Me Stanislas Poulin a aussi cessé d'exercer à la fin des années 1950 et est décédé en mars 1961 à l'âge de 80 ans.

Étaient en pleine activité Me Yvan Sabourin, Me Maurice Demers, recorder pour la Ville de Saint-Jean jusqu'en 1952 et ensuite juge municipal, Me André Sabourin devenu juge à la Cour supérieure en 1962, Me Stanislas Déry, Me Adélard Forget, Me Jean Frédéric devenu juge à la Cour du Québec en 1972 et Me Jacques Cartier fils.

Deux nouveaux sont arrivés en 1954 Me Roland Tremblay, maintenant juge à la Cour supérieure et Me Henri Choinière en 1957, maintenant juge au Tribunal de la Jeunesse.

Chez les notaires Monsieur Hector Moreau a exercé depuis 1912 jusqu'en 1975. Il est décédé en 1987 à l'âge de 97 ans.

Encore vivants mais retraités les notaires Jean Meunier, Jean Desmarais qui a été maire de Saint-Jean, et Yves Deland.

Un nouveau notaire arriva en 1954 Me Jacques McNulty qui est toujours en exercice.

Au palais de justice quatre (4) employés seulement exécutaient toutes les tâches sous la gouverne habile, disciplinée et sage de Me Roland Sabourin, protonotaire philosophe.

Maurice Côté, son député protonotaire le secondait de son ton bourru mais au coeur d'or.

Madame Denise Raymond agissait comme commis dévouée, capable de faire toutes les fonctions et Albert O'Cain venait de se joindre à l'équipe et s'occupait de toute la juridiction pénale et criminelle tout en se déployant à l'extérieur comme secrétaire de la Municipalité de comté et d'autres organismes.

Richard Mercier était le shérif, Roland Guay et Jean-Paul Hamel les huissiers et Madame Irène Coderre Poirier, la sténographe officielle.

Les juges de la Cour supérieure venaient siéger à tour de rôle de Montréal, car depuis 1923, il n'y avait plus de juge résidant à Saint-Jean.

Le dernier a été l'honorable Dominique Monette qui résidait rue Champlain dans la maison qui fut par la suite la maison de retraite des Jésuites

«Villa Saint-Jean» puis achetée par la Ville de Saint-Jean et détruite lors d'un incendie en 1970.

La Cour supérieure siégeait chaque mois au civil et trois fois l'an aux Assises criminelles tout comme aujourd'hui.

La Cour du Québec qui s'appelait alors la Cour provinciale avait son juge résidant en la personne de l'honorable André Régner qui siégeait chaque semaine en matières pénale et criminelle et chaque mois en matière civile.

Le Bureau d'enregistrement était tenu par Me Lionel Desmarais qui connaissait à peu près tous les lots de sa division par coeur.

Le Bureau d'enregistrement logeait dans un vieux édifice (aujourd'hui disparu) situé en face de l'Hôtel de Ville. Cet édifice appartenait au Conseil de comté qui y tenait ses réunions à l'étage.

Le palais de justice n'avait pas encore subi les transformations qu'on lui connaît aujourd'hui.

Sa façade est restée la même et on y accédait par la rue Saint-Charles dans une salle de «pas perdus» d'où on passait à gauche au greffe des divers cours, en face dans une petite salle d'audience dont se servait la Cour provinciale et à droite au bureau du géolier et à la prison.

À l'étage en plein centre de l'édifice, la vaste salle d'audience dont les fenêtres donnaient à la fois sur la rue Saint-Charles à l'avant et sur le Parc Marchand à l'arrière, servait aux Assises criminelles, à la Cour civile et aux cérémonies spéciales.

Attenant à la salle d'audience, le bureau ou chambre du juge et plus loin la salle réservée aux avocats. De l'autre côté de la salle d'audience, la salle réservée au jury.

L'espace qu'occupait alors le palais de justice représentait un peu plus du quart de la superficie du nouveau palais de justice construit en 1994.

Ce palais de justice des années 50, comportait en plus de cellules une cour des prisonniers entourée de hauts murs de pierre qui contournaient l'édifice à l'est et au nord.

C'était à l'époque où le transport ferroviaire était encore actif et bruyant.

Le chemin de fer, c'est bien connu, n'est pas loin du palais de justice et lorsqu'un train passait, il fallait cesser de plaider car les paroles étaient couvertes par le bruit.

On raconte qu'un jour, un juge se demanda pourquoi les avocats cessaient tout à coup de parler.

Après les explications évidentes, le juge rétorqua: «Ça ne change rien messieurs, continuez...».

Roland Tremblay

Juge à la Cour supérieure



JEAN COUTU

Fernand Lachance

Depuis nos tout début, soit en 1982 à Saint-Jean-sur-Richelieu, la Pharmacie Jean Coutu s'est toujours efforcée à bien servir sa clientèle et de répondre à tous leurs besoins.

Nous profitons de l'occasion pour féliciter la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour leur 150e anniversaire.

947, boul. du Séminaire Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

348-9251

Félix-Gabriel Marchand, notaire, journaliste, premier ministre...

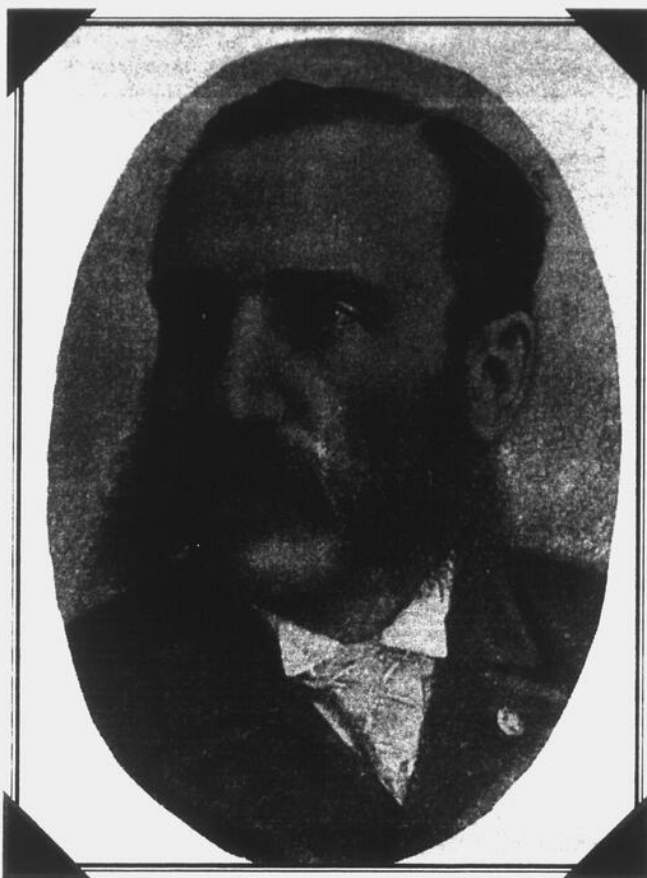
Fils de Gabriel Marchand, un riche propriétaire terrien, Félix-Gabriel est né en 1832. Il a été formé au Collège Chambly, de Saint-Hyacinthe. Il a fait des études littéraires à Paris, en 1851, ce qui devait être plutôt rare à l'époque. De retour d'Europe, il s'inscrit en droit et devient notaire en 1855, une profession qu'il exercera jusqu'en 1899 tout en s'occupant de la gestion de ses terres.

Il y a eu aussi Marchand, le journaliste. Il a collaboré à La Ruche littéraire et politique en 1853 et 1854. En 1860, il fonde avec Charles J. Laberge Le Franco-Canadien où il sera rédacteur jusqu'en 1885. Le véritable propriétaire du journal est toutefois un imprimeur de Montréal, Isaac Bourguignon. Marchand en deviendra propriétaire de 1867 à 1877, alors qu'il revend le journal à Bourguignon.

En 1893, Marchand fonde Le Canada Français qui absorbe Le Franco-Canadien en 1895. Son fils, Gabriel, en sera propriétaire par la suite. Entre-temps, en 1883, Félix-Gabriel Marchand a fondé Le Temps, de Montréal, avec nul autre que Honoré Mercier. Il collabora en plus à cinq autres revues.

Il y a eu Marchand, le militaire. De 1862 à 1866, il est lieutenant, puis successivement capitaine, major et lieutenant-colonel du 21^e bataillon d'infanterie légère Les Chasseurs du Richelieu. En 1866, avec Charles Laberge, il forme un corps de volontaire et commande un bataillon pour résister au raid des Fenians de 1870. Il demeure en service actif jusqu'en 1880.

Et puis Marchand, l'homme d'affaires. Avec Louis Molleur, il est l'un des fondateurs de la Banque de Saint-Jean. En 1875-1876, il est actionnaire et directeur de La Compagnie manufacturière de St-Jean. En 1903 et 1904, une entreprise de portes et de châssis opère sous ce nom à Saint-Jean. Marchand a aussi été l'un des promoteurs de la St. John's Building Society et de la St. John's Woolen Factory.



Félix-Gabriel Marchand, en 1885.

Marchand est connu surtout comme politicien. D'abord conseiller municipal en 1858 et 1859, il est aussi membre de la

Commission scolaire de la paroisse St-Jean-L'Évangéliste en 1863 et 1864. Il en devient président de 1864 à 1872. De 1872 à 1896, il est président de la Commission scolaire de Saint-Jean et marguillier de la paroisse Saint-Jean-L'Évangéliste de 1868 à 1871.

En 1867, il est élu député libéral à l'Assemblée législative du Québec. Il sera réélu sans opposition de 1871 jusqu'à sa mort, en 1900. Il a occupé diverses fonctions partisans dont celle de membre du conseil de l'Association de réforme du Parti National et membre de l'exécutif du Parti National.

Du 8 mars 1878 au 19 mars 1879, il est secrétaire et registraire de la Province dans le cabinet de Joly de Lotbinière. Il devient alors commissaire des Terres de la Couronne, poste qu'il occupe jusqu'au 31 octobre 1879. Il est orateur de l'Assemblée législative du 29 janvier 1887 au 26 avril 1892. De 92 à 97, il est chef de l'Opposition. Il sera premier ministre et trésorier de la Province du 24 mai 1897 jusqu'à sa mort, le 25 septembre 1900. Vous l'aurez remarqué, pour Marchand, le comté de Saint-Jean a renoncé à être baromètre.

Marchand a aussi été un homme de lettres. Auteur de plusieurs pièces de théâtre, dont «Les faux brillants», il a aussi rédigé un manuel de notariat.

Il a occupé diverses fonctions au sein de plusieurs organismes: trésorier, puis président de la Chambre des notaires de la province, vice-président de l'Association d'agriculture du Bas-Canada, président de la Société d'agriculture de Saint-Jean, président général de la Société royale du Canada et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean.

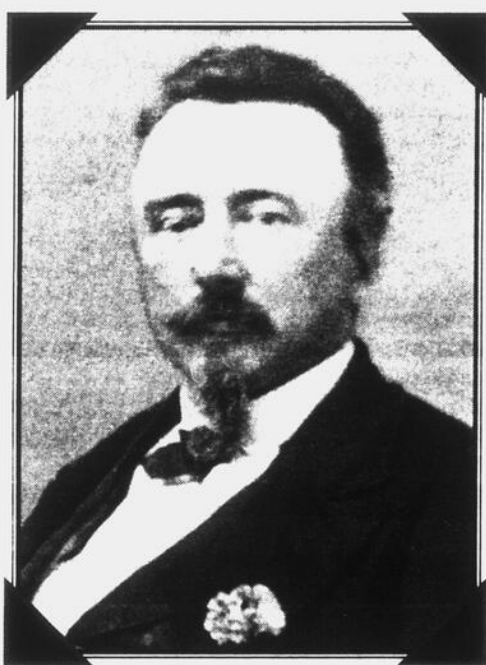
Il a été décoré de la médaille d'Officier de l'Instruction publique de France (en 1879) et Officier de la Légion d'honneur (1898). Il a reçu la Palme d'officier de l'Académie du gouvernement français.

Pierre-Paul Démaray, chef des patriotes de Dorchester

Pierre-Paul Démaray est né à Trois-Rivières le 8 octobre 1798 du mariage de Pierre Démaray, menuisier, et de Louise Patrie. Il fait des études en droit notarial en poursuivant une cléricature de cinq ans, entre 1819 et 1824, sous la direction de Pierre Lanctôt et de Laurent Archambault à L'Acadie et de Jean-Emmanuel Dumoulin, à Trois-Rivières. Pierre-Paul Démaray est admis au notariat, le 27 avril 1824 et exerce dès le début sa profession à Saint-Jean, alors appelée Dorchester.

Démaray agit le 16 novembre 1828 à titre de premier secrétaire-trésorier de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste. Il demeure en fonction jusqu'au 4 mai 1834. Le notaire Démaray cumule divers postes au sein de la collectivité locale: marguillier, commissaire chargé de la construction de la route entre Dorchester et La Prairie en 1831, commissaire chargé de la décision sommaire des petites causes en 1832, juge de paix en 1833, maître de poste de Dorchester, lieutenant de milice dans le 3^e bataillon du comté de Chambly.

Très sympathique à la cause du mouve-



Pierre-Paul Démaray, troisième maire de Saint-Jean.

ment des Patriotes, Pierre-Paul Démaray est reconnu comme le chef des patriotes de Dorchester. Il participe à l'assemblée des six comtés, à Saint-Charles-sur-Richelieu, le 23 octobre 1837 et à celle de Saint-Athanase, le 5 novembre de la même année. Dans le but de protester contre l'administration du gouverneur lord Gosford, il démissionne de son poste de juge de paix et de celui de lieutenant de milice. Le 10 novembre, Démaray et Joseph-François Davignon, médecin à Dorchester, dirigent un attroupement de patriotes qui attaque un peloton de cavalerie revenant d'une reconnaissance à Saint-Athanase. Un mandat d'arrestation pour haute trahison est émis contre eux. Ils sont arrêtés à leur domicile dans la nuit du 16 au 17 novembre 1837 par un détachement de la Royal Montreal Cavalry, et sont fait prisonniers pour être conduits à la prison de Montréal. Libérés quelques heures plus tard par Bonaventure Viger et quelques hommes embusqués sur le chemin Chambly, Démaray et Davignon doivent cependant fuir vers les États-Unis. Démaray s'établit à St. Albans au Vermont, puis à Keeseville, dans l'État de New York,

et ouvre une épicerie à Plattsburgh en société avec son confrère Médard Hébert, notaire de La Prairie afin d'assurer sa subsistance.

Le retour de Démaray au Bas-Canada ne sera possible qu'en 1841 à la faveur d'une amnistie. Il reprend l'exercice de sa profession à Dorchester, le 9 mai 1841, et continue à s'impliquer dans la chose publique. Pierre-Paul Démaray est élu, le 28 juillet 1845, premier maire de la municipalité de Saint-Jean-l'Évangéliste, charge qu'il occupe jusqu'à l'abolition de cette municipalité le 1^{er} septembre 1847. Candidat défait lors de l'élection partielle tenue en décembre 1847, dans la circonscription de Chambly, Démaray devient conseiller municipal du Village de Saint-Jean, le 9 juillet 1850 et maire de cette municipalité d'août 1851 à juillet 1853, pour être à nouveau conseiller jusqu'en juillet 1854. Il fait partie d'une délégation de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste à la Convention pour l'abolition des droits seigneuriaux dans le district de Montréal. Pierre-Paul Démaray meurt prématurément, le 17 septembre 1854.



Jacques Charette
Président

En l'an 2001, la famille Charrette sera fière de souligner ses 50 ans de présence en affaires dans l'équipement de bureau ici même à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Bon anniversaire à Saint-Jean-sur-Richelieu, nous sommes fiers d'avoir contribué à une page d'histoire de notre belle ville.



268, RUE CHAMPLAIN
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

Équipements J. Charette S.C.C.

ÉQUIPEMENTS DE BUREAU

BUREAULAB

346-1750



SHARP
PHOTOCOPIEURS

La tradition continue...



MOLSON

Paul Beaulieu, ministre sous Duplessis, Sauvé et Barrette

J.-Paul Beaulieu est né à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, le 22 janvier 1902; il est le fils d'Alexandre-Josaphat Beaulieu, instituteur, et de Rose-de-Lima Dubois. Diplômé des universités de Montréal et McGill, il est admis à l'Institut des comptables agréés de la province de Québec en 1928.

Paul Beaulieu est commissaire à la commission scolaire de Saint-Jean de juillet 1937 à juillet 1949. Portant la bannière de l'Union nationale dans la circonscription de Saint-Jean, il sera défait aux élections provinciales de 1936 et de 1939 mais sera élu à l'Assemblée législative dans la nouvelle circonscription de Saint-Jean-Napierville, lors de l'élection partielle du 6 octobre 1941.

Réélu dans le comté de Saint-Jean en 1944, 1948, 1952 et 1956, il sera ministre de l'Industrie et du Commerce dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette pour la période s'échelonnant entre le 30 août 1944 et le 5 juillet 1960. Il sera défait aux élections de 1960 et de 1962. Aux élections fédérales de 1965, Paul Beaulieu est le député conservateur élu du comté de Saint-Jean-Iberville-Napierville et en 1968, il est défait.

Paul Beaulieu reçoit un doctorat *honoris causa* en sciences commerciales de l'Université de Montréal en 1945 et de l'Université Laval en 1951; il recevra la médaille de vermeil décernée par la ville de Paris en 1955. Retiré de la vie politique depuis les élections fédérales de 1968, il meurt, le 14 novembre 1976.

Alexandre-J. Beaulieu (1877-1964) est le père de l'honorable J.-Paul Beaulieu. Instituteur à l'Académie commerciale de Saint-Jean en 1909, il en sera directeur de



Paul Beaulieu est né à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix.

1912 à 1947. Pour ces nombreuses années de service, A.-J. Beaulieu reçoit les plus hautes décorations du domaine de l'éducation. Il est pendant longtemps conseiller du département de l'Instruction publique du Québec.



Aux imposantes funérailles du Dr Alexis Bouthillier, député et ex-maire de Saint-Jean, en décembre 1940, à la Cathédrale.

Maire et député

Dr Alexis Bouthillier, le médecin des pauvres

Né à Saint-Constant de La Prairie, le 29 juillet 1870, Alexis Bouthillier était fils de Moïse Bouthillier, cultivateur, et d'Odile Normandin. Après ses études primaires, il fréquente l'école normale Jacques-Cartier et l'université Laval à Montréal. C'est en 1896 qu'il sera reçu médecin. Au début de sa carrière, il exerce sa profession à Saint-Blaise, Montréal, Sherrington et Saint-Isidore. En 1904, il s'installe et pratique la médecine à Saint-Jean.

Conseiller municipal à la Ville de Saint-Jean en 1916, il sera maire de 1919 à 1923. Élu député libéral à l'Assemblée législative du Québec dans la circonscription de Saint-Jean, aux élections de 1919, le docteur Bouthillier sera réélu en 1923, 1927, 1931, 1935 et 1936. Il représentera la circonscription de Saint-Jean-Napierville en 1939.

Alexis Bouthillier décède tragiquement le 4 décembre 1940 des suites d'un accident ferroviaire survenu à la traverse à niveau de la rue Champlain à Saint-Jean. Sa renommée



Le Dr Alexis Bouthillier est décédé dans un accident ferroviaire survenu à la traverse à niveau de la rue Champlain.

dépasse les limites de la région; on le surnommait «le médecin des pauvres».

L'équipe des ventes, le personnel et la direction de Saint-Jean Mazda



sont fiers de s'associer aux fêtes du 150e anniversaire de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

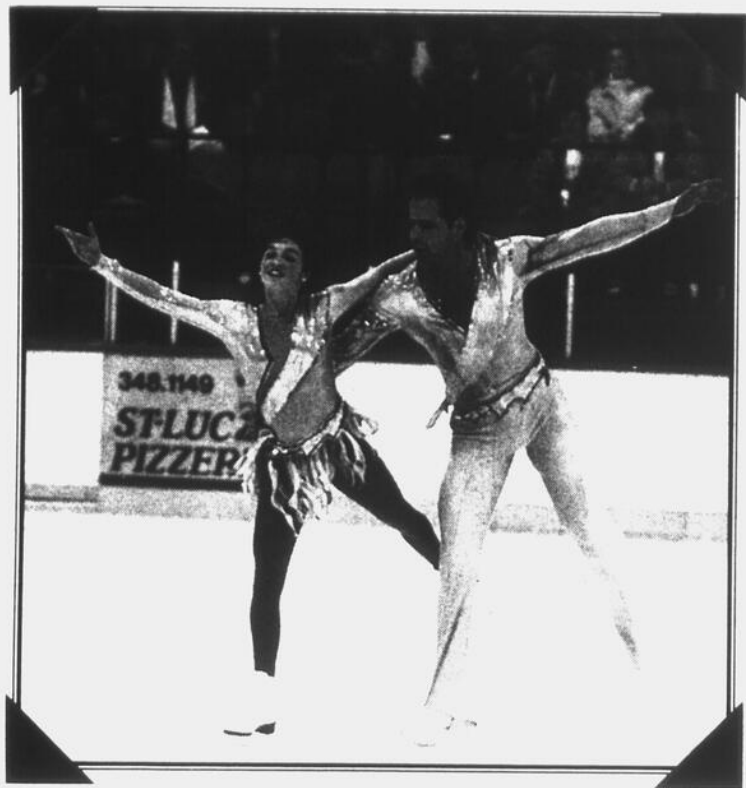


St-Jean
MAZDA

410, rue Laberge,
Saint-Jean-sur-Richelieu
349-6767

Fière de partager la route de l'avenir avec vous...

**92, rue Jacques-Cartier Sud
Saint-Jean-sur-Richelieu
346-4795**



Isabelle Brasseur et son partenaire de toujours, Lloyd Eisler, lors de l'un de leurs nombreux spectacles au Colisée Isabelle-Brasseur.

Isabelle Brasseur, une grande ambassadrice

Double médaillée de bronze aux Olympiques de Lillehammer et d'Albertville, avec son partenaire Lloyd Eisler, la patineuse artistique Isabelle Brasseur aura sans doute été la plus grande ambassadrice de Saint-Jean-sur-Richelieu sur la scène internationale.

La Johannaïse, née en 1971, a aussi remporté le championnat du monde en couple en 1993. Elle sera admise au sein du Panthéon canadien de patinage artistique avec Lloyd Eisler.

La cérémonie d'investiture au Panthéon canadien aura lieu en

2002, lors de la présentation des athlètes canadiens aux Olympiques de Salt Lake City.

Le 22 avril 1991, les autorités municipales désignaient le Colisée Saint-Jean-sur-Richelieu comme le Colisée Isabelle-Brasseur, pour rendre hommage à cette athlète johannaïse qui a accompli tant d'exploits en patinage artistique au niveau mondial.

Isabelle Brasseur poursuit actuellement une carrière professionnelle avec «Champions on Ice» et «Stars on Ice», faisant des tournées aux États-Unis, au Canada et en Europe.

Ronald Beauregard, un politicien passionné

De toute l'histoire de Saint-Jean, Ronald Beauregard est le seul maire à qui la population accorda sa confiance lors de trois élections consécutives et qui occupa les fonctions de premier magistrat durant douze années, soit de novembre 1974 jusqu'en novembre 1986.

Le «règne» Beauregard a été marqué du sceau de la controverse. Néanmoins, nous croyons qu'il ne nous appartient pas ici de faire le procès ou l'éloge du personnage. Nous présentons plutôt qui était Ronald Beauregard, dans quelles circonstances il fut élu et réélu au Conseil de ville de Saint-Jean et, finalement, nous évoquerons ses principales réalisations.

Ronald Beauregard: l'homme

Ronald Beauregard est né à Granby le 16 juin 1920. Il était le fils d'Aldé Beauregard et d'Eugénie Héty.

Avant de se lancer en politique, il exerça plusieurs métiers. Il fut tour à tour boxeur, puis chauffeur d'autobus avant de posséder sa propre compagnie de distribution d'huile à chauffage. Dans sa jeunesse, il avait distribué du pain, à l'époque où ce commerce se faisait encore avec des chevaux.

Son mariage à feu Lucille Boulais, fille d'Aurore Tremblay et d'Arsène Boulais, fut célébré par monseigneur Anastase Forget le 16 novembre 1942, en la Cathédrale de Saint-Jean. De cette union naquirent trois filles: feu Jocelyne, Carole et France-Lyne.

La carrière publique

La carrière politique de Ronald Beauregard débute en avril 1964 alors qu'il est élu conseiller municipal du quartier centre, poste qu'il occupera jusqu'en octobre 1968. Il tentera alors de se faire élire maire de Saint-Jean mais subira un cuisant revers aux mains de Bruno Choquette et ce, en dépit du fait que son programme politique était fort bien accueilli par la presse locale de l'époque.

Sous l'administration Choquette, la cité de Saint-Jean fusionne en 1969 avec la paroisse, c'est-à-dire l'actuel quartier Saint-Eugène et une partie du quartier Notre-Dame-de-Lourdes. Des élections générales ont lieu en 1970 dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler la ville de Saint-Jean.

Ronald Beauregard tente de nouveau sa chance à la mairie. Une fois de plus, c'est l'échec. Dans une lutte à trois l'opposant au maire sortant, Bruno Choquette, ainsi qu'à Fernand Roy, chef du Parti de l'action municipale (PAM). Ronald Beauregard terminera dernier, ne recueillant que 1038 voix sur un total de plus de 8400 votes exprimés.



Ronald Beauregard détient le record de longévité à la mairie de Saint-Jean.

Bruno Choquette réélu cédera toutefois sa place en cours de mandat pour raisons de santé. Le conseiller municipal Bernard Dussault lui succéda alors.

En dépit de deux revers consécutifs et tel un boxeur qui revient à la charge, Ronald Beauregard se présente encore au poste de maire lors des élections municipales de novembre 1974.

Il affronte cette fois Bernard Dussault, le maire sortant, ainsi que Roger Cinq-Mars, un conseiller municipal et commerçant bien connu qui avait d'ailleurs reçu l'appui du journal *Le Canada Français* en page éditoriale.

Le défi est de taille. À la surprise générale, Ronald Beauregard est alors élu par une mince majorité de 43 voix sur Bernard Dussault à la suite d'un dépouillement judiciaire que Ronald Beauregard qualifia de «supplice plus dur à supporter que la tension de la campagne électorale». Roger Cinq-Mars, quant à lui, dut se contenter d'une troisième place.

Ronald Beauregard aura, en plus, à diriger un conseil où siégera un seul membre de son équipe, Adélard Berger, les autres ayant tous été défaits lors des élections. Trois candidats pro-Dussault et deux indépendants étaient aussi du Conseil.

Il semble toutefois que cette situation ne fut pas trop préjudiciable au maire Beauregard puisqu'il fut réélu en 1978 avec plus de 74% des suffrages dans une lutte l'opposant de nouveau à Bernard Dussault.

La population lui accorda une dernière fois sa confiance, en novem-

bre 1982, le préférant à son unique adversaire, Jules Roy, alors conseiller municipal sortant. Notons au passage que c'est lors de cette élection que pour la première fois une femme fit son entrée à l'hôtel de ville en tant que conseillère municipale. Madame Lise Dallaire-Durocher faisait alors partie de l'équipe Beauregard.

Ce sera le dernier mandat de Ronald Beauregard qui se retirera, fatigué et usé par le pouvoir, en 1986.

Contre l'avis de ses proches et de ses principaux organisateurs, il tentera un retour lors des élections de novembre 1990 mais sera défait par le maire en place, Delbert Deschambault.

Ronald Beauregard décédera le 14 septembre 1991.

La politique, une passion

Ronald Beauregard éprouvait une passion envers la politique. S'il avait un tempérament bouillant et était capable de piquer de vives colères, il était tout de même «un homme très juste, non influençable, un caractère passionné», selon sa veuve Lucille, récemment décédée et sa fille Carole qui se rappelle que son père recevait constamment des citoyens à son domicile afin de solutionner différents litiges.

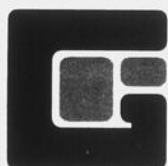
Les réalisations

À ce chapitre, le maire Beauregard se voit crédité de plusieurs projets majeurs, incluant certaines réalisations qui ont fait de Saint-Jean une ville moderne. Pour n'en nommer que quelques-unes, rappelons que c'est sous l'administration Beauregard que sont apparus le Colisée de Saint-Jean (Isabelle-Brasseur aujourd'hui), la bibliothèque Adélard-Berger, le Centre culturel Fernand-Charest et le poste de police municipal. C'est également l'administration Beauregard qui a procédé à l'agrandissement de l'usine de filtration et de l'hôtel de ville ainsi qu'à l'élargissement du Grand-Bernier.

Dans un éditorial soulignant son décès, René Bouchard écrit dans *Le Canada Français* du 19 septembre 1991, à propos de Ronald Beauregard: «On gardera de lui l'image de l'homme simple qui avait la générosité de livrer gratuitement de l'huile à une famille dans le besoin. Mais aussi celle du maire tout-puissant qui a finalement réalisé de grandes choses pour Saint-Jean.»

Et le journaliste termine ainsi: «On peut sans crainte de se tromper l'élever au rang de bâtisseur de la ville. Et on doit aujourd'hui lui redire une dernière fois ces mots qu'il affectionnait le plus: «Merci, Monsieur le maire».

Philippe Lamier



roger galipeau inc.

Prêt-à-porter et sur mesure pour hommes



Fier de partager notre 23e année au sein de votre ville...

254 Richelieu, St-Jean-sur-Richelieu (450) 347-4757



Il nous fait plaisir de participer à ce 150e anniversaire

Nous sommes au service de la population depuis déjà 10 ans

En climatisation, thermopompe et réfrigération

DÉPOSITAIRE AUTORISÉ YORK CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

FUJITSU

CLIMATISATION

MIXAIR Inc.

Stephan Vosburg, propriétaire

ÉVALUATION GRATUITE

347-8869

Bruno Choquette, l'homme de la fusion avec la paroisse

37

Bruno Choquette est père de quatre enfants. Après avoir enseigné pendant dix ans, il est devenu directeur d'une école de 720 élèves et patron de 18 professeurs. Il suit quelques cours en administration à l'université, devient conseiller municipal en avril 1962 et est réélu par acclamation en 1965.

À cette époque, se souvient-il, c'est devant le Conseil que les citoyens venaient éventuellement contester leur évaluation. En plein cœur d'été, il se rappelle de réunions tous les deux soirs à cet effet, à raison de cinq, six, dix plaintes à entendre, débattre et statuer sur chaque cas.

En 1967, jugeant nécessaire de ralentir un peu le rythme, il quitte son poste de conseiller. Encore fortement intéressé par les affaires municipales, il encourage Firmin Bernard et Réal Désourdy à briguer la mairie l'année suivante. Non seulement ceux-ci refusent mais ils font une telle propagande pro-Choquette, qu'avant la nomination, les partisans envahissent le parterre de sa maison et délèguent un ou deux de leurs représentants pour parlementer.

Ils arrivent à vaincre ses réticences. Il se présente et est élu à la mairie en novembre 1968.

Avant que Bruno Choquette n'accède à la mairie, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu était différente. C'est après l'annexion de «la paroisse» qu'elle a pris l'envergure territoriale qu'on lui connaît aujourd'hui. Disons que Saint-Jean était encerclée par la paroisse de la même façon qu'Iberville l'est encore par Saint-Athanase.

La fusion de Saint-Jean et de la «paroisse» s'est faite en 1970. Il y avait de la motivation de la part des deux municipalités aussi bien chez les élus que chez le grand public. Tout le monde en parlait depuis longtemps : la ville passerait du 20e au 12e rang en importance au Québec. La présence de jardiniers de Saint-Blaise jusqu'à Saint-Luc était souhaitée. La paroisse commençait à s'endetter et devait faire l'achat d'un camion. Il était temps d'agir.

Les discussions préliminaires ayant mené à une entente se sont «assez bien faites». Les deux conseils réunis en même temps, chacun de son côté, dans l'actuel Hôtel de ville, discutaient des points prévus et passaient ses résolutions au fur et à mesure où les deux arrivaient au même accord. L'entente complétée avec l'aide du ministre des Affaires municipales, on fixe dès 1970 des élections générales pour tous ces élus réunis. Monsieur Roger Denis, élu maire de la paroisse en novembre 1969, préfère ne pas se lancer dans la course à la mairie et laisse la place à monsieur Choquette contre qui se présentent déjà messieurs Ronald Beauregard, et Fernand Roy. C'est Bruno Choquette qui est choisi par le peuple. Roger Denis siègera comme conseiller jusqu'en 1982.

Pas de chance, dès l'année suivante, à 51 ans, il fait un premier infarctus, qui sera le début de multiples problèmes de santé. Le surmenage et la maladie l'obligeront finalement à remettre sa vie et ses nombreuses responsabilités en questions.

En 1972, lors d'une séance publique, ébranlé par l'émotion, il lit un texte de démission que doit terminer la greffière : Charlotte Morais. Il y énumère tout ce qui reste à faire et les nombreux projets qu'il avait caressés pour sa



En compagnie de Walter Smith, le conseil municipal de Saint-Jean s'est rendu à Ottawa au début des années 70 pour apprendre de la bouche du premier ministre, Pierre Elliott Trudeau, que la Base militaire ne fermerait pas mais ferait place à la mégastructure (École de langues), un investissement de plus de 80 millions. Sur notre photo, aux côtés du député et du premier ministre, on reconnaît Roger Breton, Bernard Dussault, Bruno Choquette, Firmin Bernard et Roger Denis.

ville. Il aura tout de même eu le temps de réussir cette fameuse fusion, entraînant la construction du boulevard du Séminaire et celle de l'Hôpital du Haut-Richelieu.

C'est aussi sous son administration qu'on a acheté la Villa Saint-Jean, devenue les «cent logis». Il était maire quand on a commencé à fournir de l'eau à la ville de Saint-Luc et à avoir un service intermunicipal d'incendies avec les villes de l'Acadie et Saint-Luc. C'est pendant qu'il était maire que pour la première fois, la ville a eu un gérant. C'est aussi pendant cette période qu'on a jugé bon d'enregistrer désormais ce qui se dit lors des séances publiques.

Fait d'importance pour la ville, à cette époque, des rumeurs persistantes avaient circulé à l'effet que la Base militaire, construite de façon précaire et jugée peu utile en période de paix, devait être démolie. Bruno Choquette fait alors appel au député, monsieur Walter Smith. Celui-ci entreprend avec succès les démarches souhaitées, de façon telle que monsieur Choquette et son Conseil se présentent à Ottawa pour une entente mémorable avec le Premier ministre, monsieur Pierre Elliott Trudeau. Non seulement la Base ne sera pas détruite, mais elle deviendra cette mégastructure sans laquelle aujourd'hui, les affaires militaires et tout ce qu'elles génèrent pourraient être choses du passé à Saint-Jean-sur-Richelieu.

On le devinera, monsieur Choquette a beaucoup d'autres souvenirs à partager. Une rencontre avec lui est une mine d'anecdotes et de faits intéressants. Prises au hasard, je me permets d'en ajouter quelques bribes : «Ma famille n'est pas arrivée d'hier dans notre belle région. Mon ancêtre, Nicolas Choquet faisait partie du Régiment de Carignan, ce même régiment qui a travaillé à la construction des Forts Chambly, Sainte-Thérèse et Saint-Jean...»

«Le bien-être des enfants exige qu'ils aient

des limites et qu'on leur désigne clairement ces limites. Une des plus grandes différences entre ce qui se passait jadis et aujourd'hui pour l'enseignant : le respect, madame (... quand je passais sur un trottoir de la rue Saint-Jacques et que je croisais monsieur le dentiste Gervais sur l'autre trottoir, il soulevait son chapeau et me saluait : « Monsieur le professeur... »); aujourd'hui, les professeurs doivent accepter qu'on les invective dans leur propre classe. Tant pis si je devais faire de la prison mais je ne le supporterais pas ! En 1976, le salaire de directeur d'école était autour de 18,000 \$»

«J'ai fait le tour des hopitaux et je peux vous

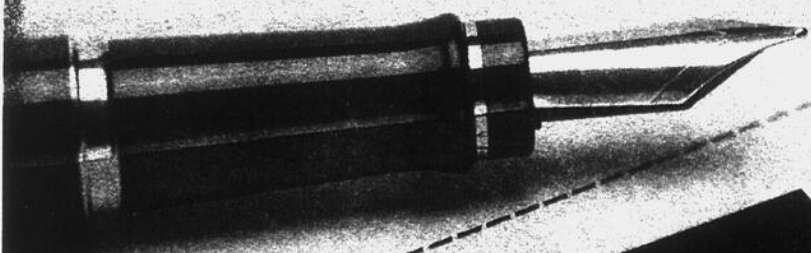
dire que le cœur de l'hôpital, c'est l'infirmière...»

«Un jour, Ronald Beauregard me dit : Bien sûr que je me représente. Nixon a été battu deux fois mais après cela, il a été élu.»

«L'instruction n'était pas de première importance pour devenir maire. Plus importante encore était la capacité de rester relativement neutre aux différents niveaux politiques et être capable de dialoguer avec tous. Le pire tort qu'on pouvait faire à sa ville était d'être du mauvais côté.»

Lise Dallaire

Ils ont écrit l'histoire... avec nos plumes et papiers!



LIBRAIRIE DU RICHELIEU
191, rue Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu
347-6446

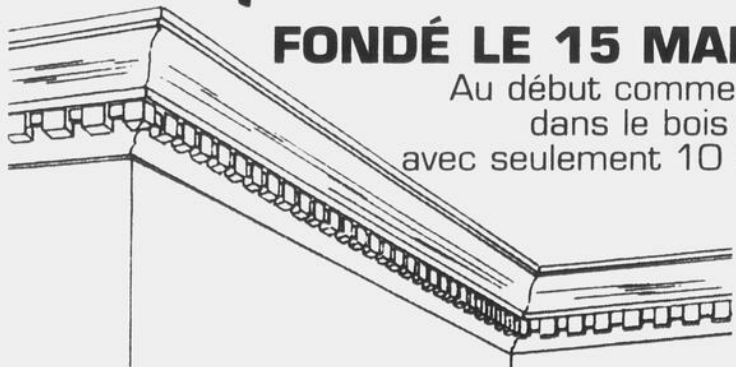
GROUPE SOPA

- Livres
- Service
- Location
- Papeterie
- Ameublement de bureau

Bois Expansion

FONDÉ LE 15 MAI 1980

Au début comme grossiste dans le bois de finition avec seulement 10 employés.

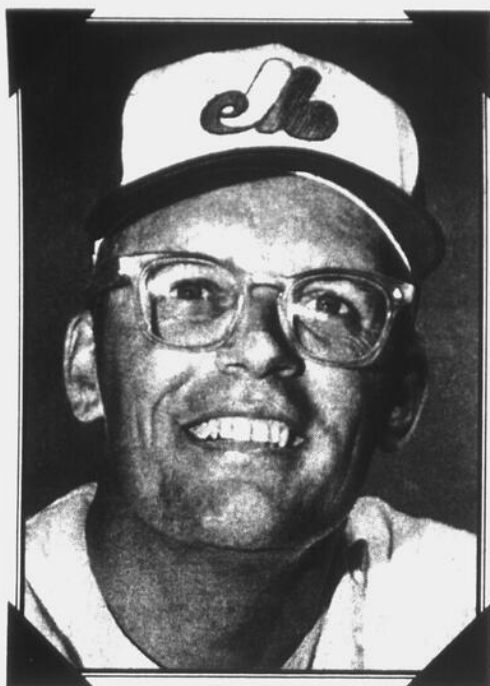


Au fil des ans, nous sommes devenus fabricant de moulures avec 56 employés et nous sommes fiers de nos produits. De plus, nous nous assurons de toujours offrir notre service personnalisé.

Félicitations au 150e anniversaire de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

(450) 358-3900 363, Grand-Bernier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

048117-9637 (M/L)



Claude Raymond a été lanceur de relève avec les Expos de Montréal entre 1969 et 1971.

Claude Raymond, lanceur étoile des Expos

Claude Raymond est né à Saint-Jean, le 7 mai 1937. Fils de Rolland Raymond, journaliste, et de Rachel Campbell, il fait ses études à l'Académie commerciale de Saint-Jean. Claude Raymond entreprend une carrière dans le baseball professionnel. On le retrouve à West Palm Beach, Floride, en 1955.

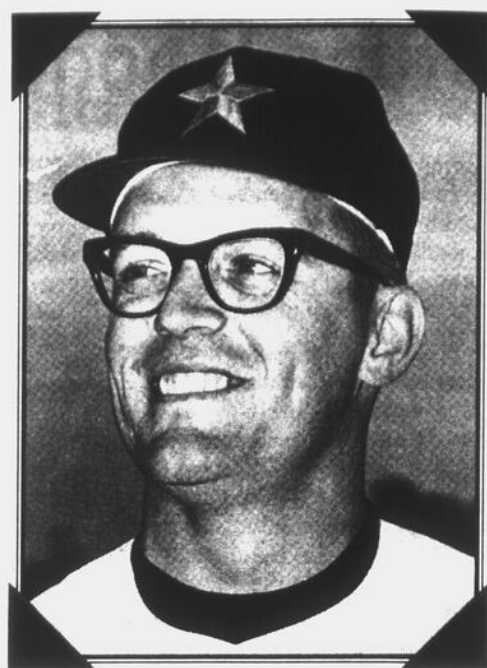
Au cours des années subséquentes, il évolue au sein de plusieurs équipes; les White Sox de Chicago de 1959 à 1960, les Braves de Milwaukee de 1961 à 1963, les Astros de Houston de 1964 à 1967, les Braves d'Atlanta de 1967 à 1969, et finalement avec les Expos de Montréal entre 1969 et 1971.

En 1972, la carrière de Claude Raymond prend un nouveau tournant: il devient com-

mentateur sportif. Il entre à la station radiophonique CKAC pour commenter les parties jouées par les Expos et ce jusqu'en 1984.

Depuis lors, Claude Raymond est à l'emploi de la Société d'État, Radio-Canada, afin de décrire et d'analyser les parties des Expos de Montréal retransmises à la télévision. Il reçoit plusieurs titres et honneurs. Le Club de la Médaille d'Or lui décerne le titre d'athlète québécois francophone. La Chambre de commerce de Saint-Jean le nomme personnalité de l'année en 1971.

Claude Raymond fait partie du Panthéon du baseball canadien et du Panthéon des sports du Québec. Depuis 1971, il est président d'honneur du Fonds Claude-Raymond.



De 1964 à 1967, Claude Raymond a porté l'uniforme des Astros de Houston. Il fait partie du Panthéon du baseball canadien et du Panthéon des sports du Québec.

Le maire Delbert Deschambault se souvient

Rappelez-vous des années 1986-1994 et il y a de fortes chances que vous ayez participé à des activités à titre de bénévole, soit dans un club social, aux activités de l'Âge d'or, à des activités de sports ou de loisirs, à titre de membre d'un conseil d'administration ou à une des très nombreuses activités spéciales.

L'époque 1986-1994 peut facilement être nommée l'ère du bénévolat. Nous n'avons qu'à penser à la 25^e finale des Jeux du Québec qui a réuni près d'un millier de bénévoles en 1989. Aussi, en plus du Festi-

val annuel de montgolfières qui nous a permis de réussir le Championnat mondial avec ses 250 ballons, ceci en 1991.

C'était le bon temps du développement industriel avec la mise en chantier de nombreuses petites et moyennes entreprises dans le parc industriel qui se sont ajoutées à la venue d'Oerlikon Aérospatiale, avec la création de plus de 500 emplois.

Historiquement, Saint-Jean a des origines militaires et comment ne pas applaudir la collaboration grandissante entre la ville

et les militaires, tant du Collège que de la Base. Nous pouvons donc nous souvenir des journées de Droit de Cité, de l'implication massive des forces armées à la course Terry Fox, de la fourniture de services au Festival de montgolfières et de l'aide précieuse par des collectes de fonds pour la Société St-Vincent-de-Paul.

C'est durant ces années que Saint-Jean-sur-Richelieu fut identifiée comme la troisième meilleure ville du Québec au plan de l'administration des deniers publics. De plus, Saint-Jean-sur-Richelieu était une ville où ses citoyen(ne)s avaient le bonheur d'être parmi les mieux nantis en équipement de loisirs. En plus des nombreux plateaux de sports et de loisirs, la Ville est devenue une des premières villes à se doter d'un centre ultra moderne et fonctionnel des aînés, surtout parce que des gens du troisième âge se sont impliqués à la planification de leur Centre des Aînés, ceci bénévolement, pour permettre un regroupement de nos gens sous un même toit.

Par la suite, il y a eu la construction de la gare du CN, la rénovation du Palais de justice et la reconstruction du Vieux Pont Gouin dans le centre-ville.

Certains événements sont par contre venus déranger la quiétude des Johannais(es). Nous nous souvenons sans doute de la tragédie de la Balmet et les problèmes de santé causés par le plomb. On n'oubliera jamais la perte du Collège militaire. Quelle tragédie! Enfin certaines usines et magasins ont dû fermer leurs portes, causant de nombreuses pertes d'emplois, suivies des tragédies humaines qui en ont découlées.

Les Johannais(es) ont toujours su relever les manches et avec les membres du conseil, des employés municipaux, avec les députés, des consultants et avec l'apport des Johannais(es), ont apporté une qualité de vie acceptable pour tous. Ce fut le début des travaux d'assainissement des eaux usées, le plus gros projet que notre région



Le maire Delbert Deschambault se souvient de son époque comme de celle du bénévolat.

devait connaître. Nous ne pouvons passer sous silence la construction de nombreuses nouvelles rues avec la venue des nombreux nouveaux citoyen(ne)s.

D'autres travaux sont venus s'ajouter, tel que l'agrandissement de l'usine de filtration des eaux, la construction de l'ajout du garage municipal, la réparation de l'édifice du Marché.

Par ailleurs, comment ne pas souligner le début du regroupement des services municipaux avec nos voisins, ce qui devrait déboucher plus tard à la fusion de plusieurs municipalités du Haut-Richelieu.

Et oui, plusieurs projets ont pris naissance à cette époque et l'implication de la population bénévole a fait que nous vivons tel que nous le faisons présentement.

Un «toast» à l'ère des bénévoles.

Delbert Deschambault



Dix ans déjà!

En août 1989, Saint-Jean-sur-Richelieu a vécu la magie du sport amateur en étant l'hôte de la vingt-cinquième Finale des Jeux du Québec. Des milliers de jeunes athlètes ont participé à ces jeux dont l'organisation a nécessité l'implication de nombreux bénévoles de tout le Haut-Richelieu. Sur notre photo, la mascotte Richelo fait courir les jeunes.

L'Association des notaires Saint-Jean-Iberville-Napierville

Les notaires ont toujours été des témoins privilégiés de l'histoire de la province de Québec, par la rédaction et la conservation des contrats intervenus entre les citoyens. Ils ont ainsi joué un rôle primordial au sein de notre communauté.

L'Association des notaires Saint-Jean-Iberville-Napierville, en souvenir de notre histoire et fière de notre région, souhaite à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et à ses citoyens bon 150^e anniversaire d'existence.

45 ans au service de la population de Saint-Jean

PAUL DUSSAULT
CONFECTION ET MERCERIE POUR HOMMES
242, rue Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu 347-4800

«Tel est Saint-Jean, douceur d'eau, (...) et grande générosité de coeur»

Le mercredi 16 octobre 1974, à l'Hôtel de ville de Saint-Jean, se déroulait une réception civique au cours de laquelle les autorités municipales accordaient la citoyenneté honorifique à l'une des plus illustres et des plus émérites femmes de la région, la poétesse Rina Lasnier, née à Saint-Grégoire. La semaine précédente, Rina Lasnier recevait des mains du ministre des Affaires culturelles le prix David 1974.

Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers, la Direction des Éditions du Richelieu, Mesdames et Messieurs, et chers amis.

En ne me dispensant pas d'adresser ici la parole, vous vous exposez au danger de ma loquacité, et cela pour trois raisons. D'abord parce que, moi aussi, je suis une Iroquoise du Richelieu, et que je réponds par une flèche à toute provocation. Puis, j'arrive du tapis rouge du Parlement de Québec où j'ai été exposée à la contamination de l'éloquence nationale. Enfin, et surtout, ici, au milieu de vous tous, me sentant chez moi, il se peut que mon coeur s'oublie plus vo-

lontiers, plus longuement qu'ailleurs dans une sorte d'intimité spontanée.

Alors... endurez-vous, puisque c'est parmi vous que j'ai vécu mes années les plus importantes, les plus décisives, les années des sources délivrées et qui, aujourd'hui, voudront passer de la poésie à cet entretien que nous nous accordons.

Avant tout, laissez que je vous remercie d'avoir voulu m'accueillir si largement et si chaleureusement, certes non comme l'enfant prodigue puisque je n'ai rien renié des deux enfances et des solitudes qui m'ont retenue ici, et dont j'ai tiré tout mon bien. Double enfance, ai-je dit; celle qui passe de la jeunesse à l'adolescence dans la dépendance normale d'une famille; puis enfance ouverte de mes premiers essais en écriture, d'abord comme journaliste, puis comme auteur-débutant, grâce aux Éditions du Richelieu et à mes audacieux emprunts à la banque de monsieur Harbour qui croyait devoir compter sur mon père pour ne pas faire faillite, mais j'ai eu à



Rina Lasnier

honneur de m'en tirer seule, et j'ai réussi... exploité sans profit matériel mais revigorant pour l'avenir.

Que de préjugés sur l'enfance, soit qu'on la privilégie soit qu'on la livre à elle-même. La vérité n'est ni le Petit prince à la rose ni Poil de Carotte dans ses bourrasques familiales. L'enfance, c'est ce curieux mélange d'impondérables qui permet à l'enfant de réagir différemment des adultes, d'étonner et de décevoir à la fois, comme quelqu'un qui tient un secret et ne peut le livrer. L'enfant est À VOUS, chers parents, mais il n'est pas AVEC vous, car il faut qu'il voyage seul, dans la nuit de ses ignorances, dans l'effroi et la joie de l'imaginaire si précieux pour l'artiste ou le savant qu'il sera demain. Or, aujourd'hui, ce qui manque le plus au foyer comme à l'école, c'est justement le respect de l'imagination créatrice. Il faudrait que cesse ce bruit autour de la lente maturation de l'intelligence inventive afin de ne pas risquer de la fatiguer et de l'éteindre. Quels bruits? Bruit quotidien de la rue comme de la maison. ET SURTOUT, bruit de l'image. Depuis qu'on a braqué l'enfant devant le poste téléviseur, depuis qu'on met entre ses mains des manuels et des livres TROP illustrés, la faculté imaginative de l'enfant ou a été affolée ou a été réduite à une sorte de passivité. Un seul exemple: tous les enfants qui ont vu BLANCHE-NEIGE ont gardé en mémoire la même image de cette petite héroïne; mais les enfants qui ont lu ce conte, sans illustration, ont chacun dans leur imaginaire leur propre film sur BLANCHE-NEIGE. L'image impose, la lecture silencieuse recompose.

Un philosophe disait: «Bien éduquer, c'est retarder ce choix, il faut donc MESURER la stimulation par l'image et surtout, SURTOUT, ne pas orienter l'enfant dès l'adolescence; en effet, l'orientation prématurée ajoute à la fragilité et à la dispersion de l'esprit. La méthode éducative ne peut changer sa base fondamentale: elle doit former plus qu'informer. Et si nous voulons demain, non seulement des artistes, des écrivains, mais des hommes de sciences, des économistes, des travailleurs manuels consciencieux, enfin des hommes, cherchons des maîtres, et moins de

spécialistes.

Que reste-t-il d'un peuple, d'une civilisation? Des monuments, des livres, des légendes de force et de sainteté. Donnez-vous donc des générations qui délivrent ce qui en l'homme se nomme épanouissement humain et aspiration spirituelle. Des êtres capables d'émerveillement; et savez-vous d'où nous vient depuis quelques années, ce don de l'émerveillement, déjà contemplateur? De la science de la recherche. À force d'observer l'étoile et l'atome, ces hommes découvrent ce que l'art perçoit mal: la joie et... l'humilité.

Tout se tient, et au fond, nous sommes tous les modestes ouvriers de l'Oeuvre, et c'est par le travail que les mains et l'intelligence RETIENNENT ENSEMBLE dans le grand silence créateur. Le laudateur obligé de cet effort humain, c'est le poète, le danseur, le musicien, tous chargés de franchir en eaux ce dieu brisé et empuenné d'une seule aile... Si vos artistes ne vous donnent pas, un instant, l'élan du dieu redressé en vous, ils ont passé outre à leur profond destin.

Pour terminer, un sourire, un souvenir. Voulez-vous connaître mes premiers maîtres en temps efficacement perdu, retrouvé, reperdu en rêverie active? Je vous le donne en mille... Ce furent les pêcheurs à la ligne de la rivière et surtout, ceux du canal. Quel exemple de patience, de détachement, de persévérance me donnèrent ces hommes suspendus au bout du fil de leur canne à pêche! Chaque jour, je les croisais dans mes interminables promenades sur le chemin de halage. Et, à la fin, j'avais surpris leur secret. Dans leurs yeux remplis de songe, je voyais passer l'escadre des souvenirs ou les petites barques des petits désirs; et le grand manteau de la rivière n'était pas pour eux un filet poissonneux, mais bien un miroir intérieur les renvoyant au rêve indéfini... Nous ne nous parlions pas pour ne déranger ni les poissons des ombres ni les oiseaux des soleils, mais nous nous sourions comme des gens de même appartenance.

Puis, un jour, comme j'allais m'asseoir à mon point favori, dans l'herbe et sous un grand saule à racines rouges, l'un d'eux se décida, s'approcha de moi et me dit: (ô délicatesse de la complaisance) «Vous venez ici si souvent et vous ne prenez même pas de coussin pour vous asseoir à terre. Voulez-vous, nous allons vous apporter un banc et le clouer à votre saule». VOTRE SAULE disait-il, car celui qui aime possède sans accaparement... et eux possédaient toute la rivière...

Tel est Saint-Jean, douceur d'eau, dynamisme d'arbres par-dessus l'asphalte, et grande générosité de coeur, comme un réseau de routes accessibles.

Gardez bien notre rivière qui nous marie à la hauteur des canards, des nuages et des vents porteurs de pérennité; gardez nos arbres qui écrivent l'histoire de la terre à portée de fruits comme à distance d'astres. Et si vous avez des enfants-créeurs, respectez leur effacement et leur solitude, car elle est une lutte au sommet, comme la danse, le chant et la muette prière...

Rina Lasnier

Gatien Lapointe, 1962-1969

Parler de Gatien Lapointe que j'ai connu? M. Marcel Colin, que je tiens en haute estime, me l'a souvent proposé, voire même demandé. On vient encore de le faire pour la publication de ce cahier spécial sur le cent cinquantième anniversaire de Saint-Jean-sur-Richelieu. Et cette fois-ci aussi j'hésite sans trop savoir pourquoi. Peut-être que je préfère garder silencieusement en moi ce bout de vie d'une grande intensité.

Nous sommes en 1963, je suis de cette région depuis peu et, déjà, je signe la page littéraire dans *Le Canada Français*. Gatien Lapointe, professeur au Collège militaire depuis 1962, vient de publier *L'Ode au Saint-Laurent* et reçoit le prix du Gouverneur général. Ce recueil lance la collection des Poètes du jour aux Éditions du même nom. Un livre bouleversant, d'un grand souffle et que je lis et relis avec émotion.

Je ne me souviens plus dans quelles circonstances mais la directrice de la bibliothèque municipale, qui a organisé une rencontre avec Gatien, me demande de le présenter au public invité. Mais je ne le connais pas du tout. Je prends rendez-vous et il me reçoit dans sa petite chambre au Collège militaire. Il est simple, tout aussi inquiet que moi de la soirée à venir et je sors de chez lui à la fois ému et grand.

Le moment venu, je choisis de le présenter en lisant quelques-uns de ses vers:

*Montrez-moi aussi l'homme en proie au doute
Cherchant une vérité d'homme
Dans les battements de son sang
Cherchant dans l'arbre divisé son coeur jumeau*

*Montrez-moi une image de l'homme très jeune
Plantant son corps dans l'espace et le temps
Animant un paysage à sa taille
Montrez-moi cet homme de mon pays
Alors je répondrai du destin qui m'habite.*

Ce fut une belle soirée, une rencontre dense et riche. On promit de se revoir. Ce qui fut le cas de temps en temps.

J'ignore en quelle année (sans doute en 1966) mais Gatien s'est trouvé une petite maison à L'Acadie alors que je me mariais et m'installais rue Saint-Michel. Il a alors pris l'habitude d'arrêter chez nous pour un oui, pour un non. Pendant plus d'un an il venait souper à tous les soirs. Il ne voulait surtout pas manquer la soirée du samedi parce qu'il adorait le club Canadien et considérait les grands joueurs de cette époque comme des dieux. Nous avons vécu ensemble des moments qui pouvaient être

très drôles, d'autres plus fragiles quand il était uniquement habité par l'écriture et qu'il écrivait en doutant beaucoup de lui-même.

Jugez-en par ce mot qu'il me faisait parvenir le 21 avril 1967: «J'ai encore, après la troisième correction des épreuves, le même sur-saut de victoire et de fierté. Mais je sais que le doute va revenir, et la douleur me reprendre».

Il travaillait, à ce moment-là, sur son prochain recueil, *Le premier mot*, dont il me montrait souvent des pages en insistant pour que je lui dise ce que j'en pensais. Je faisais aussi de la poésie à cette époque et il tenait à ce que je lui montre mes brouillons. C'est ainsi que Gatien Lapointe fut mon maître en écritures. C'est d'ailleurs lui qui a porté mon premier manuscrit aux Éditions du Jour. Quelle chance que j'ai eu d'apprendre à lire et écrire avec le plus grand poète de cette génération!

Puis, en 1969, il est devenu professeur à l'Université de Trois-Rivières et nos rencontres se sont lentement espacées. Qu'importe, il a été à l'origine des Écrits des Forges, de la carrière de nombreux poètes comme Bernard Pozier ou Gaston Bellemare, ce grand organisateur du grandiose Festival international de poésie qui se tient chaque année à Trois-Rivières.

Puis, un matin, j'ai lu dans le journal que Gatien Lapointe avait été trouvé sans vie dans sa maison. Il souffrait depuis longtemps d'artériosclérose. Alors, j'ai relu *Le premier mot* et je le relis encore à l'occasion, tout comme *L'Ode au Saint-Laurent* qu'il a dédié de la façon suivante: «À Jean-Yves et Monique qui ont entrepris la même quête et qui ont fait le même pari. Mourrons-nous quand même?»

Jean-Yves Thériault

À votre service depuis plus de 40 ans...

UNE BELLE HISTOIRE QUI CONTINUE

BON 150^e ANNIVERSAIRE

LENNOX MD
CLIMATISATION - CHAUFFAGE

PLOMBERIE CARILLON

Plomberie Carillon inc.

485, rue Saint-Jacques
Saint-Jean-sur-Richelieu
347-0388 - 347-0389
EN AFFAIRES DEPUIS 1957

Place Saint-Jean

et ses marchands s'unissent pour rendre hommage au 150^e de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

400, boul. du Séminaire
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6935

Alcide Côté, le ministre des Postes

Alcide Côté est né le 19 mai 1903. Il était le fils de Trefflé Côté et d'Éléonore Hébert. Il descendait en ligne directe de Jean Côté, l'un des premiers colons à s'établir en Nouvelle-France.

Il fait ses études classiques au Séminaire de Saint-Jean, situé à l'époque dans l'actuel Centre culturel Fernand-Charest, et obtient une licence en droit de l'université de Montréal.

Admis au Barreau du Québec le 1^{er} juillet 1928, il commence sa carrière d'avocat le 3 septembre de cette même année. Il fait sa cléricature chez Me Archambault et pratique à l'étude Marcotte et Lanctôt de Saint-Jean avant d'ouvrir son bureau à Saint-Jean.

Sa pratique en était une surtout de droit civil et commercial. On dit qu'il avait une bonne renommée comme avocat. Il a pratiqué le droit au 27 Place du Marché.

Un homme impliqué

Alcide Côté s'implique beaucoup dans sa communauté et ce, bien avant son entrée en politique entre autres à la Chambre de commerce des jeunes de Saint-Jean, aux Chevaliers de Colomb, au club Kinsmen et à la Saint-Vincent de Paul.

Il a notamment été membre-fondateur et premier président de l'Association des jeunes hommes d'affaires de Saint-Jean et Iberville, de 1936 à 1938.

Carrière politique

En février 1945, Alcide Côté est élu maire de Saint-Jean. Il est réélu par acclamation en 1947. En 1949, il quitte ses fonctions.

C'était un maire populaire. Georges Langlois, correspondant de La Presse et du journal Le Richelieu a dit de lui à son décès: «Il n'avait que des amis. On ne pouvait connaître Alcide Côté sans l'aimer.»

Cette immense popularité lui assure d'énormes majorités lorsqu'il se présente député fédéral, pour une première fois en 1945 dans le comté de Saint-Jean-Iberville-Napierville.

Aux élections générales de 1949 et 1953, il est réélu sans difficultés.

Accession au cabinet fédéral

Reconnaissant son esprit de travail, sa vive

intelligence, son bon jugement et sa loyauté, le premier ministre du Canada, le très honorable Louis Saint-Laurent, décida de le nommer ministre des Postes le 13 février 1952. Il avait alors 52 ans.

À l'époque, en plus d'être député, Alcide Côté pratique le droit à plein temps. Il n'était pas question pour lui de négliger sa profession pour la politique.

Alcide Côté ne s'attendait pas à accéder au cabinet. On raconte d'ailleurs que lorsque le premier ministre Saint-Laurent le convoqua pour lui annoncer sa nomination, Côté était à ce point convaincu qu'il voulait lui parler d'autres choses qu'il n'apporta aucun vêtement de rechange avec lui à Ottawa, croyant qu'il pourrait revenir le soir même! Il a donc dû se procurer des vêtements de rechange à Ottawa, dont une cravate noire pour souligner le décès récent du roi d'Angleterre, George 6.

Comme ministre, Alcide Côté travaillait sans relâche. Souvent, il travaillait à son bureau d'Ottawa jusqu'à 3 heures du matin, après quoi il prenait le train en direction de Montréal où des réunions l'attendaient en début de journée.

Son ministère en est un de détails et de petits problèmes locaux. Néanmoins, il a conclu, quelques semaines avant son décès, une entente avec la Russie sur la distribution du courrier. Il a également doté la ville de Saint-Jean d'un nouveau bureau de Postes, l'actuel édifice Alcide-Côté construit à l'intersection des rues Champlain et Saint-Charles et l'on dit qu'il a contribué à améliorer la distribution du courrier dans la ville d'Iberville.

Maladie et décès d'Alcide Côté

Il semble qu'Alcide Côté se soit usé à la tâche comme ministre.

Le 1^{er} février 1955, il subit une attaque cardiaque qui le ralentit considérablement dans son travail.

Hospitalisé au cours de ce même été, il demande à être transporté à son domicile de la rue Laurier à Saint-Jean, ce qui est fait deux semaines avant son décès survenu le dimanche matin 7 août 1955.



Avant d'être ministre des Postes, Alcide Côté a aussi été maire de Saint-Jean, de 1945 à 1949.

Alcide Côté est mort victime de la politique, laissant dans le deuil trois frères, trois sœurs, une belle-soeur, un beau-frère ainsi que plusieurs parents et amis.

Des funérailles d'État

Des funérailles d'État eurent lieu le mercredi 10 août 1955, en la Cathédrale de Saint-Jean en présence de milliers de personnes. Plus

sieurs centaines durent rester à l'extérieur, selon les journaux de l'époque.

Parmi les personnages publics présents au service funèbre, mentionnons les noms de Paul Beaulieu, député de Saint-Jean et ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, Adé-lard Godbout, ancien premier ministre libéral du Québec, Jean Drapeau, maire de Montréal, Georges-Émile Lapalme, chef du Parti libéral du Québec et chef de l'opposition à l'assemblée législative du Québec, Jean Lesage ainsi que presque tous ses collègues du cabinet fédéral.

Alcide Côté fut exposé en chapelle ardente à l'hôtel de ville de Saint-Jean. Il repose dans le terrain familial au cimetière de Saint-Jean.

Alcide Côté semblait vraiment être un homme de consensus. Selon l'éditorialiste du journal *Le Richelieu*, «Alcide Côté était un homme imbu de sens social, un chrétien convaincu». De l'aveu général, «il était la loyauté même, aucunement arriviste, il n'avait d'autre ambition que celle de faire de son mieux.»

Disposant d'une carrure d'athlète, d'un teint rosé et de tempes à peine grisonnantes, il ne paraissait pas ses 52 ans. C'était un homme au physique agréable avec une belle prestance.

Philippe Lamier

secrétaire de la Société d'histoire du Haut-Richelieu

Avec l'aimable collaboration de: Nicole Poulin, présidente de la Société d'histoire du Haut-Richelieu, Maître Fernand Lalonde, de la firme d'avocats Leduc, Leblanc, de Marc-Olivier Girard et de François Boutin et du Barreau du Québec.



Le presbytère de l'Évêché du diocèse de Saint-Jean, en 1940. Transformé aujourd'hui en résidence pour personnes âgées, ce splendide immeuble de la rue Longueuil a été construit en 1881.

MARQUE DÉPOSÉE®
FORMICA
BRAND



Établie depuis 1949
dans la ville de
Saint-Jean-sur-Richelieu,
Formica Canada Inc.
secondée de ses 320 employés
est heureuse de souligner
le 150^e anniversaire de la ville
de Saint-Jean-sur-Richelieu

Tél.: (450) 347-7541

Mtl: (450) 658-6604

24, rue Mercier, Saint-Jean-sur-Richelieu

047806-9-38-m

23 ans

au service de la communauté

- Jean Chartrand

Experts en location
LOU-TEC

363, boul. Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu 346-4407

047806-9-38-m

Il fut un temps... «Passe encore de bâtir; mais planter à cet âge...»⁴⁰

(LaFontaine)

C'est un peu l'état d'esprit dans lequel je me suis trouvé, à 82 ans bien sonnés, lorsqu'on m'a demandé de rédiger quelque chose à l'occasion du 150^e anniversaire d'incorporation de notre Cité de Saint-Jean.

Et puis, réflexion faite, c'était un peu retourner à mes anciennes amours de collaboration journalistique au *Canada Français*. C'est un peu l'impression dans laquelle je me trouvais. Bien entendu, il ne sera pas question de décrire de nouveau l'histoire de Saint-Jean depuis sa fondation au milieu du 17^e siècle, presque concurrentiellement avec Chambly; ce qui nous place en troisième position par droit d'aînesse,

après Québec, Montréal et Trois-Rivières.

Que l'on se rassure, il ne sera pas non plus question de l'histoire du Fort de Saint-Jean ni de son héroïque résistance de 1774 qui contribua, pour beaucoup, à la défaite de l'invasion américaine qui s'est terminée sur les murs de Québec, après avoir piétiné trop longtemps chez nous avant de nous conquérir.

J'ai pensé qu'il serait plus intéressant pour tous de se reporter à des événements moins anciens et qui ne sont pas si loin de nous.

Évoquer notre passé sans parler du premier



Le juge Jean Frédéric, lors d'une entrevue avec le journal en 1985.

chemin de fer canadien que l'on nous a fait l'honneur de venir fixer ici, jusqu'à Laprairie, serait impardonnable.

Ce n'est évidemment pas pour nos beaux yeux... (d'alors) que nous avons mérité cette distinction. C'est que, en venant fixer ici le terminus du premier chemin de fer, l'on réussissait, en même temps, à raccourcir considérablement la durée du transit entre Montréal et New York, puisque l'on était alors obligé de se rabattre sur la navigation, via la rivière Richelieu et le lac Champlain. Le raccourci était d'importance pour le transport qui se faisait plutôt par eau, parce que beaucoup plus économique. Soulignons ici qu'il est dommage, pour nous, que les autorités d'autrefois n'aient pas pensé à nous garder le moindre petit souvenir de cette relique historique. Il y en a bien d'autres, mais passons...

En matière de souvenirs du passé, on pourrait aussi évoquer le vieux pont pour chevaux et piétons qui reliait Saint-Jean et Iberville, à partir du bout de la rue Saint-Charles. C'était alors le pont Jones, hérité d'un riche philanthrope du

temps dont, malheureusement, il ne reste plus de souvenirs, sinon cette espèce de monument avorté fait d'une vague pierre, au bas de la Place du Marché, sur la rue Champlain, où s'élevait alors un somptueux abreuvoir pour chevaux fait de granit. Je ne sais plus quel conseil de ville, s'apercevant qu'il n'y avait plus de chevaux, a trouvé ce beau monument complètement démodé et lui a tout simplement coupé la tête. C'était une relique du passé qu'il aurait pourtant été facile de conserver.

Combien d'autres exemples d'autodestructions volontaires de la part des autorités du temps, sont venus effacer un passé tout aussi intéressant.

Qui se souvient, par exemple, de cette vieille tradition qui prévalait dans l'église de Saint-Jean, alors que l'autorité de l'époque, ce brave curé Coursol, se faisait un devoir, avant les messes de minuit de Noël, de sortir sur le parvis de l'église pour aller serrer la main des deux ministres protestants qu'il y avait à Saint-Jean et de les conduire à des prières d'honneur à l'avant de l'allée centrale, un pour l'anglican et l'autre pour le pasteur méthodiste. Tout cela est évidemment disparu avec l'arrivée de l'évêché. Tant pis pour l'œcuménisme!

C'est dans le même ordre d'idée que, encore ce brave curé Coursol, lors de l'acquisition de l'actuel carillon de cinq cloches à son église de Saint-Jean, avait cru bon de se départir de la plus petite des cloches du vieux carillon, pour la donner au St-John's High School, alors situé au coin des rues Saint-Georges et Jacques-Cartier, face à l'église anglicane actuelle. Je me rappelle encore les murmures de protestations de certaines de nos bonnes âmes à l'endroit d'un beau geste.

Mettons un point final à ce déferlement de vieux souvenirs qui, je l'espère, pourront peut-être trouver moyen d'intéresser quelques lecteurs curieux de notre passé pourtant pas si lointain, du moins à mes propres yeux... Mais, il est vrai que les choses sont tellement relatives.

Jean Frédéric,
Juge retraité

À Saint-Jean, j'ai perdu le nord

Quand je suis arrivé à Saint-Jean d'Iberville (comme on disait à l'époque), soit en 1962, je ne sais pas pourquoi mais j'ai perdu le nord. J'ai aussi perdu bien d'autres choses mais j'en ai gagné tellement d'autres que je ne regrette rien depuis que je vis dans le Haut-Richelieu.

D'abord, je dois dire qu'en 1962 on ne parlait pas encore du Haut-Richelieu, cela est venu lentement comme un sentiment d'appartenance tout comme à cette époque on commençait à parler de la littérature québécoise. Avant, souvenez-vous en, on parlait des Canadiens français qui sont devenus par la suite des Québécois; convenons que c'était un grand pas en avant.

Or, fait bizarre, en arrivant à Saint-Jean, je ne sais par quelle opération (du Saint-Esprit peut-être), je me suis rendu compte que le nord, qui devait être vers Iberville, s'était déplacé. Iberville était dorénavant à l'est et La-Croix au sud puisque le Richelieu va du sud au nord. Depuis ce temps, je dois toujours faire attention parce que les pôles ici ne sont pas à la bonne place. Je sais bien que j'ai tort mais sans savoir pourquoi (vaut-il la peine de savoir pourquoi?) j'ai perdu le nord.

Peu importe puisque j'ai découvert beaucoup d'autres choses. Par exemple: moi qui ne m'intéressais pas du tout à l'histoire de mon patelin d'origine (pour tout vous dire, je viens du Bas-du-fleuve), je suis tombé en amour avec le

passé du Haut-Richelieu. Vous dire que j'ai fait toutes les routes de la région, visité chaque village, lu tout ce qu'il y avait sur chaque monument, marché dans tous les cimetières, pris le temps de tout lire les ouvrages sur la région, fouillé les archives et découvert que cette région avait une telle richesse qu'il me faudrait beaucoup plus d'années pour en connaître tout le long et le large.

J'ai donc perdu le nord, sans toutefois perdre la tête, mais dans mes errances j'ai rencontré tellement de gens agréables qui avaient tant à dire sur ce coin de pays que parfois je crois que je suis né ici. C'est, en tout cas, ici que j'ai fait ma vie d'homme, signé quelques livres et que j'ai mis au monde deux enfants. N'est-ce pas assez pour dire que mes racines sont d'ici.

J'ai peut-être perdu le nord mais je me retrouve dans mes papiers, dans mes rues du centre-ville, dans mes amis, dans mon coin de terre et dans mon pays qu'est le Québec encore à venir.

Reste que j'aimerais bien un jour que la ville de (maintenant) Saint-Jean-sur-Richelieu se donne un plan de ville avec le nord en haut de la carte comme cela existe partout dans ce bas monde. C'est vraiment agaçant que l'on nous propose une carte avec le nord à droite. Cela ne me facilite pas les choses, ni à moi, ni aux touristes qui viennent nous voir.

Jean-Yves Thérèse



Un demi siècle de paix et de fraternité



1949-1999
CLUB
Richelieu
Saint-Jean

Tous les "Richelieu" sont fiers d'avoir
œuvré auprès des défavorisés depuis 50 ans.

50^e anniversaire



Nous invitons toute la population de la région à participer à notre Gala 50^e anniversaire ainsi que tous les anciens membres Richelieu. Une soirée mémorable remplie de bons souvenirs..

Gala du 50^e anniversaire Samedi 15 mai 1999 Soirée dansante

Au pavillon Dextraze
15, rue Jacques-Cartier Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu

Rens.: Tous les membres
Richelieu ou R/ Jacques Charette
(450) 346-1750
Coût: 50\$/pers.



Cocktail:
18 h 30

Souper:
19 h 30

Le Pensionnat de la Congrégation de Notre-Dame

« Nous irons à la Vigne, ô mon âme, un matin,

Et vendangeant nos souvenirs en des corbeilles,

Tout le poids du Passé sera lourd à nos bras »...

Ce texte de Louis Mercier a servi de thème, un jour, lors de la remise des diplômes de Lettres-Sciences octroyées par la Faculté des Arts aux élèves graduées du Pensionnat de Saint-Jean. Et voilà qu'à cinquante ans de distance, je vous invite à m'accompagner pour la vendange, à la Vigne aux souvenirs.

La vie au Pensionnat, je l'ai expérimentée pendant quatre ans. Aujourd'hui, avec le recul du temps, mon appréciation n'a pas varié: de mes années de pensionnaire, je n'ai que de bons souvenirs.

L'antique maison de pierre grise à l'entrée majestueuse ne manquait pas d'impressionner les adolescentes qui arrivaient de l'école primaire. Et, le seuil franchi, la vue des religieuses à l'austère robe noire et à la cornette gothique annonçait le sérieux des dix mois de formation qui allaient suivre. Mais la chaleur de l'accueil, le dévouement total que nous percevions dès les premiers jours nous mettaient en confiance. Nous étions encadrées, pour la vie quotidienne, dans un règlement marqué au coin du bon sens; nous ne nous sentions pas brimées ni prisonnières. Nos maîtresses de pensionnat étaient jeunes, à peine dans la trentaine, elles nuançaient de tolérance leur indiscutable autorité; elles savaient fermer les yeux sur les peccadilles de notre exubérante jeunesse. Il ne faudrait surtout pas juger avec les normes d'aujourd'hui la façon de vivre d'il y a cinquante ans! Le couvent d'alors s'accordait aux valeurs et aux moeurs de l'époque. La sobriété, pour ne pas dire l'austérité, était alors de règle dans les familles toutes soumises aux rigides directives de l'Église.

Quand je l'ai connu, notre couvent était déjà presque centenaire. Il avait ses traditions, ses souvenirs qui nous étaient trans-

mis par l'histoire orale du Passé. Nos devancières avaient sans doute porté la longue robe noire, le noeud papillon et les fameux cols durs auxquels les hommes de l'époque étaient aussi assujettis. De mon temps, la robe s'était allégée et le col montant s'ornait d'un liséré blanc, tout comme les poignets. Plus tard, l'uniforme sera de crêpe bien foncé avec le col claudine bleu aviateur (rappel de la guerre), avec le monogramme brodé PSJ.

Durant ces années 40, Saint-Jean accueillit des régiments en garnison et un camp d'aviation servit à former des pilotes de combat venant d'Europe et même d'Australie. Or, un soir où la promenade quotidienne avait conduit les pensionnaires jusqu'à Iberville, à peine étaient-elles engagées sur le pont qu'un régiment de «Black Watch» arrivait à l'autre extrémité. Les élèves et les soeurs s'alignèrent le long du parapet pour laisser le passage. Mais les soldats s'immobilisèrent aussi et le pensionnat eut droit à une aubade à la cornemuse, entre deux saluts militaires des plus réussis. Un avion-école s'écrasa, un jour... dans la ville; les deux élèves-pilotes bien que de croyances différentes, eurent des funérailles communes à la cathédrale.

Car Saint-Jean avait un évêque depuis peu, et conséquemment, l'église prenait le rang de cathédrale. Cet évêque, Mgr Forget, obtint du Département de l'Instruction Publique la fondation d'une École Normale dirigée par la Congrégation de Notre-Dame. Ce qui valut à la vieille maison grise l'ajout d'une grande construction de brique blanche où logeront à la fois les classes de Normale et celles du pensionnat.

La multiplication des locaux favorisa le recrutement des pensionnaires, mais la restriction des matériaux réservés à l'effort de guerre força les aînées du pensionnat à vivre en campement, durant de longues semaines, dans le spacieux dortoir tout neuf: un lit de camp (prêté par la maison Le-Sieur), une chaise et une mallette furent le seul mobilier des «grandes» en attendant la livraison des «vrais lits» et des bureaux! Chacune contribuait à sa façon à gagner la guerre! Et les avions qui décollaient à tou-



Le couvent des Soeurs de la Congrégation Notre-Dame, vers 1900.

tes les cinq minutes en rasant le clocher de notre chapelle où brillait la lumière rouge, ces avions au moteur bruyant nous forçaient au silence, pendant la classe. Là encore, on subissait les ennuis du vrombissement en faisant le V de la Victoire!

Pour rompre la monotonie du quotidien, il y avait bien autre chose que la guerre, heureusement! Il y avait, après le lever matinal, l'assistance à la messe, les heures de classe, la promenade et l'étude, il y avait les récréations! Celles des jours chauds, avec le tennis, les courses sous les arbres, le repos dans les balançoires, les joutes de baseball où excellait autant la soeur responsable des jeux que les meilleures frappeuses! Et les feux de camp organisés par la J.E.C. qui orientait alors la Vie Étudiante avec ses mots d'ordre: Voir, Juger, Agir. C'est là que nous avons compris qu'après avoir reçu, il faut savoir donner. C'est là que notre jeunesse a appris le sens du devoir et des responsabilités.

Aux jours d'hiver, la patinoire devenait le centre d'attraction. Des âmes dévouées se chargeaient de l'arrosage de minuit pour que la glace soit rutilante, le lendemain, quitte à «piquer un somme» à l'heure de la philo ou des maths! On organisait des fêtes costumées sur glace, aux jours de carnaval. Se reconnaîtront-elles, les cinq pensionnaires qui avaient personnifié les bébés jumelles Dionne sur la longue traîne sauvage conduite par deux mousquetaires? Quand le mauvais temps nous confinait à la salle de récréation, il nous arrivait souvent de danser au rythme des derniers disques parus; une de nos maîtresses de pensionnat ayant fait venir de Montréal l'orthophonique qu'elle possédait, alors qu'elle enseignait à la CECM.

En ces temps lointains, nos jeunes frères du grand Séminaire avaient droit à des vacances seulement après les Rois; or, les pensionnaires devaient rentrer au couvent le soir des Rois! Pour faciliter une rencontre, un professeur du Collège apporta des disques et accompagna les séminaristes pour une soirée de musique dans la «classe des graduées». Chaque année, il y avait le «party de la St-Valentin» organisé par les élèves de langue anglaise (car le couvent était bilingue et ne connaissait pas les «Deux Solitudes»); au party de la St-Patrick, les élèves de langue française rendaient la politesse à leurs compagnes. Un autre souvenir heureux: celui des «sleigh rides» où, avec le concours de la Ville, sur les longues voitures traînées par deux chevaux, s'entassaient pensionnaires, religieuses et aumônier, filant vers la campagne au son des grelots. Après un goûter aimablement offert par les parents d'une élève, le retour à la brunante était agrémenté d'un souper aux «hot dogs» dans le gymnase orné pour la circonstance.

En évoquant toutes ces occasions de petits bonheurs, je me garde bien d'oublier les grandes occasions qui tenaient à la fois de la récréation et de l'étude: les séances, les causeries littéraires ou scientifiques, les récitals qui mettaient en valeur le travail ardu d'un semestre ou d'une année.

Devant un public gagné d'avance, on jouait La Fille de Roland, Le Jeu de la Voyagère, L'Histoire de Cendrillon, on analysait Le Grand Meaulnes ou Menaud-Maitre-Draqueur - ce qui nous valut une lettre élogieuse de l'auteur, Mgr F.-A. Savard.

Cependant que la maîtresse de diction faisait ressortir l'humour des Fables de La Fontaine ou la dramatique des pièces de Victor Hugo. La démonstration de culture physique était aussi une fête pour les yeux: le professeur nous faisait passer allègrement de la danse écossaise (avec costumes) à la valse des vagues aux longs envols de mousseline, puis à la prestation des benjamines dansant le menuet avec grâce, en comptant bien leurs pas, le tout accompagné d'une musique entraînante et de jeux de lumière qui ajoutaient à la féerie du spectacle.

Et les fêtes de graduation couronnant quatre années d'études programmées par l'Université de Montréal! Quelle fierté et quelle joie étaient nôtres lorsque, revêtues de la toge blanche, nous allions recevoir les prix et les diplômes dus au mérite, avant de monter à la chapelle pour une dernière consécration à Notre-Dame, avant l'ultime départ!

On a dit que l'Histoire est une continuité. Le déroulement de son cours est ponctué d'étapes où l'on s'arrête pour regarder en arrière, afin de nous rappeler de qui nous sommes issus et quel doit être le but de nos cheminements. La Ville de Saint-Jean vit l'une de ces étapes en célébrant le 150^e anniversaire de son existence. Au nom du Pensionnat qui a contribué à la formation comme à celle d'un grand nombre de femmes de notre région, je suis heureuse de participer à cette fête en vous invitant à la vendange, dans la Vigne aux Souvenirs.

Et je cite, pour terminer, quelques lignes de l'allocution que Rina Lasnier (une des gloires de notre Pensionnat), prononçait en 1947, lors du Centenaire du Couvent:

« Qu'est-ce qui nous lie en ce moment? Est-ce l'évocation des épisodes de la vie commune? est-ce ce regard ému vers les étapes franchies? est-ce la joie des visages retrouvés et marqués de tant de destins différents? C'est tout cela et beaucoup plus encore. C'est la communion dans la durée. Pour que nos souvenirs ne deviennent pas un triste retour vers un passé à jamais absent, il nous faut en extraire ce qui ne se perd ni ne se corrompt et qui constitue déjà l'immortelle jeunesse de nos âmes: l'amour reçu, l'amour donné. Réjouissons-nous de posséder déjà la réponse apprise au Pensionnat, car c'est ce «oui», ce consentement au don de soi qui forme la glorieuse durée des souvenirs de notre couvent et l'impérissable jeunesse de nos vies. »

Beatrice Granger, C.N.D.

P.S.J. classe 37-41, actuellement recherchiste au Bureau des Études, directrice de l'Association des Anciennes Élèves C.N.D.

Le Monet

Le Contemporain

La Québécoise

Le Bercail

Le Bijou

Le Coquet

La Somptueuse

La Spacieuse

Construction Delormier

Déjà plus de 160 résidences en 6 ans...

Spécialiste dans la maison de qualité au meilleur prix!

Maître Constructeur

La palme d'Or

Bureau des ventes:
126, rue Jean-Baptiste,
Saint-Luc
349-4229

La Pensée

Le Châtelain

La Paysanne

L'Ancestral

Le Charmant

La Familiale

L'Oiseau

L'Abordable

Les cinq cloches de la Cathédrale: RE dièse, FA, LA dièse, SOL, LA dièse

Si l'on vous demandait combien l'église Saint-Jean l'Évangéliste compte-t-elle de cloches? Quel est leur nom? Quelle est leur pesanteur? Quelle est leur tonalité musicale? De quelles inscriptions sont-elles recouvertes? Que répondriez-vous? Vous qui avez souvent entendu leur carillon, avez-vous réponses à toutes ces questions?

Si vous l'ignorez, voici leur petite histoire et ces renseignements.

Des bénédictions

La première bénédiction de l'église Saint-Jean l'Évangéliste se déroula le 6 novembre 1828, suivie de la bénédiction des deux premières cloches le 18 décembre 1853 et d'une troisième cloche le 19 mai 1867. La fabrique de la paroisse Saint-Jean l'Évangéliste se portait auparavant acquéreur des premières orgues en février 1845 et le Maître-Autel était consacré en juillet de la même année. On répara le portail de l'église en 1846, et l'on agrandit la sacristie l'année suivante. La chapelle de la sacristie fut construite en 1851, et

achevée en 1853.

L'église restaurée en 1923, était inaugurée en 1924 par le Délégué Apostolique Mgr Pietro di Maria tandis que la bénédiction des cinq nouvelles cloches (qui existent toujours) eut lieu le 23 novembre 1924.

Noms, poids, tonalité

La première cloche, ou plutôt l'une des cinq cloches, porte le nom de «Saint-Jean». Son poids est de 8385 livres, sa tonalité LA dièse et son inscription: «St-Jean (évangéliste), les Armes de Mgr Gauthier, le Sacré-Cœur, une Croix, le pape Pie XI, Georges V Roi, Mgr Georges Gauthier, Archevêque, et Messire Jos. Ed. Coursol, Curé». Sa devise: «Aimez-vous les uns les autres A.D. 1924».

La seconde cloche s'appelle «Saint-Paul», pèse 3508 livres et sa tonalité est RE dièse. Elle est à l'effigie de Saint-Paul, de l'Immaculée Conception, porte les Armes de Mgr Bruchési, une Croix et les marguilliers de

1923-1924: Isaïe Hevey, Paul Labelle, Willie Bourgeois et E.X. Archambault, N.P. Sa devise est: «J'ai combattu le bon combat A.D. 1924».

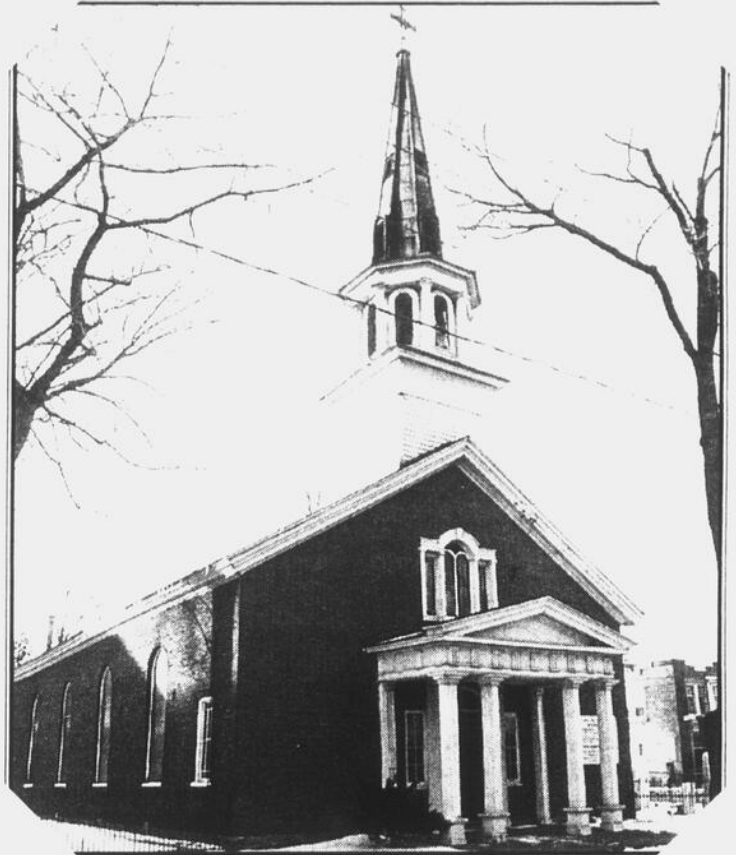
La troisième cloche est connue sous le nom de «Joseph-Edmond», pèse 2528 livres et sa tonalité FA. A l'effigie de Saint-Joseph et de Jeanne d'Arc, ainsi que des anciens curés de la Cathédrale: Mgr M. Gaulin 1828, J.E. Morisset 1831, Mgr Chs Larocque 1844, F. Aubry 1866, Chs Collin 1894, Chs Lamarche 1917 et J.E. Coursol 1922. Sa devise: «Allez à Joseph A.D. 1924».

«Saint-Jean Baptiste» le nom de la quatrième cloche, à tonalité SOL et de 1720 livres. A l'effigie de Saint-Jean Baptiste, de Pierre Trahan, maire, de A.J. Benoit, M.P., et du Dr A. Bouthillier, M.P.P. Sa devise: «Tu es le prophète du Très Haut A.D. 1924».

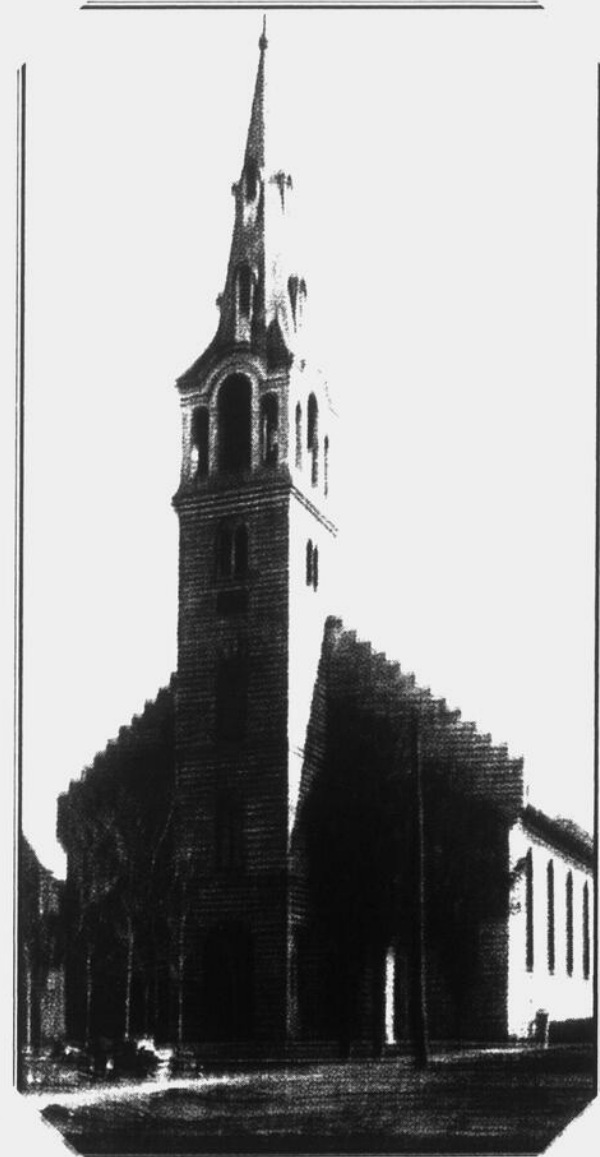
La cinquième cloche, la plus petite avec ses 1044 livres et sa tonalité LA dièse, porte en effi-

gie Sainte-Anne et Saint-François. Son nom: «Sainte-Anne», et sa devise: «Bonne Sainte-Anne, priez pour nous A.D. 1924».

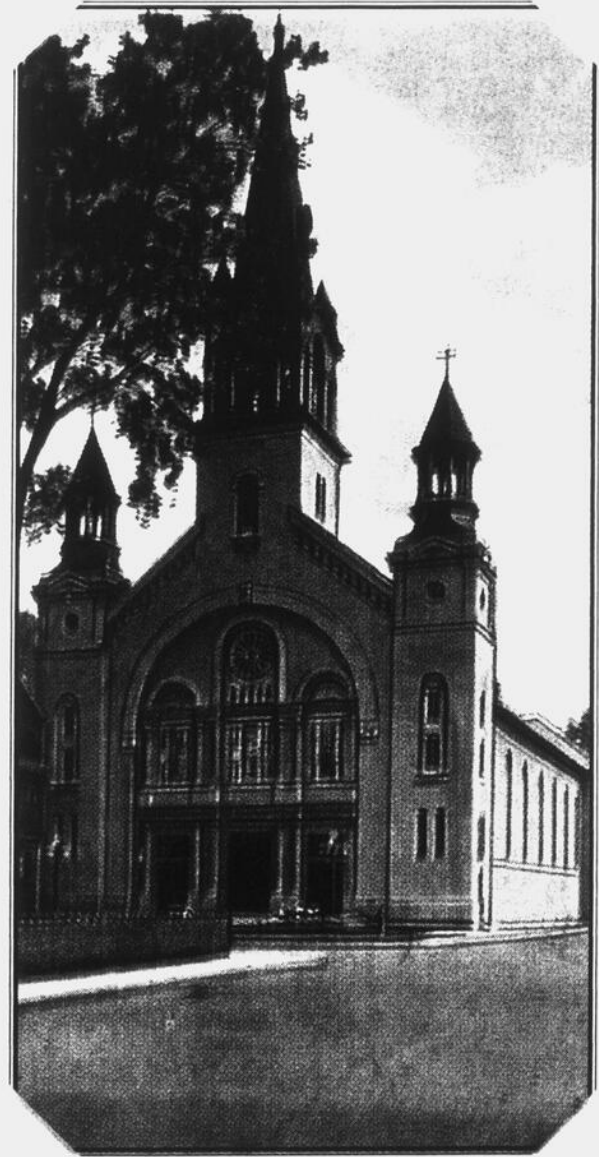
Richard Lafontaine
12 novembre 1975



L'église Saint James est le plus ancien temple religieux de Saint-Jean. Elle sert aujourd'hui à la fois d'église anglicane et d'église catholique pour la paroisse, de langue anglaise, Saint Thomas More.



Sur le site de la Cathédrale, la plus vieille église catholique de Saint-Jean, telle qu'elle était en 1905.



En 1930, la Cathédrale offrait une architecture que l'on retrouve encore aujourd'hui.

Les dates de fondation des paroisses

Paroisses catholiques		
Saint-Jean l'Évangéliste	1828	Saint-Thomas More (p. anglaise) 1958
Notre-Dame-Auxiliatrice	1906	Sainte-Marie-de-la-Visitation 1989
Saint-Edmond	1930	
Notre-Dame-de-Lourdes	1952	
Saint-Gérard-Majella	1956	
Saint-Lucien	1957	
Saint-Eugène	1958	
Paroisses d'autres confessionnalités		
		Église anglicane Saint James 1816
		Temple méthodiste-Wesleyan 1841
		Église baptiste évangélique 1963

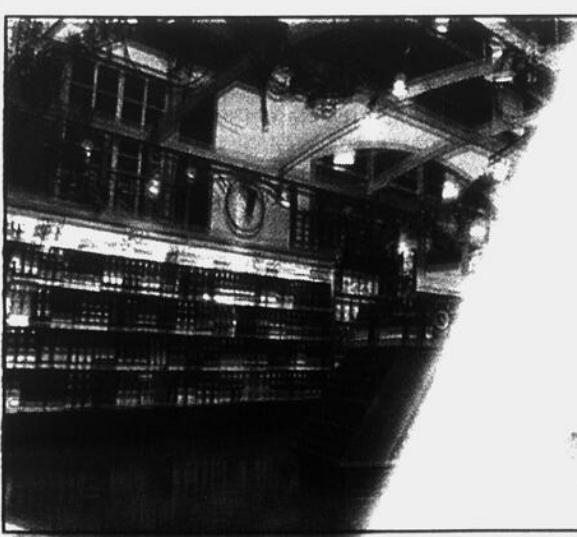
GRÉGOIRE, GAUTHIER, AVOCATS

Me Gilles W. Grégoire
Me Patricia Gauthier



PAIX ET BONHEUR

196, rue Jacques-Cartier Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
Téléphone: (450) 347-5055 Télécopieur: (450) 347-9129



est fier de s'associer à l'événement du 150^e anniversaire de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de se faire partenaire dans le développement économique de la région

Design et fabrication de meubles, décors et signalisation de super-marchés

047630-9638 m
048431-9638 m

La vie au Séminaire, comme je l'ai connue

C'est par un samedi du printemps de 1949 que j'ai pris le premier contact avec le Séminaire de Saint-Jean. Pour un jeune de onze ans, venant d'une école de village, le choc a été marquant. Inutile de vous dire qu'à côté de l'école des garçons d'Henryville, le Séminaire paraissait énorme, trônant au haut de sa petite colline.

Nous devions bien être une centaine, des garçons seulement bien sûr - l'ère des collèges classiques mixtes devrait attendre une bonne quinzaine d'années encore - qui venions passer les examens d'admission.

Je ne me souviens absolument pas du contenu des examens. Je ne me souviens même pas des résultats que j'ai obtenus. J'étais accepté, le reste n'avait au fond aucune importance.

Les études

Je me retrouve donc, au début de septembre 1949, sur les bancs du Séminaire, en Éléments latins B, en train de suivre mon premier cours de latin. Première découverte, cette langue comprend des noms qui se déclinent, qui changent de forme selon leur fonction dans la phrase: rosa, rosa, rosae... Je ne savais pas encore que ces «chinoiserie» me serviraient pour mieux comprendre mon français. Je crois que j'ai gardé de cette étude du latin et du grec, un peu plus tard, une sorte de réflexe d'analyse grammaticale automatique permanente lorsque j'écris. Ça ne nuit pas, comme dirait l'autre.

Je ne connaissais aucun des vingt-cinq autres élèves de la classe. Durant les premiers jours, j'en ai vu quelques-uns qui avaient les yeux rouges. J'apprenais qu'il s'agissait de pensionnaires. Pour ma part, je bénéficiais du privilège de l'externat. Être externe comportait certes des avantages tels que de manger chez ses parents et dormir à la maison, mais il fallait quand même se rendre au collège tous les jours, y compris le samedi et le dimanche.

Le samedi était une journée de cours comme les autres. Le programme de cours du samedi avant-midi comprenait toutefois les minicours à saveur culturelle tels que le solfège et la diction. Je me souviens encore de notre professeur de diction, monsieur Gérard Vleminckx, qui nous faisait lire à haute voix, avec les pauses et les intonations requises, des textes choisis. Je m'entends encore réciter: «Avant qu'à Carpentras, l'heureuse carpe entrât...»

Les congés étaient le mardi, le jeudi et le dimanche après-midi, jusqu'à 16 heures seulement. Les externes avaient droit à l'un ou l'autre des congés du mardi ou du jeudi mais il fallait en demander la permission au Directeur des étudiants, à l'époque, le grand responsable de la discipline.

Le dimanche matin, la grand-messe était suivie d'une période d'étude obligatoire. Les externes étaient évidemment tenus d'assister à la messe et à l'étude qui finissait à midi. À 16 heures, retour au collège pour les Vêpres suivies d'une autre période d'étude fréquemment consacrée à des auditions musicales commentées. J'y ai découvert et appris à aimer la musique classique.

En semaine, les cours commençaient à 8 heures. Il y avait récréation de 10 heures à 10h30 et cours jusqu'à midi. L'enseignement reprenait après dîner à 13h15 et se poursuivait jusqu'à 15h30, puis après une récréation d'une heure venait la période des devoirs qui se terminait à 18 heures, le samedi inclus.

La vie religieuse occupait une grande place dans la vie quotidienne d'un séminaire diocésain dont le but premier était de former des prêtres et des religieux et, accessoirement, des futurs professionnels dans diverses disciplines telles que: le droit, la médecine, le génie, les finances (on commençait à peine). La messe tous les matins, le salut du Saint Sacrement tous les soirs, les prières au début de chaque cours, rythmaient la vie pédagogique.

L'omniprésence de la religion se traduisait aussi dans l'obligation faite à tous les élèves d'avoir un directeur de conscience choisi parmi un certain nombre de prêtres-professeurs du séminaire. J'ai la conviction que plusieurs élèves ont été soutenus et aidés dans leurs études par ces conseillers qui étaient avant tout des pédagogues dans l'âme.

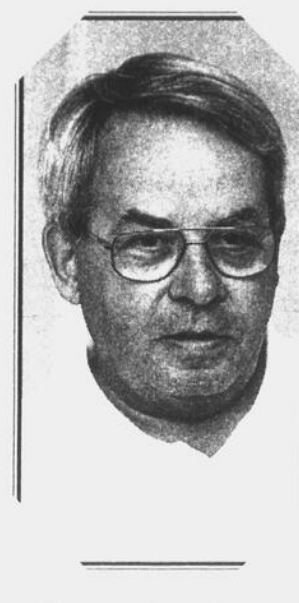
Les offices religieux revêtaient, lors de grandes fêtes, une solennité qui n'était pas sans impressionner. Elles étaient aussi l'occasion de recevoir au Séminaire un personnage qui ne manquait jamais de susciter de l'émotion dans la communauté, avec son costume de Chevalier de l'Ordre du Saint Sépulcre (épée au côté, tricorne à plume blanche et bedaine assortie): le



L'architecte Félix Racicot a conçu les constructions originelles de 1941.



L'architecte Gérard Charbonneau a réalisé le pavillon collégial en 1961.



L'auteur de ces lignes, André Archambault, a fait ses études classiques au Séminaire.

chevalier Albion Jetté.

La vie de pensionnaire

La vie de dortoir dans un séminaire est un phénomène qu'il faut avoir vécu pour saisir ce qu'était la vie d'un collègue à l'époque. J'y ai personnellement goûté, suite à la décision de mes parents de me mettre demi-pensionnaire (ce qui comprenait le coucher au collège mais le repas du midi à la maison) afin de faciliter mon travail scolaire, mes notes ayant dramatiquement chuté après ma première année.

J'ai donc goûté au pensionnat et au dortoir qui en constituait le centre. Le silence y était de rigueur. L'extinction des feux était le moment le plus propice aux mauvais coups. C'est alors que certains objets pouvaient voler à l'aveuglette à travers le dortoir pour atterrir sur une victime que le hasard seul déterminait mais qui ne manquait jamais de laisser entendre une plainte lui valant souvent d'être identifiée comme le fauteur de trouble par un surveillant trop heureux de pouvoir désigner un coupable.

Le silence et les rangs

Parmi les pratiques qui faisaient partie de la vie du collégien de l'époque, le silence et la circulation en rangs dans les corridors et les escaliers constituaient des constantes. Au son de la cloche, à la fin des récréations, il fallait garder le silence et venir prendre nos rangs par classe dans la salle de récréation. Détenteurs du privilège de l'ainesse, les élèves de Philosophie I et II n'avaient plus à prendre leurs rangs et ils pouvaient monter en classe en devisant discrètement entre eux. Le silence était aussi de rigueur dans la cafétéria durant les repas.

Quant aux déplacements en rangs, ils étaient évidemment de rigueur. Il est même encore possible aujourd'hui d'avoir la confirmation de cette pratique en regardant l'usure des escaliers dans la section la plus ancienne de l'édifice.

On comprendra qu'une vie ainsi réglée au chronomètre dans les plus petits gestes quotidiens avait pour effet d'accumuler, à la longue, un besoin irrésistible d'éclater dans des fous rires inextinguibles survenant aussi bien à la chapelle (par exemple lorsque le célébrant du salut du Saint Sacrement disparaissait littéralement dans la chape brodée d'or en faisant sa

généflexion devant l'autel), ou à la cafétéria ou dans les salles d'étude.

Un lieu de culture

La vie culturelle et artistique était développée au Séminaire. Il y avait bien sûr la chorale pour les offices religieux, une harmonie (qu'on appelait à l'époque une fanfare), un ciné-club qui nous initiait aux oeuvres importantes et aux grands classiques. Le théâtre occupait également une place privilégiée. Nous avons eu la chance d'avoir des metteurs en scène, les abbés Hébert et Létourneau, qui successivement nous ont initiés à tous les aspects du théâtre, y compris les imprévus.

Il n'y a rien comme certains oublis pour vous bousiller l'atmosphère dramatique d'une pièce, comme par exemple le prisonnier qui, s'évadant par la fenêtre de sa prison avec de multiples contorsions, s'aperçoit après quelques secondes qu'il a oublié à l'intérieur de la prison le câble lui permettant de descendre. On le voit tout à coup réapparaître dans la fenêtre pour venir discrètement chercher la corde salvatrice pendant que son père essaie de pleurer ce fils qu'il vient de perdre pour toujours, le tout dans un immense éclat de rire de la salle.

Les sports

Les sports occupaient une place de choix dans la vie collégiale à cette époque. La participation à des activités sportives était à toutes fins utiles obligatoire. Les compétitions sportives opposaient les groupes-classes et, dans plusieurs cas, c'était la totalité des 25 élèves du groupe qui participaient. Les courtes récréations de l'avant-midi servaient à des compétitions de ballon chasseur et de drapeau. En hiver, on remplaçait ces sports par le soccer sur glace qui mettait aux prises deux équipes formées d'un groupe-classes au complet chacune. Un autre sport très populaire en hiver était le hockey à pied qui se jouait en équipes de cinq ou six joueurs. La difficulté de ce sport résidait dans le fait que nous jouions transversalement sur la patinoire et qu'il y avait une dizaine de parties qui se jouaient en même temps sur la même patinoire.

Parallèlement à ces activités de participation, il y avait les clubs officiels qui représentaient le Séminaire dans des compétitions in-

ter-collegiales. Ces équipes officielles qu'on appelait les grands clubs portaient les couleurs du collège, le rouge et l'or ainsi que le nom des Aiglons (en l'honneur de l'évangéliste Saint-Jean, le patron du Séminaire). Les sports à l'honneur étaient le baseball, le hockey et le basket-ball.

Je me souviens également qu'il fallait avoir des résultats scolaires supérieurs à 70% pour pouvoir faire partie de l'une ou l'autre de ces équipes officielles. Le sport oui, mais les études avant tout: le message était on ne peut plus clair.

Le programme de formation

En plus des études du français, du latin et du grec, la base de la formation classique était constituée par l'étude de la littérature française, du Moyen-Âge à la période contemporaine, des mathématiques, de la biologie, de la chimie et de la physique, deux années d'étude de la philosophie à raison de six périodes de cours par semaine et le tout couronné par les examens du baccalauréat ès arts en fin de Philo II. Les professeurs connaissant très bien l'ensemble du curriculum de formation qu'ils avaient eux-mêmes suivi d'ailleurs, faisaient continuellement des liens entre les disciplines. La littérature faisait référence à l'histoire, la philosophie faisait des liens avec les données historiques et les oeuvres littéraires de l'époque de l'auteur étudié, l'étude des sciences s'accompagnait de références à l'histoire des sciences. On faisait, avant la lettre, de l'approche programme.

Les groupes stables tant recherchés aujourd'hui étaient constitués tout naturellement puisqu'on passait les huit années du cours avec un noyau constitué en grande partie par les mêmes confrères de classe. L'aide par les pairs se pratiquait donc tout naturellement, les plus forts dans une discipline devenant des points de référence pour les plus faibles qui pouvaient leur offrir la réciprocité dans une autre discipline où ils avaient plus de facilité.

Le baccalauréat

Au terme de ces huit années d'études, les examens du Bacc représentaient une épreuve faisant trembler même les plus aguerris. Un des examens, en chimie, avait lieu à la fin de la première année de philosophie alors que tout le reste se déroulait en fin de Philo II. Les cours se terminaient vers la mi-mai et nous avions un mois pour nous préparer à la session d'examen qui se déroulait sur une semaine vers la mi-juin. C'était la période de chauffe à blanc, de journées entières consacrées à l'étude des sujets de dissertation en philosophie. Il fallait aussi se préparer aux examens de littérature et de mathématiques qui étaient obligatoires pour tous. Les examens de littérature et de dissertation philosophique duraient cinq heures.

La prise de ruban

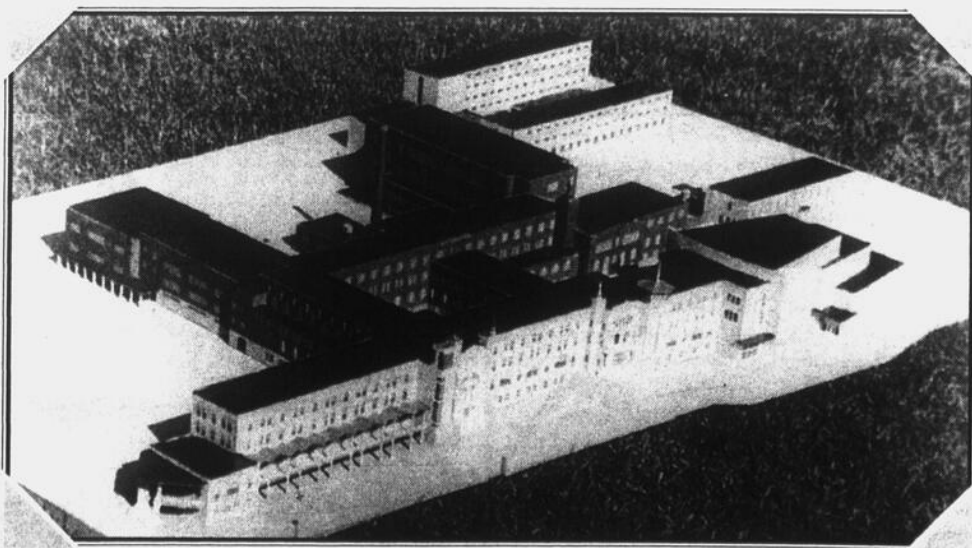
Un temps fort de la dernière année du cours classique était constitué par la cérémonie de la prise de ruban par les élèves finissants. Au cours d'une cérémonie qui avait lieu en début d'avant-midi et à laquelle assistaient tous les élèves et tous les professeurs du collège, le Supérieur dévoilait le choix de carrière fait par les finissants en remettant à chacun un ruban dont la couleur symbolisait la profession choisie. Le blanc pour ceux qui se destinaient à la prêtrise ou la vie religieuse, le rouge pour la médecine, le vert pour la profession d'ingénieur, le jaune pour le droit, etc. Le Supérieur nommait le finissant qui s'avancé et il épinglait sur son veston le ruban de couleur que le finissant portait fièrement pendant tout le reste de la journée.

En conclusion

Le Séminaire a été pour moi un milieu où le travail scolaire était valorisé. Les études, la lecture et l'écriture y étaient promues de façon constante. On réussissait à nous convaincre que les études étaient une vraie profession, temporaire sans doute, mais tout aussi valable que n'importe quel autre travail. J'ai eu la chance de pouvoir m'y consacrer en entier pendant huit ans.

André Archambault,
57^e cours

L'auteur de ces souvenirs, André Archambault, a reçu sa formation classique au Séminaire dans les années 1950. Après des études en philosophie à l'Université de Montréal, il a enseigné cette discipline à son alma mater puis au cégep avant d'en devenir le secrétaire général. Il est maintenant retraité de cette institution depuis deux ans.



Maquette du Séminaire des années 1960. Se sont ajoutés, en 1969, le complexe sportif du cégep à l'arrière, puis une aile de salles de cours reliée à la façade, en 1991.

L'esprit du «vieux collège»

On a beaucoup parlé de cet esprit de notre vieux collège! On en parle encore! Et chez les plus anciens on en parlera longtemps!

Pourquoi?

Je pense qu'au fond toute la communauté d'alors, professeurs et élèves, avait pris bien au sérieux la chère devise de notre collège: «Diligamus nos invicem. Aimons-nous les uns les autres.»

Conséquences?

Nous nous aimions vraiment les uns les autres. Et, de ce fait, à des degrés divers, bien sûr, nous étions tous heureux. Et, de ce fait encore, nous avons gardé le meilleur souvenir!

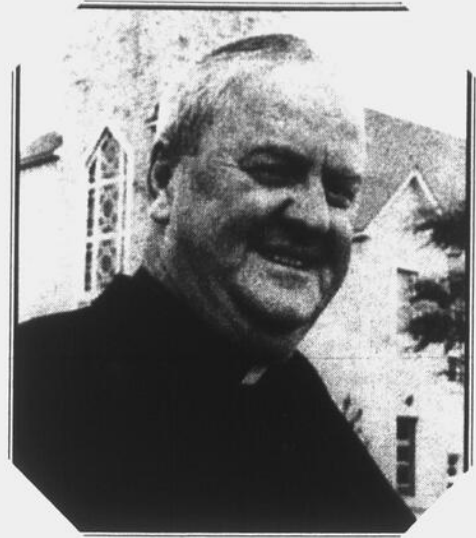
On a pensé et on a prétendu que la précarité de nos installations, l'exiguïté des locaux, la cohabitation presque forcée de l'équipe des professeurs avec celle des élèves, favorisaient la vie communautaire. Je le veux bien. Mais cela n'aurait pas dépassé les cadres d'une vague sentimentalité.

Or, il y avait plus que cela chez nous et en nous! Je pense que cette fraternité forte et virile qui animait le «vieux» collège naissait de cette sagacité d'admiration mutuelle dont les hommes étaient encore capables à cette époque.

Admiration réelle des élèves pour leurs professeurs. Passe encore pour les plus brillants. Nous nous serions fait hacher sur place pour défendre leur réputation, s'il avait fallu. Mais nous aimions aussi les plus déplorables. Nous aimions leurs travers, leurs originalités et même leurs défauts, dussions-nous en souffrir.

Admiration des professeurs pour leurs élèves. Je pense même qu'ils aimaient nos défauts et qu'ils avaient une prédilection marquée pour les plus turbulents d'entre nous, pardonnant de bon cœur nos incartades et nos manquements.

Cette «dédramatisation» de nos relations professionnelles fut à la base même de la promotion de chacune de nos personnalités. On dirait aujourd'hui: cette «dédramatisation» assu-



Armand Racicot

ra le succès de notre éducation et créa l'esprit du collège en même temps.

De tels professeurs et de tels élèves ont rendu possible et maintenu le sens du dialogue qui est vraiment la pierre d'assise de toute véritable éducation: le «bon esprit».

Armand Racicot

NDLR: Le «vieux collège», c'était cette ancienne poterie, une usine de céramique désaffectée qu'on transforma tant bien que mal en collège vers 1911, année de la fondation. L'immeuble se situait au centre-ville, au coin des rues Laurier et Saint-Georges. Un violent incendie le rasa un matin d'octobre 1939.

Armand Racicot, originaire de Saint-Luc, a étudié au Séminaire dans les années 1920. Prêtre, éducateur populaire et remarquable orateur, il dirigea l'Oeuvre des terrains de jeux, la Centrale et l'Action catholique diocésaine avant de fonder la paroisse Saint-Pierre-Apôtre à Longueuil en 1950. Son texte ci-joint est tiré de l'album souvenir du 50^e anniversaire du Séminaire, publié en 1961.



La maison Bécharde

La maison patrimoniale Bécharde, construite en 1834, avait été vendue au gouvernement fédéral en 1940. Elle était située sur le terrain de la Base militaire. Elle a été démolie en 1989. Cette photo nous la montre en 1941, le long du Chemin Grand-Bernier.

Heureux de
participer à cet
événement

L'AUBAINERIE

1001, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-1001

Marie Derome, en 1830 La première institutrice de Saint-Jean

Marie Derome a l'honneur d'avoir été la première institutrice de Saint-Jean. C'est le premier mars 1830 que celle-ci reçut quarante-cinq petites filles à qui elle se mit à apprendre l'alphabet, la grammaire et les éléments de la religion.

Le char allégorique de la fête nationale à Saint-Jean rappellera cette scène touchante de la première journée de classe.

Ce furent les frères Marchand, qui ont joué un si grand rôle dans l'organisation de la paroisse de Saint-Jean, qui avaient facilité l'ouverture de cette école. En effet, François et Louis Marchand, ainsi que Louis Rémillard et Pierre Gaboriault furent les premiers syndics.

Le huit octobre suivant, c'était au tour de l'école des garçons à ouvrir ses portes. Ceux-ci étaient au nombre de trente-quatre. Leur instituteur fut Pierre Caisse, Gustave Lanctôt, à qui nous devons les notes ci-dessus, écrit: «Détail curieux, les écolières, seulement huit sur quarante-cinq, versent une cotisation de quarante sous par mois, pendant que les écoliers, seulement neuf sur trente-quatre doivent payer le double, soit quatre-vingts sous par mois. Les autres élèves reçoivent leur instruction gratuitement, grâce à une subvention du gouvernement».

Une vingtaine d'années après, Saint-Jean comptait huit écoles dont une dissidente, avec une population de 1493 (dont 1443 d'origine française) pour la paroisse et 3215 (dont 2235 d'origine française) pour la ville.

Sous le régime français, l'instruction au

Canada pouvait se comparer avec celle de la France, si l'on tient compte du petit nombre d'habitants et l'éloignement de ceux-ci des centres. Mais de 1763 à 1824 après la cession du pays, l'instruction fut à peu près totalement la chose de l'initiative privée, c'est-à-dire de l'Église et, dans certains cas de laïques. C'est que les pouvoirs publics n'accordèrent pas alors l'aide financière aux écoles; les paroisses devaient maintenir celles-ci tant bien que mal. Comme notre pays était, en outre en pleine période de colonisation, l'on comprend que c'est durant ces soixante ans surtout que notre peuple fut privé des moyens de s'instruire, ce dont ont souffert plusieurs générations.

En 1824, une loi proclama le principe de la liberté d'instruction et reconnut les écoles de fabrique ou de paroisse, qui, dès lors, purent recevoir l'aide des fonds publics, et jouer pleinement leur rôle.

Grâce à des hommes comme les Marchand et, sans doute, comme le curé Rémy Gaulin, qui suivait ainsi l'exemple des curés canadiens dont l'une des grandes préoccupations fut l'instruction de leurs ouailles, Saint-Jean, malgré son peu de population en 1830, sut bénéficier de bonne heure de la loi de 1824 et organiser ses écoles au bénéfice des générations qui se sont succédées depuis.

Rodolphe Fournier

NDLR - Il s'agit ici d'un texte tiré d'un programme souvenir marquant les festivités de la Saint-Jean-Baptiste qui se déroulèrent à Saint-Jean en 1952.

Hommages et FÉLICITATIONS!

Fondation
de l'Hôpital du
Haut-Richelieu

359-5777

L'école d'infirmières, une aventure de 1922 à 1970

L'école d'infirmières est une institution religieuse qui permettra à cinq cent soixante-deux (562) jeunes filles d'évoluer dans une profession reconnue, alors, comme «vocation».

C'est grâce à un don de madame Hortense Bove Tugault, française, institutrice, veuve, d'une somme de douze mille dollars (12 000 \$) en 1868, qu'on a pu convertir l'asile-hospice d'alors en un hôpital, situé rue Longueuil, voisin de l'église.

Durant plusieurs années, l'asile-hospice abrite des enfants, des vieillards, des malades, des invalides, et devient un hôpital de cinquante lits en décembre 1922, sous la direction des Soeurs grises de Montréal, et d'un corps médical formé de dix médecins.

En prévision des besoins de main-d'oeuvre de l'hôpital, soeur Marie-Rose Lacroix fonde «L'École d'infirmières» dès 1922, et recrute trois étudiantes.

Qui sont ces étudiantes de la première heure? Des jeunes filles de bonne famille, ayant au moins vingt et un ans, possédant un diplôme supérieur (l'équivalent d'une neuvième année) et choisissant de se dévouer auprès des malades et des nécessiteux.

Les jeunes filles acceptées à l'École d'infirmières sont de bonne famille, mais on craint pour leur âme... Les autres jeunes filles du temps deviennent mère de famille, institutrice, secrétaire, ou religieuse.

Les étudiantes logent au quatrième étage de l'hôpital, et forment une petite famille.

À l'école, on enseigne l'anatomie, la pathologie, la morale, l'hygiène et des méthodes de soins. Tous ces cours en majorité confiés aux médecins et aux religieuses.

Les soins s'adressent particulièrement aux accidentés, aux enfants faisant des complications de maladies contagieuses, aux personnes souffrant d'appendicite, de calcul (pierre) au foie ou aux reins, de maladies vénériennes, de complications d'accouchement ou aux femmes nécessitant une césarienne. Les soins aux mourants y compris l'assistance physique aux morts (toilette et habillage) sont réservés aux élèves.

Le corps médical s'élargit d'un département de chirurgie en 1924, sous la responsabilité du Dr Georges Phaneuf, qui est aidé par deux autres chirurgiens consultants, venant de Montréal. Ce qui permet aux élèves d'accroître leurs connaissances et leur expérience.

On passe douze heures par jour à apprendre à «soigner» en «soignant» les malades, le seul répit de deux heures dans la journée étant réservé aux cours en classe.

La journée débute par les délices d'un lever matinal suivi de l'assistance à la messe. La motivation est soutenue par le désir sincère de servir, cultivé par la vie de pensionnat agrémenté d'habitudes de discipline. La journée se termine par les bienfaits d'un coucher hâtif annoncé par une sonnerie électrique de la chambre de soeur Lacroix...

À chaque fin de mois, quelques dollars sont remis à l'élève.

Le grand congé de l'année, l'ultime récompense se résume à la journée du pique-nique annuel sur le bord de la rivière Richelieu, en présence de quelques religieuses, journée passée en habit du temps: coiffe - uniforme - grand tablier soigneusement empesté par le Chinois aux frais de l'élève.

Après trois années complètes de cours,



Yvonne Couillard, première infirmière diplômée de l'école d'infirmières, en 1925-1926.

L'Université de Montréal décerne un diplôme pour succès obtenu aux examens de contrôle, qui ont lieu à Montréal. Les finissantes peuvent alors oeuvrer en service privé ou en hygiène publique. L'hôpital d'alors n'embauche pas de diplômées puisque les religieuses, les élèves et quelques aides-malades suffisent aux besoins des soins aux malades. On se marie ou on entre en communauté religieuse.

La population de Saint-Jean augmente et se fait plus exigeante. En 1933, un nouvel hôpital de cinq étages, rue Longueuil, attaché à celui qui allait devenir l'hospice pour vieillards, fait l'orgueil de tous. L'École d'infirmières compte alors à son crédit, trente diplômées, dont plusieurs Soeurs grises.

En 1937, les élèves infirmières habitent la maison du docteur Bouthillier, façade rue Jacques-Cartier, cette résidence étant la propriété des Soeurs grises. On libère ainsi un étage de plus dans l'hôpital pour le soin des malades. Une partie de l'étage est consacrée aux tuberculeux.

En 1942, on fonde la première amicale des infirmières de l'hôpital Saint-Jean.

Avec le temps, prend forme l'Association des gardes-malades du Québec. Ce groupement régit les admissions à l'école et à la profession d'infirmières. Les exigences d'admission se modifient avec le temps: scolarité plus élevée - test psychométrique - âge d'entrée à dix-huit ans pour accéder au diplôme d'infirmière à l'âge de vingt et un ans. L'Association des infirmières du Québec devient l'Association des infirmières et infirmiers du Québec en 1969 par la reconnaissance de l'entrée des hommes dans la profession. Les rares hommes reçoivent leur formation dans une école masculine.

En 1947, on inaugure des cours spéciaux à l'intention des jeunes filles qui aspirent à devenir infirmières mais qui ne possèdent pas les qualifications d'une onzième année. Ces

cours spéciaux sont dispensés jusqu'en 1952.

En 1950, la construction d'une nouvelle résidence de cinq étages rattachée à la maison Bouthillier, met soixante chambres à la disposition des étudiantes. Ce n'est pas encore suffisant. Faute de place, on permet aux étudiantes d'être externes. Mais on ne peut pas se marier durant la durée du cours, et les apprentissages auprès des malades se profilent toujours sur douze heures entrecoupées des heures de cours, et ce, jusqu'en 1956. Des professeurs laïques sont embauchés dans les années cinquante, et dispensent des cours soumis à un programme d'étude plus rigoureux. On admet une trentaine d'étudiantes annuellement.

Une première association d'étudiantes est mise sur pied en 1952. Des loisirs, des sorties sont maintenant autorisés. Les étudiantes sont invitées à rencontrer les garçons du Collège militaire royal de Saint-Jean pour des sorties de fin de semaine... et nombreuses sont-elles, qui ont ainsi trouvé l'âme soeur...

Des expériences cliniques spécialisées en psychiatrie et en maladies contagieuses trouvent leur source à Montréal dans les hôpitaux tels que l'hôpital Pasteur, le Sanatorium St-Joseph, ou l'hôpital St-Jean-de-Dieu. Les étudiantes doivent donc faire un stage de deux à trois mois à l'extérieur durant leurs cours de trois ans. L'allocation mensuelle octroyée aux étudiantes est toujours de quelque huit dollars, les externes, elles, reçoivent quelque cinq dollars supplémentaires.

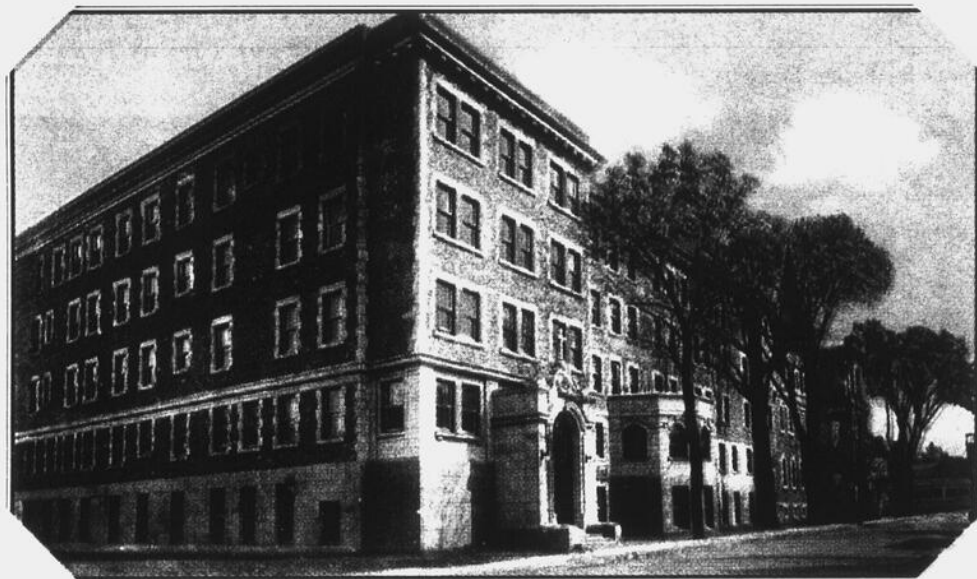
La semaine de quarante heures est instituée en 1962 pour toutes les étudiantes et pour la première fois, les étudiantes de troisième année bénéficient d'un congé de quatre semaines durant l'année. Des congés statutaires ainsi que des vacances annuelles pour chaque année de cours prennent forme dès 1963. Disparaît ainsi la dépendance des élèves infirmières aux soins des malades.

La «Révolution tranquille» se fait sentir, et dès 1968, le cours d'infirmière est transféré au Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Jean (Cégep) avec transfert des professeurs laïques intéressés. Le dernier groupe admis à l'École d'infirmières de Saint-Jean en 1967, reçoit son diplôme en 1970, année de la fermeture de l'école. Ainsi s'achève une heureuse aventure menée par les Soeurs grises de Montréal durant quarante-huit ans, qui a permis à cinq cent soixante-deux jeunes filles d'oeuvrer dans cette belle profession humanitaire.

Ces mêmes jeunes filles d'autrefois devenues mères de jeunes filles à la recherche d'une carrière ne sont pas amères mais vous diront «surtout, je déconseille à ma fille de devenir infirmière». Est-ce un signe d'un mal du temps... il est vrai que les temps ont bien changé...

Élise Morin,
inf.

Je remercie madame Berthe Berger Lanciault, infirmière graduée en 1928, âgée de 92 ans, pour les notes et commentaires personnels qu'elle m'a livrés.



Le vieil hôpital de la rue Longueuil

Avant d'être érigé sur le boulevard du Séminaire en 1970-71, l'hôpital du Haut-Richelieu avait pignon sur rue dans le Vieux-Saint-Jean, rue Longueuil. Le vieil hôpital (en 1920 sur notre photo), devenu aujourd'hui le Centre d'accueil Georges-Phaneuf, était sous la responsabilité des Soeurs de la Charité qui en remirent la gestion à la corporation laïque de l'hôpital de Saint-Jean en 1967.



NOUVEAU!

Autocollants en vinyle avec impression couleur et quadrichromie (4 couleurs process)
Photos imprimées sur vinyle clair, électrostatique, etc.

Nous sommes heureux de contribuer à l'essor économique de la région.

Lettrage de camions
Enseignes

Autocollants
Bannières

(450) 348-1135 / Téléc. : (450) 348-6626
850, rue Pierre-Caisse, local 500
Saint-Jean-sur-Richelieu
e-mail : lettrage@netc.net



Association des Pompiers Saint-Jean-sur-Richelieu

Depuis plus de 31 ans, l'association des pompiers de Saint-Jean-sur-Richelieu s'efforce de donner aux citoyens un service de plus en plus efficace pour votre sécurité.

Il est essentiel pour nous, de vous sentir près de nous et avec nous pour la protection de vos biens et de vos proches. Nous sommes, en fait, vos complices dans un objectif commun : une qualité de vie dans un cadre de protection efficace des citoyens.

Enfin, il est primordial pour nous de prévenir avant de guérir. C'est donc dire qu'un service d'incendie ne fait pas que l'extinction, il fait aussi la prévention.

Association des pompiers de Saint-Jean-sur-Richelieu

La Westinghouse et le Village suisse

L'histoire de Saint-Jean recèle des surprises. Ainsi, un passé pas si lointain nous rappelle que notre ville fut un exemple de développement industriel. Faute de revoir par centaines des ouvriers s'atteler à leurs machines, souvenons-nous qu'en 1952, Saint-Jean importe une haute technologie de Bade, en Suisse, celle de la Brown-Boveri et Compagnie.

Convaincue par le député Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie, de s'implanter au nord de la frontière américaine, la Brown-Boveri aura créé, sur 56 acres de terrain, aux limites de Saint-Jean, le Village suisse, en plus d'ériger une usine de 178 000 pieds carrés, qu'on appelle encore l'usine Westinghouse.

Au printemps 1952, Le Canada Français annonce qu'une usine de 340 pieds par 120 pieds est déjà aménagée au coût de deux millions de dollars. On y produit bientôt des transformateurs et des disjoncteurs à l'air. De nombreux Suisses viennent s'installer à Saint-Jean. Une quarantaine de techniciens arrivent d'outre-mer pour former les ouvriers choisis sur place. En peu de temps, l'usine du boulevard Boveri donne du tra-

vail à 350 personnes.

L'usine double bientôt sa superficie. Le Village suisse, qui sera longtemps séparé par un terrain de balle drainé et éclairé, inspire la tranquillité. L'année 1952 voit apparaître seize maisonnettes et neuf logements. On prévoyait alors ajouter 200 logements à ce complexe. De plus, un tunnel en béton reliait une maison du village à l'usine. Ce souterrain était muni d'une voûte à l'épreuve des attaques aériennes.

La Brown-Boveri quitte Saint-Jean en 1963, pour Pointe-Claire. L'usine garde la même vocation: la division des produits industriels de Westinghouse profite de son infrastructure pour fabriquer des transformateurs haute tension à sec, des calorifères, des DSDT et, plus tard, des disjoncteurs à l'épreuve des arcs électriques, un produit inventé à l'usine de Saint-Jean qui réserve des efforts à la recherche.

En avril 1965, onze personnes s'installent dans le «plant» de Saint-Jean. À sa fermeture, plusieurs employés auraient atteint 30 ans au service de Westinghouse.

L'objectif financier de l'usine johannaise était

d'un million de dollars par mois. Si, en 1994, l'usine comptait 176 employés, elle en a accueilli pas moins de 535 durant les années 1980.

L'usine Westinghouse

Plus qu'un entrepôt, le 160 Vanier et les terrains qui l'entourent sont équipés pour supporter une production imposante, celle de produits de distribution électrique de haut voltage.

L'usine est munie de onze ponts roulants, dont un d'une capacité de 100 tonnes, avec lequel on soulevait les wagons qui traversaient l'édifice grâce aux rails installés à l'intérieur. Il va sans dire que la proximité du chemin de fer est un atout.

Considérée comme une usine modèle, très sécuritaire, ses piliers s'enfonçant chacun à 135 pieds dans le sol, on y retrouvait, jusqu'à récemment, un plancher en briques de bois. Le hangar, à l'ouest de l'entrée, construit pour exécuter des travaux pour Hydro-Ontario, a été un moment loué à Oerlikon.

L'usine s'étend sur 178 000 pieds carrés. Son plancher est vaste, sa structure est haute. Elle pourrait aisément accueillir 535 employés et les 56 acres de terrain auraient permis d'étendre sa superficie. Les bureaux, situés à l'avant, seraient construits en fonction d'un second étage.

On se souvient d'un climat de travail réputé agréable. Malgré quelques grèves houleuses, dont une de quatre mois, le personnel de Saint-Jean était impliqué dans diverses activités sportives et sociales. Mais malgré son indéniable potentiel, ses possibilités d'expansion, la cadette des usines Westinghouse reste constamment dans une situation instable, sous-exploitée.

Le départ de la production des MCC vers Hamilton sera suivi de la perte des calorifères, puis de la vente de la division des transformateurs à ABB (née d'une fusion de Asea et de Brown-Boveri), qui s'installe à Saint-Jean-sur-Richelieu pour quitter aussitôt. L'usine de Saint-Jean-sur-Richelieu semble alors prendre le tournant de la haute technologie. Mais, en 1994, Westinghouse vend sa production à Cutler-Hammer, division de la multinationale américaine Eaton-Yale. Trois semaines plus tard, au même moment où le couperet tombe sur le collège militaire, l'usine, à deux pas, annonce le transfert de sa production aux États-Unis. C'en est fait du «plant» de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Pendant trois ans, Cutler-Hammer exploitera les bureaux du 160 Vanier comme bureaux de

ventes.

Aux multinationales Brown-Boveri et Westinghouse succède aujourd'hui une division de Merrimac Manufacturing Corporation, GSC Technologie, de Napierville. On y fabrique et entrepose des produits de plastique. Une cinquantaine d'employés devraient travailler sur le plancher de l'usine, mais l'actuel propriétaire de l'usine s'est montré avare de commentaires quant à sa participation au développement de l'endroit.

Les bacs et étagères ont remplacé les transformateurs de 34.5 KV. Là où on livrait 200 000 livres d'acier par mois, on a installé des silos à granules de plastique. Les productions records des dernières années d'activités à la Westinghouse entretiennent encore l'incompréhension suite au démantèlement de l'usine de Saint-Jean-sur-Richelieu. En 1998, à l'image de Singer, les bureaux de Cutler-Hammer ont quitté Saint-Jean-sur-Richelieu, que ces multinationales choisissaient par le passé, comme si plus rien ne les retenait. Et pourtant...

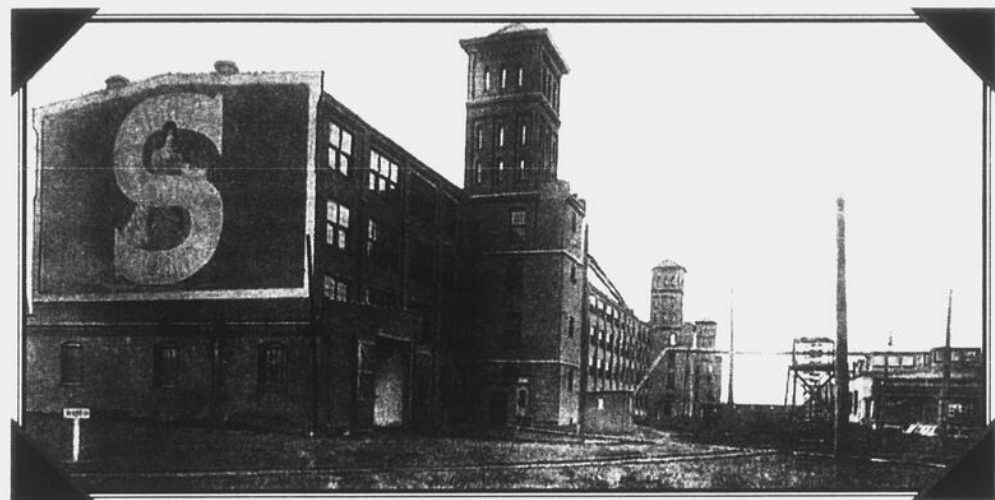
Westinghouse, une multinationale

Westinghouse, multinationale américaine, a été fondée par George Westinghouse (1846-1914), qui a inventé le frein à air comprimé, utilisé dans le chemin de fer. Outre cette pièce de locomotive, la compagnie Westinghouse s'est diversifiée. Ainsi, la compagnie fabriquait des articles ménagers: réfrigérateurs, poêles, ouvre-boîtes, calorifères, etc.

Mais une bonne part de sa production se situait au niveau de l'électricité (caniveaux de distribution, transformateurs), comme ce fut le cas à Saint-Jean-sur-Richelieu. Aux États-Unis, on connaissait Westinghouse comme propriétaire dans le domaine de la radiodiffusion. Elle s'impliquait dans la télédiffusion et produisait aussi des pièces d'armement. Après s'être départie de sa division des articles ménagers au profit de White, la compagnie Westinghouse vend sa division de calorifères à Stelpro, sa division de transformateurs à ABB, ses produits de distribution énergétique à Cutler-Hammer. Elle investit dans le baseball à Pittsburgh, dans les breuvages Seven Up, puis se tourne vers la haute technologie.

Enfin, suite à diverses transactions, l'aventure Westinghouse se termine. En effet, le gros W bleu a, au début de 1998, disparu du paysage industriel international.

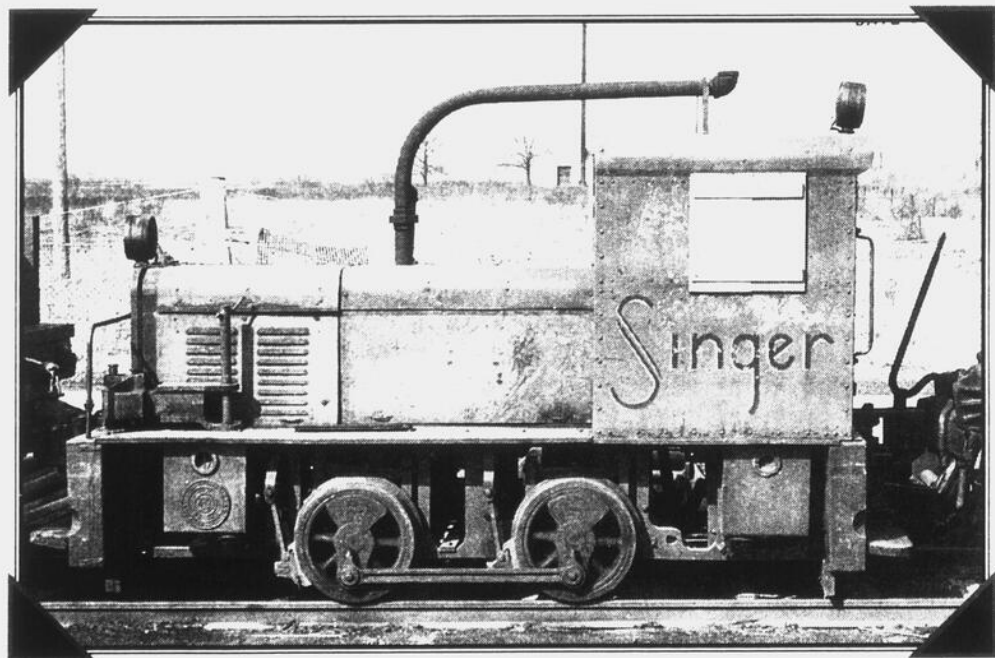
Nicolas Paquin



L'omniprésente Singer

La compagnie Singer, qui a cessé ses activités à Saint-Jean en 1986, a été omniprésente dans le décor johannais depuis son arrivée dans le quartier NDA en 1904. Dès 1906, les 500 employés de l'usine produisaient plus de 500 machines à coudre et cabinets. Durant la seconde guerre mondiale, l'usine a contribué à la production d'obus et d'hélices d'avion.

De 1948 à 1951, plus de 3000 personnes y travaillent jusqu'à 55 heures par semaine. La production est vendue dans 48 pays. Sur ces deux photos, l'usine Singer en 1910 et la locomotive de la compagnie sur la rue Saint-Paul en 1953.





Le spécialiste de l'encadrement et du laminage

Nous sommes fiers d'être associé au 150^e anniversaire de Saint-Jean-sur-Richelieu

**438, rue Saint-Jacques,
Saint-Jean-sur-Richelieu (450) 357-1703**

MOTOS - V.T.T. - TONDEUSES (TRACTEURS) - MOTONEIGES



Tanaka
POUR UN ENVIRONNEMENT TAILLÉ SUR MESURE



BOMBARDIER
ski-doo



LAWN-BOY
Rend le travail plus agréable.

Germain Boucher Sports inc.

50 ans

**980, boul. d'Iberville
347-3457**

avec vous!



BUSHNELL



Remington
AMERICA'S OLDEST GUNMAKER



PSA
ARCHERY

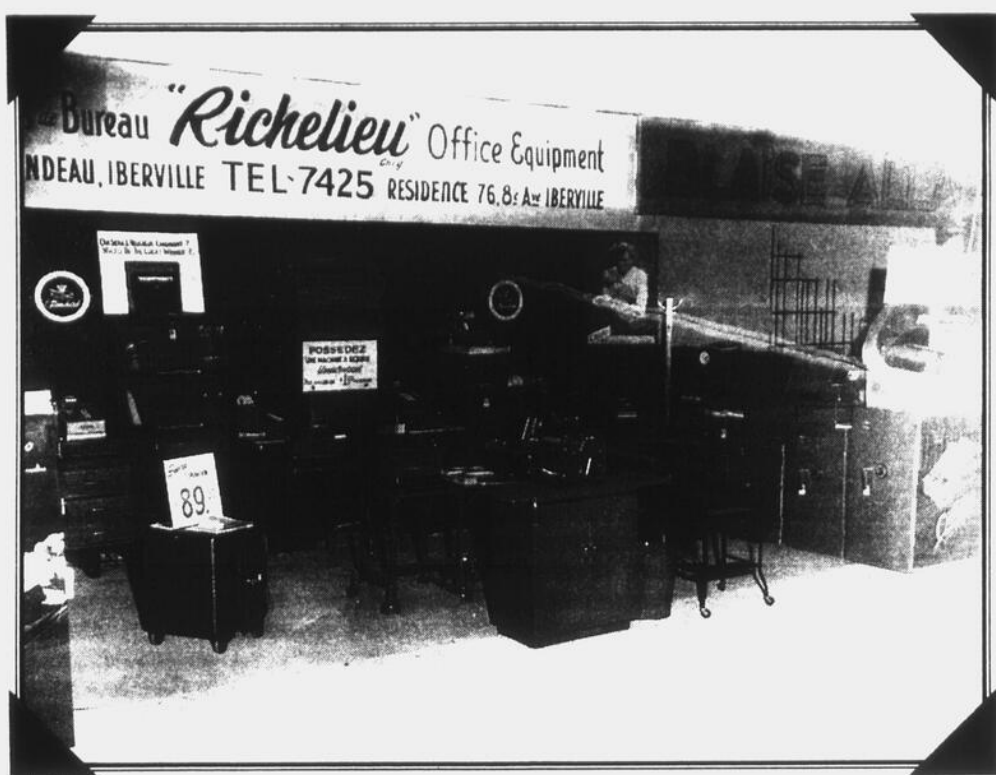


LEUPOLD
MADE RIGHT. MADE HERE.



CHAMPION
GUN COMPANY

ARTICLES DE CHASSE ET PÊCHE

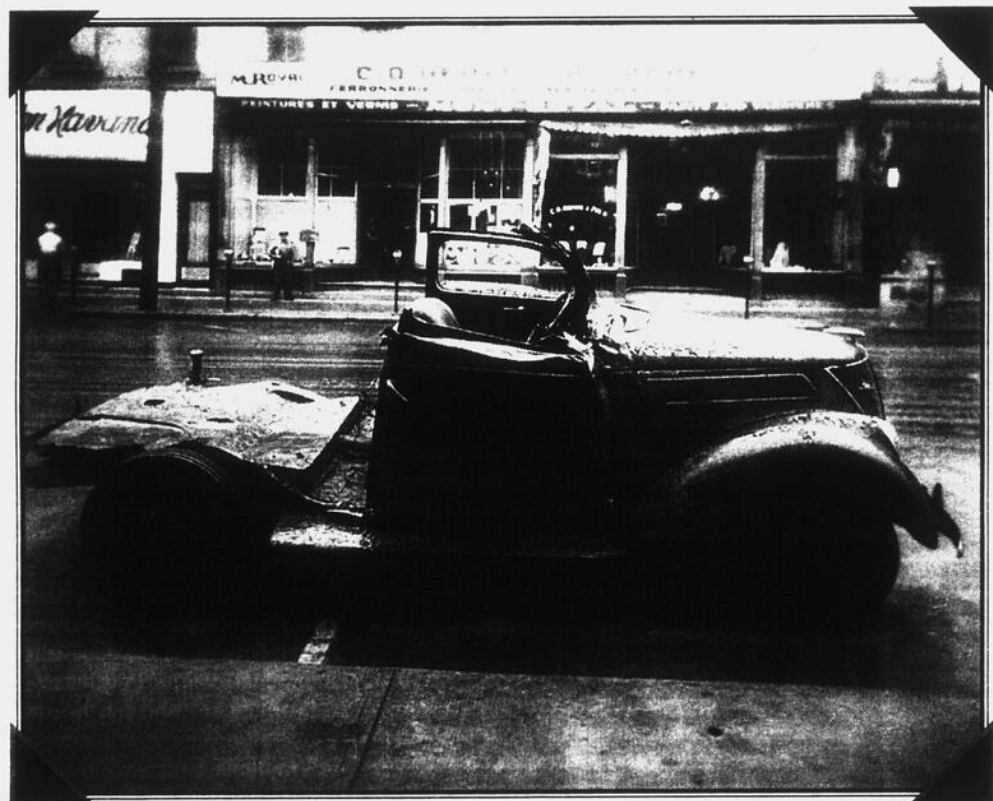


Le kiosque des Équipements de bureau Richelieu

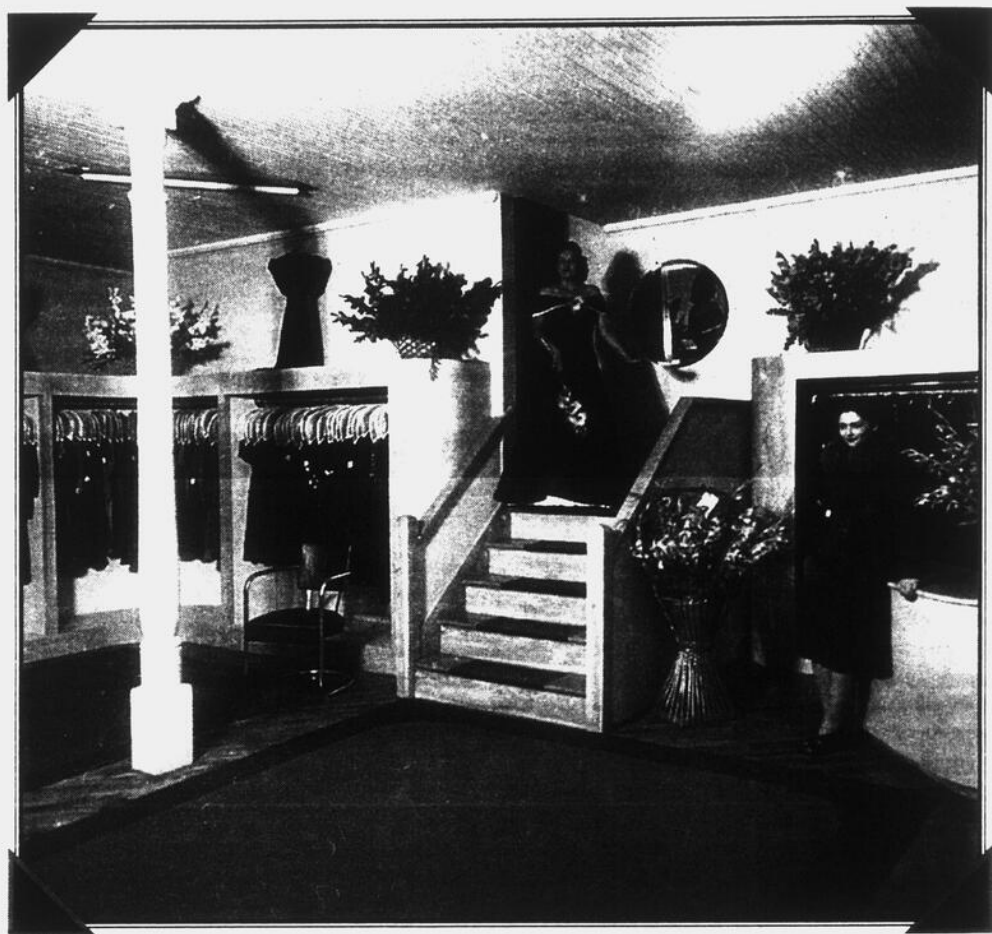
Cette photographie, qui nous a été prêtée par Jacques Charette, président des Équipements J. Charette S.C.C., est celle du kiosque de l'entreprise familiale, lors d'une exposition commerciale tenue à Saint-Jean au milieu du siècle. Fondée par Jean-Luc Charette en 1951, «Les Équipements de Bureau Richelieu» s'est d'abord installé dans un bâtiment de la Place du Quai. Depuis 1981, l'entreprise est installée au centre-ville et a même une adresse sur internet (www.charette.ca). En 2001, elle fêtera son cinquantième anniversaire.



Au coin des rues Saint-Paul et Collin, près de la Singer, l'épicerie Conrad Lanoue en 1945.



Devant la ferronnerie C.O. Gervais & Frères, une véritable institution sur la rue Richelieu, cette photo de 1940 est celle d'un véhicule lourdement accidenté.



Deux élégantes au magasin de vêtements pour dames Adrien Boivin, au début des années 1940, au coin des rues Richelieu et Saint-Charles.



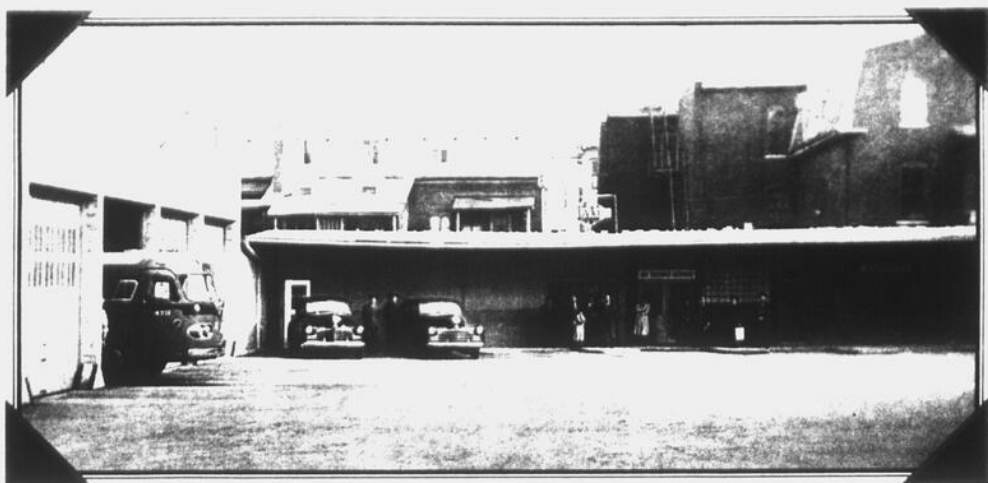
Le St. Johns Hotel en 1930, sur la rue Richelieu, entre les rues Saint-Georges et Saint-Jacques, avait beaucoup de cachet.



Les amateurs de vieilles bagnoles se rinceront l'oeil en regardant cette image de la flotte véhiculaire de U. Remillard Express, en 1938.



Devant le garage Lasnier & Galipeau, à l'intersection des rues Richelieu et St-Georges, les concessionnaires GM du district de Montréal étaient à Saint-Jean pour le tournoi de golf annuel en 1940. Inutile de souligner que c'était bien avant l'adoption de la Charte de la langue française.



En 1940, le terminus d'autobus était logé sur la rue Champlain, à l'arrière de l'hôtel Saint-Jean, où se trouve présentement la CIBC.

L'exposition provinciale agricole et industrielle de Saint-Jean

Du 8 au 13 septembre 1902, Saint-Jean tenait la grande exposition provinciale agricole et industrielle. Quelque 50 000 visiteurs vinrent alors admirer la crème des produits de la terre, des mines, des forêts, de l'industrie et de l'art. Des courses de chevaux et des divertissements hauts en couleur complétaient également le programme.

Une compagnie privée avait été formée en vue de préparer cette grande exposition. Son budget totalisait 50 000 dollars dont les deux tiers venait des contributions des Johannais et des citoyens des comtés environnants. Le gouvernement provincial de l'époque, dirigé par le Premier ministre libéral Simon-Napoléon Parent, avait pour sa part consenti 12 000 dollars pour la tenue de l'événement. Le président de la compagnie était l'avocat Gabriel Marchand, également rédacteur du *Franco-Canadien* au début du siècle. Il était assisté dans sa présidence par Joseph-Aldéric Benoît, maire de Mont Saint-Grégoire, et de Alfred-Noé Deland, notaire de Saint-Jean, respectivement vice-président et secrétaire de la compagnie.

Dans son édition du 8 août 1902, le *Franco-Canadien* vantait les mérites de Saint-Jean et du Haut-Richelieu comme région hôte de cette exposition: «Sillonée par de nombreuses voies ferrées qui en rendent l'accès facile dans toute son étendue, elle offre bien, en effet, au voyageur qui la parcourt, le réjouissant spectacle d'un coin de terre béni de la Providence, où la richesse inouïe du sol la dispute à la beauté plantureuse et apaisante du paysage.»

Quelques semaines avant le début de l'événement, les meilleurs ouvriers de la région s'affairaient à aménager le site afin d'accueillir un nombre record d'exposants et de visiteurs venus du Québec et du Canada, mais également des États-Unis. Ceux-ci allaient être logés dans de luxueux hôtels et dans des domiciles privés leur offrant l'hospitalité. Sur le site même, des milliers de lampes étaient installées pour l'éclairage de nuit et un restaurant de première classe était prêt à recevoir ses convives. Pour se rendre à Saint-Jean, des prix spéciaux furent accordés par diverses compagnies de chemin de fer. Ainsi, un aller-retour Montréal-Saint-Jean coûtait un dollar et le résident de Hartford aux États-Unis pouvait, quant à lui, venir à l'exposition provinciale et retourner chez lui pour seulement 2,05 dollars.

Hormis l'exposition des produits agricoles, industriels et artistiques, chaque après-midi et

soirée amenaient son lot d'attractions. Voici d'ailleurs ce qu'annonçait le *Franco-Canadien* à ce sujet peu de temps avant l'événement: «(...) ascension de ballons par le professeur Walcot et sa fille avec descente en parachute, sauts périlleux par le professeur Oscar Norin et sa soeur, du haut d'une échelle de 84 pieds dans un réservoir ne contenant que trois pieds d'eau, les tours de force acrobatiques de la famille Eddy, l'une des plus célèbres des États-Unis (...). La fanfare de Saint-Jean, dirigée alors par Louis-Napoléon Boisvert, des pantomimes, des chiens et poneys dressés, des exercices de tir et à la baïonnette, des courses de chevaux et des monopèdes contribuaient également à égayer et divertir les spectateurs. Dans sa livraison du 12 septembre, le *Franco-Canadien* parle même, en matière d'attractions, de la présence de «femmes grasses» et d'un «guerrier philippin capturé à Manille».

Lors de la deuxième journée de l'exposition, le mardi 9 septembre, Louis-Amable Jetté, alors lieutenant-gouverneur du Québec, procéda à l'ouverture officielle. Il était entre autres accompagné pour ce faire de Joseph-Israël Tarte, ministre des travaux publics, et de Henry Thomas Duffy, trésorier du gouvernement québécois. Monsieur Tarte profita alors du moment pour plaider pour une amélioration du réseau éducatif. Ainsi, nous aurons des «agronomes éclairés» et des «industriels capables». «Nous devons faire en sorte de devancer les autres races dans la voie du progrès et nous pourrions atteindre ce résultat qu'en améliorant notre système d'éducation», ajoutait-il alors.

Le jeudi, journée des agriculteurs, c'était notamment au tour de Philippe Demers, député de Saint-Jean-Iberville au parlement fédéral, de Philippe-Honoré Roy, député de Saint-Jean à Québec, et de Henri Bourassa, député provin-

cial de Labelle, de venir adresser la parole aux visiteurs. Pour ce dernier, il faut perfectionner l'agriculture au Québec et accroître notre efficacité dans ce domaine. Bourassa dira justement que «Notre défaut, en ce pays, c'est d'avoir de trop grandes terres et de les mal cultiver». «Le but de ces expositions est de comparer les produits entre eux, de constituer les progrès accomplis et d'exciter l'émulation des producteurs par des récompenses à ceux qui ont su le mieux produire», déclara-t-il d'ailleurs.

C'est précisément le samedi, dernière journée de l'exposition, ruinée par la pluie, que le jury remettait quelque 12 000 dollars en prix aux multiples exposants s'étant illustrés dans les diverses compétitions. Ainsi, par exemple, des prix étaient notamment accordés pour les espèces bovines, porcines, la volaille et les fruits de la récolte: lentilles, navets, patates, etc. Aussi, dans le domaine artistique, la collection de monnaie, le dessin à l'encre ou au fusain, les paysages furent entre autres l'objet de prix. À 15 heures cette même journée, Gabriel Marchand procédait à la clôture de l'exposition. Quelque 50 000 personnes avaient foulé le sol du site de l'exposition. Le *Franco-Canadien* estimait à 100 000 dollars les retombées économiques de l'événement pour Saint-Jean.

Faisant le bilan de l'exposition le 19 septembre, ce journal y voyait un événement faisant la promotion des valeurs nationales et fustigeait par la même occasion ses opposants: «Il est bon aussi de remarquer que tout en travaillant dans l'intérêt de notre ville, nous travaillons également à l'avancement de l'agriculture dans notre région et que nous accomplissons par là une oeuvre éminemment patriotique. Ceux qui parlent contre ces expositions sont des ennemis de leurs concitoyens et de leur pays.»

La presse locale n'était cependant pas unanime sur le bien-fondé d'une telle exposition et sur son organisation. En effet, dans son édition du 12 septembre 1902, *Le courrier de Saint-Jean*, journal conservateur dont le propriétaire était Jacques-Émile Molleur, dénonçait la partisanerie entourant l'organisation de l'événement, confiée essentiellement à des libéraux, et l'importance des montants accordés aux divertissements par rapport à ceux destinés aux exposants agricoles: «Les reptiles et les vipères n'ont pas de venins plus venimeux, que le levain dont s'est servi pour boulangier les affaires de l'exposition, mesquinerie d'un bord, fanatisme de l'autre, spéculation d'un côté, empiètement ensuite, tout ce qu'un cerveau léger, étroit et ambitieux peut produire a été mis à l'oeuvre pour détourner du but pour lequel l'argent donné par le gouvernement était destiné.» Cet argent était destiné avant tout aux agriculteurs, défendait finalement le journal.

Cette exposition occupe tout de même une place modeste dans l'histoire de Saint-Jean. Néanmoins, parce qu'elle fut choisie comme site officiel de l'exposition, Saint-Jean démontre qu'elle est, déjà à l'époque, une ville importante du Haut-Richelieu et au Québec en général. Cette exposition reflète également par sa tenue même le caractère fondamental de l'agriculture comme secteur d'activité de premier plan en vue de l'avancement et du progrès de la nation canadienne-française. Ce thème fut d'ailleurs repris par bon nombre des personnalités politiques venues y discourir. Enfin, constatation aussi simple, elle démontre bien que des événements de la sorte font rarement l'unanimité et que les chicanes politiques ne datent certainement pas d'hier.

Marc-Olivier Girard

AVEC VOUS DEPUIS 60 ANS

Heureux 150^e anniversaire
De la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu



285, rue
Saint-Jacques
Saint-Jean-
sur-Richelieu

ÉTABLI DEPUIS 1938

NETTOYEUR **Martin**

347-2373



377, rue Jacques-
Cartier Sud
Saint-Jean-
sur-Richelieu

M Imprimerie Marchesseault et Fils Inc.

PAPETERIE COMMERCIALE ET PROFESSIONNELLE

- ★ Affiches
- ★ Auto-collants
- ★ Billets
- ★ Brochures
- ★ Calendriers
- ★ Carte d'affaires
- ★ Certificats
- ★ Chèques
- ★ Circulaires
- ★ En-tête de lettres
- ★ Enveloppes
- ★ Factures
- ★ Formules d'affaires
- ★ Pochettes
- ★ Process 4 couleurs

165, rue St-Paul
Saint-Jean-sur-Richelieu,
Qc J3B 1Z6
TEL: (450) 359-6666
Fax: (450) 359-7777

René Monette, Représentant

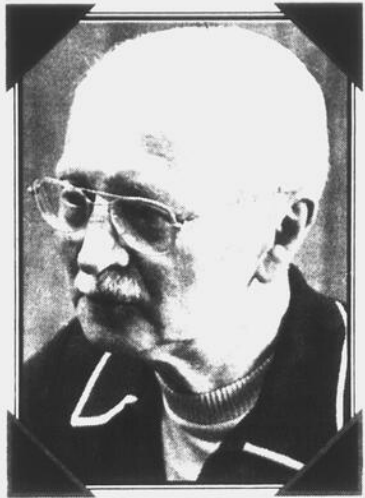
Immigrant et enseignant, possible mais pas toujours facile

Le 1^{er} juillet 1968, à 55 ans, j'arrivais au Québec. En septembre, j'étais engagé au cégep de Saint-Jean. Accueil mitigé de la part de quelques dirigeants; d'autres ont facilité mon adaptation tels messieurs Girard et Gaboriau que je remercie sincèrement. Le séminaire n'avait pas encore complètement quitté les lieux; un certain «arôme» se percevait encore et facilement; il en est qui se demandaient si je n'allais pas répandre des effluves du fameux «Mai 1968» ou me permettre «quelques libertinages à la française», et j'en passe de leurs allusions méfiantes.

À ma toute première visite du collège, je rencontre deux enseignants qui, tout de go, me déclarent: «Vous venez pour la philo; pauvre de vous, les étudiants ne s'y intéressent pas du tout.» Avec mon accent pointu (soit au physique soit au mental!), j'ai aussitôt répondu: «En êtes-vous sûrs? On verra.» Sur-le-champ, ma décision fut prise: je leur prouverai le contraire.

Il n'empêche que j'avais un trac stressant. Donc, une première session avec d'inévitables tâtonnements mais, dès la seconde session, je me trouvais à l'aise et j'ai repris comme consigne mes trois «E»: écouter, encourager, enseigner. Mes contacts, mes relations avec étudiants et étudiantes furent bons, bénéfiques pour moi d'abord. Mes cinq groupes dépassaient chacun les 40; c'était beaucoup trop. Donc je n'ai pas pu réaliser mon idéal avec chaque étudiant; cependant, et c'est exact pour mes 11 ans d'enseignement au Cégep, je peux affirmer que mes trois «E» ont été vécus avec plusieurs, parfois bon nombre d'entre eux. Je n'ai certes pas pu plaire à tout le monde, mais je sais que j'ai aidé un certain nombre de ces jeunes à voir plus clair et même à ne pas décrocher. Aussi, je puis dire que ces années-là, ces 11 ans, ont été parmi les excellentes de ma carrière s'achevant bien mieux que je ne l'avais espéré: étranger, âgé, j'étais accepté, respecté, consulté par ces jeunes Québécois à l'esprit plus ouvert que tant d'autres...

Et j'ai constaté que la majorité des étudiants et étudiantes ne détestait pas du tout la philosophie ainsi que des «puristes» me l'avaient annoncé. Les problèmes de la vie courante, leurs problèmes, prenaient plus de place que les idéologies ou systèmes; nulle démagogie, du réalisme. Des



Marcel Colin a enseigné la philo pendant onze ans au cégep.

conversations, des échanges personnels et hors cours se multipliaient; j'ai, ainsi, appris beaucoup de mes étudiants; ce sont eux qui m'ont vraiment «québécoisé». Je me permets ce néologisme. C'est dire que je ne pouvais ni demander ni espérer mieux comme finale d'un métier, au beau et plein sens du mot, que j'ai jamais franchement et beaucoup. Mettre du cœur et voir le positif caché en tout être humain, la clé d'un enseignement dynamique; quand on encourage, on réussit; et même un cours de philo devient vivant et peut intéresser nos jeunes!

Une anecdote significative. On décida, au Cégep, d'offrir un cours nouveau, celui sur la poésie québécoise. Personne n'était emballé par ce projet. Connaissant et appréciant la poésie québécoise depuis déjà quelque dix ans au moins, j'ai donc accepté de donner ou plutôt animer ce cours. Ce fut un beau travail et je publiais un petit volume, *Approche de la poésie québécoise*. Un peu plus tard, Jacques Boulanger me remplacera, le directeur pédagogique estimant que «philo et poésie, ça ne va pas ensemble». Il n'avait saisi ni l'une ni l'autre. Au demeurant, l'une de mes fiertés est d'avoir pu contribuer à assurer ce cours. Preuve d'ailleurs qu'un émigré qui se veut, qui se fait un immigré, à noter le sens des préfixes de ces deux mots, l'immigré s'est greffé au Québec, prend à son tour le sens très vif du Québec et peut l'irradier. C'est pourquoi j'ai prolongé l'enseignement oral par l'écriture, ma présente manière d'être encore quelque peu utile, de continuer à semer et à encourager.

Marcel Colin

La communauté italienne dans notre milieu

Dans les années 50, on se souviendra de l'arrivée d'Européens en terre canadienne. En Italie, la guerre a fait ses ravages. Le contexte économique est très difficile et plusieurs familles n'ont d'autres choix que de conseiller à leurs adolescents de s'expatrier pour s'assurer un avenir plus prometteur.

Le Canada facilite l'accueil de nombreux immigrants italiens qui s'installent en particulier, à Toronto et Montréal. Ces jeunes sont prêts à travailler dans n'importe quel métier. À cette époque, bien différente de celle d'aujourd'hui, les entreprises et les usines ne cessent de se multiplier. Une centaine de ces Italiens s'installent dans notre région et ses alentours.

À ce moment-là, à Saint-Jean, très peu de familles italiennes parlent encore la langue; les familles Ditata, Biscotti, Trochei, Mellilo pour ne nommer que celles-ci. Les jeunes arrivants, qui ne parlent ni ne comprennent le français, apprécient la présence de ces familles. Inutile de préciser qu'une invitation à manger un spaghetti n'est jamais refusée. Certaines de ces familles se font un devoir de répéter leur invitation une fois par semaine.

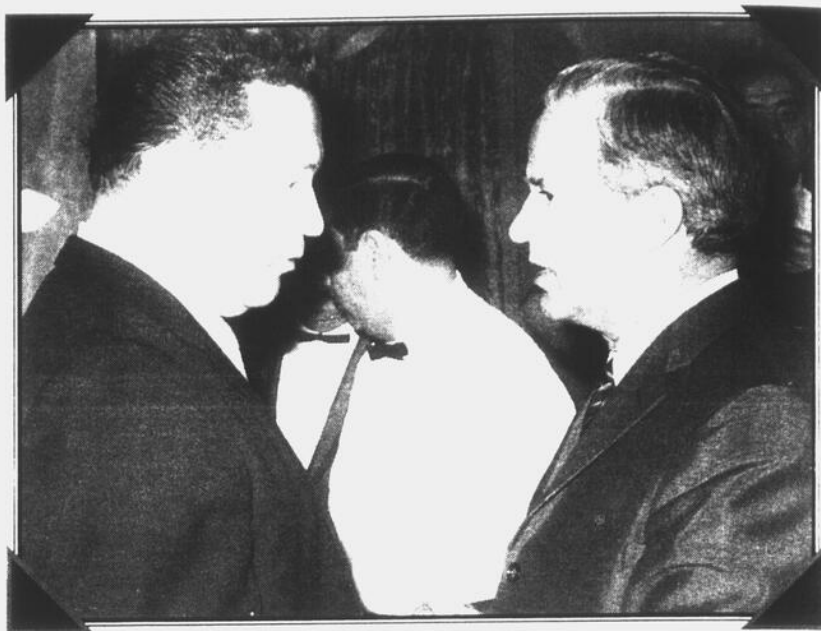
Pour ces nouveaux immigrants, le besoin de se rencontrer et de partager leurs expériences respectives, fait naître l'idée de créer un Club Italien comme celui qui existe à Montréal.

Ainsi leur souhait se réalise. Le 24 août 1964, est créé le Club Italien Canadien, au local des employés de Pirelli, situé au 31, rue Saint-Charles, à Saint-Jean. Le premier président élu par l'assemblée des membres est M. Aniceto Vatri. Le Club démarre avec ses règlements et ses activités qui sont:

- Souper pour les membres et leurs familles
- Parties de cartes
- Soirée Père Noël pour les enfants des membres incluant les enfants de l'orphelinat (situé à ce moment-là, rue Longueuil).

Devant le succès monstre de toutes les activités si bien planifiées, le Club Italien Saint-Jean Inc. est sollicité par la Ville de Saint-Jean pour coordonner le Carnaval d'hiver. C'est une réussite totale durant trois années. Constatant l'ampleur du mandat, l'absence de collaboration de différents groupes sociaux du milieu, le Club Italien, à regret, cesse de porter la responsabilité de l'organisation de ce carnaval annuel.

Les soirées continuent d'être très populaires et la participation assidue des membres est stimulante et encourageante. Les jeunes familles, dont les enfants sont nés ici, désirent leur faire apprendre la langue. Grâce à la collaboration de feu Gustave Signori, membre honorifique du Club, alors président de la Commission scolaire, des cours d'italien sont offerts à l'école Notre-Dame du Sacré-Cœur. Deux professeurs sont engagés et le Consul Italien fournit du matériel didactique. Après trois années d'activité, le transfert d'un professeur et l'augmentation



Agostino Vello, qui a assumé pendant 17 ans la présidence du Club Italien, est ici en compagnie de Jean-Jacques Bertrand, ex-premier ministre du Québec de 1968 à 1970.

des coûts rendent impossible la poursuite de ce service.

Italie 5 mars 1967

Dans le Nord de l'Italie, près de Florence, des pluies diluviennes et continues provoquent des affaissements de terrain, plusieurs routes sont coupées, des villages ensevelis sous la boue. Un appel à l'aide est lancé. Les Italiens d'ici ne sont pas insensibles à cette dévastation dans leur pays d'origine. Rapidement, ils organisent un concert bénéfice avec des artistes de la région, sous la présidence d'honneur de feu Mgr Gérard-Marie Coderre et feu Lawrence N. McMillan, alors maire de Saint-Jean.

Puis le journal «Notiziario» est créé et distribué régulièrement aux quatre-vingts membres. On y retrouve: le mot du président, des nouvelles de chacun des membres, les naissances, les décès, on mentionne l'ouverture de nouveaux commerces tout en parlant des activités régulières: les soupers du printemps et d'automne, le premier pique-nique à l'O.T.J. (aujourd'hui le Centre de plein air Ronald-Beauregard), et par la suite, les autres à l'Île-aux-Noix, épluchette de blé d'Inde, etc.

Au souper du printemps, devant les familles italiennes et amies de celles-ci, la coutume est d'offrir une plaque honorifique à celui ou celle ayant terminé ses études universitaires. Ceci dans le but d'encourager les jeunes italiens et italiennes à poursuivre leurs études.

Quelques années plus tard, lorsque l'idée du Festival Johannais est lancée par feu Fernand Charest, alors conseiller municipal, on fait appel au Club Italien pour l'organisation du souper durant les festivités du festival. Cette soirée très bien préparée se tient au restaurant Chez Mario, avec la participation du club des folkloristes de Saint-Jean et d'un accordéoniste qui agrémentait l'ambiance du repas. La présence de cinq cents (500) personnes démontre le succès de cette activité.

où règne une atmosphère de fête bien vivante avec orchestre et musiciens.

Plusieurs membres furent tour à tour président du Club Italien et je les nommerai par ordre alphabétique. Ce sont messieurs: Salvatore Cantarella, Mario Coletti, Livio Geromin, Evasio Massignani, Nick Pisano, Angelo Saran, Aniceto Vatri, Agostino Vello.

Monsieur Vello assume la présidence durant dix-sept (17) années non consécutives. Il sait agrémenter les soirées en offrant une ou deux chansons de son répertoire. Avec sa belle voix, il sait charmer son auditoire.

Les années passent, les enfants des membres s'intéressent plus ou moins aux activités du Club Italien. Ceux-ci ont grandi et vécu en terre d'adoption, et se sont intégrés à la culture québécoise. Seule la soirée annuelle du Club Italien, demeurera jusqu'en 1993.

Malgré les efforts et la bonne volonté de certains membres et la participation de nombreux johannais et johannaises, les activités du Club Italien cesseront. Le dernier souper du Club Italien a lieu au Centre des Aînés, le 15 mai 1993; près de trois cents (300) personnes y participent dont à peine une vingtaine de membres italiens et leurs familles.

Vu la faible participation des membres, l'avenir du Club Italien est incertain. Lors de la dernière assemblée du 10 novembre 1993, les membres présents décident que le Club Italien soit dissous et que le solde accumulé soit distribué comme suit: Fondation de l'hôpital du Haut-Richelieu 2000 \$; Société canadienne du cancer 1000 \$; maladies du cœur 1000 \$.

La communauté italienne de Saint-Jean-sur-Richelieu, a contribué à sa manière, à la croissance de notre région tant sur le plan culturel, économique que social. Nous nous réjouissons de cet apport enrichissant inscrit dans notre histoire johannaise.

Marie Signori-Guérin

Nous sommes heureux de participer au développement de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Domaine du Haut St-Jacques

MAISON MODÈLE
873, rue Du Roussillon
Saint-Jean-sur-Richelieu

048051-9c38-m

GSC
Gaétan Sirois
Construction inc
Depuis 17 ans
347-8824
LA GARANTIE QUALITÉ HABITATION

Heureux 150^e anniversaire



LE COQ RAPIDE

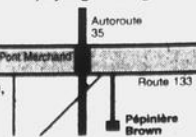
365, boul. du Séminaire
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-1191

Heureux de souligner votre 150^e anniversaire



54, Avenue de la Pépinière,
Iberville
347-1462

Évaluation de paysage gratuite



Joseph-Laurent Pinsonnault, photographe

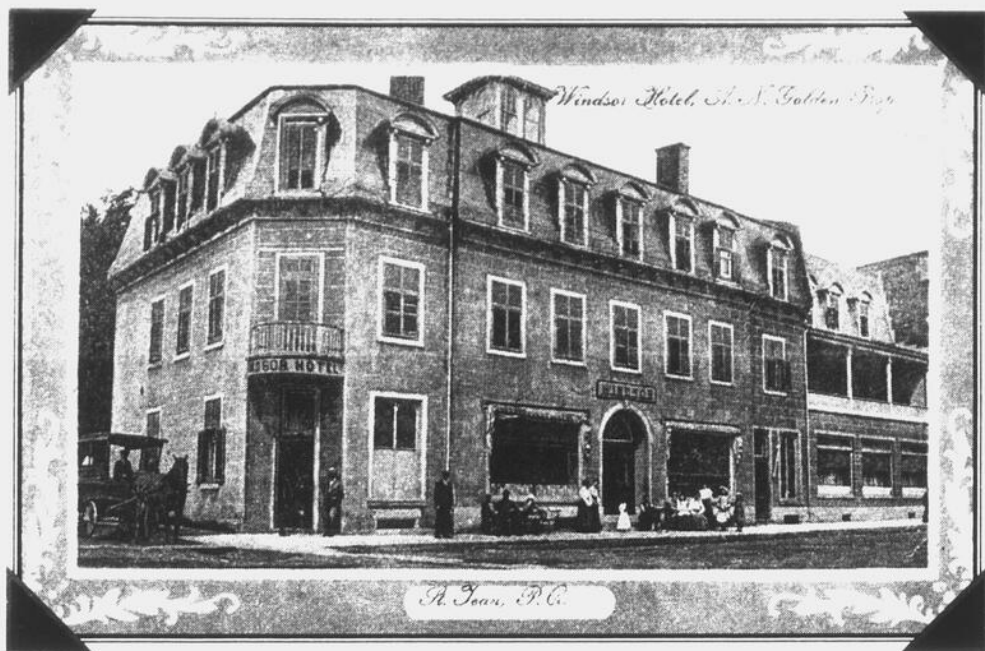
Joseph-Laurent-Justinien Pinsonnault, est né le 3 septembre 1862 à Saint-Jacques-le-Mineur. Il était l'aîné du deuxième lit de la famille de huit enfants de Camille Pinsonnault et de Sophie-Adeline Morin. Vers 1869, le père abandonne son entreprise agricole et s'installe à Saint-Jean.

Très tôt, à l'âge de 12-13 ans, Joseph-Laurent quitte l'école pour travailler comme emballer chez le négociant en vaisselle Ramsay de la rue Richelieu. Le commerce a comme voisin le studio de photographie de Pierre-Lucien Brault où le jeune Pinsonnault s'initie à la photographie et travaille le dimanche.

Revêtus de leurs plus beaux habits, les gens en profitent pour venir, après la grande messe, se «faire tirer le portrait». Peu après, Joseph-Laurent devient l'assistant à temps plein de Brault mais ouvre son propre studio rue Richelieu (actuellement le 245) en 1884. En 1890, monsieur Brault vend son studio à J. Ludger Morin qui le vend finalement en 1891 à Pinsonnault.

En 1905, Alfred-Zénon, un de ses frères qui opère aussi un studio de photographie à Sherbrooke, s'associe à Joseph-Laurent et ensemble fondent la maison d'édition Pinsonnault Frères édit. St-Jean et Sherbrooke P.Q. Can. C'est le début de leur carrière dans l'édition de cartes postales.

Parmi les séries de cartes postales éditées par les frères Pinsonnault, 200 clichés baptisés *Canada Pittoresque* et *Galerie historique*, réunissant des portraits de personnages ayant



L'hôtel Windsor, l'une des nombreuses photographies de la collection Pinsonnault que l'on retrouve au Musée.

marqué l'histoire canadienne. Plus localement, Joseph-Laurent a édité seul, une série régionale (1200 clichés) qui contenait des photographies des principaux édifices de Saint-Jean ainsi «qu'une foule de vues des plus pittoresques de la région».

Désireux d'exploiter plusieurs aspects de son métier, Pinsonnault a aussi réalisé des reportages pour des associations. De plus, il a produit en 1912, des photographies ayant servi à l'édition de la brochure *St-Johns P.Q. Canada* et le *Centre manufacturier par excel-*

lence, publié par la Chambre de commerce.

Il produira également une quantité impressionnante de photographies sur notre région qui seront abondamment reproduites dans des ouvrages.

Dès le début des années 1920, il laisse à son fils Aimé le soin de la photographie extérieure pour oeuvrer désormais qu'en studio et effectuer le travail de retouche et de coloriage des épreuves, alors très en vogue à l'époque. Sa fille Marthe est l'une de ses plus précieuses

collaboratrices. Les photographies étaient développées selon le procédé «Sépie», leur donnant une finition au ton cuivré. Une solution à base d'or était nécessaire pour développer ces photographies. Lorsque ce produit venait à manquer, Joseph-Laurent allait chercher un 5 \$ en or à la banque, le faisait fondre chez le forgeron et versait le métal liquide dans la solution chimique!

Joseph-Laurent a initié ses frères et sa sœur au métier de photographe. Leur apprentissage terminé, ceux-ci le quittent pour ouvrir leurs propres studios ou travailler pour un autre membre de la famille.

Tout comme ses frères, Joseph-Laurent était un homme d'affaires. Il offrait dans son magasin différents produits tels: matériel photo, développement, agrandissements, papier, cartes postales, etc. Très actif au sein de la communauté johannaise, il fut membre de la Commission scolaire de 1917 à 1935, conseiller municipal entre 1900 et 1915 et maire de février 1915 à février 1917.

Joseph-Laurent Pinsonnault mourut le 17 juillet 1956 à l'âge de 93 ans et avait cessé de travailler à son commerce que cinq semaines avant son décès.

Grâce à Joseph-Laurent Pinsonnault, nous possédons aujourd'hui un patrimoine photographique exceptionnel, permettant de perpétuer notre mémoire collective.

Source: «Joseph-Laurent Pinsonnault artiste-photographe» publié par le Musée régional du Haut-Richelieu en 1993.

Devenu le Musée québécois de la céramique

Le Musée du Haut-Richelieu a vingt ans

Issu de la Corporation des musées historiques de Saint-Jean et du groupe «le Comité du musée», le Musée régional du Haut-Richelieu a été institué au cours de l'année 1979. Cela fait suite à l'élaboration de plusieurs projets de mise en valeur et à des actions de sensibilisation menées auprès de la population. L'édifice de la Place du Marché qui accueille dès lors le nouvel organisme présente un caractère patrimonial important étant un vestige de la vieille ville et un lieu traditionnel de rassemblement populaire et de commerce.

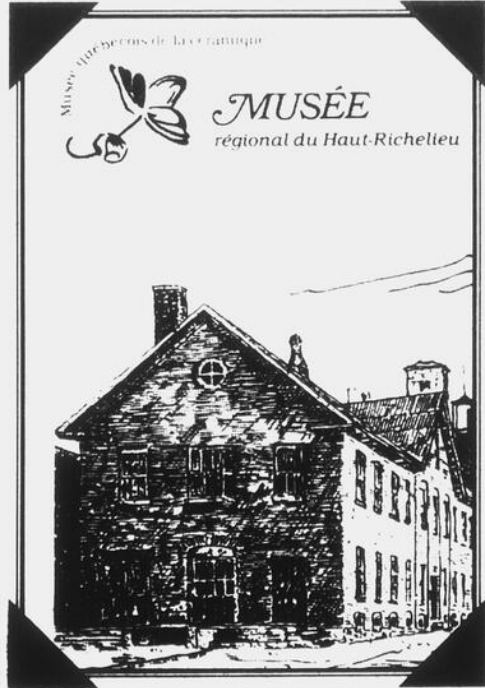
Les deux salles du musée aménagées au 2^e étage présentent les grandes étapes de l'histoire régionale et nationale ainsi que plusieurs aspects de la vie quotidienne des ancêtres de la vallée du Richelieu. Au fil des ans, une collection d'objets témoins du passé a été rassemblée à l'aide de dons, d'achats et de prêts de simples citoyens et de collectionneurs.

A compter de 1982, la création du Prix Fleur Bleue et l'enrichissement continu de

la collection dans le secteur de la céramique incitent les membres du conseil exécutif du musée à ajouter la périphrase «Musée québécois de la céramique» à la dénomination reconnue du musée. Des collections homogènes de poteries et de faïences identifiées aux grandes fabriques et aux artisans de la région intègrent les réserves du musée.

Une préoccupation pédagogique détermine la programmation du musée axée sur la production de maquettes, de diaporamas, de jeux et de parcours historiques, d'expositions thématiques. Soucieux d'être impliqué dans sa communauté, le musée mène parallèlement à ces activités muséales, des actions de récupération et de restauration du patrimoine du Haut-Richelieu.

Le musée maintiendra ses opérations au cours de la décennie suivante principalement grâce une subvention annuelle accordée par la ville de Saint-Jean et de plus, par des activités de financement, des subventions ponc-



tuelles accordées par la M.R.C., les gouvernements provincial et fédéral. L'engagement d'un directeur général sera rendu possible de même que l'élargissement des espaces d'expositions qui comprennent dès 1991, le rez-de-chaussée de l'édifice de la Place du Marché. Les années 90 seront marquées par la présentation d'expositions itinérantes au musée, l'organisation d'activités culturelles et communautaires, la restructuration de l'exposition permanente en fonction de la prépondérance accordée à la mise en valeur de la collection de céramiques québécoises qui se veut d'un intérêt national.

Une rigoureuse politique d'acquisition aura permis au musée de consolider cette vocation et d'acquérir en 1995 une collection majeure de poterie et de vaisselle (collection Lebeau) servant de référence à l'étude de la production industrielle de la céramique au Québec.

Suzanne Lavoie



FADOQ en Montérégie

Depuis 30 ans la FADOQ en Montérégie est au service des aînés de la région. Nous tenons à souhaiter à tous nos membres et à la population
JOYEUX 150^e ANNIVERSAIRE

FADOQ – Région Rive-Sud-Suroît inc.

(450) 347-0910

6-A, chemin du Grand-Bernier Sud, Saint-Jean-sur-Richelieu



SANTE Services

DANIEL LUSSIER

Heureux d'être à votre service depuis 1991
Nous entrevoyons un avenir
des plus stimulants au cœur
de notre belle municipalité

(450) 347-2389

122, rue Saint-Jacques, Saint-Jean-sur-Richelieu

Le Canada Français fêtera 140 ans en l'an 2000

Paru pour la première fois le 1^{er} juin 1860, le Franco-Canadien qui deviendra plus tard Le Canada français fêtera ses 140 ans d'existence en l'an 2000. Jamais depuis sa fondation il n'a cessé de publier, s'enorgueillissant d'être le vice-doyen de la presse francophone en Amérique (Le Courrier de Saint-Hyacinthe a été fondé en 1853).

La création de ces deux journaux au milieu du siècle dernier n'est pas étrangère à toute l'effervescence qui règne alors tant sur le plan politique que des idées. La presse vit un âge d'or au Québec qui voit fleurir des idées progressistes telles que la liberté d'opinion, la lutte pour l'instruction publique, la séparation de l'Église et de l'État et même l'annexion aux États-Unis.

Quelque trois cents journaux nouveaux apparaissent entre 1840 et 1867, année de la Confédération. De toutes ces publications, peu survivront jusqu'à aujourd'hui.

F.-G. Marchand

Que ce soit à titre de rédacteur ou de propriétaire, le nom de Félix-Gabriel Marchand puis celui de son fils Gabriel seront étroitement associés au Franco-Canadien et au journal Le Canada Français, durant un demi-siècle, de sa fondation jusqu'en 1910. Marchand, notaire de profession, homme d'affaires et de lettres connaîtra une carrière politique brillante le menant de simple député libéral du comté de Saint-Jean en 1867 à premier ministre du Québec (1897-1900).

Ainsi au printemps 1860, avec un autre notaire, Valfroy Vincelette d'Iberville, il convainc les imprimeurs Pierre Cérat et Isaac Bourguignon qui publient déjà à Montréal un journal à saveur humoristique, La Guêpe, de fonder un journal qui sera l'organe accrédité du Parti libéral dans les comtés de Saint-Jean, Iberville et Napierville. Une souscription populaire a permis d'amasser 800 \$ pour lancer le nouveau journal.

Dans le premier numéro daté du 1^{er} juin 1860, un Prospectus annonce la couleur du journal. D'abord le comité des rédacteurs note qu'il y a trop peu de journaux français dans le pays. Il souligne aussi que ces journaux sont tous à peu près les organes exclusifs d'un parti, défendant la politique du gouvernement actuel, ou combattant dans les rangs de l'opposition. Mais Marchand et Vincelette sont eux-mêmes des militants libéraux tout comme les deux imprimeurs. Ils en feront un journal étroitement associé aux intérêts des libéraux qui à l'occasion défendra des idées plus progressistes comme la valeur de l'instruction publique et la création d'un ministère de l'Éducation.

En 1860, le contexte politique est au changement constitutionnel et le nouveau journal prévoit une lutte imminente entre le Haut (Ontario) et le Bas-Canada (Québec). Le journal dit vouloir s'y impliquer en faisant valoir non pas des intérêts partisans mais nationaux. Il veut être l'organe du district, donc défendre avant tout les intérêts de la région sans par contre les faire passer devant ceux du pays. «Nous désirons que notre feuille sans cesser d'être canadienne, soit surtout franco-canadienne».

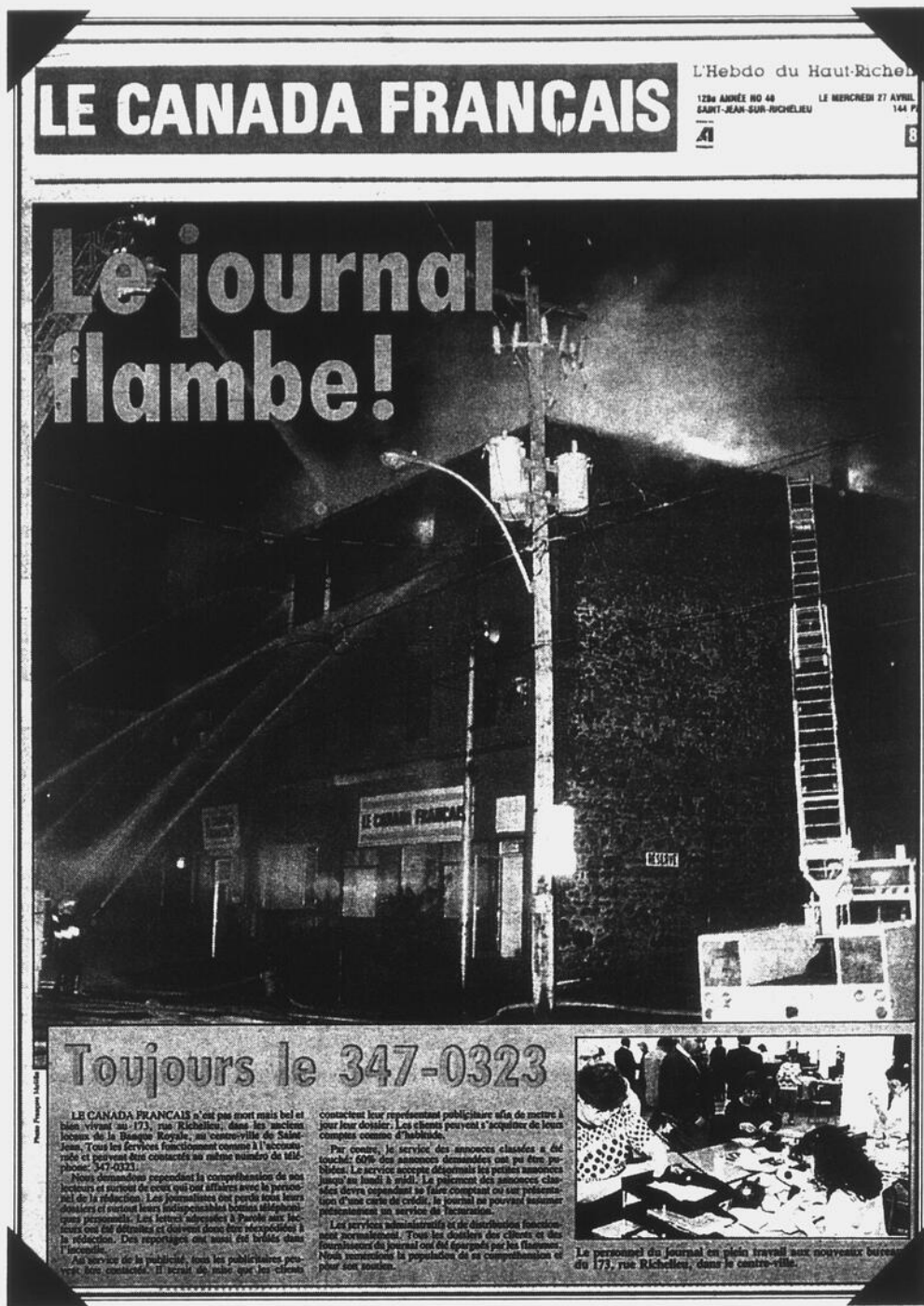
Sans être une feuille religieuse, le journal sera catholique comme ses rédacteurs.

Débuts modestes

À ses débuts, le journal paraît les mardis et les vendredis. Le coût annuel de l'abonnement n'est que 2\$. Il ne compte que quatre pages d'un format de 14 pouces sur 21. La publicité annonce les pilules fortifiantes pour les femmes faibles, les ornements d'église, un assortiment général d'effet de grocerie, etc. Ses pages font place à la nouvelle locale touchant l'agriculture, la vie politique, les mariages mais aussi font écho aux événements de la vie montréalaise. Ils relatent les débats parlementaires. Les nouvelles d'Europe et des États-Unis occupent beaucoup d'espace.

L'avocat Charles-Joseph Laberge sera le premier rédacteur en chef. Il fut maire d'Iberville, député et même brièvement ministre sous l'Union. Il fonda l'Institut canadien d'Iberville. Félix-Gabriel Marchand lui succédera à la tête de la rédaction (1861-1863).

Mais Marchand y reviendra de 1867 à 1878 alors qu'il est occupé pourtant le siège de Saint-Jean à l'Assemblée législative du Qué-



Malgré le feu qui rase ses installations dans la nuit du 23 au 24 avril 1988, le Canada Français réussit à publier comme à l'habitude.

bec. L'historien Robert Rumily ira jusqu'à parler du journal comme «l'organe presque personnel de Marchand».

Au cours du XIX^e siècle sont associés aussi les noms des juristes Alfred-Napoléon Charland (1863-1865), Jean-Éphrem-Zéphirin Bourchard (1878-1882), puis Gabriel Marchand (1882-1885) et Léon Lorrain (1885-1892) à la direction de la rédaction.

Les débuts ne sont faciles. L'année de la Confédération, Bourguignon vend le journal à Marchand pour qu'il lui donne un nouvel essor. Ce dernier lance un appel à la solidarité des Canadiens-Français pour défendre la langue et la religion de leurs pères. Il s'emploie à donner plus de consistance au contenu et à renouveler sa typographie.

Grand Feu

Mais le 13 juin 1876 survient le Grand Feu détruisant les trois quarts de la ville. Le journal doit se doter d'un nouvel équipement. Le format passe à 18 pouces sur 24 et fait plus de place aux illustrations. La première nouvelle illustrée paraît en octobre 1877. Par ailleurs le journal accorde plus d'importance aux nouvelles canadiennes et de la région.

Jusqu'en 1879, le journal compte toujours quatre pages mais il commence alors à publier trois fois par semaine, les mardis, jeudis et samedis. Mais cette fréquence est abandonnée et à compter de septembre 1883, il ne paraît plus qu'une fois. Le prix de l'abonnement annuel est réduit à 1\$. Quelques années auparavant, en 1876, le journal était revenu la propriété de Bourguignon.

Affrontement

Mais Félix-Gabriel Marchand alors chef du Parti libéral et chef de l'opposition n'en continue pas moins à s'intéresser de près à la scène Saint-Jean et au journal. Mécontent du contenu du Franco-Canadien adoptant à ses yeux une direction politique trop molle, il se lance dans une nouvelle aventure: la fondation le 6 juillet 1893 du journal Le Canada Français, journal libéral du district d'Iberville. Marchand invo-

que une entente conclue avec Bourguignon qui aurait fait en sorte de lui remettre le titre du journal s'il l'abandonnait. Il dénonce des pourparlers entre le propriétaire du Franco-Canadien et la famille Rolland, d'allégeance conservatrice, pour vendre les équipements du journal.

Bourguignon se défend de mal défendre les intérêts du Parti libéral et plaide plutôt le manque d'argent. Commence alors une âpre lutte entre le Franco-Canadien et le Canada Français dont la facture est presque identique et est publié le même jour. L'avocat Alphonse Morin, un ami de Marchand, en est le propriétaire et l'éditeur.

Deux ans plus tard, Marchand reprend possession du Franco-Canadien en vertu d'un contrat enregistré devant notaire à l'effet qu'advenant l'insolvabilité de Bourguignon le journal revienne à Marchand.

Le 4 octobre 1895 paraît le premier numéro du journal Le Canada Français / Le Franco-Canadien qui conservera cette double appellation durant près de 70 ans. Mais peu à peu les gens prirent l'habitude de l'appeler Le Canada Français et plus familièrement Le Canada.

Tournant du siècle

En juin 1898, le journal devient la propriété du fils de Marchand, Gabriel qui lui insufflera une nouvelle vie. L'édition du 26 août 1898 a six pages. L'année suivante, le journal a huit pages et grimpe à dix en 1905. Une première étape de l'histoire du journal prend fin.

Gabriel Marchand qui suivra les traces de son père en se faisant élire député de Saint-Jean à l'Assemblée législative du Québec en 1908, conserve la propriété du journal jusqu'à cette date puis le vend à une compagnie «Le Canada français limitée», propriété d'un avocat de Montréal. Il continue cependant à en être l'éditeur jusqu'à son décès en 1910.

Arsène Bessette, rédacteur en chef qui succède au fils Marchand aura aussi marqué l'histoire du journal par sa plume, ses idées patrio-

tiques et son style coloré.

Au cours de son histoire, le journal a occupé divers locaux dans le Vieux-Saint-Jean. Tantôt logé sur la rue Champlain ou encore sur la rue Saint-Jacques, c'est en 1910 que la Compagnie propriétaire acquière le terrain et l'édifice situé au 16, rue Richelieu et y élit domicile en 1911. Aujourd'hui l'emplacement porte le numéro civique 84 et le journal y a toujours pignon sur rue.

Louis-Omer Perrier

En 1918, Louis-Omer Perrier originaire de Saint-Valentin devient le directeur général de la Compagnie. Deux ans plus tard, il en fait l'acquisition pour la somme de 18 000 \$. Jusqu'à aujourd'hui, l'histoire du journal restera liée à sa famille. Car à sa mort en juin 1958, son petit-fils, Yves Gagnon, prend la relève.

À l'époque des débuts de L.O. Perrier, le journal commence à paraître le jeudi et publiera cette journée jusqu'au 4 décembre 1968. Depuis il paraît le mercredi. Si durant les quinze premières années de son règne, le journal ne change pas d'allure, il passe en 1935 à seize pages. Il en compte vingt en 1940 puis quarante en 1953.

Tout en demeurant à tendance politique libérale, le journal cesse cependant en 1937 de se dire «organe libéral» pour se présenter comme «hebdomadaire dévoué aux intérêts de toute la région». Il n'en demeure pas moins associé aux libéraux puisque Perrier est organisateur politique tant aux élections provinciales que fédérales.

Par ailleurs c'est lui qui fait vraiment du journal une publication à vocation régionale donnant une place plus considérable à la nouvelle locale. En effet durant son règne de quarante ans, il associe à la rédaction du journal des dizaines de correspondants dans toutes les municipalités et villages allant de La Prairie à Frelighsburg. Cette nouvelle orientation fera le succès du journal jusqu'à aujourd'hui.

Gagnon-Paradis

À la mort de Perrier en 1958, Yves Gagnon, avocat de profession qui devient par la suite directeur de l'École de journalisme de l'Université Laval, assume seul la direction. Il mise sur la qualité de l'information pour gagner la bataille de la concurrence et faire du Canada français, l'hebdomadaire du Haut-Richelieu.

De publication partisane, il en fait un journal d'information. Indépendant de toute formation politique depuis cette époque, sa position éditoriale n'est pas pour autant neutre. Au référendum de 1980, le journal sera un des seuls médias québécois reconnus à prendre position pour le Oui.

En 1964, Yves Gagnon fonde la compagnie Les Éditions Le Canada Français limitée et s'adjoint des collaborateurs dont Robert Paradis au poste de chef de l'information qui devient par la suite son associé et assume à compter de 1970, la direction générale du journal puis ensuite la présidence de la compagnie au décès de Yves Gagnon en février 1986. Jusqu'à ce jour, le journal est resté propriété d'intérêts locaux, indépendant et échappant aux tentacules des grands conglomérats de presse.

À partir des années 60, tout comme le Québec, le journal vit sa Révolution tranquille bâtissant sa crédibilité. Son contenu rédactionnel se diversifie. Il devient l'hebdomadaire régional le plus important du Québec tant par son tirage, son volume que l'importance de sa salle de rédaction. Durant les années 70, il atteint pour la première fois de son histoire une stabilité financière. Il se donne une politique d'information. En 1976, la rédaction est une des premières au Québec à se doter d'un code d'éthique. En juin 1985, le journal fête ses 125 ans et prend un nouveau virage technologique. Il tire alors à 17 056 copies et publie en moyenne 177 pages.

Survient dans la nuit du 23 au 24 avril 1988, un autre incendie qui allait détruire toutes les installations du journal dont ses archives-photos. Mais six mois plus tard, le journal aménage dans un édifice neuf au coeur du Vieux-Saint-Jean.

Louise Bédard

Photographe depuis 25 ans au CANADA FRANÇAIS

Jacques Paul, un chasseur d'images

Qui ne connaît pas Jacques Paul? Le photographe du CANADA FRANÇAIS sillonne les rues de la ville depuis 25 ans. Toujours en quête d'images fabuleuses, il se laisse guider par les événements et croque sur le vif les moments qui marqueront l'histoire. Pour ce chasseur d'images, la routine n'existe pas. Il adore l'imprévisible.

Peut-être l'avez-vous déjà croisé sur votre route, au volant de son Jeep, avec ses fidèles compagnons Sniffer, Chacal et Zorba. Ses trois chiens l'accompagnent dans tous ses déplacements. Jacques est un grand amoureux de la nature et des animaux. Entre deux rendez-vous, il n'hésite pas à faire une pause pour permettre à ses chiens de se dégourdir les pattes!

«Je suis arrivé à Saint-Jean-sur-Richelieu à l'âge de 8 ans. J'ai grandi dans la famille de l'ancien ministre Paul Beaulieu. C'est son père qui m'a élevé. Je me souviens qu'à l'époque, Paul venait à la maison tous les week-ends. J'appelais ça les dimanches politiques. J'ai appris ce qu'était la vie de ministre, la vie politique», raconte-t-il.

Sans savoir qu'il deviendra photographe de presse et que son métier lui permettra de côtoyer le monde politique sur une base régulière, Jacques décide d'acheter un premier appareil-photo vers l'âge de 12 ans. «Il m'a coûté 27 \$», lance-t-il, en riant.

Son intérêt pour la photographie ne cesse de grandir. Durant la saison estivale, Jacques travaille dans un centre équestre. Il profite de ses temps libres pour immortaliser plusieurs images. Il affectionne plus particulièrement les paysages. Sa caméra, il la traîne toujours avec lui.

«Vers l'âge de 18 ans, je me suis lié d'amitié avec une ballerine de Saint-Jean, Jocelyne Ferron. Elle est devenue ma grande amie et c'est elle qui m'a encouragé à faire de la photo», ajoute-t-il.

Jacques décroche un emploi dans une imprimerie. Il oeuvre dans la reproduction de photographies. «J'ai suivi un cours à l'Académie des arts à Montréal pour apprendre les différentes techniques. La théorie, très peu pour moi. Je préférais aller en studio», dit-il.

Petit à petit, Jacques développe un intérêt marqué pour la photographie de personnalités connues. Encore aujourd'hui, il adore se retrouver sur un plateau de tournage pour le magnétisme qu'il s'y dégage.

«Je suis allé à l'Expo 67 sans carte de presse. À l'époque, je trippais sur les vedettes de cinéma. Lors du *bed in* de John Lennon et Yoko Ono à Montréal, j'ai pu les approcher grâce à Paul Lachapelle, qui était promoteur de spectacles à Saint-Jean. Il avait réussi à obtenir un entretien avec eux et la journaliste Françoise Penven devait réaliser l'entrevue. À la dernière minute, elle n'a pas pu venir et Paul m'a appelé pour que j'aie prendre des photos», reprend-il, fièrement. «On s'était fait passer pour des journalistes du populaire magazine français *Salut Les Copains*», confesse-t-il.



Du haut des airs, le Vieux-Saint-Jean tel qu'on le connaît aujourd'hui.

Les années passent et Jacques décide d'ouvrir un petit resto, *Le Café des arts*, situé dans l'ancien Merlin sur la rue Saint-Jacques. Il permet aux artistes de la région d'y exposer leurs oeuvres.

Plus tard, il est embauché comme infirmier à l'Hôpital du Haut-Richelieu. «J'y ai travaillé durant trois ans. Cela m'a permis de connaître le milieu de l'urgence. J'ai beaucoup aimé l'aspect humain de ce travail», dit-il.

Photographe de presse

Vers le début des années 1970, Jacques est embauché à titre de photographe au journal LE CANADA FRANÇAIS. «C'était pour moi un beau défi. À l'époque, les journalistes étaient un peu bohèmes et un peu délinquants. Je travaillais sept jours par semaine», décrit-il.

«Durant ces bonnes années, les ministres se réunissaient à Saint-Jean, dans le comté barométrique. Ces rencontres avaient lieu à la Villa Saint-Jean», enchaîne-t-il.

Jacques relate les détails d'un événement qu'il n'est pas prêt d'oublier. «Pierre Elliot Trudeau était à Saint-Jean. Il est arrivé en limousine. Je me suis approché du véhicule. J'ai ouvert la porte. Je me suis assis à l'avant et je l'ai photographié. C'est le genre de chose qu'on ne pourrait plus faire aujourd'hui.»

Si vous lui demandez le genre d'événements qui le marquent davantage, Jacques Paul vous répondra: «ce que j'aime et ce qui me marque le plus, c'est l'imprévisible, peu importe de quel événement il s'agit. J'aime photographier les gens comme ils sont, non pas comment ils voudraient être.»

Jacques Paul admet sans détour qu'il ne regrette pas son choix d'avoir marié la photo. Son métier est exigeant, soit, mais il a toujours le feu sacré. «Ce qui est dommage aujourd'hui, c'est que la loi nous interdit de photographier les gens sur la rue sans demander leur permission. Nous sommes amortis dans nos impulsions visuelles», estime-t-il.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que Jacques a un attachement profond pour la région et les gens qui l'habitent. Aujourd'hui, il n'est pas rare qu'il croise sur la rue des gens qui ont

franchi le cap de la trentaine et qu'il a vus alors qu'ils étaient encore poupons.

«Ma carrière commence. J'en suis à l'étape du raffinement», affirme-t-il, en souriant. «C'est sûr qu'il y a des moments moins intéressants. Cela fait partie du métier. Les photographes ont perdu une certaine liberté visuelle. Pour pallier ce manque, je crée de plus en plus en studio», termine-t-il.

Isabelle Simard

Les Métallos se souviennent!

L'histoire du mouvement ouvrier et syndical dans la région n'est pas très connue. Pourtant, son rôle social et se force économique en ont marqué l'essor en particulier à Saint-Jean. En 1947, le Syndicat des Métallos obtient l'accréditation syndicale chez Câbles Conducts & Fittings. C'est le début de la section locale 3953. La syndicalisation suit le développement industriel de Saint-Jean: Pirelli, Thomas&Betts, Sylvania, Singer, Commander, etc.

Les négociations ont permis d'améliorer les conditions de travail et d'obtenir des augmentations de salaires qui ont joué et qui jouent encore un rôle central dans l'économie régionale. Il y a aussi l'implication du Syndicat des Métallos dans sa communauté. Il a contribué à titre d'exemples à la fondation des Caisse d'économie et à la mise sur pied d'une coopérative d'habitation. Des Métallos ont siégé sur une Commission d'urbanisme, etc. Aujourd'hui, des représentants du syndicat sont présents dans plusieurs organismes de développement économique.

Le Syndicat des Métallos est fier de s'associer au 150^e anniversaire de fondation de la Ville de Saint-Jean. Il continuera d'être une force économique et sociale positive pour le bien-être de toute la population de Saint-Jean.



Syndicat des Métallos
921, boul. du Séminaire Nord, bureau 111
Saint-Jean-sur-Richelieu
J3A 1B6

BON 150^e ANNIVERSAIRE À LA VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

Je vous propose une visite à mon

5^e SALON VOYAGE AU CENTRE DES AÎNÉS JOHANNAIS

le 14 mars de 12 h à 18 h

au 125, rue Jacques-Cartier Nord

à Saint-Jean-sur-Richelieu

Coût: 5\$
Réservez maintenant!



Votre conseillère en

Voyages Hélène Beliveau



Domicile: 167, rue Gosselin, Saint-Jean-sur-Richelieu 346-3688

Détenteur d'un permis du Québec

Dans l'album de Jacques Paul



Une vue aérienne du pont Marchand et du quartier Normandie, en mai 1996.



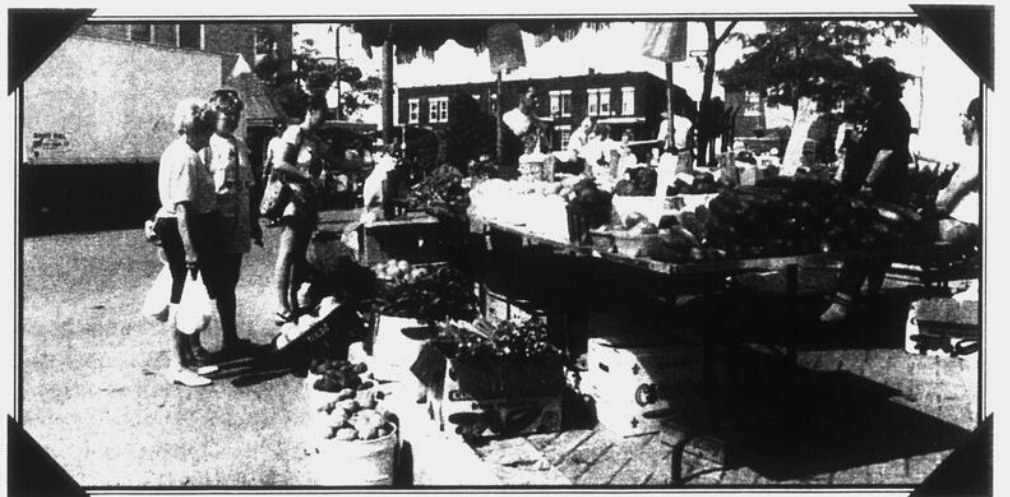
Le chantier d'assainissement des eaux, dans les années 90, sur la rue Champlain.



La rue Richelieu, comme on la connaît de nos jours.



Place du Quai, l'ancien port de Saint-Jean est devenu un lieu de navigation de plaisance.



Les maraîchers à la Place du Marché.



Une scène familière des inondations causées par la crue printanière, dans le quartier Saint-Eugène.

LES SÉCHAGES BERMIC INC.

division de Leblanc & Lafrance Inc. et de Canamera Foods

Leblanc & Lafrance Inc.



*Les Séchages Bermic inc.
sont fiers de participer
à l'essor économique
de la région*



- ENTREPOSAGE, SÉCHAGE
- MISE EN MARCHÉ
- (maïs, blé, orge, avoine, fèves de soya)

Christian Dagenais, gérant
Jean-Marie Poulain, gérant

751, Petit Bernier
Saint-Jean-sur-Richelieu

(450) 347-3185 (téléc.) (450) 347-2393 (plan) (514) 386-9205 (cell. Christian)
(450) 358-0933 (cell. Jean-Marie)

TRANSPORT & TERRASSEMENT
B. FREGEAU
& FILS INC.

Depuis
50 ans

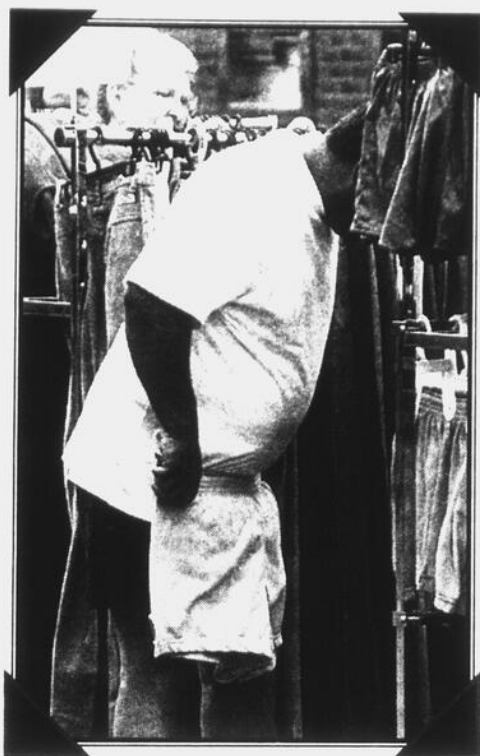
*150 ans de souvenirs
et d'histoire gravés
dans notre mémoire*

B. Fréreau & fils Inc. EN TOUTE CONFIANCE
402, rue Saint-Denis
Saint-Alexandre, Québec
JOJ 1S0
(450) 346-3487

Dans l'album de Jacques Paul



Fin des années 60, Jacques Paul réussit à s'introduire dans la chambre de John et Yoko Ono, lors de leur célèbre bed-in, à l'hôtel Reine-Elizabeth de Montréal.



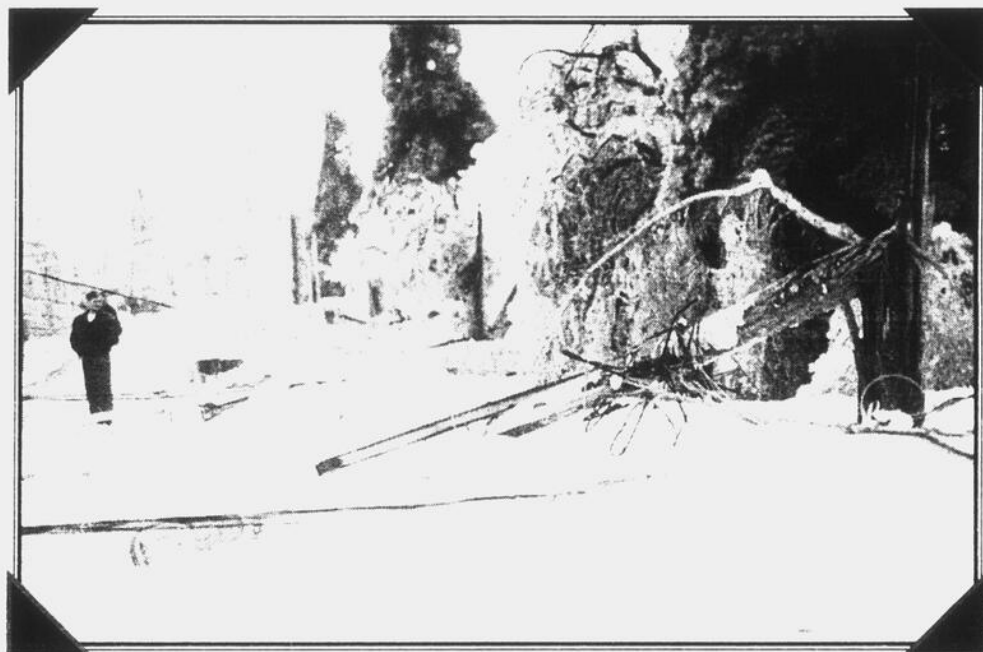
À la vente trottoir de la rue Richelieu



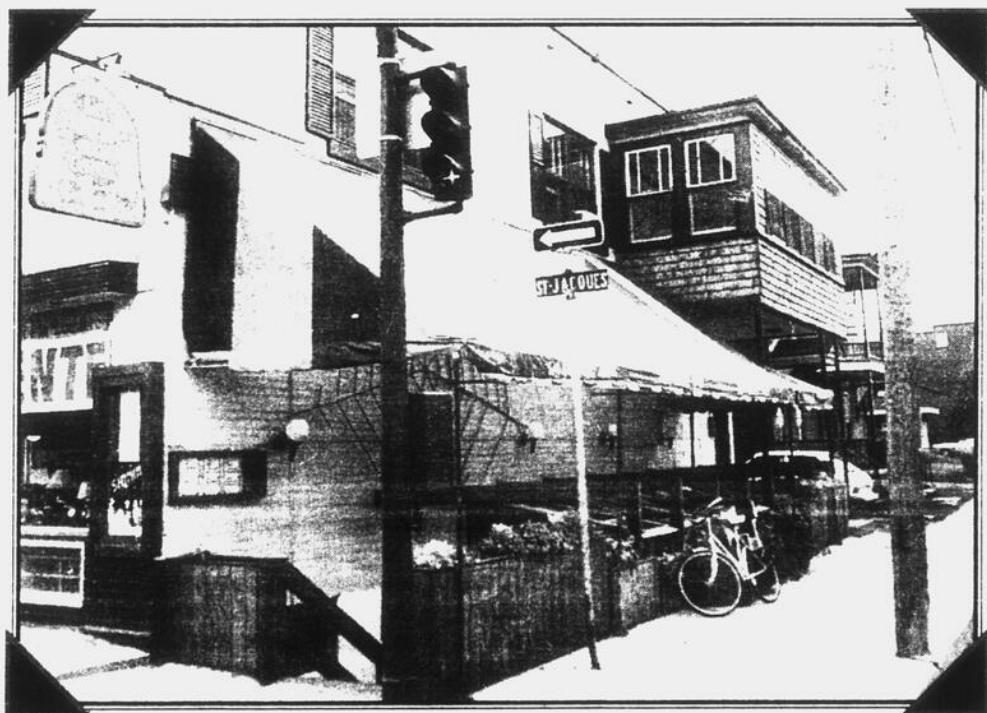
Des cols bleus au travail dans le quartier Saint-Gérard.



Que de plaisir sur la patinoire du canal Chambly.

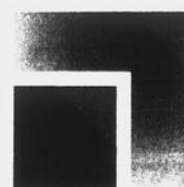


En janvier 1998, le Grand Verglas a dévasté le réseau hydro-électrique et paralysé Saint-Jean et une bonne partie de la Montérégie dans le «Triangle de glace»...



La Pointe aux Cafés, qui a fermé ses portes à l'été 97, a longtemps été la plus vieille boîte à chansons au Québec. Elle avait été inaugurée au début des années 1960.

**Célébrons dignement ce
150^e anniversaire.
Un joli coup de chapeau à tous
ceux et celles qui ont gravé
notre histoire.**



Conseil
Économique
du Haut-Richelieu (CLD)

315, rue MacDonald, bureau 301
Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél.: (450) 359-9999 Téléc.: (450) 359-0994
Courriel: cehr@netc.net

Heures d'ouverture: tous les jours de
8 h 30 à 17 h, fermé entre 12 h et 13 h



À LOUER
MULTI-ENTREPÔTS

ENTREPOSAGE LIBRE-SERVICE
Résidentiel / Commercial
Grandeurs selon vos besoins

930, rue de Dijon (coin Grand-Bernier)
Saint-Jean-sur-Richelieu

(450) 358-5010

Quelques grandes dates de notre histoire: 1609-1998

1609	13 juillet	Champlain, remontant le Richelieu, passe devant le lieu où naîtra Saint- Jean.	1933	9 juin	Érection du diocèse de Saint-Jean-de-Québec dont Saint-Jean devient le siège. Mgr Anastase Forget en est le premier évêque jusqu'à sa mort le 3 février 1955.		sur le territoire de la paroisse Notre-Dame-Auxiliatrice depuis 1904, l'usine fabriquait des machines à coudre et a aussi contribué à la production d'obus et d'hélices d'avion pendant la Seconde guerre mondiale.			
1666		Construction du premier fort de Saint-Jean par le régiment de Carignan.	1939	19 octobre	Le séminaire de Saint-Jean brûle.	1986	Les filatures Tissus Richelieu ferment leurs portes. Un avis de fermeture avait été émis le 16 août 1985. Fondée en 1964, l'usine était une filiale de la Dominion Textile.			
1710	8 juillet	Le gouverneur Vaudreuil concède au baron de Longueuil (Charles Le Moyne) le terrain où se trouve aujourd'hui la ville de Saint-Jean.	1940	4 décembre	Décès accidentel du docteur Alexis Bouthillier, député à l'Assemblée législative pour le comté de Saint-Jean depuis 1919. Il fut aussi maire de Saint-Jean de 1919 à 1923.					
1747		Une route est tracée qui va de La Prairie à Saint-Jean.	1941	15 octobre	Le Comté de Saint-Jean élit au parlement de Québec un député qui n'est pas d'allégeance libérale. M. Paul Beaulieu (Union Nationale) l'emporte par 9 voix après un recomptage judiciaire. Il fut député jusqu'en 1960.	1985-1986	La dernière phase d'agrandissement de l'usine de filtration Saint-Jean est en pleine réalisation. Le parc Laurier est amputé à cette fin.			
1748	28 mars	M. de Léry reçoit l'ordre du gouverneur, M. de la Gallissonnière, de reconstruire le fort de Saint-Jean.				1988	24 avril	Dans la nuit du 23 au 24 avril, un violent incendie réduit en cendres l'édifice du journal régional <i>Le Canada Français</i> . Tous les ateliers sont néanmoins en activité dans un tout nouvel immeuble au même endroit, le 84, rue Richelieu, dès le lundi 24 octobre 1988.		
1757	5 mai	L'ingénieur Desandrouins vient consolider le fort de Saint-Jean.	1952	15 septembre	Ouverture du Collège militaire royal de Saint-Jean aux 125 premiers élèves-officiers.					
1757	24 juin	Le régiment de Languedoc, envoyé par Montcalm, part pour travailler «provisionnellement» à la route reliant La Prairie à Saint-Jean.	1957	4 décembre	Le nouveau bureau de poste situé dans l'édifice Côté (rue Champlain) ouvre ses portes.	1988	14 mai	Le complexe hôtelier Roussillon Vallée des Forts ouvre ses portes pour recevoir le premier événement de son existence: le gala de l'Excellence de la Chambre de commerce. Il est inauguré officiellement le jeudi 11 août 1988.		
1760	30 août	Le fort de Saint-Jean est déserté par les soldats; dans la nuit du 29 au 30 août, le fort brûle.	1959	2 février	La ville de Saint-Jean adopte le règlement qui crée la bibliothèque municipale.	1989	31 mai	Le décret de l'érection canonique de la nouvelle paroisse Sainte-Marie- de-la-Visitation est promulgué en ce jour de la Visitation de la Vierge Marie. L'abbé Bertrand Gaboriau, curé fondateur, est installé le dimanche 1 ^{er} octobre et les registres ouvrent officiellement le 1 ^{er} janvier 1990.		
1764		Gabriel Christie et Moses Hazen achètent de la Baronnie les terres où se trouve une bonne partie de la ville de Saint-Jean.	1961	12 avril	Un avion bimoteur de type DC-3, appartenant à Transports Canada, s'écrase à 500 pieds du Séminaire en plein milieu de la rue Montcalm. L'accident spectaculaire, qui n'a causé aucune perte de vie, aurait pu se révéler une catastrophe.	1989	4 août	La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu accueille la 25 ^e finale des Jeux du Québec qui se poursuivront jusqu'au 31 août. Le complexe sportif Claude-Raymond et le Cégep voient les jeunes athlètes du Québec performer dans leurs installations.		
1775	6 septembre	L'armée américaine, sous la direction du général Montgomery, est repoussée par le capitaine de Lorimier. La bataille a lieu près du ruisseau qui traverse le Club de golf et qui porte maintenant le nom du général américain.	1962	24 janvier	Réunion de quatorze commissions scolaires en vue de la création de la Commission scolaire régionale Honoré-Mercier.	1990	23 août	On procède aux cérémonies officielles d'inauguration de la piscine semi- olympique du Complexe sportif Claude-Raymond.		
1775	3 novembre	Reddition du fort de Saint-Jean après 45 jours de siège devant les forces américaines.	1963	16 avril	Ouverture de la bibliothèque municipale (la bibliothèque pour les enfants existait depuis 1959).	1991	22 avril	Le Colisée Saint-Jean-sur-Richelieu s'appellera désormais le Colisée Isabelle-Brasseur pour rendre hommage à une athlète johannaise qui a accompli des exploits en patinage artistique au niveau mondial.		
1797		Un traversier, propriété d'Ephraïm Mott, relie Saint-Jean à Iberville.	1966	28 février	Inauguration officielle du pont Félix-Gabriel-Marchand reliant les villes de Saint-Jean et d'Iberville.	1991	17 octobre	Au 125, rue Jacques-Cartier Nord, un complexe imposant est érigé en face de la Gare du CN pour regrouper les activités des aînés johannais. Les autorités se réunissent dans l'agora de l'édifice pour la cérémonie officielle d'inauguration. La population est invitée à une journée portes ouvertes le dimanche 1 ^{er} décembre 1991.		
1801	16 mars	Naissance à Saint-Jean de Nelson Mott qui deviendra en 1848 le premier maire du village de Saint-Jean.	1966	28 février	Le pont Félix-Gabriel-Marchand est inauguré. Cette infrastructure routière enjambe la rivière Richelieu dans la continuation de l'autoroute 35 ou autoroute de la Vallée-des-forts. Le «pont neuf», construit pendant les années 1958-1959, devait à l'origine porter le nom d'Alexandre J. Beaulieu.	1991	10 août	Le Mondial des montgolfières: 175 ballons du monde entier envahissent le ciel de Saint-Jean-sur-Richelieu. L'événement qui prend fin le 18 août souligne par certaines activités le 325 ^e anniversaire du Fort Saint-Jean.		
1814	3 septembre	Naissance de Félix Poutré dans le rang Bernier à Saint-Jean. Il se rendit célèbre lors de la révolte de 1837-1838. Il est mort à Montréal le 21 février 1885.	1968	3 janvier	Un incendie détruit en partie l'édifice qui loge la bibliothèque municipale au 203, rue Jacques-Cartier Nord. Cet immeuble abritait autrefois le bureau de poste de Saint-Jean construit en 1906.	1992-1994		Le ministère de la Justice procède à l'agrandissement du palais de justice du district judiciaire d'Iberville. L'édifice du précédent Palais, inauguré en 1861, est intégré dans la structure du nouvel immeuble.		
1816	22 juillet	Pose de la pierre angulaire de l'église St. James.	1968	3 juin	Le gouvernement du Québec crée la Corporation du cégep de Saint-Jean. Cette institution collégiale ouvre ses portes le 9 septembre 1968 dans les locaux du Séminaire de Saint-Jean qui deviendra la propriété de la Corporation du Cégep en avril 1970.	1994	22 février	Ottawa annonce la fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean. Cette université militaire fondée en 1952 était vouée à la formation d'officiers francophones désirant faire carrière dans l'armée canadienne donc, à la promotion de l'élément francophone dans les forces armées canadiennes. Le Campus du Fort Saint-Jean prend la relève en 1995.		
1817	19 janvier	Premier service divin dans l'église St. James.	1968	12 juin	La création du Collège d'enseignement général et professionnel (Cégep) Saint-Jean-sur-Richelieu. Il occupe les lieux du séminaire.	1995	29 juin	Après une longue lutte, entreprise en 1986, les retraités de l'ex-compagnie Singer voient leur victoire confirmée par la Cour Suprême. Ils peuvent ainsi récupérer plus de 4 millions \$ des surplus générés par leur régime de retraite.		
1826	29 mars	Robert Jones est autorisé à construire un pont pour relier Saint-Jean et Iberville. Ce pont fut remplacé en 1916 par le pont Gouin.	1970	11 mars	Fusion de la Cité de Saint-Jean et de la municipalité de la paroisse Saint- Jean-l'Évangéliste pour former une nouvelle municipalité sous le nom de Ville de Saint-Jean.	1996	Juin	Construit au coût de 2,5 millions \$, le nouveau Club de golf de la Vallée des Forts accueille ses premiers joueurs.		
1828	21 octobre	M. Rémi Gaulin devient le premier curé de la première paroisse catholique à Saint-Jean.	1970	25 avril	La Cité de Saint-Jean et la Municipalité de la paroisse Saint-Jean- l'Évangéliste sont devenues la Ville de Saint-Jean, par proclamation.	1996	26 juillet	Le Vieux-Saint-Jean est choisi par les producteurs de la télé-série Lassie, une production de plus de 15 millions \$. Le Vieux-Saint-Jean devient Hudson Falls, une petite ville fictive du Vermont. Le tournage des épisodes s'est poursuivi jusqu'à l'été 1998, principalement sur la rue Richelieu.		
1832	9 janvier	Naissance à Saint-Jean de Félix-Gabriel Marchand.	1971	20 avril	Un centre commercial qui abrite plus de 20 magasins, la Place Saint- Jean, ouvre ses portes au 400, boulevard du Séminaire Nord.	1996	7 octobre	Les conseils municipaux de Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Luc et Iberville adoptent une résolution pour enclencher officiellement un processus de fusion. Les villes demandent au ministère des Affaires municipales de réaliser une étude de faisabilité sur le regroupement de leurs territoires.		
1836	21 juillet	Inauguration du premier chemin de fer au Québec et au Canada. Il roule de La Prairie à Saint-Jean.	1971	8 novembre	La Commission scolaire régionale Honoré-Mercier inaugure en ce jour la polyvalente Chanoine-Armand-Racicot. Ce complexe scolaire construit dans le quartier de la Normandie a accueilli ses premiers étudiants le 8 septembre 1971.	1996	21 novembre	Avec ses six salles et ses 817 sièges, le cinéma Capitol, au 290 rue Richelieu, inaugure ses nouvelles installations qui ont fait l'objet d'un investissement de 2,2 millions \$.		
1837	17 novembre	Le notaire Pierre-Paul Démaray et le docteur Joseph-François Davignon, deux patriotes de Saint-Jean, sont arrêtés par un détachement de Montréal. Ils sont délivrés le même jour par des patriotes qui ont dressé une embuscade sur le chemin de Chambly.	1972	29 octobre	Inauguré officiellement le 29 octobre 1972, l'hôpital du Haut-Richelieu recevait ses premiers patients le 5 mars 1972. La construction de l'institution hospitalière avait débuté en mars 1969.	1997	26 juin	Début des travaux de démolition de l'ex-usine Longtin dans le quartier Saint-Edmond.		
1843	17 novembre	Le canal de Chambly, qui va de Saint-Jean à Chambly, est ouvert à la circulation.	1973	15 août	Les Galeries Richelieu situées au 1000, boulevard du Séminaire Nord, entreprennent leurs activités pour le grand public. Ce centre commercial, avec promenades couvertes, abrite 35 magasins.	1997	3 octobre	Cérémonies d'inauguration officielle de l'usine régionale d'épuration des eaux du Haut-Richelieu à Saint-Luc. Plus de 6 000 personnes visitent les installations. Le programme d'assainissement des eaux a nécessité des investissements de 96,8 millions \$ sur les territoires de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d'Iberville.		
1845	1 juillet	Érection de la municipalité de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste. Le notaire Pierre-Paul Démaray (1798-1854) en est le premier maire de 1845 à 1847.	1974	1 mai	Premier Festival johannais. Il se clôture le 14 septembre.	1998	5 janvier	Crise du Grand Verglas. Dévastée par la pluie verglaçante, Saint-Jean-sur- Richelieu , sa région et une partie de la Montérégie se trouvent plongées dans le noir et le froid à la suite d'une panne générale d'électricité qui se poursuivra jusqu'au 30 janvier.		
1848	27 janvier	Le journal <i>The News</i> , qui s'installe à Saint-Jean en 1850, est fondé à Philipsburg. Le journal cesse de paraître en 1968.	1976	14 novembre	Décès de M. Paul Beaulieu, né à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix le 22 janvier 1902. Il fut ministre de l'Industrie et du Commerce de 1944 à 1960.	1998	28 avril	Près de dix ans après l'éclatement, à l'automne 1989, du scandale environnemental de la Balmet, par lequel une partie du quartier NDA avait été contaminé au plomb par cette usine de recyclage de batteries d'automobiles, le ministre de l'Environnement et de la Faune, Paul Bégin, annonce sur le site même de la Balmet la création de la première Fiducie environnementale municipale au Québec, dont la mission est de prendre en charge la réhabilitation des sites industriels orphelins et contaminés. Le fonds de démarrage de la Fiducie est de 1 million \$.		
1848	20 juillet	Érection du village de Saint-Jean en municipalité.	1978	11 octobre	Un arrêté en conseil du lieutenant gouverneur ordonne l'octroi de lettres patentes pour changer le nom de Ville de Saint-Jean en celui de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Le conseiller Jules Roy avait proposé la requête le 7 juin 1978. Cette appellation entre en vigueur sous le nouveau mandat du maire Ronald Beauregard. La Gazette officielle du Québec la publie le 11 novembre 1978.	1998	1 juillet	Officiellement créée en août 1997, la nouvelle Commission scolaire francophone «Des Hautes-Rivières», dont le siège social est à Saint-Jean- sur-Richelieu, succède aux quatre commissions scolaires de Saint-Jean-sur-Richelieu, d'Iberville, de Marieville et de Provençal (Saint-Césaire).		
1848	26 août	Première séance du Conseil municipal du village de Saint-Jean. Nelson Mott, marchand, est nommé maire. Il sera en fonction jusqu'en 1850.	1979	27 avril	L'édifice Général-Jean-V.-Allard ouvre ses portes. Construite entre 1975 et 1978 sur le site de la base militaire de Saint-Jean, surnommé le champ d'aviation, cette mégastructure compte douze étages à certains niveaux.	NDLR: Une partie de cette chronologie est extraite du livre «...À pied dans le vieux Saint-Jean» de Jean- Yves Thérberge que nous remercions pour nous avoir permis de la reproduire. Des remerciements vont également à la Société d'histoire du Haut-Richelieu pour avoir complété une partie de ces éphémérides entre 1960 et 1994				
1850	10 août	Création de l'Académie de Saint-Jean.	1980	30 mai	Une visite guidée de la mégastructure de la base militaire est offerte au grand public. Rappelons qu'elle a été construite sous le mandat du député fédéral Walter Smith.					
1855	1 juillet	La municipalité de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste est remise sur pied. Elle avait été abolie le 1 ^{er} septembre. Samuel Vaughan devient le premier maire de cette nouvelle municipalité.	1980	13 août	Le Centre commercial le Carrefour Richelieu longe l'autoroute 35 dans le quartier de la Normandie. Ce centre regroupe sous un même toit plus de 100 magasins et boutiques et est aussi familièrement appelé le Westcliff.					
1856	15 septembre	Le village de Saint-Jean reçoit son incorporation en municipalité de ville.	1983	20 mai	La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu dote les Johannais d'un complexe culturel de prestige formé par la bibliothèque Adé-lard-Berger et du Centre culturel Fernand-Charest.					
1858		Construction de l'édifice du marché public.	1984	23 août	Des ballons sur la Ville: du 20 au 26 août, le Festival des montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu tient sa première édition.					
1860	1 juin	Lancement du journal <i>Le Franco-Canadien</i> fondé par Charles- Joseph Laberge, Félix-Gabriel Marchand et Isaac Bourguignon.	1985	25 septembre	La cérémonie inaugurale des fêtes du 150 ^e anniversaire de l'avènement du premier chemin de fer est marquée par la venue à Saint-Jean du train de la commémoration.					
1864	29 septembre	Le premier collège de Saint-Jean est fondé. Il fermera ses portes en 1866.	1986	19 juillet	Les 19 et 20 juillet, des célébrations soulignent le 150 ^e du premier chemin de fer canadien: une messe à la cathédrale est célébrée par le cardinal Paul-Émile Léger et un banquet au Collège militaire royal de Saint-Jean est présidé par Son Excellence la gouverneur-général du Canada, madame Jeanne Sauvée.					
1867	28 juillet	Fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean. Cette société sera incorporée le 24 février 1868.	1986		La compagnie suisse Oerlikon-Bührle implante une importante usine sur le boulevard du Séminaire Sud pendant le mandat du député fédéral André Bissonnette. On y fabrique des équipements militaires.					
1868	10 décembre	Les Soeurs grises ouvrent un hospice qui se transformera en hôpital.	1986		La compagnie Singer Saint-Jean cesse ses activités. Installée					
1872	18 janvier	Le Conseil municipal accorde à la Compagnie de l'aqueduc de Saint- Jean (Louis Molleur et associés) le droit de construire le premier aqueduc de la ville.								
1872	10 juillet	Érection de la Commission scolaire de la ville de Saint-Jean. Félix- Gabriel Marchand en est le premier président de 1872 à 1896.								
1873	3 mai	Incorporation de la Banque de Saint-Jean qui disparaîtra en 1908.								
1876	18 juin	Le feu détruit le centre-ville.								
1880		Création de la première brigade des incendies.								
1887		La compagnie Bell Téléphone établit à Saint-Jean le premier service téléphonique de la région.								
1889	30 juillet	Bénédictin de l'asile-hospice des Soeurs grises, rue Longueuil, qui deviendra une partie de l'hôpital.								
1893	6 juillet	Lancement du journal <i>Le Canada Français</i> , fondé par Félix-Gabriel Marchand. Ce journal se fusionne le 4 octobre 1895 avec <i>Le Franco-Canadien</i> . Pendant 69 ans le journal sera publié sous les deux noms. Depuis 1964, il est connu sous un seul titre: <i>Le Canada Français</i> .								
1900	25 septembre	Décès à Québec de Félix-Gabriel Marchand, né à Saint-Jean et Premier ministre du Québec de 1897 à sa mort. Il fut inhumé à Québec.								
1911	6 septembre	Ouverture du collège qui deviendra le séminaire.								
1916	14 septembre	Inauguration du pont Gouin.								
1916	22 décembre	La ville de Saint-Jean devient la cité de Saint-Jean.								
1922	Février	Fondation de l'école d'infirmières de Saint-Jean.								

La petite histoire de la montgolfière dans la région racontée par un pilote

Les premiers ballons qui ont sillonné le ciel de Saint-Jean-sur-Richelieu ont non seulement suscité beaucoup d'admiration chez les grands et les petits mais beaucoup d'intérêt chez les futures et futurs adeptes.

Les membres de la famille Béland de Saint-Jean, furent les premiers à s'initier à l'art du pilotage. Leur enthousiasme s'est propagé à d'autres connaissances et après quelques mois de balbutiement, la pratique de la montgolfière devait prendre son « envol » et connaître un essor formidable dans la région... pour permettre à Saint-Jean-sur-Richelieu de devenir la Capitale de la montgolfière au Canada.

Le premier exploit impliquant une montgolfière à Saint-Jean eut lieu le premier septembre 1923. La population de Saint-Jean-d'Iberville, aujourd'hui Saint-Jean-sur-Richelieu, fut témoin d'un événement pour le moins inusité. Un parachutiste vient y faire un saut de 1500 pieds suspendu à une montgolfière sans nacelle. Un poêle chauffé au bois et muni d'un long tuyau de tôle sert au gonflement. Le décollage s'effectue du terrain d'exposition sur le boulevard Gouin. Le parachutiste se posa dans un champ sur la rue Saint-Charles et le ballon sur une voie ferrée. L'événement fit jaser.

Des dizaines d'années plus tard, en juillet 1980, l'Association montgolfière du Québec (AMQ) fut fondée, à Montréal, par quelques membres qui déboursèrent 100 \$ chacun pour assurer la mise de fonds nécessaire pour payer les frais d'incorporation. C'est un événement qui a son importance, car quelques années plus tard l'Association se fusionna avec la Coop des aéroliers du Québec, elle-même formée de pilotes de la région de Saint-Jean. La Coop fut quant à elle fondée en 1983 par des passionnées et des passionnés de la montgolfière. Pilotes, élèves-pilotes et équipiers en font partie. La Coop fut le premier club de montgolfière du Québec, et probablement du Canada, à dispenser des cours de pilotage et offrir au grand public des envolées. De plus la Coop fut le premier organisme, et sera le seul, à produire et publier un carnet de vol, totalement en français, pour les pilotes de ballon. En 1984, les membres de la Coop ont apporté leur soutien et leur collaboration au comité d'organisation du premier Festival de montgolfières de Saint-Jean.

Le premier ballon à s'approprier le ciel de Saint-Jean fut une montgolfière rouge et verte, arborant fièrement pendant plusieurs années, une bannière commerciale faisant la promotion du journal local, *Le Canada Français*. D'abord la propriété de la famille Béland, le ballon fut vendu en 1988 à la Cie Vol-au-Vent, regroupant trois adeptes du ballon de la région. Après avoir effectué près de 600 heures de vol, la montgolfière remise depuis ce temps, demeure encore dans un excellent état. Elle pourrait bien retrouver le goût de voler... d'ici peu!

En août 1984 la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est en effervescence. Elle présente la première édition de son festival de montgolfières qui avec les années deviendra le plus grand rassemblement du genre au Canada. Au-delà



Les nuits magiques offrent un spectacle inoubliable.

de 60 000 spectateurs... plus de 20 pilotes présents avec leur ballon. C'est la frénésie! Le spectacle séduit la population et acquiert ses lettres de noblesse. L'événement s'installe pour des années à venir. Au fil des années le nombre de spectateurs ne cesse de croître, les pilotes sont de plus en plus nombreux, les commanditaires de plus en plus impliqués. Les premiers décollages se font de l'aéroport municipal converti pour la circonstance en lieu de fête champêtre. Les adeptes locaux de la montgolfière commencent à se rendre compte de l'importance de l'événement et des développements possibles. Sylvain Béland devient le premier johannais à obtenir une licence de pilote de montgolfière. Pour les futurs pilotes de la région, l'aéroport demeurera le lieu de prédilection pour effectuer tout au long de l'année, même en hiver, des décollages en groupe.

Les pilotes locaux forment au cours des années un groupe assez spécial. Animés d'une même passion, ils proviennent de toutes les sphères de la société. Pour eux, la montgolfière devient un moyen d'évasion, l'occasion d'un changement de la routine quotidienne. Leur nombre croît d'année en année mais lentement cependant: les cours de pilotage n'étant pas facilement accessibles, surtout à cause du coût de l'investissement initial, du temps de disponibilité requis et de la pénurie d'instructeur. En 1988, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu reçoit à l'occasion de la Fiesta mondiale plus de 100 pilotes provenant de 12 pays différents. Près d'une dizaine de pilotes de la région participent à l'événement. Un an plus tard, en 1989, à l'occasion de la grande Fiesta marquant le cinquième anniversaire du Festival de montgolfières, le nombre des pilotes locaux dépasse la dizaine. Les pilotes locaux fréquentent de plus en plus les festivals extérieurs. En juillet 1989 se tient le plus grand rassemblement au monde jamais organisé à ce jour. L'événement a lieu à Metz, en France, dans le cadre du bicentenaire de la révolution française; plus de 800 pilotes inscrits. La majorité des pilotes de Saint-Jean participent à cette grande fête.

En août 1991, les pilotes de la région seront

connaître une baisse de popularité à cause principalement de l'augmentation phénoménale des coûts d'exploitation. Toujours en 1996, Daniel Turcotte, un des pilotes de la région, devient ballonmeister du festival en compagnie de deux autres pilotes du Québec. Les gens de la région s'impliquent de plus en plus à titre de membres d'équipes de poursuite. Près de 400 personnes travaillent à la récupération des montgolfières lors de l'édition 96 du festival de Saint-Jean.

En 1993, au moment où le festival fête ses 15 ans, la réputation des pilotes de la région dépasse les frontières locales. Ce sont des pilotes chevronnés ayant atteint un excellent niveau de formation, et sécuritaires. Depuis les premiers vols dans les années 70, aucun accident grave n'est survenu sur le territoire québécois. Les pilotes de la région ont eux aussi échappé aux malheurs... aucun accident sérieux et majeur n'étant à déplorer depuis 1984.

Plusieurs facteurs expliquent l'essor continu qu'a connu le développement de l'aérostation dans la région. La région de Saint-Jean-sur-Richelieu bénéficie d'une situation géographique parfaitement adaptée aux envolées en montgolfière. Les conditions climatiques permettent aux aéroliers de pratiquer leur sport dans des conditions quasiment idéales. L'aéroport municipal constituant un lieu idéal pour un rassemblement champêtre, est en plus un lieu de prédilection pour les décollages de montgolfières tout au long de l'année. La population a toujours manifesté un enthousiasme débordant, non seulement lors des rassemblements du mois d'août mais toute l'année lors des envolées des pilotes locaux. À Saint-Jean-sur-Richelieu, la petite histoire de la montgolfière est non seulement liée à l'histoire du Festival mais aussi à celles de la municipalité et de sa population.

Yves Landry,
pilote

Depuis longtemps... pour longtemps



BANQUE
CIBC

640, 1^{re} Rue
Iberville
346-6855

600, rue Pierre-Caisse
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-1123

640, rue Dorchester
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-7315

170, rue Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu
347-5571

**La Fraternité des
policiers de
Saint-Jean-sur-Richelieu**



*Nous sommes heureux de souligner
le 150^e anniversaire
de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.*

*La Fraternité des policiers
de Saint-Jean-sur-Richelieu assure
à la population johannaise, protection
et sécurité de même qu'une gamme
de services annexes.*

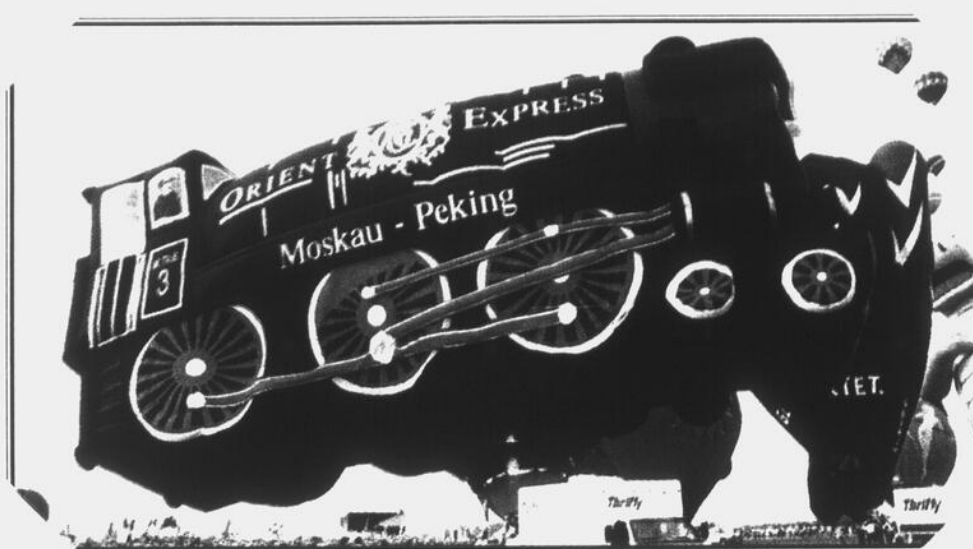
En 1998, le Festival de montgolfières a fêté ses 15 ans

20 ballons et 60 000 visiteurs en 1984

NDLR: Pendant que Saint-Jean célébrait son 150^e anniversaire d'incorporation municipale le 20 juillet 1998, le Festival de montgolfières fêtait son quinzième anniversaire. Voici le texte qui avait paru dans notre édition du 5 août 1998.

C'est fou comme le temps passe vite. Le Festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu a déjà quinze ans. Oui, déjà quinze ans d'envolées, de magie, de spectacles et de progression constante. Quinze ans d'histoire qui font la fierté des Johannais.

Tout a commencé en 1984, alors que la Chambre de commerce, l'Office du tourisme et le conseil économique du Haut-Richelieu cherchaient un moyen de développer économiquement la région durant la saison estivale.



En 1998, à l'occasion de son quizième anniversaire, 22 formes spéciales ont participé au Festival de montgolfières.

Malheureusement, cette présentation du Mondial s'est soldée par un lourd déficit (environ 250 000 \$) qui aurait pu avoir raison du Festival. Il en a d'ailleurs découlé une sérieuse remise en question.

C'est d'ailleurs pourquoi cet événement est devenu le Festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu en 1992 avec une toute nouvelle équipe et des objectifs axés sur la famille.

En 1993, pour la première fois, on devait utiliser les parcs municipaux pour les envolées du matin et le site de l'aéroport pour les envolées du soir. On commence également à présenter de grands spectacles sur la scène principale.

En 1994, pas moins de 130 000 visiteurs viennent s'amuser sur le site où envolées, animation et spectacles pour toute la famille sont à l'honneur.

L'édition 1995 est marquée par le plus grand rassemblement de formes spéciales au Canada, avec 23, toutes plus spectaculaires les unes que les autres.

L'édition suivante, soit celle de 1996, passera à l'histoire du Festival comme ayant été celle des Backstreet Boys. Pas moins de 62 000 personnes avaient alors envahi le site pour assister à ce spectacle mémorable. Tout s'était déroulé dans l'ordre et le calme, malgré une foule en délire. Ce record d'assistance ne sera jamais égalé par la suite.

L'an dernier, pas moins de 250 000 visiteurs ont franchi les tourniquets du Festival pour entre autres y découvrir une nouvelle exposition interactive sur la montgolfière ainsi qu'une aire d'animation nettement améliorée. Il s'agissait d'un nouveau record d'assistance pour une édition du Festival.

Et maintenant, place à la 15^e édition du Festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu. Avant même que cette grande fête de la montgolfière ne débute, il est déjà acquis qu'un autre record sera éclipsé avec la participation de 150 ballons, dont 22 formes spéciales. Aucun autre festival au pays n'accueille autant de ballons.

Gilles Lévesque



Le Festival de montgolfières est une fête familiale par excellence.

Les présidents du Festival

1984	Claude Roy
1985	Daniel Béland
1986	Daniel Béland
1987	Daniel Béland
1988	Denis Tougas
1989	Gilles Perreault
1990	Marco Genoni
1991	Charles Hamel
1992	Delbert Deschambault
1993	Jean Grimard
1994	Jean Grimard
1995	Robert Lafontaine
1996	Robert Lafontaine
1997	Robert Lafontaine
1998	Robert Lafontaine
1999	Yves Denis

Deux amateurs de montgolfières répondant au nom de Bob Burch et Dave McLeod, ont alors eu l'idée de proposer l'organisation d'un festival de ballons. Ces deux résidents de la région montréalaise s'étaient alors rendu compte que la région de Saint-Jean constituait une zone exceptionnelle pour des vols en montgolfières.

Le premier Festival de montgolfières du Haut-Richelieu (il était alors connu sous ce nom) s'est avéré une réussite. Durant les quatre jours de festivités, on a reçu 20 montgolfières dans le cadre d'un championnat nord-américain. Pas moins de 60 000 visiteurs avaient alors envahi les lieux. Le Festival était officiellement lancé.

Structure permanente

L'année suivante, en 1985, le Festival s'est doté d'une structure permanente. Cet événement était là pour rester. En 1986, il devait être l'hôte des 8^e Championnats canadiens.

Un an plus tard, en 1987, Saint-Jean-sur-Richelieu désigne formellement la ville «Capitale des montgolfières». Cette année-là, on as-

siste à la Grande fiesta mondiale.

En 1988, le Festival est l'hôte des 4^e Championnats nord américains et présente la coupe Défi Can-Am. L'accueil chaleureux de la population fait alors du Festival de montgolfières du Haut-Richelieu un événement hautement apprécié des pilotes.

En 1989, pour la 6^e édition du Festival, la région accueille La Grande Fiesta avec plus d'une centaine de ballons. L'année suivante, en 1990, l'événement était l'hôte des 12^e Championnats canadiens de montgolfières.

Le Mondial

En 1991, et plusieurs s'en souviendront, Saint-Jean-sur-Richelieu présentait l'événement le plus prestigieux du domaine de l'aérostation, à savoir la 10^e édition du Championnat mondial de montgolfières. Cette compétition internationale était présentée pour la première fois au Canada et réunissait une centaine d'aérostiers venus de 27 pays. La présentation du Mondial a alors positionné le Festival comme événement par excellence de l'aérostation du Canada.

Fier d'être en affaires à Saint-Jean depuis plus de 60 ans

SPÉCIAUX SEMAINE DE RELÂCHE

BESOIN D'UN BON APPAREIL?



EOS Rebel
Canon

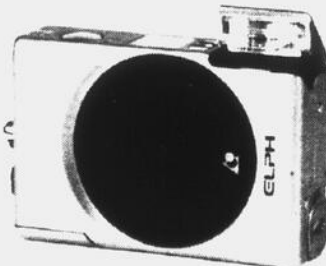
Le plus vendu des 35mm reflex!
Automatique ou manuel
Zoom 28-80

479\$
Prix Lord Photo

Canon

ELPH Zoom

Le plus Mini APS zoom!
Acier brossé Date...



379\$
Prix Lord Photo



BESOIN DE FILMS?

35MM Kodak
24 poses
200 ISO
Développement inclus

999\$

SUPER SPÉCIAL JUSQU'AU 3 MARS

Advantix Kodak 200 ISO
25 poses
développement inclus

999\$

lord photo

669, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
(voisin du McDonald)
(450) 348-7569

(450) 347-6323

Télec. : (450) 347-6572



Nous sommes heureux de souligner le 150^e de Saint-Jean-sur-Richelieu

191, rue LeGrand, Saint-Jean-sur-Richelieu



Les locaux d'Iberville ont été inaugurés en 1990.



Le CLSC/CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts offre un point de service à Venise-en-Québec.

Les CLSC/CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts



15 ans au service de la population



Depuis déjà 15 ans le CLSC est au service de la population, visant la santé et le mieux-être de notre collectivité. Dans le Haut-Richelieu, le CLSC dispense des services depuis 1983 alors que l'Établissement était géré par le CLSC des Jardins du Québec. Le CLSC Vallée des Forts a été fondé officiellement le 9 février 1984 lors de l'émission de la charte par le ministère de la Santé et des Services sociaux. À l'époque, le CLSC tenait pignon sur rue à Saint-Jean-sur-Richelieu, dans la Maison Bouthillier située dans le quartier Saint-Eugène. C'est en 1990 que les nouveaux locaux ont été inaugurés à Iberville.

Lors de l'inauguration du CLSC à Iberville, le conseil d'administration était présidé par Ghyslaine Chartier-Giguère et regroupait les personnes suivantes : Paul Boisclair, Jocelyne Guay, Mario Lafrenière, Carole Lévesque, Ghislaine Paquette, Jean-Pierre Renaud, Nicole Fluet-Couture, Fernande Hébert, Aimé Lebeau, Thérèse Scott-Lussier, Daniel Pothier et Augustin Robichaud.

Au cours de ces 15 ans le CLSC a connu un développement constant. Né du transfert des services offerts par le Département de la santé communautaire, à savoir les services de soins et d'aide à domicile et les programmes 0-5 ans, vaccination, visites postnatales, etc., le CLSC offre maintenant une gamme de programmes s'adressant à la petite enfance, à la jeunesse, aux personnes âgées, aux personnes souffrant d'une déficience intellectuelle ou physique ainsi que des services médicaux, de santé et psychosociaux.

En 1996 le CLSC et la résidence Champagnat fusionnaient pour devenir un seul établissement et prendre le nom de CLSC/CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts.

Le CLSC-CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts dispense aujourd'hui ses services à quatre endroits : à Iberville (rue Champlain), au point de service de Venise-en-Québec, à la résidence Champagnat et aux Halles Saint-Jean pour la santé et la sécurité au travail. D'ici la fin du mois de février, un cinquième point de

service sera ouvert dans le quartier Nord à Saint-Jean-sur-Richelieu, plus précisément au 365 Normand (local 1).

Le CLSC/CHSLD est, comme établissement du réseau de la santé et des services sociaux, un acteur socio-économique important dans la communauté. Il emploie tout près de 350 personnes et son budget s'élève à 14 millions de dollars.

Aujourd'hui, le conseil d'administration est présidé par Alain Beauchamp qui est appuyé par Alfred Croisetière (vice-président), Gilles Charest (secrétaire), Robert Rome, Jean-Paul Rolland, Martha Roy-Chalifoux, Madeleine McKenzie, Pierre-Armand Tremblay, Marcel Chouinard, Luc Daneau, Marie-Christine Lanciault, Daniel Pothier, Pauline Fortier, Micheline Fréreau et Marguerite Saint-Laurent.

Comment nous joindre :

CLSC (874, Samuel de Champlain à Iberville) : 358-2572;
Résidences Champagnat (370, 5e Avenue à Iberville) : 347-3769;
Venise-en-Québec (311, Avenue Venise Ouest) : 244-5825;
Santé et sécurité au travail (145, boul. Saint-Joseph, local 205, aux Halles Saint-Jean) : 359-8185;
Info-Santé : 349-3000.



Appuyons la Fondation!

La Fondation CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts a été fondée en mars 1996, quelques mois seulement avant la fusion du CHSLD et du CLSC survenue en novembre de la même année.

Au départ, la mission de la Fondation était de doter Champagnat d'équipements supplémentaires pour le soin aux malades en hébergement et pour aider les personnes âgées qui ont besoin de soins palliatifs à domicile. Mais avec la fusion, un volet communautaire s'est ajouté à la mission de l'organisme qui amasse des Fonds pour OLO (organisme qui fait la promotion d'une saine alimentation auprès des femmes enceintes) et qui aide à améliorer la condition de vie de jeunes malades retenus à la maison.

Depuis qu'elle existe, la Fondation CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts a acheté des équipements d'une valeur totale de 71 500 \$.

En 1999, l'objectif est d'amasser 46 500 \$.

Appuyons la Fondation CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts!



Les résidences Champagnat sont situées à Iberville, au 370, 5e Avenue.

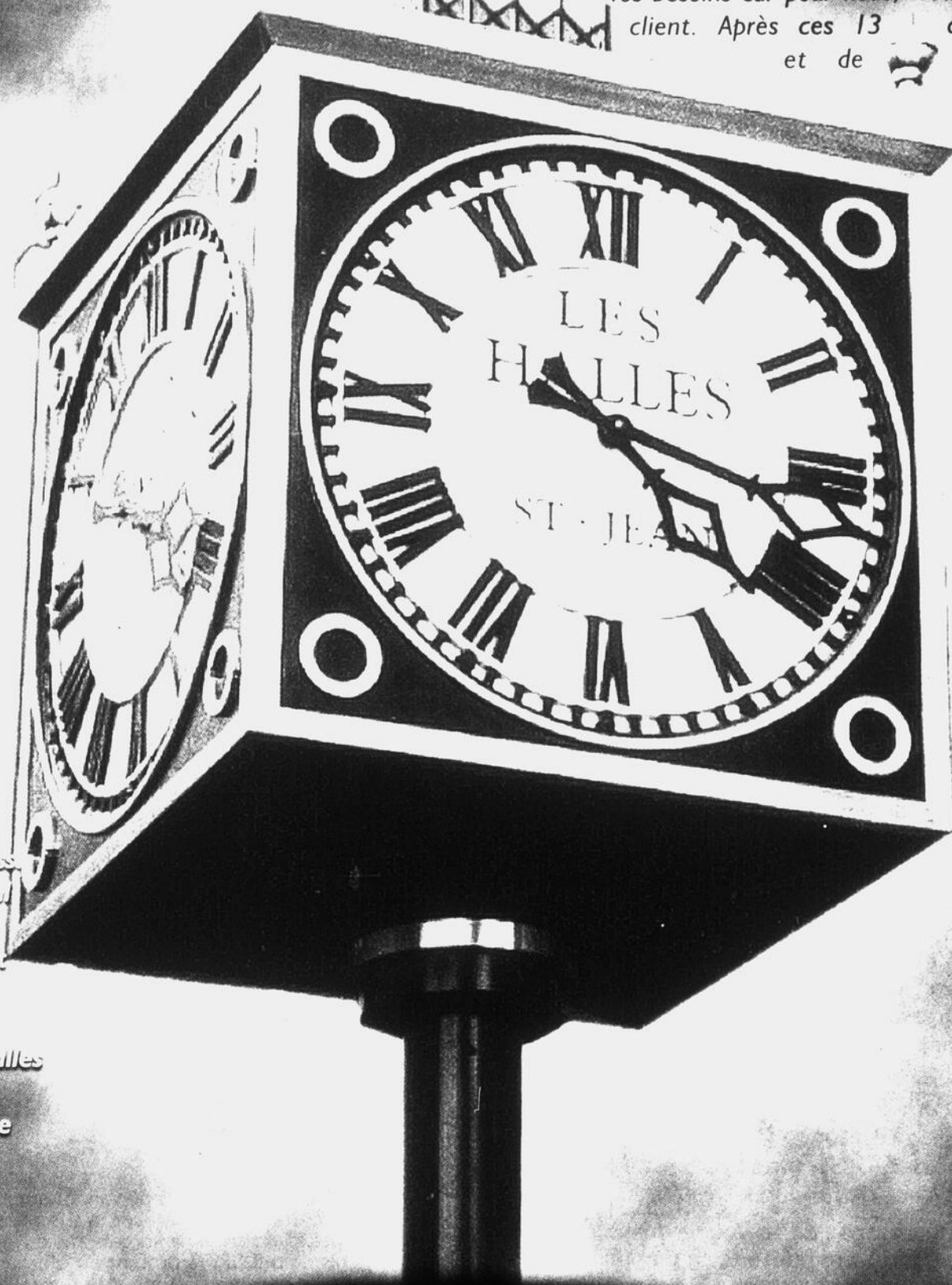


Un autre point de service du CLSC ouvrira prochainement dans le quartier Nord, à Saint-Jean-sur-Richelieu, rue Normand.

Des gens de métier qui travaillent avec passion!

Librairie L'Encrier
 Poissonnerie Odessa
 L'Avenue du Potager
 Clinique Optique Martine Monette
 Charcuterie 3 continents
 Fabi Gourmande
 Le Saucissier
 Pâtisserie La Fournée
 L'Épicerie des Halles
 La Vieille Dépense
 Aliments Santé Pleine Lune
 Caméra Expert
 Boutique Denise Roger
 Fleuriste des Halles
 Tabaloto
 Boutique Le Portemanteau
 Chez Ti-Bas
 Bijouterie Jean Langevin
 Jin Shen
 Chaussures Raymond Gaby
 California Fashion
 Agence des Halles
 Mode et Travaux
 Salon Amico
 Caisse Populaire NDA
 S.A.Q.
 Boucherie des Halles
 Créations Coiffures
 Pharmacie Clouâtre
 Le P'tit Pub
 Glaces Frio
 La Boîte à Muffins
 Le Rendez-vous des Halles
 Méli-Mélo
 Sylvain Marion, comptable
 Centre Dentaire Ernst et Ass.
 Bureau du député provincial
 Dubé, Audy, évaluateurs
 Paul-Claude Bérubé, avocat
 Marc Brosseau, avocat
 Christian Martin, notaire
 Clinique Chiropratie des Halles
 CSST
 Centre Jeunesse Montérégie
 CLSC

Depuis plus de 13 ans, Les Halles St-Jean se distinguent en offrant à la population des produits spécialisés de qualité dans un décor qui évoque l'ambiance du plus authentique des villages européens. Propriétaires et employés contribuent à votre plaisir de magasiner aux Halles St-Jean en vous offrant une qualité de service hors du commun 7 jours semaine. En fait, notre principale spécialité est de vous traiter comme personne unique tout en étant à l'écoute de vos besoins car pour nous, vous êtes plus qu'un client. Après ces 13 années de complicité et de relation privilégiée avec vous, on peut affirmer en toute simplicité que vous faites plus que jamais partie de la famille!



L E S
 ♦ HALLES ♦
 S T - J E A N

Grande surface de spécialités!

145 boul. St-Joseph Saint-Jean-sur-Richelieu